



15. 5. 561

16c. c. 16c.

MŒURS
JURIDIQUES ET JUDICIAIRES
DE L'ANCIENNE ROME

D'APRÈS DES POÈTES LATINS

PAR

EUG. HENRIOT

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION

*Spécimen offert par l'auteur à la bibliothèque de la Cour de Cassation
le 10 mai 1886*
BIBLIOTHÈQUE DE LA COUR DE CASSATION
LE 10 MAI 1886

TOME PREMIÈRE

PARIS

ÉDITÉ PAR M. MIN DODOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

IMPRIMERIE DE L'INSTITUT, RUE DE L'ORÈGE, 56

1885



MŒURS
JURIDIQUES ET JUDICIAIRES
DE L'ANCIENNE ROME

D'APRÈS LES PORTES LATINES.

TOME III.

TYPOGRAPHIE DE H. FERMES DIDOT — MENNE (EURE)

MŒURS

JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

DE L'ANCIENNE ROME

D'APRÈS LES POÈTES LATINS

PAR

EUG. HENRIOT

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION



Nullus est liber tam malus, ut non aliquis parte preest.
(PLAUTUS *Seneca*, apud *PLIN. Juv. Epist.*, III, 8.)

In omnibus liberis est utilitatis aliquid.

(QUINTIL., X, 1.)

TOME TROISIÈME



PARIS

LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56

1865

Tous droits réservés



MŒURS

JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

DE L'ANCIENNE ROME.

QUATRIÈME PARTIE.

DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE ET DES JUGES.

§ 1^{er}.

Origine mythologique de la justice.

La fable, ou plutôt la poésie, a fait de la justice une déesse en deux personnes :

L'une, sous le nom de Thémis, fille du Ciel et de la Terre,

. Prima deum fas,

Que Themis est Gravis;

(*Auson., Edyl., 12.*)

l'autre, sous le nom d'Astrée, ou la Vierge, fille de Jupiter et de Thémis;]

Selon Phèdre, Prométhée avait essayé d'en composer une troisième, sous le nom de *Veritas* :

Creta subtili Veritatem fecerat,

Ut jura posset inter homines reddere.

(*Appendix, II.*)

Mais il ne parait pas que cette création du fils de Japet ait subsisté plus longtemps que l'homme formé de limon

terrestre, qu'il avait animé du feu céleste, dérobé par lui dans l'Olympe.

Dans le dernier état de la mythologie, on ne connaissait plus guère comme personnification de la justice que la vierge Astrée, qui avait succédé à sa mère.

Le poète grec Aratus, qui eut l'honneur d'être traduit en vers latins non-seulement par Cicéron et par Avienus, mais aussi par Germanicus César, raconte, dans ses *Phénomènes*, que tant que dura l'âge d'or Astrée demeura sur la terre et gouverna les humains :

Hæc manet in sanctis, dum gens manet aurea, terris.
(CICERO.)

Aurea pacati regeres quum sæcula mundi
Justitia, inviolata malis, placidissima virgo,
.....
Jura dabas.

(GERMANICUS CÆSAR.)

Sénèque le Tragique s'en explique de même dans *Octavie* :

Tunc illa virgo, numinis magni dea,
Justitia, cælo missa, cum sancta fide
Terras regebat.

Dans cet heureux temps, tout le monde étant innocent, Astrée n'avait que fort peu de chose à faire pour accomplir sa tâche ; car, ainsi que le remarque judicieusement Ovide, rien ne devait être plus aisé que de rendre la justice à des justes :

Nullus erat justis reddere jura labor.
(*Fast.*, l.)

Il n'en fut plus ainsi après le siècle d'or ; la discorde étant survenu dans les siècles suivants, Astrée prit en haine les humains, et s'éloigna des lieux où ils formaient des sociétés :

..... Oculos fugiens exosa sequentum,
Linquebat extus hominum.
(AVIEN., *Arat.*)

Elle s'était retirée sur de hautes montagnes ; et parfois

encore en descendait, pour venir en aide aux mortels, qui sollicitaient sa présence dans les cités qu'ils avaient construites :

. . . . Pollutas properantem linquere terras
Sedibus his tectisque novis succedere adegit
Fecundum in fraudes hominum genus. . . .

(*Sil.*, II.)

Mais, après avoir reconnu toute l'étendue du mal qui se produisait en son absence, et combien les générations nouvelles étaient déchues de la pureté originelle des générations primitives, elle déclara aux hommes qu'elle ne daignerait plus se montrer au milieu d'eux, et les abandonna définitivement, en s'envolant au ciel :

Sed simul ac magnas hominum venisset ad urbes,
Improba terrificis sic ultæ crimina verbis :
« Non ego me dignor posthac monstrare videndam,
Degener o primæ proles nunc altera prolis,
Degeneres iterum iterumque habitura nepotes. »

(*Cic.*, *Arat.*)

Hæc effata super montes abijt aliæ cursu,
Adonitos linquens populos, graviora paventes.

(*GERMANICUS*, *Arat.*)

Une fois au ciel, elle n'en revint plus ; car elle fut changée en constellation et ne conserva plus que le nom de *Virgo* ou, suivant Manile, celui d'Érigone :

Virginis inde subest facies.

(*GERMAN.*, *Arat.*)

Erigone surgens, quæ rexit sæcula prisca
Justitia, rursusque eadem labentia fugit.

(*MANIL.*, 4.)

Du reste, elle ne s'enfuit de la terre que progressivement et après s'être assurée qu'il ne s'y trouvait plus aucune contrée dans laquelle elle pût régner sans partage. De toutes les divinités, elle fut la dernière à la quitter, et ce fut chez les hommes des champs qu'elle fit, en se retirant, ses derniers pas :

Paulatim deinde ad superos Astræa recessit.

(*JUV.*, 6.)

Ultima de superis illa reliquit humum.

(Ov., *Fast.*, I.)

. Et virgo cæde madentes,

Ultima cœlestum, terras Astræa reliquit.

(Id., *Metam.*, I, 6.)

. Extrema per illos (*agricolas*)

Justitia, excedens terris, vestigia fecit.

(Virg., *Georg.*, II.)

Si je me suis permis de faire sur la justice cette courte leçon de mythologie, c'est que, marchant avec les poètes, il est bien difficile de ne pas entrer quelque peu dans le champ des allégories.

Après tout, quelque fabuleuses qu'elles fussent, ces traditions poétiques avaient pourtant une haute signification, qu'il est peut-être à propos de faire remarquer ici.

En défilant la justice, elles témoignaient de la sublimité de sa mission.

En la montrant fuyant les hommes une fois réunis en société, malgré leurs efforts pour la retenir, n'apparaissant plus parmi eux que par intervalles, et sur leur invocation, et les abandonnant complètement, alors que l'injustice et la violence avaient usurpé sa place, elles faisaient entendre que sans elle il n'y a que désordre dans le monde. A ce point de vue la fable est presque de l'histoire, et Virgile y ajoutait un trait de vérité de plus en notant, dans ses *Géorgiques*, que le dernier asile de la déesse avait été la campagne, lorsque la campagne était encore à l'abri de la contagion des villes.

Mais rapprochons-nous davantage de la réalité.

§ II.

Origine historique de la justice distributive. — Institution de la magistrature et des tribunaux.

Les poètes philosophes, ceux qui recherchaient l'origine des choses ailleurs que dans la fable, donnaient à la justice le même berceau qu'à la loi.

Lucrèce les faisait naître l'une et l'autre à l'époque où

les hommes connurent l'usage du feu, des vêtements, des cabanes, et se créèrent une famille par le mariage. « Alors, dit-il, ceux d'entre eux dont les habitations se touchaient commencèrent à former des liaisons de voisinage, et convinrent de s'abstenir de toute lésion, de toute violence les uns envers les autres, et de protéger réciproquement leurs femmes et leurs enfants. Ces enfants eux-mêmes, par leurs gestes et leurs sons inarticulés, leur faisaient comprendre que la pitié et l'assistance sont une justice due à la faiblesse :

Tunc et amicitiam cœperunt jungere, habentes
Finitima inter se, *nec lœdere*, nec violare ;
Et pueros commendarunt, muliebrique sæclum,
Vocibus et gestis quum balbe significarent
Imbecillorum esse æquum miserariæ omnium.

(Lib. V.)

On trouve là l'indication de la première des conditions constitutives de la justice, « *Neminem lœdere*, » à quoi le droit ajoutait : « *Suum cuique tribuere*. »

Juvénal explique à peu près dans les mêmes termes que Lucrèce l'établissement des rapports d'équité entre les hommes.

« L'auteur commun de toutes choses, dit ce poète, ne nous a pas seulement donné la vie, comme aux autres animaux ; il a mis en nous la raison et les sentiments affectueux, qui nous portent à nous rapprocher, à nous entr'aider. Par un effet naturel de cette tendance instinctive, les hommes, dispersés d'abord, sortirent des forêts, qui furent leur première demeure, pour s'assembler dans les mêmes lieux. Ils formèrent des agrégations, se construisirent des habitations qui se joignaient les unes aux autres dans un intérêt de protection réciproque, et se firent un devoir de secourir, de défendre et de venger au besoin ceux de leurs concitoyens qui tombaient victimes de quelque acte de violence grave : »

Principio indulsit communis conditor illis
Tantum animas, nobis animum quoque, mutuas ut nos
Affectus petere auxilium et præstare juberet.

Dispersos trahere in populum, migrare vetusto
 De nemore, et proavis habitatas linquere silvas;
 Edificare domos, laribus conjungere nostris
 Tectum aliud, tutos vicino limine somnos
 Ut collata daret fiducia; protegere armis
 Lapsum, aut ingenti nutantem vulnere civem.

(*Sat. 5.*)

C'est encore dans le même sens que Claudien parlait des débuts de la justice dans le monde. Il la regardait comme la première civilisatrice du genre humain, qu'elle avait, disait-il, tiré de ses repaires, dépouillé de sa sauvagerie et amené à cultiver les lois :

. . . Tu prima hominem silvestribus antris
 Elicis, et fredo detergis secula vietu;
 Te propter colimus leges animosque ferarum
 Exuimus.

(*CLAUD., De Theod. Consul.*)

Ces hypothèses poétiques sont-elles historiquement admissibles?

L'affirmative est, je crois, peu contestable.

Il est certain que l'esprit de justice est inné chez les hommes : « Sumus ad justitiam nati, dit Cicéron, nec opinione, « sed natura, constitutum est jus. »

On peut tenir aussi pour constant qu'il se produisit par inspiration naturelle, dès l'instant où se formèrent les premières sociétés. Ce qui le prouve, c'est que les peuplades même les plus barbares en ont toujours une idée plus ou moins nette : « Justitiæ rusticis quoque ac barbaris apparet « aliqua imago. » (QUINTIL.)

« Telle est la puissance de cet instinct, dit encore Cicéron, qu'il agit même sur les malfaiteurs. Voyez ces bandits qui ne vivent que de brigandages et de crimes ; ils ne peuvent eux-mêmes se passer de quelque peu de justice. Qu'un d'eux vienne à voler par fraude ou violence quelqu'un de ses complices, il est mis au ban de l'association et n'y peut plus garder sa place. S'il arrive que le chef de la bande ne fasse pas entre ses compagnons un partage égal du produit des communes rapines, ceux-ci ou le tuent ou l'abandon-

nent. On dit même que ces brigands ont des lois auxquelles ils promettent obéissance, et qu'ils observent entre eux (1). »

Ainsi, même aux yeux de l'injuste un injuste est odieux. Le mal qu'il fait aux autres il ne supporte pas qu'on le lui fasse. Tout sacrilège qu'il est, il a parfois recours aux autels, et ne se fait point scrupule d'invoquer l'assistance de la divinité qu'il offense :

Etiam qui faciunt, oderint injuriam.

(PUBL. SYRUS.) (2)

Confugit interdum templi violator ad aras,

Nec petere offensi numinis horret opem.

(Ov., *ex Ponto*, II, 2.)

C'est qu'en effet, il le faut bien reconnaître, le premier sentiment de la justice ne vient pas de celle que nous devons, mais de celle qui nous est due ; ce sentiment procède *a priori* de l'égoïsme.

(1) « *Justitiae tanta vis est, ut ne illi quidem, qui maleficio et scelere pascuntur, possint sine ulla particula justitiae vivere ; nam qui eorum cuiusdam, qui una latrocinantur, furatur aliquid aut eripit, is sibi ne in latrocinio quidem relinquit locum. Ille autem qui archipirata dicitur, nisi aequabiliter praedam dispertiat, aut interficitur a sociis, aut relinquitur. Quin etiam leges latronum esse dicuntur, quibus pareant, quas observant.* » (Cic.)

Mais jusqu'en ces pays où tout vit de pillage,
Chez l'Arabe et le Scythe, elle est de quelque usage ;
Et du hulin acquis en violant les lois,
C'est elle entre eux qui fait le partage et le choix.

(BOILEAU, *Sat.* XI.)

(2) Même aux yeux de l'injuste un injuste est horrible,
Et tel qui n'admet pas la probité chez lui
Souvent à la rigueur l'exige chez autrui.

(BOILEAU, *Sat.* XI.)

Tant au cœur des humains la justice et ses lois
Même aux plus endurcis font entendre leur voix !

(VOLTAIRE, *Oreste*.)

On trouve dans les *Annales* de Tacite l'application suivante de la vérité exprimée dans cette dernière réflexion de Voltaire : « *Sævum id malique moris etiam furentibus visum.* » Ceci est dit à propos de l'offre qu'un des soldats révoltés de Germanicus faisait à ce prince de lui prêter son glaive pour se donner la mort. (*Annal.*, I, 35.)

Or, l'égoïsme étant toujours porté à s'exagérer son droit, il advint qu'assez généralement on ne tint guère à la justice que par rapport à soi-même, et qu'on fut peu disposé à l'observer vis-à-vis d'autrui, dans les circonstances où l'intérêt personnel conseillait d'en agir autrement.

L'esprit de justice voulait qu'en pareil cas on préférât le juste à l'utile :

*Justitia utilibus rectum præponere suadet,
Communesque sequi leges.*

(CLAUD., *Stilich.*, II.)

. Utilitas justi prope mater et æqui (1).

(HOR., *Sat.*, I, 3.)

De là naquit l'injustice. Naturellement, elle ne vint au monde qu'après la justice et le droit ; car l'injustice ne peut exister que là où préexiste un droit acquis auquel il est porté atteinte. C'est ce que me paraît exprimer cette sentence, assez obscure du reste, de Publius Syrus :

Omne jus supra omnem injuriam positum est (2).

Dans les siècles primitifs, l'injustice se manifesta par l'abus de la force, par la violence. Longtemps les hommes vécurent dans cet état d'anarchie où chacun voulait commander et s'ériger en maître, où les inimitiés particulières donnaient un libre cours à leurs vengeances. C'était l'é-

(1) Dans la pensée d'Horace, le mot *utilitas* veut-il dire l'intérêt général, comme l'ont pensé plusieurs de ses traducteurs ? Je ne le crois pas ; il me paraît qu'ici le poète entendait faire allusion à la maxime : « *Inustum* » « *quod potentiore utile*, » maxime bien souvent combattue par les moralistes de l'époque. C'est dans ce sens que La Fontaine a dit :

*. Votre justice,
C'est votre utilité.*

(2) A première vue, le sens de cette maxime paraît être celui-ci : « Tout droit est placé au-dessus de toute injustice. » Mais ce sens serait un véritable non sens ; car il n'est pas de droit qui ne soit exposé aux atteintes de l'injustice. Ce que l'auteur a voulu dire, selon moi, c'est que tout droit précède toute injustice ; en d'autres termes, que l'injustice ne procède que de la préexistence d'un droit qu'elle attaque. La préposition *supra* n'est pas ici employée dans son acception la plus ordinaire. Elle signifie, non pas au-dessus, mais avant, ou plus loin dans le passé.

poque où, suivant la fable, Astrée s'éloigna d'eux et se retira sur les montagnes. Mais épuisés par la discorde, fatigués d'une situation qui ne laissait de sécurité à personne, ils finirent par éprouver le besoin d'une législation répressive de l'iniquité, et par instituer des règlements et des magistrats auxquels ils se soumirent volontairement. Telle fut, selon Lucrèce, l'origine des institutions protectrices de l'ordre social :

Imperium sibi quum summatum quisque petebat,

 Acris ex ira quod enim se quisque parabat
 Ulcisci, quam nunc concessum est legibus æquis,
 Hanc ob rem est homines pertæsum vi colere ævum.

 Nam genus humanum defessum,
 Ex inimicitis languebat, quo magis ipsum
 Sponte sua cecidit sub leges arctaque jura.

 Inde magistratum partim docuere creare,
 Juraque constituere ut vellent legibus uti (1).

(Lib. V.)

Ce besoin de se garantir réciproquement contre les agressions de la violence et de l'injustice par l'établissement de lois tutélaires et d'autorités chargées de veiller à la sûreté commune, devint dès lors la préoccupation principale de toute société naissante.

Lorsque Didon fonda Carthage, dit Virgile, le premier soin de la colonie qui avait émigré avec elle en Afrique fut de se choisir des lois et des magistrats, en même temps que s'élevaient les murs de la cité nouvelle :

Jura magistratusque legunt, sanctumque senatum.

(*Æneid.* I.)

Au début de leur établissement dans le Latium, les Ro-

(1) Il semble que Tacite se soit inspiré de ce passage de Lucrèce, en écrivant ce qui suit dans ses *Annales* : « At postquam exsul æqualitas, et pro modestia ac pudore ambitio et vis incedebant, provenere dominationes, multosque apud populos mansere. Quidam statim, aut postquam regum pertæsum, leges maluerunt. » (*Annal.*, III.)

main, au rapport d'Ovide, ne connaissaient que le droit de la force. Afin de les amener à des mœurs plus douces, leurs chefs s'attachèrent à leur inspirer l'amour de la justice et la crainte des dieux. Il leur fut en conséquence donné des lois. Par suite, leur naturel sauvage s'humanisa peu à peu ; par suite aussi, le pouvoir de l'équité parvint à prévaloir sur celui des armes, et ils n'osèrent plus en venir aux mains pour soutenir leurs prétentions :

Principio nimium promptos ad bella quirites
Molliri placuit jure, deumque metu.
Inde datæ leges.
Exiit feritas, armisque potentius æquum est,
Et cum cive pudet conseruisse manus.

(Ov., *Past.*, III.)

On commençait à comprendre alors que ce n'était point par les armes, mais par les peines, qu'il fallait faire justice des coupables,

In sontes tormenta magis quam tela parari.

(CLAUD., in *Eutrop.*, II.)

Plus tard on se pénétra mieux encore de la nécessité de former une sorte d'assurance mutuelle contre les entreprises des méchants. Il fut admis en règle que quiconque faisait violence à autrui s'attaquait à la société elle-même dans la personne de l'un de ses membres : « Qui impetum in quem-
« piam facit, is quasi manus afferre videtur socio. » C'était Cicéron qui formulait ainsi cette règle, déjà bien ancienne de son temps. La poésie ne pouvait manquer de la buriner également dans ses vers. « Faire tort à une seule personne, dit une sentence de Publius Syrus, c'est en menacer nombre d'autres : »

Multis minatur qui uni facit injuriam (1).

En effet, chacun se doit dire que le dommage éprouvé par

(1) Aucun membre de la société ne peut souffrir sans quelque dommage pour le corps entier. (L'abbé Raynal.)

son voisin peut l'atteindre plus ou moins prochainement, à son tour :

..... Ecquid
Ad te post paulo ventura pericula sentis?
Nam tua res agitur, paries quum proximus ardet.
(HOR., *Epist.*, I, 18.)

Exemple :

Lorsque les diatribes en vers fescennins en arrivèrent à diffamer les particuliers les plus honnêtes, ceux-ci s'en trouvèrent vivement blessés, dit Horace; mais ceux même qu'elles épargnaient se préoccupèrent du mal qu'elles causaient, comme d'une affaire commune à tous :

..... Doluere cruento
Dente lacesiti. Fuit intactis quoque cura
Conditione super communi.
(*Epist.*, II, 1.)

Autre exemple :

Dès que l'adultère vint à souiller la couche conjugale, tous les maris, dit Ovide, prirent fait et cause pour l'époux outragé. Pourquoi? Parce que chacun d'eux se sentait intéressé dans l'outrage fait à un seul :

Jurabant omnes in læsi verba mariti :
Nam dolor unius publica cura fuit.
(*Ars amat.*, II.)

Ce fut ainsi que tous les Grecs furent amenés à s'armer pour tirer vengeance de l'outrage fait par le Troyen Pâris à Ménélas par l'enlèvement d'Hélène, épouse de ce dernier prince :

Ut dolor unius Danaos pervenit ad omnes.
(*Metam.*, XIII, 6.)

On estimait donc que réprimer ces atteintes isolées c'était assurer la sécurité de tous :

Tuti sunt omnes ubi unus defenditur.
(PUBL. SYRUS.)

Ces idées de solidarité de tous les citoyens, dans l'obligation de se garantir réciproquement contre la violation des lois et du droit, étaient très-populaires chez les Romains. Le

premier mouvement de tout individu gravement lésé était de faire appel à l'assistance de ses concitoyens, sûr qu'il était que la vindicte publique ne lui ferait pas défaut, si sa plainte était jugée légitime, comme il est dit dans ce fragment de Juvénal :

. Nec mihi deerit
Ultio, si justæ defertur causa querelæ.

(*Sat.* 16.)

Dans les comédies de Plaute et de Térence, on voit assez souvent paraître sur la scène des personnages qui, ayant à se plaindre de méfaits commis à leur préjudice, les crient, pour ainsi dire, sur les toits et appellent le peuple à leur aide. Voici quelques-unes de ces dénonciations adressées de la sorte au public :

. . . Advorsum jus legesque insignite injuria hic
Facta est.

(*PLAUT., Rudens.*)

Mihi facta injuria est.

En unquam cuiquam contumeliosius

Audistis factam injuriam quam hæc est mihi?

(*TER., Phormio.*)

Facito hic lege potius licent quam vi vitam vivere.

(*PLAUT., Rudens.*)

Obsecro vos, populares, ferte misero atque innocenti auxilium.

(*TER., Adelph.*, I, 2.)

. . . Obsecro te, quisquis es, operam ul des mihi,

Nec sinas in me insignite fieri tantam injuriam.

(*PLAUT., Menæchmi*, V, 7.)

. Obsecro vestram fidem ;

. Subvenite, cives.

Ecquis subpetias mihi audet offerre?

(*Id., Ibid.*)

. Obsecro vos ego, mihi auxilio

Oro, obtestor sitis.

(*Id., Autul.*, IV, 9.)

Lorsque l'opprimé réclamait dans de pareils termes le secours des lois et la protection de ses concitoyens, il avait le sentiment instinctif que le public devait s'intéresser au dommage qu'il souffrait personnellement et que sa cause était celle de tous. En effet, nul ne pouvait voir avec indif-

férence l'injustice dont l'un des membres du corps social était victime, et chacun sentait qu'il était de son intérêt de le soutenir et de le venger, afin de se sauvegarder soi-même de semblables atteintes. Il n'est pas douteux que telle fut la cause et la vraie raison d'être des premières institutions judiciaires.

Mais c'était peu d'avoir des lois, si l'on n'avait en même temps des magistrats capables de les bien appliquer. « *Quantum est jus in civitate esse, disait Pomponius, si non sint qui jura regere possint?* » (*De Origine juris.*)

De là aussi le besoin d'une justice distributive et de magistrats chargés de la rendre au nom de tous. On créa donc une magistrature judiciaire.

C'était peu encore d'avoir une magistrature, si elle n'était entourée de la confiance des populations; car dans les sociétés naissantes, quand la magistrature ne possède pas tout l'ascendant qui lui appartient, la justice populaire prend souvent la place de la justice réglée.

Les temps anciens en offrent plus d'un exemple. Le peuple alors avait aussi sa loi de *Lync*. Ovide le constate dans ce passage de la *nux Elegia*, où il fait dire au noyer : « Moi, pauvre noyer, joignant le chemin, tout innocent que je sois, je me vois lapider par les passants. C'est la peine que subissent d'ordinaire les coupables pris en fragant délit, lorsque l'indignation publique trouve trop lente l'action de la justice : »

Nux ego, juncta viæ, quum sim sine crimine vitæ,

A populo saxis prætereunte petor.

Obruere ista solet manifestos pœna nocentes,

Publica non lentam quum capit ira moram (1).

Il fallait donc que la magistrature fût respectable et respectée; et, pour cela, qu'elle offrît au peuple des garanties d'une exacte et prompte distribution de la justice, afin qu'il pût s'en reposer entièrement sur elle du soin de réprimer

(1) Tacite parle aussi de la justice populaire dans ce passage : « *Simul populi ante curiam voces audiebantur: non temperatos manibus, si patrum sententias evasisset.* » (*Annal.*, III.)

le mal, et jamais ne songeât à le réprimer directement par un acte de sa propre puissance.

§ III.

Position élevée des tribunaux. — Sièges de justice. — L'autorité judiciaire doit être grande et forte.

Dans l'antiquité, la magistrature judiciaire était considérée comme un véritable sacerdoce. Les Latins donnaient à leurs tribunaux le nom de sanctuaire ou d'autel des lois, *venerabile legum altare*, et au magistrat qui y siégeait, celui de pontife du droit, *pontifex juris*, ou de prêtre de la loi,

. Juris legumque sacerdos.

C'était dans un temple auguste, d'une vaste étendue, soutenu par cent colonnes, et situé au sommet de la ville, que Virgile plaçait la Cour de justice du roi Latinus, à Laurent : .

Tectum augustum, ingens, centum sublime columnis,

Urbe fuit summa.

. Hoc illis curia templum.

(*Æneid.* VII.)

De même que l'Écriture sainte, la poésie païenne comparait le juge à un dieu rendant aux peuples ses saints oracles, et n'écartant de lui que ceux qui ne demandaient pas des choses justes : .

Judicis, ipse sedens iudex, cœlestis imago,

Per te respondes populis oracula sancta,

Projicis et nullos, nisi qui non justa requirunt.

(PRISCIANUS., *Anasth. laudes.*)

Comme aujourd'hui, les juges devaient siéger, c'est-à-dire juger étant assis.

Tmolus, choisi pour arbitre du débat engagé entre Apollon et Pan, commença, pour remplir digne ment son office, par s'asseoir sur sa montagne :

Judice sub Tmolo certamen venit ad impar.

.

Monte suo senior iudex consedit

(Ov., *Metam.*, XI-VI.)

Lorsque les chefs de l'armée grecque se constituèrent en tribunal pour statuer sur les prétentions respectives d'Ajâ et d'Ulysse à l'héritage des armes d'Achille, le débat s'ouvrit dès que les juges eurent pris place sur leurs sièges :

Consedens duces, et vulgi stante corona,

Surgit Ajax.

(Ov., *Metam.*)

C'est également assis que le singe de Phèdre,

. . . Si parva licet componere magnis,

jugea le procès entre le loup et le renard, et prononça la sentence que j'ai précédemment rappelée :

Tunc iudex inter illos sedit Simius :

Uterque causam quam perorasset suam,

Dixisse fertur Simius sententiam :

« Tu non videris, etc.

(I, 10.)

On se rappelle aussi que dans une scène, déjà citée, de Plaute, où il est question d'arbitrage, l'arbitre a soin de s'asseoir avant de donner la parole aux parties colitigantes :

Sine me dum istuc iudicare. Surge; ego adsedero.

(*Mostellaria.*)

Un autre, dans la même pièce, ne voulait juger et prononcer que sur le siège. Selon lui, l'esprit devait être plus recueilli, plus clairvoyant, et le jugement plus sain, dans cette attitude rassise et stable :

Sic tamen hinc consilium dederò : nimio plus sapio sedens.

C'était en effet la règle. Je l'ai trouvée quelque part formulée en ces termes : « Sedendo quiescit animus, et sedendo ac quiescendo fit animus prudens. »

On voulait aussi que les juges fussent assis sur de hauts sièges, « unde conspiciere et conspici possint » ; et c'est tou-

jours ainsi que la poésie les représente. Peu s'en faut même qu'elle ne les place sur un véritable trône :

..... Sedibus altis
 Augusta gravitate sedent.
 (Ov.)
 Extruitur media castrorum sede tribunal,
 Editiore loco.
 (PRUD., *Psych.*)
 Conscindunt apicem, mox et sublime tribunal,
 Consistent aggere summo
 Conspicuum, populosque jubent astare frequentes.
 (Id., *ibid.*)
 Constipata sedebat
 Officio, exstructo celsior in solio.
 (Id., *peri-steph.*)
 . . . Alta sede quæsitior sedens.
 (SEN. TR.)
 Quæsitior in alto
 Conspicuus solio.
 (CLAUD.)
 Scandit sublime tribunal.
 (Id., *in Eutrop.*, II.)
 Solio ceu fultus in alto,
 Cingas jure forum.
 (Id., *Stilich.*, 3.)

Les prosateurs constatent, comme les poètes, que les sièges de justice étaient toujours placés de manière à dominer l'auditoire et à être aperçus par le public : « Extruunt tribunal « quo magis conspicua sedes foret. » (TAC., *Annal.*, I, 18.) — « Forum ejusque tribunal adstituor, jamque sublimi suggestu magistralibus residentibus... » (APUL., *Metam.*, 3.)

Pourquoi ces hauts sièges ? Parce que, dit Prudence, le pouvoir judiciaire domine indistinctement tous les justiciables :

..... Supereminet omnes
 Jure potestatis.

N'est-ce pas aussi dans le même sens que doit s'entendre ce fragment de Lucile, que j'ai déjà relevé ?

..... Ergo prætorum est ante præire.

On avait du reste entouré d'un appareil imposant les premiers représentants de la justice.

Lorsque fut créée la préture, en l'an 389 de Rome, on éleva le magistrat qui en était investi au même rang hiérarchique que les consuls dans l'ordre des pouvoirs publics ; on lui donna les mêmes attributs. Comme le consul, il marchait précédé de licteurs, qui l'assistaient, en qualité d'agents de la force publique, dans l'exercice de ses fonctions ; comme eux, il était revêtu du costume des anciens rois, la *prétexte* (1), longue robe blanche, bordée de pourpre, qu'on nommait aussi *trabea* ; comme eux, il jouissait du privilège de la chaise curule, *curulis sella*, ainsi appelée, dit-on, parce qu'elle était portée sur le char qui transportait le magistrat soit au sénat, soit au Forum. Cette chaise était d'ivoire et ornée d'incrustations ; on la plaçait dans la partie du prétoire où siégeait le président, d'où lui vint aussi la dénomination de *tribunal*, et c'était du haut de ce siège que le préteur rendait la justice. « Tres patricios magistratus, » dit Tite-Live, parlant de la création de la préture et de l'édilité, création faite par les patriciens à leur profit, « *curulibus sellis prætextatos, tanquam consules, sedentes, nobilitas sibi sumpserat; prætorum rem quidem etiam jura reddentem, et collegam consulum atque iisdem auspiciis creatum.* » (VII, 1.)

Comme on le peut supposer, les poètes n'ont pas négligé de dépeindre aussi les insignes de la haute magistrature judiciaire ; c'était tout à fait de leur domaine. Voici une série de textes où sont retracés les détails que je viens d'indiquer :

Prætexta et trabeæ, fasces, lectica, tribunal.

(Juv. 10.) (2)

(1) La prétexte devait se porter sur la tunique. Valère-Maxime signale un préteur qui s'affranchissait de ce vêtement de dessous, se contentant de la prétexte : « M. Cato, M. Scauri ceterorumque reorum judicio, nulla indutus tunica, sed tantummodo prætextatus egit. » (III, 7.) Mais c'était là une inconvenante dérogation à la coutume.

Il est question dans Tite-Live (X, 7) de toges ornées de palmes ou de broderies, *tunica palmata, toga picta* ; mais ces costumes n'étaient, je crois, qu'à l'usage des triomphateurs.

(2) C'était par dérision que Juvénal accumulait dans ce vers tous les signes honorifiques de la préture. Il paraît qu'en effet certains personnages,

. Et quos prætexta verendos
Virgaque cum verbis imperiosa facit.

(Ov.)

Aut reget ille suos dicendo jura quirites,
Conspicuum signis quum premet altus ebur.

(Id., *Ex Ponto*, IV, 5.)

Sedeas in alto tu licet tribunal
Et e curuli jura gentibus reddas.

(MART., XI, 98.)

Mane superba tribunal adit,
Fascibus adstat et in mediis.

(PRUDENT., *Peri-steph.*)

Incedit sensim jam prætextata potestas.

(FORTUNATUS, VIII, 4.)

Il faut ajouter, ce que ne disent pas les poètes, que le préteur, lorsqu'il remplissait ses fonctions, était assisté de ses décevirs, qui siégeaient derrière lui et formaient son conseil officiel, auquel s'adjoignait un autre conseil officieux, composé de gens de loi, appelés à donner au besoin leur avis sur les difficultés de droit ou de procédure qui pouvaient se présenter, et que tout cet entourage se complétait par celui des greffiers, *scribæ*, des *accensi*, des *apparitores* et autres agents ou employés subalternes attachés à la préture.

On voit par là qu'à Rome les chefs de la magistrature s'environnaient d'un certain lustre, afin de se rendre plus imposants aux yeux de leurs justiciables.

Les autres magistrats, tels que les *decemviri* et les *triumviri capitales*, portaient-ils aussi des insignes distinctifs de leur charge ? L'affirmative me semble probable ; mais je n'en ai pas trouvé la preuve dans mes auteurs. Quant aux *selecti judices*, qu'on appelait *judices pedanei*, parce qu'ils ne ju-

qui avaient obtenu cette magistrature par l'intrigue plus que par leur mérite, faisaient un ridicule étalage de leurs insignes. Horace se riait d'un préteur de province, autrefois petit scribe, qui se pavanait ainsi sous sa prétexle et son laticlave :

Fundos, Aufidio Lusco prætore, libenter
Linquimus, insani ridentes præmia scribæ,
Prætextam et latum clavum.

(*Epist.*, I, 5)

geaient pas sur de hauts sièges, comme le préteur, mais assis sur de simples banquettes, *subsellia*, il ne paraît pas qu'à aucune époque il leur ait été assigné un costume d'une forme ou d'une couleur particulière. Très-vraisemblablement, ils siégeaient en habit de ville, c'est-à-dire en toge, car la toge était le vêtement habituel des citoyens romains (1). Ce vêtement avait d'ailleurs par lui-même assez de dignité pour qu'il ne fût pas nécessaire de leur en imposer un autre.

Par une conséquence naturelle de la haute idée que l'on se faisait du pouvoir judiciaire, on n'admettait pas qu'il pût avoir pour représentants des individus incomplets, déclassés ou dépourvus des conditions physiques constitutives du sexe le plus fort. Ce fut, par exemple, un grand scandale de le voir tomber, sous le règne d'Arcadius, aux mains d'un favori de ce prince, l'eunuque Eutrope, qui à cette époque, en sa qualité de consul, était souvent appelé à prendre part à l'administration de la justice. Claudien s'en indignait, et protestait contre un pareil avilissement des plus éminentes fonctions

(1) La toge distinguait les citoyens romains des pérégrins, auxquels il était défendu de la porter; aussi appelait-on les Romains *gens togata*. Mais comme ce vêtement était incommode, les citoyens prirent peu à peu l'habitude de le remplacer par la tunique et par une casaque de couleur rousse, appelée *birrum*. Cette nouvelle mode était assez généralement adoptée sous le règne d'Auguste, qui s'efforça de ramener l'ancienne. Voici un passage de Suetone qui constate le fait : « Etiam habitum cultumque pristinum reducere studuit. At, visa pro concione pullatorum turba, indignabundus et clamitans : « En, ait,

« Romanos rerum dominos, gentemque togatam ! »

(August., 40.)

Auguste parvint-il à remettre en vogue l'usage de la toge à Rome ? Je ne le saurais dire ; mais ce qui paraît certain, c'est qu'à la campagne et dans les provinces les citoyens s'affranchissaient de ce vêtement. Là, dit Juvénal, on ne porte plus guère la toge qu'après sa mort « (la coutume étant d'en revêtir le cadavre de tout citoyen défunt) :

Pars magna Italiae est, si verum admittimus, in qua
Nemo togam sumit nisi mortuus.

(Sat. 3.)

Ce détail est confirmé par Pline le jeune, dans sa correspondance.

(Epist., I, 9.)

2.

de la magistrature. « Quelle histoire, disait-il, fait mention de procès jugés par des femmes? Dans quel siècle a-t-on vu un tribunal présidé par un eunuque?... Si les eunuques rendent la justice et veillent à l'exécution des lois, le sexe masculin n'a plus qu'à filer la quenouille : »

..... Que pagina lites
Femineas meminit? Quibus unquam secula terris
Eunuchi videre forum?
.....
Eunuchi si jura dabunt legesque tenebunt,
Ducant pensa viri.

(In *Eutrop.*, 3.)

Il va sans dire, d'après cette observation de Claudien, que les femmes n'étaient admissibles, à aucun titre, aux fonctions de la judicature, bien que quelques-unes eussent essayé, comme nous le verrons plus loin, de prendre part aux luttes du Forum et de se mêler d'affaires de justice. Il en était de même des impubères et des hommes que des infirmités du corps ou de l'esprit rendaient incapables de faire l'office de juge. On en excluait aussi ceux dont la condition sociale paraissait incompatible avec tout emploi honorifique, les condamnés pour actes infamants, et même les sénateurs qui avaient encouru la déchéance de leur dignité.

Ces premiers aperçus nous font voir que les Romains entendaient que l'autorité judiciaire fût grande et forte; qu'ils la voulaient honorée et constituée de manière à commander le respect des populations et la vénération de ses justiciables.

Mais la justice chez les anciens n'avait pas beaucoup de représentants aussi haut placés dans l'estime des populations, et la poésie, en les élevant dans une sphère presque surhumaine, les montrait plutôt tels qu'ils devaient être, selon elle, que tels qu'ils étaient en réalité. Généralement les juges de ces temps-là n'étaient rien moins que l'image de Dieu sur la terre; les poètes eux-mêmes se chargeront tout à l'heure de nous le prouver. Rapprochons-nous donc avec eux de la nature toute terrestre de l'homme chargé de juger

ses semblables, et voyons d'abord à quels caractères ils reconnaissaient en lui le juge vraiment digne de ce nom, celui dont Stace traçait dans son *Achilléide* ce portrait imaginaire :

. . . monitusque sacræ sub pectore fixit
 Justitiæ, qua Peliacis dare jura verenda
 Gentibus atque suos solitus pacare. . . .
 (*Achill.*, II.)

§ IV.

Qualités distinctives du bon juge.

1. Discernement.

L'une des qualités distinctives du bon juge, celle que l'on peut dire professionnelle, consiste à savoir distinguer le vrai du faux, le juste de l'injuste, ce qui est droit de ce qui ne l'est point ; à savoir démêler et découvrir la vérité, même au milieu de la plus inextricable confusion, en mettant le doigt sur le nœud et sur le point de solution des difficultés litigieuses, sans se laisser égarer par les artifices de la parole et par les arguties plus ou moins spécieuses des plaideurs.

Cette rectitude et cette sûreté de jugement, ce coup d'œil vif et prompt, cette clairvoyance et cette pénétration d'esprit étaient fort appréciés dans le juge par les poètes. Les fragments qui suivent sont autant d'éloges de cette puissante faculté de discernement :

. . . Et veri speciem dignoscere calles.
 (PERS., 5.)

. Justum secernit iniquo.
 (HOR.)

. Et iniquum separat æquo.
 (MANIL., IV.)

. Quis juris et æqui
 Nosse modum melior?
 (CLAUD., in nupt. Honor. et Mariæ.)

Quis potior judex.
 (PERS., Sat. 2.)

. : Rectum discernit, ubi inter

Curva subit.

(PERS.)

. Dignoscere cautos

Quid solidum crepet, et pictæ tectoria linguæ.

(ID.)

. Causis fallacibus instat ;

Arguit attonitos, se judice.

(CLAUD., *in Ruff.*, I.)

Nodosæ litis solvere fila potes.

(FORTUNAT.)

. Dubiis quis litibus addere finem

Iustior, et mersum latebris educere verum ?

(CLAUD., *de IV consul. Honor.*)

Denique in ambiguo facit quodcumque locatum,

Et rectoris egens, diriment examina libre.

(MANIL., IV.)

Tous ces traits nous dépeignent le juge intelligent et sagace qui avait eu le bonheur de naître, selon l'astrologie de Manile, sous le signe céleste de la Balance,

Felix aequato genitus sub pondere Libræ

Judex ;

(Lib. IV.)

le juge qui tranchait, à lui tout seul, un grand nombre de grands et difficiles procès,

Quo multæ magnæque secantur judice lites ;

(*Epist.*, I, 16.)

le juge, enfin, dont la perte ou l'absence était à jamais regrettable pour les lois :

. Et tanto viduate judice leges.

(CLAUD., *de Theod. Consulatu.*)

II. Incorruptibilité. — Rareté de cette vertu chez les juges romains.

Mais ce n'était pas assez, au jugement des poètes, d'être doué de cette grande aptitude judiciaire.

Celui qui remplissait les fonctions de juge devait, pour obtenir leur estime et leurs hommages, justifier de qualités plus essentielles.

Sa vertu principale, celle qu'ils louaient en lui avant toutes autres, était l'honnêteté, l'incorruptibilité.

C'est de cette vertu que faisait preuve le lion de Phèdre, lorsque, devenu le roi des animaux, il voulut établir sa réputation de juge équitable :

Quum se ferarum regem fecisset leo,
Et æquitatis vellet famam consequi,
.....
Sancta incorrupta jura reddebat fide.

(IV, 13.)

C'est celle aussi que glorifiait Horace en la personne du consul Lollius, qui, disait-il, dans un siècle où l'or attirait tout à lui, savait résister à ses entraînements, et qui lorsqu'il rendait la justice, préférant l'honnête à l'utile, rejetait avec dédain les dons que lui offraient les coupables :

Vindex avaræ fraudis, et abstinentis
Ducentis ad se cuncta pecuniæ.
..... Bonus atque fidus
Judex honestum prætulit utili, et
Rejecit alto dona nocentium
Vultu,

(Od., IV, 8.)

On a vu plus haut qu'Ovide, parlant des divers emplois de judicature qu'il avait remplis, certifiait que, soit comme triumvir, soit comme membre de la juridiction centumvirale, soit comme *judex*, il s'était toujours acquitté de sa mission avec honneur et probité :

Nec male commissæ est nobis fortuna reorum,
Lisquæ decem decies inspicienda viris;
Res quoque privatas statui sine crimine judex.

(Trist., II.)

Pour que l'on en vint à se flatter ainsi d'avoir jugé sans forfaiture, et surtout à faire un mérite à certains magistrats ou juges de ne se point laisser corrompre, il fallait que l'intégrité judiciaire fût peu commune et que les tribunaux fussent assez généralement accessibles à la séduction.

Il y avait cependant des peines sévères contre le magistrat ou le juge qui recevait de l'argent des plaideurs et trafiquait

de la justice. La loi des Douze Tables qualifiait le fait de crime capital, et il intervint, depuis, plusieurs lois qui le réprimèrent par une sanction rigoureuse.

De plus, on exigeait que tout *judex*, avant de prendre séance pour connaître de l'affaire soumise à sa décision, s'engageât par serment à la juger suivant la loi, *ex animi sententia*. Ce serment était prêté par lui la main étendue sur un autel qu'on appelait *puteal Libonis*, parce qu'il avait été construit par un certain Libon sur un puits auquel se rattachaient des traditions religieuses (1).

Mais ni les menaces des lois pénales ni l'autel de Libon ne purent faire que les organes de la justice ne se laissassent pas corrompre. Les juges élus et les magistrats eux-mêmes n'étaient rien moins qu'insensibles aux cadeaux. Ils les recevaient sans vergogne, et s'en montraient reconnaissants par leurs décisions; si bien que Publius Syrus disait, dans l'une de ses sentences, que le coupable ne pouvait perdre son argent plus à propos qu'en le donnant à son juge :

Bene perdit nummos, iudici qui dat nocens.

C'est aussi dans ce sens, et en vue de la corruptibilité notoire de nombre de *judices selecti*, appelés alors *nummarii*, *donivori judices*, qu'Ovide écrivait ceci dans l'un de ses poèmes :

Munera, crede mihi, placant hominesque deosque;
Placatur donis Jupiter ipse datis.

(*Ars Amat.*, III.)

Cette remarque d'Ovide donne lieu à une réflexion qui ne sera pas ici hors de propos. « Les présents, disait le poète, nous rendent favorables les dieux et les hommes. Jupiter lui-même se laisse fléchir par des offrandes. »

(1) Horace fait mention de cet autel dans l'une de ses éptres. Il renvoyait les buveurs d'eau au Forum ou au *puteal Libonis*, voulant dire qu'ils n'auraient jamais la verve poétique et qu'ils n'étaient propres qu'à devenir ou des avocats ou des juges :

..... Forum puteique Libonis
Mandabo siccis.

(*Epist.*, I, 12.)

N'était-ce pas par de pareils raisonnements qu'on amenait les humains à regarder sinon comme licite, au moins comme tolérable, en dépit des lois, un abus dont on prétendait que les dieux avaient eux-mêmes donné l'exemple? On leur faisait croire, comme article de foi, que trois déesses, Junon, Minerve et Vénus, se disputant le prix de la beauté, s'étaient efforcées de corrompre le juge devant lequel elles avaient été renvoyées par Jupiter, et que chacune d'elles, pour obtenir gain de cause, avait promis à Pâris les plus séduisantes récompenses :

Tantaque vincendi cura est! ingentibus ardent .

Judicium donis sollicitare meum.

(Ov., *Heroid.* VI.)

Quoi de surprenant que ceux qui ajoutaient créance à de telles fables se crussent autorisés les uns à offrir, les autres à recevoir des présents pour prix d'une décision judiciaire (1)? Quelle qu'en soit au surplus la cause, le fait est que dès avant la fin de la république la justice à Rome était grandement entachée du vice de vénalité. Ce fait est constaté par les poètes avec une telle unanimité, qu'il n'est guère permis de le révoquer en doute.

« L'or a chassé la bonne foi, disait Propertius; il a rendu vénale la justice elle-même. Les lois sont devenues ses esclaves : »

Auro pulsa fides, auro venalia jura;

Aurum lex sequitur.

(III, 13.)

« Que peuvent les lois, s'écriait aussi Pétrone, là où l'argent seul a l'omnipotence, là où la pauvreté ne peut faire triom-

(1) J'avais déjà écrit ces réflexions, que me suggérait la fable du jugement de Pâris, lorsqu'à mon grand étonnement je les trouvai consignées dans un ouvrage composé par un auteur latin, qui professait avec une grande ferveur le paganisme, dans les *Metamorphoses* d'Apulée. Voici le passage : « Quid « ergo miramini..... si toti nunc judices sententias suas pretio nundinantur, « quum, rerum exordio, inter deos et homines agitata judicium corrupe- « rit gratia, et originalem sententiam, magni Jovis consiliis electus judex, « rusticanus et opilio, lucro libidinis venderit, cum totius etiam sue stir- « pis exitio? » (*Metamorph.*, 10.)

pher son bon droit? Aujourd'hui la justice n'est plus que marchandise, et tout chevalier siégeant dans une cause donne son suffrage à celui qui l'a acheté : »

Quid faciant leges ubi sola pecunia regnat,
 Aut ubi paupertas vincere nulla potest?

 Ergo judicium nihil est nisi publica merces,
 Atque eques, in causa qua sedet, empti probat.
 (Sat. I, 14.)

C'est ainsi que, suivant Ovide, il arrivait que les délits, même les plus manifestes, échappaient souvent à la preuve juridique, abrités qu'ils étaient sous la protection intéressée de leur juge :

Culpa nec ex facili, quamvis manifesta, probatur;
 Judicis illa sui tota favore venit.
 (Amor., II, 2.)

Nous savons d'ailleurs par une épigramme, déjà citée, de Martial que du temps de ce poète le juge ne se contentait plus de recevoir; qu'il demandait :

Et petit judex.

Un fait ainsi certifié devait être de notoriété publique. Il n'y avait pas, d'ailleurs, que les poètes qui le constatassent. « C'est l'argent, disait Sénèque le Philosophe, qui fait les magistrats et les juges. Comment dès lors s'étonner que tant de juges et de magistrats tiennent à l'argent? Depuis qu'il en est ainsi, depuis que l'argent est en honneur, le véritable honneur a disparu : » « Hæc ipsa res tot magistratus, « tot judices detinet, quæ magistratus, quæ judices facit; « quæ ex quo in honore esse cæpit, verus honor cecidit. » (Epist. 45.) Aussi les accusations contre les juges inculpés d'avoir reçu de l'argent pour prix d'un jugement favorable n'étaient pas rares au temps de l'empire. Tacite en cite quelques-unes, notamment celle dont fut l'objet P. Suilius, « con- « vietus pecuniam ob rem judicatum cepisse. » (Annal., IV.) Juvénal, contemporain de Tacite, allait lui-même jusqu'à avancer que parfois le prêteur falsifiait le vote en glissant par faveur dans l'urne des boules ou des lettres fausses ;

que d'autres fois la justice se rendait dans son tribunal au gré d'un infâme favori :

..... Improba quamvis
 Gratia fallacis pretoris vicerit urnam.
 (Sat. 12.)
 Tribunal
 Vendit acersecomes.
 (Id.)

Le poëte écrivait vraisemblablement ceci par allusion à des faits notoires de corruption ou de favoritisme qu'on avait eu à reprocher à certains préteurs. Effectivement, rien n'était plus contesté que la probité judiciaire de ces magistrats. On imputait à beaucoup d'entre eux, et c'est Dio. Cassius qui le constate (*Hist.*, 36), d'éluder, de transgresser même, par un insigne abus de leur pouvoir d'interprétation du droit écrit, les lois qu'ils avaient juré, lors de leur entrée en fonctions, d'observer et de faire respecter, et d'agir ainsi selon qu'ils voulaient ou faire gagner un procès au justiciable qu'ils favorisaient, ou le faire perdre à celui qui avait encouru leur malveillance. Fréquemment aussi, sous l'inspiration de pareils sentiments, ils dénaturaient complètement les faits de la cause ; supposaient, par exemple, qu'une chose était usucapée lorsqu'elle ne l'était pas, *et vice versa* ; intervertissaient les qualités des parties comme les actions ou exceptions qu'elles avaient à faire valoir, et violaient même la chose jugée par des restitutions en entier de pure faveur. Il convient d'ajouter pourtant que si les préteurs étaient sujets à prévariquer de la sorte, on ne voit pas qu'ils aient jamais été mis en suspicion de faire argent de leur charge. Ce n'était guère que les *judices* qu'on accusait de trafiquer ainsi de la justice.

Ces scandales, du reste, n'étaient point particuliers aux tribunaux romains. Ils se produisaient également chez les Grecs ; car c'est en Grèce qu'avait pris naissance ce dicton proverbial : *Qui multa rapuerit, pauca suffragatoribus dederit, saluus est.*

Les muses latines ne pouvaient manquer de s'élever contre de pareils méfaits judiciaires, bien qu'ils fussent en quelque façon tolérés par les mœurs.

« Honte, disaient-elles, pour le juge élu dont le coffrefort s'ouvre aux dons des justiciables ! Honte pour le tribunal dont les membres s'enrichissent par leurs jugements ! »

Non bene selecti iudicis arca patet.

(Ov., *Amor.*, 1, 10.)

Quod faciat magnas turpe tribunal opes.

(Id., *Ibid.*, 1, 9.)

« Tout juge corrompu, ajoutaient-elles, est incapable de voir le droit et le vrai ; car accepter des présents, c'est s'aveugler soi-même : »

..... Male verum examinal omnis

Corruptus iudex.

(Hor., *Sat.* II, 2.)

..... Excecant hominesque deosque

Munera.

(Ov., *Metam.*) (1)

Elles en venaient même quelquefois à désigner par leur nom, pour les noter d'infamie, les juges qui se laissaient corrompre. « Malheur à vous, disait Horace, si vous êtes jugé par Turius ! »

Grande malum Turius, si quid, se iudice, certes.

(*Sat.*, 1, 2.)

Ce Turius en effet était un sénateur qui passait pour vendre la justice à ceux qui le soudoyaient.

Perse en signalait un autre qui pour la même cause faisait pâlir les honnêtes plaideurs auxquels il était donné pour juge :

..... Marco sub iudice palles.

(*Sat.* 1.)

Au dire de Claudien, il en était un qui connaissait à merveille l'art de donner des arrêts sous la cheminée et de tout arranger par faveur. Il se raillait de lui en le comparant par

(1) On trouve la même pensée dans l'Écriture sainte et dans les proverbes de Salomon : « Munera exoculant oculos sapientum, et mutant verba justorum. (*Deuter.*, 16.) — Munera implus iudex accipit, ut pervertat sententias iudicii. » (*SALOM., Prov.*)

un jeu de mots à un artiste culinaire, habile à remuer la sauce et à en tempérer les ingrédients :

. Prudensque movendi
Juris, ei admoto qui temperet omnia fumo.
 (In Eutr., II.)

Un autre, dénoncé par Ausone, pardonnait au crime moyennant finance, en le qualifiant de simple erreur, se faisait payer par le voleur le prix de bestiaux dérobés, et se transformait ainsi de juge en complice du coupable :

. Condonas crimina nummis,
 Erroremque vocas ; pretiumque imponis abactis
 Bobus, ei in partem scelerum de judice transis.
 (Epist., I.)

Ainsi qu'on en peut juger par ces diverses imputations de corruption adressées aux représentants de la justice romaine, il s'en fallait bien que tous ressemblassent à ce Lollius que vantait Horace. On s'en étonnera peu si l'on se rappelle de quelle manière se formait à Rome le personnel de la judicature, recruté le plus souvent parmi des patriciens plus ou moins ruinés, et généralement avides de s'enrichir par tous moyens.

III. *Impartialité. — Partialité reprochée aux juges romains. — Appréciation de leur justice distributive.*

Une autre vertu judiciaire que les poètes estimaient à l'égal de la probité et du désintéressement, c'est l'impartialité, sans laquelle il n'est point de jugement équitable.

Itaque æqui et justi hic eritis omnes arbitri,

disait Plaute au public romain. Par ces paroles il lui signifiait que l'esprit d'équité doit animer le juge qui veut être impartial.

N'avoir de prévention ni pour ni contre la cause et les parties,

. Studiis odioque carere,

tel est, suivant Lucain, le caractère de l'impartialité.

Tous les justiciables doivent être égaux devant la justice, comme devant la loi ; tous sont pareillement admissibles à réclamer leur droit,

..... *Suum jus postulare,*

comme dit Térence. « Serait-il juste, demandait à son adversaire un personnage mis en scène par ce comique, que je ne fusse point autorisé à faire valoir mes droits contre vous, tout comme vous faites valoir les vôtres contre moi ? »

..... *Num qui minus
Mihî idem jus æquum est esse, quod merum est tibi ?*

(Adelph., V, 3.)

« Quoi ! demandait un autre, ce que je réclame n'est-il pas de toute justice ? Se peut-il que je n'obtienne pas ce qui est de droit commun ? »

..... *Quid est ? Num iniquum postulo ?
Anne hoc quidem adipiscar quod jus publicum est ?*

(Phormio, I, 3.)

A ceci que devait répondre un juge impartial, lorsque le réclamant lui paraissait fondé dans sa prétention ? Ce que répondait en pareil cas un personnage de Plaute, qui ne donnait raison qu'à l'équité, sans considérer la qualité des personnes :

Bonum jus dicis ; impetrare oportet qui æquum postulat.

C'est cette ligne de conduite qu'Ulysse conseillait à ses juges, dans son procès contre Ajax. « Ne vous préoccupez, leur disait-il, au rapport d'Ovide, ni de mes titres de noblesse, ni de ceux de mon adversaire, ni d'aucune autre raison étrangère au fond même de la contestation. Jugez la cause d'après les mérites personnels de chacun :

..... *Meritis expendite causam.*

(Metam., XIII, 5.)

Tel était aussi, suivant Virgile, l'exemple que donnait le maître des dieux dans l'exercice de sa haute justice. Il ne

tenait aucun compte de la condition de ceux entre lesquels il avait à prononcer ; il était le même pour tous :

Tros Rutulusve fuit, nullo discrimine habeo.

..... Rex Jupiter omnibus idem.

(Æneid. X.)

Pour l'édification des juges terrestres, Virgile le représentait tenant en main une balance dont les plateaux étaient en parfait équilibre, et pesant dans chacun de ces plateaux les deux causes adverses des Troyens et des Rutules :

Jupiter ipse duas æquato examine lances

Sustinet, et fata imponit diversa duorum.

(Æneid. XII.)

Cette balance est devenue, comme on sait, l'emblème de la justice. On a vu tout à l'heure que Manile la signale comme l'instrument à l'aide duquel les juges, nés sous la constellation à laquelle elle a donné son nom, savaient dans le doute distinguer le juste de l'injuste :

Denique in ambiguo fuerit quodcumque locatum,

Et rectoris egens, diriment examina libra.

Tenir la balance constamment égale, et peser les droits de chacun au poids du sanctuaire, *pari lance, æquali trutina*, c'était le devoir le plus sacré du juge (1).

Mais ce devoir n'était pas toujours facile à remplir, lors, par exemple, que de part et d'autre les droits semblaient être d'un même poids, comme dans le jugement de Paris, où chacune des trois déesses paraissait digne de l'emporter sur ses rivales :

Vincere erant omnes dignæ, judexque verebar.

(Ov., *Heroid.* XIII.) (2)

(1) Un poète latin moderne représente la Justice dans cette même attitude :

Æqua gerit reclam librat que pondere lancem

Justitia immota.

Firma, tenaxque manu.

(FAUSTUS.)

(2) La Fontaine, dans l'un de ses contes, a imité ce passage d'Ovide :

Mécé, ayant pouvoir de décider,

En de semblables circonstances, le juge se trouvait fort embarrassé : c'était le cas de l'arbitre pris pour juge entre les deux Amphitryon,

Rationes jacent ; judicium silet ; quid agam nescio ;
(PLAUT., *Amphitruo*.)

et, si juste qu'elle fût, sa balance il avait grand peine à faire son office.

Aussi Perse accordait-il de grands éloges au savoir-faire d'un juge qui s'entendait mieux que beaucoup d'autres à faire fonctionner cet instrument délicat,

Scis etenim justum gemina suspendere lance
Ancipitis libræ,
(Sat. 4.)

et à maintenir les deux bassins dans cet état d'irréprochable équilibre, défini par Tibulle en ces termes si gracieux :

Justa pari premitur veluti quum pondere libra,
Prona, nec hac plus parte sedet, nec surgit ab illa.
(IV, 1.)

Ovide prétendait que pour sa part il manœuvrait à merveille cette balance de la justice, si bien que lorsqu'il lui arrivait de remplir les fonctions de *judex privatus*, il avait ce rare bonheur que la partie même qu'il avait condamnée rendait hommage à l'équité et à l'impartialité de sa décision :

Deque mea fassa est pars quoque victa fide.
(Trist., II.)

Mais il est fort à croire que les sentences des juges romains n'étaient pas souvent acceptées de la sorte par les plaideurs, et surtout par ceux qui perdaient leur procès. Pétrone me paraît avoir voulu faire entendre tout le contraire lorsqu'il écrivait ceci, dans le *Satyricon* : « Quum ergo Trimalchio jus inter litigantes diceret, neuter sen-

Ne s'ul à qui la victoire accorder,
Tant cette affaire à résoudre était forte.
(La Gageure des trois commères.)

« *tentiam tulit deeermentis*, » (chap. 70), c'est-à-dire que ni l'un ni l'autre n'étaient satisfaits de la sentence.

Bien mieux, au dire d'Ovide lui-même, il n'y avait pas jusqu'aux divinités qui ne trouvassent des détracteurs de leurs jugements, lorsqu'il leur arrivait d'avoir à statuer sur une contestation. Ce fut ainsi que la sentence prononcée entre Apollon et Pan par Tmolus, dieu de la rivière et de la montagne de ce nom, encourut le blâme du roi Midas, bien qu'elle eût obtenu l'approbation générale. Le fait est ainsi rapporté dans les *Métamorphoses* :

Judicium sanetique placet sententia Montis
Omnibus; arguitur tamen atque injusta videtur
Unius sermone Midae.

(XI, 6.)

Tel est en effet le sort des décisions de la justice, que toujours, ou bien peu s'en faut, elles rencontrent des improbateurs. Aussi me semble-t-il qu'Ovide s'en faisait accroire en supposant que les siennes n'avaient mécontenté personne.

Le moyen de bien équilibrer et de peser justement les droits des parties en cause, c'est de recueillir avec soin, pour les placer dans la balance au compte de chacune d'elles, les moyens qu'elles ont respectivement à produire, ou, pour parler sans figure, de les entendre toutes avant de se prononcer.

Cette première condition de l'impartialité judiciaire était ainsi précisée dans un proverbe grec, dont le vers suivant est la traduction :

Judicium differ, partes dum audiveris ambas.

Par extension, et comme justification de cette maxime, on a dit proverbialement chez nous : *Qui n'entend qu'une partie n'entend rien, ou qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son*; — *Il plaide bel, qui plaide sans partie, car tout passe, s'il n'est contredit*; et de ce dernier brocard du droit

coutumier on a fait un vers latin, qui avait cours dans nos anciens parlements :

Litigat ex voto qui secum litigat uno (1).

Il est à présumer qu'anciennement ces règles élémentaires de toute bonne justice distributive n'étaient pas toujours scrupuleusement observées.

Dans le *Rudens* de Plaute, un débat s'engage entre deux plaideurs devant un arbitre qu'ils ont choisi pour juge de la contestation qui les divise. « De quoi s'agit-il ? demande celui-ci ; quel est le sujet de votre litige ? — Je vais vous le dire, répond l'un des plaideurs. — Point du tout, dit l'autre, c'est à moi de parler. — Non, c'est à moi, répond le premier, puisque je suis demandeur au procès : »

Quid est ? qua de re litigatis inter vos ? — Eloquar.

— Imo ego eloquor. — Ego, opinor ; rem facesso. . .

Ce motif de préférence étant décisif, le juge impose silence au défendeur, et donne la parole au demandeur :

. Audi. Loquere tu.

Le défendeur se récrie, et ne cesse d'interrompre son adversaire, qui fait appel à l'autorité du juge pour que la parole lui soit maintenue, devant plaider le premier, en sa qualité de *primarius vir* :

Quoad primarius vir dicat, comprime hunc :

. Sine me, ut obcæpi, loqui.

Mais ce demandeur n'en veut que pour lui. Il s'arrange de manière à ce que son adversaire ne puisse lui répondre, et quand il a fini, supposant que le juge ne l'a pas suffisamment compris, il propose de recommencer sa plaidoirie :

Dixi equidem ; sed, si parum intellexi, dicam denuo.

Le défendeur, trouvant que le juge ne lui laisse pas autant de latitude qu'à sa partie adverse, réclame avec ins-

(1) « Sine adversario nulla luctatio est, » dit Cicéron dans son livre *De Fato*.

tance son tour de parole. « Est-ce donc, lui dit-il, qu'il ne me sera pas permis de faire entendre un seul mot pour le soutien de ma cause ? Je consens à me taire, si mon adversaire garde lui-même le silence ; mais s'il parle, permettez que je parle également à mon tour : »

Quæso, en unquam hodie licebit mihi loqui?

..... Si iste tacet,

Ego tacebo ; si iste loquitur, sine me meam partem loqui.

Ces détails, en même temps qu'ils rappelaient au juge que devant lui chacun des plaideurs devait avoir toute liberté de contradiction, semblent indiquer qu'en certaines occasions, soit par le fait de l'un des colitigants, soit par celui du juge, la partie n'était pas toujours égale sous ce rapport.

Nous lisons en effet dans Sénèque le Tragique qu'on jugeait quelquefois sur le dire d'une seule partie, et même sans avoir entendu ni l'une ni l'autre :

..... una tantum

Parte audita, æpe et neutra.

Je ne surprendrai personne en disant que ce poëte déclarait inique, fût-elle même équitable au fond, toute sentence rendue sans que l'une des parties ait pu faire entendre sa défense :

Qui statuit aliquid parte inaudita altera,

Æquum licet statuerit, haud æquus fuit.

Publius Syrus, traduisant un précepte de Solon, étendait plus loin la règle. Il posait en principe que le magistrat devait prêter l'oreille aux défenses injustes comme aux défenses justes,

Justa atque injusta audire magistratum decet ;

ce qu'enseignent également ces adages : « Nemini de-
« fensio neganda est, ne quidem diabolo. — Reum non audiri
« latrocinium est, non judicium. » (AMM. MARCELL.)

De pareilles leçons à l'adresse des juges se trouvent dans l'un des ouvrages d'Apulée : « Ut rite et more majorum

« judicio reddito, et utrinque secus allegationibus examinatis, civiliter sententia promeretur; nec, ad instar barbaricæ feritatis vel tyrannicæ impotentia, damnaretur aliquis inauditus. » (*Metam.*, X.)

Toutes ces recommandations font peu d'honneur à la justice romaine, parce qu'elles prouvent qu'elle en avait besoin.

Une autre condition d'impartialité dont les poètes latins, de même que les législateurs, durent plus d'une fois rappeler la nécessité, c'est que le juge soit personnellement désintéressé dans les causes sur lesquelles il est appelé à statuer.

« Nemini sibi jus dicere permittitur, » disait la loi romaine.

Publius Syrus a mis en vers cette règle de droit, qui figure au nombre de ses sentences; il a dit :

Nemo esse judex in sua causa potest.

C'est visiblement de là que vient notre maxime : *Nul ne peut être juge dans sa propre cause.*

En parlant de l'accusation chez les Romains, j'ai fait voir, d'après les poètes, et Publius Syrus m'a fourni lui-même sur ce point son contingent d'observations, qu'en matière criminelle le grand principe suivant lequel on ne peut être à la fois juge et partie était souvent méconnu, dans les cas notamment où le magistrat qui avait fait la poursuite en était lui-même le juge. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit à ce sujet, me bornant à y renvoyer le lecteur.

Mais je crois devoir donner place ici à un document de poésie qui prouve que parfois les rôles de juge et de partie et même celui de témoin étaient cumulés par un seul individu.

Pour l'intelligence de ce document, quelques explications sont nécessaires.

Séjan, favori de Tibère, livra bien des victimes à l'impitoyable justice de son maître. Il suscitait lui-même et les ac-

cusateurs et les témoins, qui étaient des gens à sa dévotion; et comme Tibère ne jugeait que par lui, il en obtenait telles condamnations qu'il voulait faire prononcer; en sorte que par le fait il était à la fois partie, témoin et juge.

Phèdre fut en butte aux persécutions de ce ministre, qui croyait apercevoir la satire de sa propre conduite dans les œuvres du fabuliste. Celui-ci s'en plaignait dans le prologue de son troisième livre, et ne craignait pas d'y exprimer qu'il devait ses peines à cette triple circonstance que Séjan l'avait accusé, que Séjan avait témoigné contre lui, et que Séjan l'avait jugé :

Quod si accusator alius Sejano foret,
Si testis alius, judex alius denique,
Dignum faterer esse me tantis malis.

On voit par là que ce n'était pas sans raison que la poésie appelait la règle dont il est question dans cet article.

Favoriser en justice le pauvre aux dépens du riche, ce n'est pas être impartial; c'est faillir à ce divin précepte : « Pauperis quoque non miseraberis in judicio. »

Il paraît qu'au temps de Térence certains juges, et ceux-là sans doute qui appartenaient à la classe des plébéiens, faisaient volontiers pencher leur balance en faveur du pauvre, lorsqu'il avait un riche pour adversaire. Il est dit en effet dans une comédie de ce poète que souvent, soit par un sentiment d'envie contre le riche, soit par commisération pour le pauvre, ils ôtaient à celui-là de quoi pourvoir aux besoins de celui-ci :

. . . Sepe propter invidiam adimunt diviti.
Aut propter misericordiam addunt pauperi.

(*Phormio*, II, 1.)

Ovide faisait aussi, dans la *Nux Elegia*, un reproche du même genre à la justice de son siècle. « On n'accuse guère, dit le noyer, qu'il fait parler, que ceux dont la condamnation peut être profitable. Quant aux méfaits du pauvre, il ne se trouve point d'accusateur pour les poursuivre :

Sic reus ille fere est de quo victoria lucro
Esse potest, Inopis vindice facta carent.

Ceci s'explique par la raison que ni le *quadruplator* ni le fisc n'avaient rien à tirer du malfaiteur, qui, ne possédant rien, devait souvent à sa misère même l'impunité de ses actions plus ou moins coupables.

Le riche était donc, plus encore que le pauvre, exposé aux poursuites criminelles, surtout à l'époque où la délation devint une sorte de métier. Les *Annales* de Tacite en fournissent de nombreux exemples; je me borne à citer celui-ci : « Non jus aut verum, in cognitionibus, sed magnitudinem opum spectabat. Passim delationes, et locupletissimus quisque in prædam correpti. » (*Hist.*, II, 84.) Il en était sans doute encore ainsi au temps où vivait Claudien ; car ce poète faisait à Stilichon un mérite tout exceptionnel d'avoir par son équitable administration garanti ceux qui possédaient contre la spoliation de leur patrimoine :

. Non dives, sub te, pro rure paterno
Vel laribus pallet.

(*De Stilich.* II.)

Du reste, ce n'était pas seulement aux riches que les accusations s'attaquaient de préférence. L'histoire nous apprend que les plus honorables personnages s'y trouvaient parfois en butte, par le seul effet de l'envie que suscitait contre eux la gloire qu'ils s'étaient acquise. « Que me ferait-on si j'étais coupable, disait une femme célèbre des siècles héroïques, puisque me voilà accusée pour cause d'un fait méritoire, dont j'ai droit de me glorifier ? »

Quid fiet sonti, quum rea laudis agar !

(*Ov.*, *Heroid.*, XII.)

Scipion l'Africain pouvait tenir le même langage lorsqu'il se vit accuser de péculat, à l'instigation de Caton, par les deux Petilius, tribuns du peuple.

Mais hâtons-nous de dire que chez les anciens la justice n'encourait que rarement le reproche de montrer plus de bienveillance et de faveur pour les riches et les grands que pour les pauvres et les petits.

Le reproche contraire lui était bien plus souvent adressé ;

et en ce qui concerne particulièrement la justice romaine, c'était surtout de sa partialité pour les riches et les hommes en crédit que se plaignaient les poètes latins.

Térence, tout le premier, imputait ce vice à la législation elle-même, qui n'accordait aux esclaves ni le droit de plaider ni celui de témoigner en justice, et qui mettait ainsi en dehors du droit commun toute une classe de la société :

Servum hominem causam orare leges non sinunt, -
Nec testimonii dictio est.

(*Phormio*, II, 1.)

Notons que le poète traduisait ici le texte même de la loi, lequel était ainsi conçu : « Causas homo servus ne orato. — « Servus testimonii dictio ne esto. »

Une plainte du même genre est énoncée par un esclave dans l'*Amphitruo* de Plaute. « Que deviendrai-je, dit-il, si les triumvirs me jettent en prison, et si, n'ayant pas le droit de plaider moi-même ma cause, je ne trouve pas assistance dans mon maître ? »

Quid faciam nunc si tresviri me in carcerem compegerint,
.
Nec causam liceat dicere mihi, neque in hero quicquam auxilii sit?

Même pour les personnes de condition libre, Térence ne voyait pas cette égalité que semblait garantir le régime politique d'alors. N'est-ce pas une dérision, disait-il dans *les Adelpes*, de prétendre qu'ici la liberté soit égale pour tous ?

Hicine libertatem aiunt æquam esse omnibus?

Selon lui, la justice avait deux poids et deux mesures, dont elle usait suivant la qualité des personnes, tolérant chez les uns ce qu'elle condamnait chez d'autres, non que le fait fût en soi dissemblable, mais parce que la position sociale de l'auteur était différente :

Hoc licet impune facere huic, illi non licet ;
Non quod dissimilis res sit, sed quod is qui facit.

(*Adelph.*, V, 3.) (1).

(1) Je dois confesser que ces deux vers de Térence n'ont pas, dans la pièce à laquelle ils appartiennent, le sens que je leur donne ici ; mais il me

« Ce n'est, ajoutait-il ailleurs, ni pour l'épervier ni pour le milan, bien qu'ils appartiennent à la classe des animaux malfaisants et nuisibles, que sont tendus les filets et les pièges : on n'y prend que les oiseaux faibles et inoffensifs : »

. Non rete accipitri tenditur, neque milvio,
Qui malefaciunt nobis; illis qui nihil faciunt tenditur.

(*Phormio*, II, 2.)

Ces réflexions, auxquelles on peut rapporter et le proverbe, *Magni fures parvum ducunt*, et ce mot de Caton, cité par Aulu-Gelle, *Fures privatorum furtorum in nervis atque in compedibus ætatem ducunt, fures publici, in auro atque in purpura*, ces réflexions, dis-je, s'étaient produites déjà dans des poésies antérieures à Térence, et se reproduisirent en termes plus énergiques encore dans celles qui furent publiées sous l'empire.

Parmi les fragments de Lucile, figure celui-ci,

. Peccare impune rati sunt
Posse, et nobilitate facul propellere iniquos;

(VI, 4.)

ce qui veut dire, si je traduis bien, que les patriciens croyaient pouvoir faillir impunément et se débarrasser de toute mauvaise affaire à la faveur de leur noblesse.

Lucrèce, parlant de la foudre, s'étonnait de la voir le plus souvent épargner les coupables et frapper des innocents,

. Telum, quod sæpe nocentes
Præterit, exanimatque indignos inque merentes.

(Lib. VI.)

« Pourquoi, disait-il, les dieux, au lieu de faire tomber ce feu céleste sur ceux dont les crimes épouvantent l'humanité, et de donner ainsi un exemple saisissant aux mortels, ne le font-ils servir qu'à brûler des gens qui n'ont à se reprocher aucune mauvaise action? »

Cur quibus incautum scelus aversabile cunque est

paraît que dans la pensée de l'auteur ils avaient une double entente, et que pris isolément ils devaient exprimer la même idée que celle que l'on verra se produire en des termes peu différents dans ceux des passages de Juvénal qui sont cités plus loin.

Non faciunt icti flammas ni fulguris halent,
 Pectore prefixo, documen mortalibus aere;
 Et potius nullæ sibi turpis consciu' rei
 Volvitur in flammis innoxius?

(Lib. VI.)

Ces remarques du poëte n'étaient pas, je pense, sans quelque trait à la justice humaine, dont les foudres à l'époque où il vivait, sous la dictature de Scylla, ménageaient les grands coupables et atteignaient bien des innocents.

Les grands coupables en effet, bien que condamnés par la loi, trouvaient aisément le moyen de se faire absoudre par leurs richesses :

Sed quos lex damnat, gratia solvit opum.

(*Anthologia.*)

Citons quelques faits à l'appui de cette inculpation contre la justice romaine.

J'ai eu occasion de parler dans le chapitre précédent de certains gouverneurs de province, tels que Verrès, Marius et autres, qui pressuraient et dépouillaient leurs administrés, pour s'enrichir à leurs dépens. Il arrivait quelquefois que ceux-ci les dénonçaient au sénat, et envoyaient à Rome, à grands frais, des députés pour les poursuivre devant cette juridiction. Mais s'ils obtenaient gain de cause contre les accusés, s'ils les faisaient condamner à l'exil, ils ne retiraient rien de plus de leur poursuite; ce qui leur avait été pris ne leur était pas rendu. Voilà pourquoi Juvénal engageait un provincial d'outre-mer, qui avait à se plaindre de pareilles déprédations, à faire vendre par le *præco* ce qui lui restait de mobilier, pour le soustraire à l'avidité du gouverneur, et à bien se garder d'aller porter à Rome sa plainte devant le sénat. « C'est folie, lui disait-il, après avoir tout perdu, de s'exposer encore à perdre les frais d'un voyage par mer : »

Præconem, Cherippe, tuis circumspecte pannis,
 Jamque lace; furor est post omnia perdere naulum.

(*Sat. 8.*) (1)

(1) Je reproduis ce texte de Juvénal, que j'ai déjà cité tome II, parce qu'il s'applique beaucoup mieux ici.

En présence de tant d'exemples de l'impunité accordée par la justice aux coupables riches et puissants, Juvénal n'était-il pas autorisé, de même que tant d'autres poètes, à faire entendre que contre eux il n'y avait pas en justice de recours utile pour le faible ?

Le moindre prétexte, au contraire, suffisait à faire condamner celui-ci :

In misero facile fit potens injuria.
(*PUBL. SYRUS.*)

« Qu'un âne vienne à mordre un chien, disait-on pour exprimer cette tendance à sévir contre les petits, on ne manque pas de l'en punir : »

Vel si asinus canem momorderit, poenas dabit.
(*Prov.*)

La pensée de ce proverbe est nettement rendue par Ovide dans le fragment suivant, qui n'est point, il est vrai, directement appliqué par lui à la justice distributive, mais qui ne laisse pas que d'y faire allusion :

. *Infirmis causa pusilla nocet.*
(*Remedia amoris.*)

Dans un autre passage, le même poète faisait clairement entendre que devant les tribunaux le bon droit avait besoin d'aide, et qu'à défaut d'appui et de crédit, on était grandement exposé à perdre sa cause, quelque bonne qu'elle fût :

Nunc reus, infelix, absens agor ; et mea quum sit
Optima, non ullo causa tuente perit.
(*Ov., Heroid. XX.*)

Qui ne se rappelle ce vers proverbial de Juvénal ?

Dat veniam corvis, vexat censura columbas.
(*Sat. 2.*)

Dans son acception générale, c'était principalement à la justice distributive que s'appliquait cette remarque satirique.

Juvénal d'ailleurs la reproduisait avec insistance et la développait en termes plus explicites dans différentes parties de

ses satires. « Ici, disait-il, nous pardonnons tout à la richesse. Pour de petites gens, la passion du jeu, l'adultère sont choses infamantes ; pour les riches, c'est moins que rien ; c'est même presque un mérite. — Ce que nous trouvons détestable chez les hommes de basse condition, nous le trouvons charmant chez les hommes haut placés. — Qu'un autre qu'eux en fasse autant, il ne manquera pas d'encourir la flétrissure : »

. Ibi fortunæ veniam damus : alea turpis,
Turpe adulterium mediocribus : hæc eadem illi
Omnia cum faciant, hilares nitidique vocantur.

(Sat. 11.)

. Et quæ
Turpia Cerdoni, Valesos Brutosque decebunt.

(Sat. 8.)

. Et tamen alter,
Si fecisset idem, caderet sub iudice morum.

Nam quod turpe bonis Titio Seioque, decebat
Crispinum.

(Sat. 4.)

Cette inégalité d'appréciation eu égard à la différence de condition des personnes, Juvénal la signalait à un autre point de vue, dans les distinctions admises par les tribunaux, en matière de preuve testimoniale, entre les témoins riches et les témoins pauvres. Il écrivait dans sa troisième satire : « Produisez comme témoin le plus saint homme du monde. Ce qu'on demandera tout d'abord pour juger du degré de confiance qu'il mérite, c'est s'il a de la fortune. Quant à sa moralité, on ne s'en enquera que très-subsidiairement ; tant vaut le coffre-fort, tant vaut le témoignage : »

Da testem, Romæ, tam sanctum quam fuit hospes
Numinis Idæi.
Protinus ad censum : de moribus ultima fiet
Quæstio.
Quantum quisque sua nummorum servat in arca,
Tantum habet et fidei.

Juvénal entendait faire ici, je le suppose, la critique de certaines règles du droit romain, par lesquelles il était recommandé aux juges de tenir grand compte, dans l'apprécia-

tion des témoignages, de la position de fortune des témoins, par la raison que les témoins pauvres sont plus facilement accessibles à la séduction que les riches. On lit en effet dans le Digeste : « Testium fides diligenter examinanda est, « ideoque in persona eorum exploranda erunt *in primis* con-
« ditio cujusque, utrum quis decurio an plebeius sit... an
« locuples, vel egens sit, ut, lucri causa, quid facile admit-
« tat. » C'était là une sorte de mise en suspicion des classes pauvres, et il est à croire que Juvénal la goûtait peu.

Lucile et Ovide étaient sans doute du même sentiment ; car le premier avait dit, longtemps avant Juvénal,

Quantum habeas, tantum ipse sies, tantumque habearis ;

et le second, dans un passage de ses *Tristes*, donnait à entendre, contrairement au texte précité du Digeste, que plus un témoin était malheureux, plus il était digne de foi :

Ergo quam misero, tam vero teste probaris,
Hic aliquod pondus si modo testis habet.

(l, 6.)

Il est remarquable d'ailleurs que les poètes, et particulièrement ceux de l'époque impériale, signalaient d'un commun accord, comme un fait caractéristique de la démoralisation publique, la perversion de toutes les idées de justice : « C'est maintenant au crime que l'on donne raison, disaient-ils ; — l'innocent expie les méfaits d'autrui, tandis que le coupable en recueille les fruits ; — le succès justifie tout, et le crime heureux passe pour vertu. »

On trouvera dans les passages qui suivent l'expression variée de toutes ces appréciations, dont les unes se rapportent aux temps présents et les autres aux temps passés :

Jusque datum sceleri.

(LUCAN.)

. Fraudis alienæ dabo

Parnas, et ille præmium scelerum feret. . .

(SEN., *Thébaïs.*)

. Commissi præmia raptor habet.

(OV., *Fast.*, IV.)

Tunc pravi scelerum capiebant præmia loti.

(PRISCIANUS, *Anasth. laudes.*)

. Infelix virtus, et noxia felix.

(MANIL., IV.)

Honesta quædam scelera successus facit.

(PUBL. SYRUS. — SEN. TR., *Hippol.*)

Et si forte bonis accesserit impetus ausis,

Improbitas fiet virtus.

(MANIL., V.)

. Prosperum ac felix scelus

Virtus vocatur.

(SEN., *Hercul. furens.*)

. Scelerique nefando

Nomen erit virtus.

(LUCAN., I.)

. Multi

Committunt eadem diverso crimina fato :

Ille crucem sceleris poenam tulit ; hic diadema.

(JUV., 12.)

Enfin, au quatrième siècle de notre ère, Prudence, qui fut successivement avocat, magistrat (1) et homme de guerre, faisait dire à certain criminel haut placé : « Qu'ai-je à craindre ? La loi siège en armes, il est vrai ; mais rien n'est plus aisé que de l'é luder. Elle ne sait pas découvrir le crime qui se cache ; ou si elle le découvre, on gagne le juge avec de l'or. Bien rares sont les accusés frappés par le glaive de la justice : »

Nec formido malum ; falluntur publica jura.

Lex armata sedet, sed nescit crimen opertum ;

Aul, si res patcat, judex corrumpitur auro.

Rara reos justa percellit poena securi.

(*In Symmach.*)

La poésie latine, comme on le voit, traitait fort mal la justice d'alors, et ne voyait guère en elle que révoltante partialité. Si ses appréciations étaient exactes, Priscianus

(1) Prudence parle ainsi, dans l'une de ses poésies, des fonctions de magistrature qu'il avait exercées :

. Bis legum moderamine

Frenos nobillum reximus urbibus :

Jus civile bonis reddidimus ; terruimus reos.

(*Hymn.*)

était bien autorisé à dire que le droit n'était plus qu'un vain nom, et l'équité qu'une ombre :

Nam vacuum nomen retinebant publica jura,
Umbræque justitiæ rebus restabat inanis.

(Anast. laudes.)

Exagérait-elle ses incriminations? J'ai peine à le croire ; car ses vers en disaient moins de mal encore que la prose de quelques écrivains, des plus accrédités.

Cicéron, entre autres, ménageait fort peu les tribunaux qui fonctionnaient sous ses yeux, et devant lesquels il avait si souvent occasion de plaider. On lit ce qui suit dans son traité *De Officiis*, « Veri juris germanæque justitiæ solidam et « expressam effigiem nullam tenemus; umbris et imaginibus « utimur; » et dans l'une de ses *Verrines* : « Inveteravit jam « opinio perniciosa reipublicæ, nobisque periculosa, quæ, « non modo Romæ, sed et apud cæteras nationes omnes ser- « mone percubuit, his judiciis quæ nunc sint, pecuniosum « hominem, quamvis sit nocens, neminem posse damnari. »

Dans le même temps, Salluste dirigeait contre la justice romaine cette accusation que chacun se rappelle : « Quam « quisque pessime fecit, tam maxime tutus est. » Plus tard, Sénèque, bravant l'honnêteté dans les mots, la qualifiait en ces termes : « Omnes justitiæ nostræ sunt tanquam « pannus menstruatus; » comparaison qui ne comporte pas de traduction dans notre langue.

La poésie n'était pas aussi peu réservée dans l'expression de ses plaintes (1).

(1) Il n'y a pas bien longtemps encore que de pareilles incriminations avaient cours en France contre la justice distributive. En voici quelques échantillons, en prose comme en vers :

Contre fort et contre faux
Ne valent lettres de sceaux.

(Prov.)

A chevaux malgres vont les mouches.

(Prov.)

Le gibet n'est que pour les malheureux.

(Prov.)

Justice est sans miséricorde
A l'égard d'un petit larron ;

§ V.

Le juge doit prêcher d'exemple.

Les anciens reprochaient à leurs juges de ne point prêcher d'exemple, et de se rendre coupables des faits mêmes qu'ils condamnaient chez les autres.

Ce reproche est très-catégoriquement articulé dans les extraits suivants que j'emprunte à différents auteurs :

« Judex, damnaturus quæ fecit, eligitur. (SEN. PHIL.) —

« Gravissime puniunt quos maxime imitantur. (PLIN. JUN.)

« — Qui sedet crimina vindicaturus, admittit. » (SAINT-CYPRIEN, *Epist.*, VIII, 22.)

Ceci trouve encore son explication dans les observations que j'ai déjà faites sur la manière dont il était pourvu au choix des juges chargés de statuer sur les procès criminels, comme sur les instances civiles. On les élisait, et souvent même on les prenait au hasard dans un ordre de citoyens

Mais au gros elle fait pardon,
Quand il se peut rachepter de la corde.

(Prov.)

Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous feront blanc ou noir.

(LA FONTAINE.)

Il n'est pas absolument impossible qu'une personne qui se trouve dans une grande faveur perde un procès.

(LA BAUTÈRE, chap. XIV.)

Au pied des tribunaux, une fois amené,
L'accusé, s'il est pauvre, est déjà condamné.

(CHÉNIER, *Calas.*)

. . . . De tout temps le faible eut toujours tort.

(BOUSSAULT, *Esquisse à la Cour.*)

Il s'en faut bien que l'innocence trouve autant de protection que le crime.

(LA ROCHEFOUCAULD.)

Je ne sais, de tout temps, quelle injuste puissance
Laisse le crime en paix et poursuit l'innocence.

(RACINE, *Andromaque.*)

Tout ceci, heureusement, n'est plus aujourd'hui que de l'histoire ancienne.

qui, bien qu'appartenant aux classes les plus élevées de la société, étaient loin de toujours donner l'exemple d'une irréprochable conduite et d'une complète abstention des actes prohibés par les lois.

Ce scandale n'avait point échappé à l'attention des poètes.

Dans une de ses comédies, Térence donnait aux juges cette leçon : « Vous qui jugez les autres, voyez si vous n'êtes point accusable vous-même : »

Tu es judex ; ne quid accusandus sis vide.

(*Heaut.*, II, 3.)

« Le moyen, disait Ovide, que la justice produise son effet exemplaire, c'est que le juge fasse ou ne fasse pas personnellement ce que par ses arrêts il enjoint aux justiciables de faire ou de ne point faire : »

*Sic agitur censura, et sic exempla moventur,
Quum judex alios quod monet ipse facit.*

(*Fast.*, VI.)

« Ne faites point, leur disaient d'autres, ce que vous blâmez chez autrui ; autrement, vous vous exposeriez à la honte d'une juste récrimination. — Et d'ailleurs comment oseriez-vous condamner votre propre conduite dans celle d'un tiers, qui ne fait que vous imiter ? »

*Quæ culpæ soles, ea tu ne feceris ipse ;
Turpe est doctori quum culpa redarguit ipsum.*

(*D. CATO.*, *Dist.*, XXX, 1.)

Quis suam in alterius condemnet crimina vitam ?

(*MAXIM.*, *Eleg.* II.)

Mais ces sages préceptes n'empêchaient pas les juges de faillir par où même ils punissaient les autres ; et à nombre d'entre eux pouvait justement s'appliquer ce vers d'Ovide, que j'ai déjà cité dans le chapitre traitant *De l'adultère*.

Delicti sies idem reprehensor et auctor (1).

(*Heroid.* XVIII.)

(1) Au seizième siècle, Montaigne faisait aux juges l'application directe

§ VI.

Juges ignorants.

Par la même raison que celle que je rappelais tout à l'heure, les juges romains, magistrats improvisés et de passage, ne devaient être que bien rarement pourvus des connaissances juridiques nécessaires pour l'intelligence et la solution de certaines difficultés de droit et de fait sur lesquelles ils avaient à statuer. Beaucoup se trouvaient fort embarrassés lorsque surgissaient devant eux des questions plus ou moins ardues, auxquelles ils n'étaient nullement préparés.

Ce fut le cas d'Aulu-Gelle. Dans un passage fort curieux de ses *Nuits attiques* (XIV, 2), il raconte qu'à l'époque où pour la première fois il fut élu par les préteurs pour remplir la fonction de *judex privatus*, il lui fallut se mettre incontinent en quête des livres grecs et latins qui traitaient de l'office de juge, et demander à ces maîtres muets les notions élémentaires du métier. Il n'en avait nulle expérience, tout jeune qu'il était encore et à peine sorti des bancs de l'école, où il n'avait guère étudié que les fables des poètes et les règles de la rhétorique, car il y avait alors, comme il le dit lui-même, grande pénurie de professeurs de droit. Il se renseigna donc de son mieux, et dans la loi *Julia* et dans les commentaires de Sabinus Massurius et autres jurisconsultes, sur la *diffsion* judiciaire, sur la *compèrendination* et sur diverses pratiques en usage dans les tribunaux. Mais il reconnut que toute cette théorie procédurière, apprise à la hâte, n'était pas d'un grand secours pour quiconque ne s'était pas préparé de longue main, par l'étude des principes généraux de la matière, aux moyens

de ce vers d'Ovide, « De ce même papier, disait-il, où il vient d'écrire l'arrêt de condamnation contre un adultère, le juge en desrobbe un lopin, pour en faire un poulet à la femme de son compagnon. » (*Essais*, III, 9.) Mais ce n'était là sans doute qu'une façon de parler; car même à l'époque où vivait le philosophe périgourdin l'adultère devait être fort rare chez les gens de robe.

de solution de tant de difficultés imprévues qui viennent surprendre le juge ; et voici comment il en acquit la preuve.

Alors qu'il siégeait comme *judex*, une action en payement d'une somme d'argent, qu'on disait avoir été prêtée, fut portée devant son tribunal. Le demandeur ne produisait ni titres ni témoins à l'appui de sa réclamation, et ne faisait valoir que des présomptions sans grande force probante ; mais c'était un homme d'une probité parfaitement établie. Le défendeur, au contraire, était notoirement un fripon. Celui-ci et ses avocats de crier que le prêt n'était aucunement prouvé, qu'on n'en justifiait ni par l'inscription sur le livre du créancier, ni par les comptes du banquier qui aurait remis l'argent, ni par l'exhibition d'une reconnaissance chirographaire, ni par tablettes, ni par témoins (1) ; que dès lors le défendeur devait être renvoyé de la poursuite, et le demandeur condamné pour calomnie ; qu'il ne s'agissait pas dans la cause d'une question de moralité ; que le débat s'agitait devant un juge civil et non devant des censeurs.

« J'étais assisté, continue Aulu-Gelle, de quelques amis, jurisconsultes des plus expérimentés, et fort connus au Forum. Ils me disaient qu'il n'y avait pas lieu d'en entendre plus long ; que le prêt n'étant nullement prouvé, il n'était pas douteux que le demandeur ne dût être débouté de son action. Mais, considérant d'une part l'incontestable honorabilité du réclameur, et d'autre part l'infamie du défendeur, je ne pus me rendre à cet avis. Je remis en conséquence la décision de l'affaire à un autre jour, en déclarant la *diffisio*, et quittai le siège pour aller tout de suite consulter le philosophe Favorinus, à qui je racontai toute l'affaire, en le priant de m'éclairer sur la difficulté qui m'arrêtait, en même temps que sur la ligne de conduite à suivre dans l'exercice des fonctions de juge (2). »

(1) « Clamitabat probari pecuniam datam, consuetis modis, expensilione, mensæ rationibus, chirographi exhibitione, tabularum obligatione, testium intercessionem. » L'auteur indique là les divers modes de preuve qui étaient encore requis de son vivant pour justifier de l'existence d'une créance.

(2) Je m'abstiens de citer en entier le texte latin de ce passage, parce qu'il

En parlant ainsi de son noviciat judiciaire et de l'extrême inexpérience dont il avait fait preuve à ses débuts, en présence d'une question qui n'était rien moins qu'inextricable, Aulu-Gelle voulait apparemment faire comprendre que là où l'importante mission de *judex* était livrée aux mains de ces apprentis dont un poète disait,

Perque magistratus, et publica jura feruntur,
(MANIL., V.)

les justiciables n'avaient que bien peu de garanties d'une justice éclairée. Et en effet, dans un système d'organisation judiciaire pareil à celui de l'ancienne Rome, ces garanties ne pouvaient être que des plus insuffisantes.

Sénèque le philosophe, parlant dans son traité *De Brevitate vite* des occupations auxquelles se livraient la plupart de ses concitoyens, les montre tantôt demandeurs ou défenseurs en justice, tantôt accusateurs ou accusés, puis de justiciables devenant juges et même juges instructeurs : « Hic advocat, hic adest; ille periclitatur, ille judicat... Accusandi deposnimus molestiam? Judicandi naseimur; judex desiit esse? Quæsitior est. » J'ai déjà noté la dernière partie de ce passage; je le cite ici en entier, parce qu'on y voit que la vie des Romains se passait à remplir les différents rôles judiciaires, et qu'ils n'en quittaient un que pour en reprendre un autre. Mais en passant incessamment ainsi de l'un à l'autre, se pouvait-il qu'ils devinssent de bons juges? C'est difficile à croire.

Rappelons d'ailleurs que pendant longtemps à Rome les fonctions de juge, et particulièrement celles de juge unique, furent l'apanage de jeunes patriciens aspirant aux grandes charges publiques. Ovide disait à ce propos dans les deux vers ci-après, que j'ai eu précédemment l'occasion de mentionner,

Curia pauperibus clausa est; dat census honores;
Inde gravis judex, inde severus eques.
(Amor., II, 8.)

est très-étendu. Le lecteur pourra y recourir; mais je crois l'avoir exactement analysé.

Sénèque répétait après lui : « *Senatorium gradum census ascendit; census equitem a plebe discernit... Censu judex a in foro legitur.* » (*Controv.*, II, 1.)

A l'époque où vivaient Ovide et Sénèque la naissance et la fortune étaient donc encore, comme au temps de la république, les principaux titres d'admissibilité à la fonction de *selectus judex*; et même sous Auguste, suivant Suétone (*August.*, XXXII), afin de la rendre plus aisément accessible aux jeunes patriciens, on avait abaissé à vingt ans la condition d'âge, qui antérieurement était de vingt-cinq ans accomplis.

Dans un personnel de judicature ainsi composé, il pouvait sans doute se rencontrer des hommes sérieux, instruits, honnêtes et capables de rendre une bonne justice; mais très-probablement c'était le petit nombre, et il est permis de supposer sans témérité que la plupart, même alors que l'éligibilité n'était plus circonscrite dans l'élément patricien, avaient grand besoin, comme Aulu-Gelle, des conseils d'autrui pour se former un avis sur les affaires qu'ils étaient appelés à juger.

Il y avait, il est vrai, un recours possible contre l'impéritie, comme aussi contre les prévarications du juge unique; car légalement ce juge était jusqu'à un certain point responsable de ses décisions, et pouvait être pris personnellement à partie s'il avait manifestement mal jugé, et surtout s'il avait jugé, comme on disait alors, *dolo malo*. Dans ces deux cas il faisait le procès sien, *litem suam faciebat*; ce qui l'exposait, de la part du plaideur qu'il avait condamné, à une action en dommages-intérêts, et s'il avait prévariqué, à l'application d'une peine publique. Mais on comprend que de pareils recours, surtout pour simple mal-jugé, ne pouvaient que bien malaisément aboutir à un résultat utile; en sorte que le remède était à peu près inopérant.

Comment les Romains se contentèrent-ils durant tant de siècles d'une telle juridiction pour le jugement de beaucoup de leurs procès? On en donnait pour raison que le juge unique était moins sujet que les tribunaux collectifs, et composés d'un grand nombre de juges, à se laisser in-

fluencer par des préventions favorables ou défavorables : « Vera aut in deterius credita iudice ab uno facilius discerni ; studium et invidiam apud multos valere. » (TAC., *Annal.*, III.) Je ne me prononce pas sur la valeur de cette raison. Les Romains étaient sans contredit plus compétents que ne le peuvent être les modernes pour apprécier ce qui leur convenait le mieux en fait de justice distributive ; mais le témoignage de leurs écrivains autorise à croire que les juges uniques ne réunissaient pas toujours toutes les conditions désirables d'aptitude judiciaire, sans parler des autres.

Quant au tribunal des centumvirs, qui, lui, ne péchait pas par le trop peu de personnel, mais peut-être par le trop, il ne paraît pas qu'il ait été jugé beaucoup plus apte que les autres à bien remplir son office. Comme pour les *judicia publica*, c'était généralement le sort qui en réglait la composition ; et l'on sait que le sort est bien aveugle dans les choix qui dépendent de lui.

Un passage du livre *De Oratore* attribué à Tacite, nous fait connaître qu'antérieurement à l'époque impériale, et du vivant de Cicéron, ce *centumvirale iudicium*, qui depuis s'éleva au premier rang des juridictions de Rome, n'était que fort peu en vogue et ne connaissait que rarement des causes importantes, les préteurs jugeant à propos de s'en réserver le jugement ou de les renvoyer devant d'autres juges. Le fait est, dit l'auteur, qu'à de très-rare exceptions près, les grands orateurs du temps, notamment Cicéron, César, Brutus, Caius et Calvus, ne plaidaient pas devant les centumvirs, ou que du moins on ne connaît d'eux aucun plaidoyer prononcé devant cette juridiction : « Apud prætores quanto majora
« alia negotia exerceri solita sunt, quod majus argumentum
« est quam quod causæ centumvirales, quæ nunc primum
« obtinent locum, adeo splendore aliorum iudiciorum obruebantur, ut neque Ciceronis, neque Cæsaris, neque Bruti,
« neque Cælii, neque Calvi, non denique ullius magni oratoris liber apud centumviros dictus legatur? » (XXXVIII.) Si les centumvirs étaient alors ainsi délaissés, c'est qu'apparemment le système de la grande multiplicité des juges

pour les décisions à rendre sur les affaires du droit civil était peu goûté par les préteurs de l'époque, et c'est aussi peut-être que ces grandes assemblées judiciaires n'étaient pas toujours fort édifiantes. Il est rendu compte par Macrobe (*Saturnal.*, II, 2) d'un discours qui fut adressé au peuple par Caius Titius, contemporain du poète Lucile, à l'appui de la proposition de la loi *Fannia* contre la somptuosité des festins, et dans lequel cet orateur célèbre traitait avec une extrême dureté les *judices* de son temps, ceux qui jugeaient collectivement et qui sans doute composaient le tribunal centumviral. Selon lui, ces juges ne se rendaient à leurs fonctions que comme contraints et forcés, et uniquement par peur de l'amende dont une absence non motivée les rendait passibles. Ils ne s'inquiétaient nullement, avant de remplir leur office, de se remettre en mémoire le peu de droit qu'ils avaient appris. Presque tous arrivaient à l'audience sortant de quelque taverne, la tête échauffée par la boisson. Ils ne faisaient guère qu'y dormir, ou bien, pendant que les causes se plaidaient, quittaient leur siège pour aller à l'urinaire, puis statuaient au hasard, sans avoir rien entendu, pressés qu'ils étaient d'en finir, pour reprendre au plus tôt le cours de leurs débauches. On peut voir dans le texte de Macrobe, *loco citato*, que j'adopte, dans l'analyse que j'en présente, les incriminations de Titius. Or, si les *judices* se conduisaient de la sorte dans le tribunal centumviral, on s'explique fort bien pourquoi les préteurs de la république étaient peu disposés à les faire fonctionner dans les grandes causes; d'autant qu'une pareille assemblée ne devait pas être facile à diriger.

Sous l'empire, comme le dit Tacite, ils reprirent la place qu'ils devaient occuper dans l'ordre des juridictions; mais j'ai peine à croire qu'ils aient reconquis la confiance des justiciables.

C'est à eux, je le soupçonne, que s'adressait cette morale de la fable de Phèdre, intitulée *Scurra et rusticus* :

En hic declarat quales sitis judices.

(V, 5.)

Il me paraît aussi que Stace entendait les tourner quelque peu en dérision lorsque, prodiguant ses éloges à un avocat, il lui

disait, entre autres choses flatteuses, qu'il avait su donner du jugement et de l'esprit aux centumvirs,

. Centumque dedisti
Judicium mentemque viris;

(*Silv.*, I, 4.)

d'où suit assez naturellement que dans la pensée du poëte ils n'en possédaient généralement que fort peu de leur propre fonds.

Pline le jeune, contemporain de Stace, plaïda fréquemment devant le tribunal centumviral, que l'on saïssait alors de toutes sortes de procès, petits et grands; et je suppose qu'il avait en vue cette juridiction lorsqu'il écrivait que dans un jury composé d'un grand nombre de juges la majorité était rarement du côté de la raison et du bon droit, comme Tite-Live l'avait fait observer avant lui, en ces termes : « Ple-
« rumque major pars meliorem vincit. » (XXXI, 4.) Là, di-
sait Pline, les avis se comptent et ne se pèsent pas. Rien n'est plus inégal que leur égalité même; car la voix du juge inepte a la même valeur numérique que celle du juge intelligent :
« Numerantur sententiæ, non ponderantur; nec aliud in pu-
« blico consilio potest fieri, in quo nihil est tam inæquale
« quam æqualitas; nam quum sit impar prudentia, par om-
« nium jus est. » (*Epist.*, XI, 12.) Ce même auteur avançait pourtant dans une autre de ses épîtres qu'un avis adopté par une nombreuse assemblée délibérante avait une grande autorité, et que les juges, qui pris individuellement n'avaient que peu d'intelligence, en avaient beaucoup collectivement :
« In numero ipso est quoddam magnum collectumque con-
« silium, quibusque singulis judicii parum est, omnibus
« plurimum. » (VII, 7.) Ces deux opinions sont quelque peu contradictoires; mais peut-être s'expliquent-elles par ce motif que Pline émettait la première après avoir perdu un procès devant les centumvirs, et la seconde après en avoir gagné un autre devant les mêmes juges. Quoi qu'il en soit, j'estime pour ma part que la première était la plus vraie, et que, par les raisons sur lesquelles elle se fondait, les Romains n'accordaient guère plus de confiance à leur justice à cent têtes qu'à celle de leurs juges uniques.

De là sans doute les reproches d'inaptitude et d'ignorance si fréquemment adressés aux juges sous les divers gouvernements de Rome. On disait d'eux qu'ils jugeaient à tort et à travers, et laissaient pencher leur balance au gré du hasard, « *regulam incurvantes qualibet.* »

Dans l'opinion de Plaute, un juge ignorant ne pouvait être qu'un juge injuste, et c'était sottise d'espérer de lui un jugement équitable, parce qu'il n'entendait rien au droit et n'en tenait aucun compte. Voici comment il s'en expliquait dans le prologue d'*Amphitryon* :

. . . *Injusta ab justis impetrare non decet.*
Justa aptem ab injustis petere insipientia est;
Quippe illi iniqui jus ignorant, neque tenent.

Les Grecs en pensaient de même. L'un de leurs brocards portait que de tels distributeurs de la justice ne faisaient aucune différence entre l'innocent et le coupable. Ce brocard a été ainsi versifié en latin :

Insonem sonem nullo discrimine habebunt.

Un autre dicton, provenant de la même source, et que les Latins se sont également approprié, représentait un tribunal où tous les acteurs, juge et parties, étaient sourds : « *Surdaster cum surdastro litigabat; judex autem erat utroque* » (1). On comprend la signification de cet apologue épigrammatique.

(1) Sur ce texte, un poète du quinzième siècle, le chancelier Thomas Morus, qui sans doute avait trouvé plus d'un juge ignare dans son pays, a brodé l'épigramme suivante :

Lis agitor; surdusque reus, surdus folt actor :
Ipsæ tamen judex surdus utroque magis.
Pro ædibus hic petit æs, quinto jam mense peracio;
Ille refert : « tota nocte mihi acta mola est. »
Adspicit hos judex : « et quid contenditis? » inquit :
« Annon utrique est hæc mater? utrique alite? »

On trouve dans les *treize livres des Parlements* par Larocheflavin une traduction libre de cette épigramme, ainsi conçue :

Un sourd fit un sourd adjourner
 Devant un sourd, en un village,
 Puis vint hautement entonner

C'est, je crois, en vue des dangers auxquels l'innocent même était exposé devant un juge sans lumières, comme sans oreilles, que Publius Syrus a écrit la sentence suivante, que je traduis ainsi : « Ce que redoute l'accusé innocent, ce ne sont pas les témoins, c'est le hasard des jugements :

Reus innocens fortunam, non testem veretur.

A quoi peuvent se rapporter ces deux adages : *Judicia inter casus fortuitos numerantur.* — *Alea judiciorum*, et ce mot, par lequel on a coutume d'expliquer des acquittements inexplicables : *Gaudeant de bona fortuna?*

§ VII.

Point de précipitation dans les jugements.

La patience était placée par les anciens au nombre des devoirs de la justice distributive. « *Patientia pars justitiæ est*, » disait Pline le jeune. Écouter jusqu'au bout avec tolérance et mansuétude les réclamations des justiciables, donner tout le temps et toute l'attention nécessaires à l'instruction comme à l'examen des causes, ne rien précipiter même dans les affaires de peu d'importance : telle devait être la règle du juge.

Le poète Calpurnius avait connu un arbitre qui la pratiquait en toute conscience, et qui, ayant à juger des contestations entre gens de la campagne, ne dédaignait pas de descendre dans tout le détail de leurs différends, pour leur faire bonne et conciliante justice. Il l'en louait en ces termes :

. Tu, ruricolum discernere lites
Assueras, varias patiens mulcendo querelas.
(*Eclog.* VIII.)

Honorius, suivant Claudien, en agissait de même lorsqu'il avait à réviser les jugements qui lui étaient déferés par

Sa demande étant d'un fromage;
L'autre répond de labourage.
Sur quoi le juge, fort suspens,
Déclara bon le mariage,
Et les renvoya sans dépens.

voie d'appel. Quelque minime que fût la cause, il examinait tout avec soin, et ne laissait passer aucune erreur à rectifier :

Quæ sub te vel causa brevis, vel judicis error
Negligitur?

(De IV consul. Honorii.) (1)

Mais tous les juges ne procédaient pas de cette façon-là.

Il en était qui dépêchaient et brusquaient la décision des procès dont ils avaient à connaître, jugeant sur l'étiquette du sac, sans examen sérieux ou suffisamment approfondi. Cela s'appelait, dans le langage du temps, *præcipitare* ou *profligare causas*.

D'autres avaient une manière de faire plus expéditive encore. Pour en finir plus vite, ils jugeaient les gens sans même les avoir mis en prévention ; ou bien encore, après les avoir mis en prévention, ils négligeaient de les juger.

Il paraît que cela se voyait à l'époque où vivait Publius Syrus ; car il en a fait le sujet de plusieurs de ses sentences.

Il disait aux premiers que précipiter les jugements était une coupable légèreté, car on ne saurait rien faire avec mesure quand on agit avec précipitation ; — que le juge qui se hâte ainsi, en matière criminelle surtout, a tout l'air de désirer une condamnation et de chercher une victime ; — que, si tel n'est pas son but, il ne tardera pas, en jugeant trop vite, à regretter sa décision :

In judicando criminosa est celeritas.

Nihil est quod caute simul agas ac celeriter.

Prope est ut libens damnet qui damnat cito.

Properare in judicando est crimen querere.

Ad pernificendum properat qui cito judicat.

Aux seconds il faisait observer qu'il est dangereux de juger sans informations préalables, de même qu'il est dur de mettre une personne en prévention sans purger l'accusation par un jugement. Tel me paraît être le sens des deux

(1) On voit par ce texte de Claudien que du vivant de ce poète le prince statuait, comme juge d'appel ou de cassation, sur les décisions judiciaires dont l'annulation lui était demandée.

sentences ci-après, qui, je l'avoue, m'ont mis quelque peu l'esprit à la torture :

Grave judicium est, quod præjudicium non habet.

Grave præjudicium est, quod judicium non habet.

Ces sages réflexions, qui sans doute étaient l'expression du sentiment public, ne purent mettre un frein à l'impatience qui portait la plupart des juges à se débarrasser au plus tôt, et par les voies les plus sommaires, des procès qui se pressaient à leurs audiences. La promptitude d'expédition ne fit, au contraire, que progresser, en raison de l'accroissement du nombre des causes. Même dans les affaires capitales, c'était à peine si on laissait à la défense de l'accusé son libre cours. On se rappelle ce fragment de Juvénal,

..... Audi ;
Nulla unquam de morte hominis cunctatio longa est.

Cette remontrance du satirique, qui s'adressait visiblement aux juridictions criminelles, témoigne qu'on avait fréquemment à se plaindre de leurs procédés par trop lestes.

Effectivement, les juges avaient alors la faculté, dont j'indiquerai plus loin l'origine et le mode d'exercice, de limiter à leur gré la durée des plaidoiries. Il paraît qu'ils en usaient largement, qu'ils en abusaient même en écourtant plus qu'il ne convenait les discussions.

On pourrait même croire, d'après Pétrone, que quelques juges se dispensaient d'entendre des avocats. « A quoi bon, dit un personnage du *Satyricon*, devant lequel un tiers plaide la cause d'un accusé dont il se constitue le juge, à quoi bon chercher la vérité par un intermédiaire? Toi, voleur, qu'as-tu à dire? Explique-toi : » « Quid attinet veritatem per inter-
« pretem quærere? Quid dicis, tu, latro? » (Chap. 117.)

Pline le jeune exprimait son mécontentement de cette façon de juger : « Prétendons-nous, écrivait-il à l'un de ses amis, être plus sages que nos ancêtres, plus justes que ces lois par lesquelles ils accordaient tant d'heures, tant de jours, tant de délais aux plaideurs? Serait-ce que leur intelligence était obtuse et leur lenteur extrême? Serait-ce que de nos jours on s'explique plus clairement, que l'on

saisit plus vite, que l'on juge plus religieusement, parce qu'on expédie précipitamment et en quelques instants ce qui autrefois ne se décidait qu'après plusieurs jours de débats et d'examen? « On objecte, ajoutait Pline, qu'il se dit dans les plaidoiries beaucoup de choses inutiles; soit : mais ne vaut-il pas mieux encore les laisser dire que de s'exposer à ne pas entendre ce qui est nécessaire? Comment, d'ailleurs, savoir si ces choses sont inutiles quand on ne les a pas entendues? » An nos sapientiores majoribus nostris, « nos legibus ipsis justiores, quæ tot horas, tot dies, tot com-
« perendinationes largiuntur? Hebetes illi et supra modum
« tardi? Nos apertius dicimus, celerius intelligimus, reli-
« giosius judicamus, qui paucioribus clepsydris præcipita-
« mus causas?..... At quædam supervacua dicuntur. Etiam;
« sed satius est hæc dici quam non dici necessaria. Præterea
« an sint supervacua, nisi quum audieris, scire non possis. »
(*Epist.*, VI, 2.)

Pline le jeune était donc sur ce point complètement de l'avis de Publius Syrus. Il voulait que le juge ne se hâtât que lentement, et protestait de toutes ses forces contre l'usage, qui s'était introduit de son temps, d'accélérer outre mesure l'expédition des affaires.

Mais ce système de précipitation des jugements était destiné à trouver de nombreux imitateurs. Car beaucoup plus tard nous le voyons encore dénoncé par la poésie latine. Dans le seizième siècle, un poète florentin, Verinus, qualifiait de fou juge celui qui le pratiquait :

Judicium præceps iusani judicis index;
Omnia sunt longis discutienda modis.

C'est ce que disaient également et ce brocard si connu : *A temerario iudice præceps sententia*, et les adages suivants de notre droit coutumier :

Sage est le juge qui écoute et tard juge; car de fol juge briefve sentence.
Qui veult bien juger écoute parties.
Qui tost juge, et qui n'entend,
Faire ne peult bon jugement (1).

(1) Voltaire a dit, dans *Catiline* :

Un jugement trop prompt est souvent sans justice.

Une même maxime, qui date de si loin, et qui se reproduit dans la suite des siècles sous tant de formes diverses, doit être acceptée comme un axiôme. La morale judiciaire qu'elle renferme est excellente; et je crois qu'il serait bon de la toujours placer en regard des recommandations, qui sont justement faites aux tribunaux, de presser autant que possible la solution des procès.

§ VIII.

Devoirs du juge dans la distribution de la justice répressive.

— Excès d'indulgence ou de sévérité.

Nous arrivons à un dernier point de cette quatrième partie, sur lequel les poètes latins ont fait encore de nombreuses et bien sages réflexions. C'est celui qui a pour objet les devoirs du juge dans la distribution de la justice répressive. On ne s'étonnera pas que leur attention se soit principalement portée sur cette branche de l'administration judiciaire; car elle est celle à laquelle le public attache communément le plus d'intérêt, celle aussi que les publicistes doivent surveiller avec le plus de sollicitude.

Ainsi que je l'ai déjà fait voir, en exposant leur théorie pénale, ces poètes étaient généralement partisans d'un certain degré de sévérité dans la répression. L'impunité d'un crime avéré leur était odieuse. Aussi étaient-ils loin d'approuver l'indulgence systématique de certains juges, qui excusaient tout, et croyaient pouvoir toujours sans danger laisser dans son fourreau le glaive de la loi.

Il ne manquait pas de ces juges-là parmi les citoyens appelés à prendre part à l'administration de la justice criminelle. Juvénal en cite un qui, même dans un temps où la sévérité devait être plus que jamais à l'ordre du jour, estimait que jamais on ne devait user de rigueur :

..... Omnia, quauquam
Temporibus diris, tractanda putabat inermi
Justitia.

Publius Syrus admettait bien qu'en certains cas, lors, par

exemple, qu'il s'agissait d'une faute commise par un homme qui n'en avait pas d'autres à se reprocher, et dont la probité n'était point douteuse, le juge pouvait sans forfaiture chercher le moyen d'effacer son délit en le dissimulant :

Probi tegens, delicta iudex deleat.

Mais il réprimait énergiquement cette indulgence qui, par système préconçu, passait l'éponge sur toutes choses et laissait impunis des actes dont la répression importait à la société.

« Ne point réprimer le mal, c'est le commettre soi-même, disait-il ; — c'est même le commettre doublement, car on l'encourage en le tolérant ou en lui pardonnant. — Ne sait-on pas que la société tout entière est compromise par l'improbité de quelques-uns de ses membres, et que souvent même la méchanceté d'un seul devient bientôt une calamité pour tous ? — Donc, le juge qui absout un coupable prononce sa propre condamnation. — Bien plus, il n'y a pas moins de cruauté à tout pardonner qu'à tout punir indistinctement : »

Injuriam ipse facias ubi non vindices (1).

Bis peccas quum peccanti obsequium accomodas.

Paucorum improbitas universis calamitas.

Malitia unius cito fit maledictum omnium.

Judex se damnat ubi nocens absolvitur.

Tam omnibus parcere crudelitas est quam nulli.

« Pour tout homme probe, ajoutait le même poète, justice et sévérité sont deux termes corrélatifs : »

Bona, justitiae proxima est severitas (2).

(1) Laisser le crime en paix, c'est s'en rendre complice.

(CRÉBILLON.)

Souffrir la méchanceté qu'on a le droit et le devoir de réprimer, c'est être méchant soi-même.

(J.-J. ROUSSEAU, *Économie politique.*)

(2) Il faut être sévère pour être juste.

(PROV.)

Mais si la poésie condamnait l'excès d'indulgence de certains tribunaux criminels, elle s'élevait avec bien plus de force encore contre l'excès de rigueur de certains autres.

Les juges d'une sévérité outrée, inexorable, cruelle même, étaient bien plus nombreux dans l'antiquité que ceux qui péchaient par le vice contraire.

Les Grecs en avaient eu sans doute beaucoup de ce caractère-là; car parmi leurs proverbes se trouvaient ceux-ci, que les Latins ont traduits comme il suit : « Vel canem « capra mordeat nocentem. — Virum improbum vel mus « mordeat ; » ce qui signifiait qu'impitoyables, même pour les peccadilles les plus légères, ces juges auraient envoyé au supplice jusqu'à une chèvre qui aurait mordu un chien hargneux, — jusqu'à une souris qui aurait donné un coup de dent à un méchant homme.

Les Romains avaient aussi leur bonne part de parcs magistrats. J'ai déjà rapporté dans la précédente partie différents témoignages poétiques de cruauté pénale qui s'appliquaient à leur justice. Les poètes dans leurs fictions en produisaient aussi plusieurs exemples, dont l'idée leur était sans doute inspirée par des réalités qui plus d'une fois s'étaient passées sous leurs yeux. Ainsi, on lit dans les tragédies de Sénèque les fragments suivants, qui parlent de juges passionnés, — recherchant et poursuivant le crime d'un air sombre et farouche, — ne pardonnant pas même à une simple erreur, — ne tenant aucun compte à un inculpé de la pureté de ses antécédents, et le déclarant coupable par cela seul qu'il était accusé, sans même se mettre en peine de le convaincre ; — en sorte qu'une fois entre leurs mains, l'innocent lui-même ne voyait, pour se soustraire au péril d'une condamnation ignominieuse, d'autre issue que le suicide :

..... Judicem iratum

Mea habitura est causa.

(*Troas.*)

..... Fronte nimis crimina telrica

Quærent.

(*Hercul. furens.*)

..... Quo iudice erroris quoque
Pœne petuntur.
(*Thebais.*)

Quid honesta prodest vita, flagitio carens?
..... Fit nocens, non queritur.
(*Agam.*)

Mors innocentem sola fortunæ eripit.
(*OEdip.*)

Tous ces traits étaient vraisemblablement la peinture de quelques juges, contemporains de Sénèque, qui faisaient de leur charge un ministère de persécution. C'était en effet de la sorte que procédait Tibère, lorsqu'il assistait de sa personne aux séances du sénat constitué en tribunal criminel. « Là, dit Tacite, bien des périls s'accumulaient sur la tête de ceux-là même qui n'avaient rien à se reprocher... Tibère interrogeait très-fréquemment les accusés, les pressant de la voix et du regard, ne leur permettant aucune réfutation, et les obligeant le plus souvent à se reconnaître coupables par la seule crainte de faire obstacle au succès de son enquête : « *Multa adgerebantur etiam insontibus periculosa.... Non temperante Tiberio, qui premeret voce, vultu, eo quod ipse creberrime interrogabat. Neque re-
fellere aut eludere dabatur, ac sæpe etiam confitendum erat, ne frustra quæсивisset.* » (*Annal.*, III, 5.)

Ovide signalait aussi divers cas dans lesquels des juges, cédant aux inspirations de la colère plus qu'à celles de la saine justice, prononçaient des condamnations excessives, et parfois même les accompagnaient de paroles dures et violentes :

..... Magnis injuria penis
Solvitur et justum præterit ira modum.
(*Fast.*, V.)
Et gravior merito judicis ira fuit.
(*Ex Ponto*, II, 1.)
Aspera sunt penis addita verba meis.
(*Ibid.*, II, 7.)

Au dire de Juvénal, il y avait de ces redresseurs de torts qui se faisaient un plaisir de voir brûler d'un fer rouge par

la main du bourreau un accusé convaincu du vol de deux serviettes :

Tum felix quoties aliquis, tortore vocato,
Uritur ardenti propter duo linteæ ferro.

D'autres, suivant Ausone, n'admettaient que fort peu de différence entre l'inculpé dont le crime était avéré et celui qui n'était que soupçonné :

. Paulum distare videtur
Suspectus verusque reus.
(*Ephemer.*)

Celui contre lequel ne s'élevaient que de simples soupçons, ils l'interrogeaient, comme faisait Tibère, avec le parti pris de le reconnaître coupable, et sans lui laisser le moyen de se disculper. On peut lire dans une scène du *Mercator* de Plaute un interrogatoire de ce genre, où l'inculpé, accablé sous le poids de questions géminées, qui toutes tendent à obtenir l'aveu de sa culpabilité, répond qu'il ne peut s'expliquer et se défendre, tant on le presse, tant on le met, comme un coupable, sur la sellette :

Non possum, ita istas, urges quasi pro noxio.
(*IV*, 3.)

Que dire des juges dont parle Prudence, de ceux qui ayant pouvoir de faire agir le terrible glaive de la loi,

. Terribiles legum exercere secures,
(*Hamartiq.*)

en usaient pour faire tomber la tête de victimes dont ils ne pouvaient méconnaître l'innocence ?

Et sub jure fori non noxia colla secare.
(*In Symm.*, II.)

Ces juges sanguinaires, le poète nous les montre siégeant au milieu des bourreaux, se récriant contre la mollesse et la lenteur de ces ministres de leur cruauté, et leur disant à haute voix : « Quoi ! vous hésitez ? Vos mains vengeresses n'ont point encore accompli leur office ? Que ne vous hâtez-vous d'arracher et de dépêcher les entrailles des condamnés ?

Que tardez-vous à faire pénétrer le fer dans leur corps jusqu'aux sources les plus intimes de la vie ? »

Inter carnifices et constipata sedebat
Officia.

(*Peri-Steph.*)

Statis, ministri ? clamitans judex ait,
Statis, manusque continetis vindices ?
Non rapta sulcis dissecatis viscera,
Animam nec intus abditam rimamini ?

(*Ibid.*)

Il me paraît certain que les poètes ne parlaient ainsi des juges criminels que parce qu'ils en voyaient bon nombre qui comprenaient et pratiquaient de la sorte leur mission judiciaire.

Les remontrances abondent d'ailleurs dans leurs œuvres à l'adresse de ceux qui faisaient preuve d'une rigueur extrême dans l'exercice de leur charge.

Magnum crimen secum affert indignatio,

disait Publius Syrus. Cette sentence, si je comprends bien la pensée de l'auteur, avait en vue les distributeurs de la justice répressive ; elle leur faisait entendre qu'une indignation immodérée ne pouvait que les entraîner dans de grandes fautes.

Je citais tout à l'heure une sentence du même poète, portant qu'il n'y a pas moins de cruauté à tout pardonner qu'à tout punir ; en voici une autre, dans laquelle il est exprimé en sens inverse qu'il y a autant de cruauté à ne rien pardonner qu'à tout punir :

Tam omnibus crudelitas est atque nulli ignoscere.

Condamner indistinctement tout accusé, c'est se rendre condamnable soi-même ; car, ainsi que le fait observer encore Publius Syrus, le tribunal qui sévit avec cette aveugle passion est redoutable pour l'innocent. Or, par cela seul qu'il tremble devant son juge, l'innocent le condamne :

Ubi innocens formidat, damna judicem.

Quant aux tribunaux, qui, n'observant aucune mesure dans

l'application des peines, prononçaient des condamnations dont la sévérité était hors de toute proportion avec la gravité des faits à réprimer, le sentencieux poète leur signifiait qu'une telle justice touchait de bien près à l'iniquité :

Prope est non æque ut damnet, qui damnat nimis,

Prope est ut inique puniat, qui nimis.

Claudien faisait aussi une remarque parfaitement juste à l'encontre des juges qui trouvaient une sorte de jouissance à punir. « Ils sont inhumains, disait-il, et semblent n'user de la vindicte publique que pour satisfaire une vengeance personnelle :

Qui fruitur pœna ferus est, legumque videtur

Vindictam præstare sibi.

(*De Mallii Theodor. consullatu.*)

Apulée qualifiait à peu près de même un redoutable punisseur qui se plaisait à prononcer des condamnations : « Prævus et sævus iudex, accusationum fautor, cupidus condemnandi. » (*Apologia.*)

Une autre considération fort grave était invoquée par les poètes contre l'excès de la sévérité répressive. C'est celle-ci : lorsqu'elle ne fléchit jamais, lorsqu'elle est incessante et invariable dans son action, cette sévérité perd sa force par son assiduité même, et ne prévient plus qu'un petit nombre de méfaits ; tranché trop au vif, l'ulcère étend plus au loin ses ravages (1). On gagne davantage à ne sévir que rarement et avec mesure ; de la sorte, on fait produire plus sûrement aux lois pénales leur effet préventif d'intimidation :

Frequens vindicta paucorum odium reprimat.

(*PUR. SYR.*)

Assidua pondus non habet severitas.

(*Id.*)

(1) On répare, sans s'en douter, un petit dommage fait à la société par un plus grand. Par la sévérité du châtim ent on pousse le coupable du vol à l'assassinat. (L'abbé RAYNAL.)

Latus excisæ pestis contagia serpunt.

(*RUTIL.*, I.)

Multa metu penæ, penæ qui pauca coercent.

(*OV.*, *ex Ponto*, I, 2.)

La poésie ne parlait-elle pas ici le plus pur langage de la philosophie du droit criminel? Assurément, les philosophes eux-mêmes ne pouvaient mieux dire. Aussi voyons-nous que Sénèque s'appropriait en ceci les pensées de Publius Syrus et d'Ovide, en écrivant ce qui suit dans son traité *De la Clémence* : « *Severitas amittit assiduitate auctoritatem. — Civitatis mores magis corrigit parcitas animadversionum. — Temperatus timor est qui cohibet; assiduus et acer vindictam excitat.* »

Dans la troisième partie de ce livre, j'ai noté quelques réflexions des poètes sur les condamnations prononcées contre des innocents.

C'est maintenant le lieu de citer les conseils qu'ils donnaient aux tribunaux criminels pour les mettre en garde contre ces déplorables erreurs judiciaires, qui, selon toute apparence, étaient alors assez fréquentes.

Ces conseils s'adressaient particulièrement aux juges qui tenaient en main la vie d'un accusé, et dont la sentence pouvait le sauver ou le perdre, ainsi que l'expriment les vers suivants :

Per ejus unam. . . aut vivam aut moriar sententiam.

(*TER.*, *Phormio*, III, 1.)

Te penes arbitrium nostræ vitæque necisque.

(*Aul. Sabinus*, III.)

Commençons par les observations de Publius Syrus, qu'on trouve toujours le premier sur la brèche pour la défense des grands principes de la bonne justice criminelle.

« Il n'est pas aisé sans doute, disait-il, de forger contre un innocent une accusation soutenable,

Non facile de innocente crimen fingitur.

Mais contre un malheureux les attaques de l'injustice ont souvent de puissants moyens de succès, et de simples

soupçons peuvent suffire à le compromettre, parce que les hommes sont ainsi faits qu'assez généralement ils sont portés à croire au mal :

In misero facile fit potius injuria.

(*Pub. Syrus.*)

Ad tristem partem strenua est suspicio.

(*Id.*)

Phèdre et Ovide, afin de donner des exemples de la facilité avec laquelle un innocent peut être opprimé par la malveillance, mettaient en action des poursuites intentées sur le fondement de fausses rumeurs, méchamment propagées :

Maligna insontem deprimit suspicio,

Quod bona possideat.

(*Phædr.*, III, 10.)

... Rumor iniquus

Læserat, et falsi criminis acta rea est.

(*Ov.*, *Fast.*, IV.)

Ovide, développant cette autre sentence de Publius Syrus, également applicable à ce sujet,

Vicina sæpe sunt vitia virtutibus,

faisait observer que, le mal étant presque toujours voisin du bien, souvent l'un pouvait être confondu avec l'autre, et la vertu même être accusée des fautes imputables au vice seul :

Et mala sunt vicina bonis ; errore sub illo,

Pro vitio virtus crimina sæpe tulit.

(*Remedia Amoris.*) (1)

La conséquence de ceci, c'est que le juge ne doit prêter l'oreille aux accusations qu'avec réserve et défiance.

(1) C'est pourquoi Apulée, dans son *Apologie*, plaide que tout bon juge devait s'attacher de prime abord à rechercher le mobile du fait qui lui était déferé ; car vainement prouve-t-on la matérialité de ce fait si l'on ne prouve en même temps qu'il a été commis méchamment. Voici quelques-unes de ses réflexions sur ce sujet : « Omnem conatum necesse est quæpiam causa præcedat. — Frustra an factum sit inquiritur, quod nullam malam

« Écoutez tout, lui disaient les poètes; mais ne croyez pas légèrement; car quelquefois les vrais coupables sont ceux dont vous vous doutez le moins; et quelquefois aussi ce sont les innocents qui portent la responsabilité des méfaits commis par d'autres :

Difficilem oportet habere aurem ad crimina.

(PUBL. SYRUS.)

Nil spernal auris, nec tamen credat statim;

Quandoquidem et illi peccant quos minime putas,

Et qui non peccant impugnantur fraudibus.

(PREDR., III, 10.)

La règle capitale en cette matière est qu'il vaut mieux laisser échapper un coupable que s'exposer à condamner un innocent. Cette règle si connue, les auteurs du Digeste l'ont classée parmi celles que contient le recueil intitulé *Regulæ juris*. On se rappelle que le texte latin en est ainsi conçu : « Satius est impunitum relinqui facinus quam innocentem damnari. »

Longtemps auparavant, Publius Syrus l'avait inscrite dans son code poétique; et il la tenait pour tellement essentielle, qu'il l'édicteait en trois articles, dont voici les formules diverses :

Nocentem absolvere satius est, quam innocentem damnari.

Honeste parcas improbo, ut parcas probo.

Malo etiam parcas, si una est peritrus bonus.

Poursuivant cette thèse, le poète mimique faisait remarquer

causam habuit ut fieret. Ita facti reus apud bonum judicem scrupulo questionis liberatur, si nulla fuit ei ratio peccandi. — Atque ego scio plerisque reos, alicujus facinoris postulatos, si fuisset quæpiam causæ probarentur, hoc uno se tamen abunde defendisse, vitam suam procul ab hujusmodi sceleribus abhorre, nec sibi obesse debere, quod videantur quedam finisse ad malefaciendum invitamenta. Non enim omnia quæ fieri potuerint, pro factis habenda. Rerum vires variæ eveniunt. Certus index cujusque animus est, qui semper eodem ingenio ad virtutem, vel ad malitiam moratus, firmum argumentum est accipiendi criminis, vel respuendi. »

que pour l'innocent l'injustice d'une condamnation était plus dure encore à supporter que la peine même :

Plus est quam pœnas injuriæ succumbere.

C'est là une vérité que d'autres poètes faisaient ressortir dans le langage prêté par eux à certains de leurs personnages, qu'ils supposaient avoir été frappés d'une condamnation inique.

« Quel si grand crime ai-je donc commis, disait la victime de l'injustice ou de l'erreur ? — Comment ai-je pu mériter une pareille peine ? — Si j'avais la conscience d'avoir justement euecouru le châtement qui m'est infligé, je le supporterais avec résignation. — Je souhaiterais même, pour prendre la peine en patience, d'avoir le sentiment de ma culpabilité ; car le mal que l'on s'est attiré par sa faute, on le doit souffrir, et on le souffre sans se plaindre. — Mais je n'ai rien à me reprocher ; ma vie est pure. — Les dieux me sont témoins de mon innocence. La peine que je subis est imméritée. — Par cela même, elle n'est que plus douloureuse,

Quod ob facinus ?

. . . Quid ego tantum sceleris admisi, miser ?

(TER., *Haut.*, V, 2.)

Quo merui pœnam facto !

(OV., *Metam.*, III, 11.)

. Tanton' me crimine dignum

Duxisti ? et tales voluisti expendere pœnas ?

(VIRG., *Æneid.* X.)

Quid meritum, aut tales voluit me pendere pœnas ?

(VALER. FLACCUS.)

Ullius essem culpæ mihi si conscius,

Æquo animo ferrem.

(PHÆDR., *Appendix*, II.)

Atque ego peccati vellem mihi conscius essem ;

Æquo animo pœnam qui meruere ferunt.

(OV., *Amor.*, II, 7.)

Leniter ex merito quidquid patiære ferendum est.

(ID., *Heroid.* V.)

. Sed vita fidesque

Inculpata fuit.

(OV., *Metam.*, IX, 13.)

Si qua fides miseris, hoc me per numina juro
 Non meruisse nefas; patior sine crimine poenam;
 Vivimus innocue.

(Ov., *Metam.*, IX, 10.)

Quæ venit indignis poena dolenda venit.

(Id., *Heroid.* V.)

« J'appelle de ta cruelle sentence au Christ, qui est mon Dieu, disait un martyr au juge qui l'avait condamné. J'en appelle, non par crainte de la mort, mais pour qu'il soit reconnu que ton jugement doit être mis au néant : »

Appello ab ista, perfide, ad Christum meum
 Crudelitate, non metu mortis tremens,
 Sed ut probetur esse nil quod judicas.

(PRUDENT., *Peri-Steph.*)

Ces protestations, mises dans la bouche d'innocents injustement condamnés, étaient bien faites pour impressionner les hommes chargés de rendre la justice criminelle et pour représenter tout l'odieux de châtimens qui ne sont point mérités.

Au nombre des fables de Phèdre, il en est une dont la morale avait aussi pour but de montrer que dans le doute le juge ne pouvait mieux faire que d'acquitter l'inculpé.

Dans l'espèce de cette fable, le tribunal appelé à statuer sur une accusation d'adultère, qui le rendait fort perplexe, parce qu'il y avait grande incertitude sur la question de culpabilité, crut devoir, dans la crainte de commettre une erreur, en référer à l'empereur. Bien lui en prit : car celui-ci, dissipant les ténèbres sous lesquelles s'était cachée la calomnie, découvrit le véritable coupable, et décida que, loin d'être punissable, l'accusée était grandement à plaindre :

A divo Augusto tunc petiere iudices
 Ut adjuvaret iusjurandi fidem,
 Quod ipsos error implicuisset criminis.
 Qui postquam tenebras dispulit calumnie,
 Certumque fontem veritatis reperit :
 « Lual, inquit, pernas causa libertus mali;
 Namque orbam nato simul et privatam viro,
 Miserandam potius quam damnandam existimo. »

(III, 10).

Il est visible que par cet apologue le fabuliste enseignait aux juges de s'abstenir lorsqu'ils n'y voyaient pas parfaitement clair, et de déclarer le *non liquet* plutôt que de courir le redoutable risque de frapper un innocent.

Un conseil non moins salutaire leur était donné par Térence, celui de juger humainement les choses humaines, en se disant qu'ils sont hommes eux-mêmes et, comme tels, sujets à toutes les faiblesses de l'humanité :

Homo sum; nihil a me humani alienum puto.

Cette belle pensée excita, dit-on, les plus chaleureux applaudissements sur le théâtre romain, lorsque Térence l'y fit entendre : elle les méritait, parce qu'elle est profondément vraie. C'est en effet la plus sûre règle que puisse suivre le juge, pour appliquer dans une juste mesure la répression que comportent les crimes ou délits dont la preuve lui est acquise.

Cette équitable pondération des peines était, suivant Ovide, le mérite qui distinguait la justice distributive d'Octave Auguste. Il se félicitait de l'avoir éprouvée, pour son propre compte, dans la condamnation prononcée contre lui par ce prince.

Il est curieux de voir avec quelle variété d'expressions le poète produisait cet éloge, dans diverses parties de ses *Tristes* et de ses épîtres *ex Ponto* :

Unus et est modice fulminis igne sui.

(*Ex Ponto*, I, 7.)

Et tua peccato lenior ira meo est.

(*Trist.*, V, 2.)

. Eventu parva clementia tanta est,

Ut fuerit nostro lenior ira metu.

(*Ibid.*, 2.)

Et jubet et merui; nec quæ damnaverit ille

Crimina defendi fasce piumve puto.

(*Ibid.*, I, 2.)

At si forte velis in nos inquirere, nemo est

Qui se quod palitur commernisse neget.

(*Ex Ponto*, III, 6.)

Huic ego quam patior nil possem demere pœnæ,
Si judex meriti cogere essem mei.

(*Ibid.*)

Ce n'était là que de la basse flatterie, et très-certainement l'auteur ne croyait pas un mot de ce qu'il écrivait dans ces passages, comme dans beaucoup d'autres de ses élégies sur le même sujet.

Mais il n'en faisait pas moins ressortir avec exactitude les plus éminentes qualités de la justice criminelle. En effet, il n'est pas de meilleure preuve de la sagesse et de l'équité de ses jugements que la ratification par le condamné lui-même des condamnations qu'elle a portées. Quand le condamné reconnaît qu'il a été justement puni, et que s'il eût été son propre juge, il n'eût rien retranché de la peine qui lui a été infligée, on peut être sûr que la condamnation n'a rien d'inique ni le châtement rien d'exagéré.

Un dernier trait est ajouté par Ovide à ce tableau du bon juge criminel.

Lorsque son devoir l'oblige, dit le poète, à rendre une sentence sévère, il ne la prononce qu'avec l'expression d'un sentiment de tristesse, et l'application de la peine est pour lui-même une véritable peine :

Qui, quum triste aliquid statuit, fit tristis et ipse,
Cuique fere pœnam sumere pœna sua est.

(*Ex Ponto*, II, 2.)

Claudien a fait aussi, dans différents passages de ses poésies, la peinture d'un de ces juges modèles dont l'auteur de l'*Astronomicum* pronostiquait l'apparition sur la terre sous l'influence d'un astre bienfaisant :

Et quisquis vero favit, culpamve perodit
Proditur, atque alto qui jurgia pectore tollat.

(*Manil.*, V.)

Il le représentait à la fois ferme et modéré, domptant et corrigeant le crime, sans jamais témoigner d'irritation, sans jamais grincer des dents ni recourir à des mesures de rigueur et de violence, comme le faisaient sans doute alors beaucoup d'autres, — pesant au poids de la vraie justice les

actes criminels qui lui étaient déférés, — se montrant indulgent pour les fautes auxquelles l'erreur avait plus de part que la volonté, condamnant les coupables, mais justifiant et faisant éclater l'innocence de ceux qui lui paraissaient injustement persécutés, — et enfin, sachant toujours proportionner exactement la gravité de la peine à celle de l'acte punissable :

. Sontes expulsa corrigis ira,
Et placidus delicta domas; nec dentibus unquam
Instrepis horrendum, fremitu, nec verbera poscis.
(*De Mallii Theod. consul.*)

Pendat justitia crimen, pietate remittat
Errorem, purosque probet, damnetque nocentes.
(*Stilich., I.*)

Exaequat damnum meritis
(*In Ruf., II.*)

On peut rapprocher de cette peinture du juge criminel non moins modéré que ferme les quelques lignes suivantes de Tacite, qui font ressortir de pareilles qualités judiciaires : « Omnia scire, non omnia exsequi; parvis peccatis veniam, magnis severitatem commodare; nec poena semper, sed sæpius pœnitentia contentus esse. » (*Agricola, IX.*)

Claudien disait encore, et c'est par là que je termine la série de mes citations sur ce sujet, que « celui-là approche le plus près des dieux qui, rendant la justice aux hommes, n'a pour guide que la froide raison, et peut se garantir, dans l'exercice de son ministère de répression, de toute inspiration de la colère : »

. Dis proximus ille est
Quem ratio non ira movet; qui, facta rependens,
Consilio punire potest
(*De Mallii Theod. consul.*)

Il y a lieu de croire que la poésie n'élevait ainsi à la hauteur de la divinité le juge criminel qui ne se passionnait pas que parce que dans ce temps-là il s'en voyait fort peu qui s'acquittassent de leur fonction avec une modération parfaite.

Quelle est la conclusion générale qui se dégage de l'en-

semble des documents recueillis dans cette quatrième partie?

C'est que dans un temps où les publicistes, et je crois pouvoir qualifier ainsi la plupart des poètes que j'ai cités, donnaient aux juges tant de leçons d'intégrité, d'impartialité, de désintéressement, de conduite exemplaire, et se croyaient obligés de leur rappeler les règles les plus élémentaires de la bonne administration de la justice, ces juges ne devaient que bien rarement faire preuve de toutes les vertus et de toutes les qualités qui sont de l'essence du sacerdoce judiciaire.

Quelques-uns sans doute remplissaient honorablement leur mandat. Les poètes eux-mêmes le constatent par les éloges qu'ils décernaient à ceux qui leur paraissaient dignes de toute la confiance des justiciables. Mais le nombre de ces juges modèles ne formait qu'une imperceptible minorité. En général, le personnel de la judicature romaine était mauvais. Pourquoi? Je l'ai dit déjà, et je le répète en concluant : parce qu'il était le plus souvent recruté parmi de jeunes hommes dépourvus de science et d'expérience, quelquefois même corrompus et débauchés, et parce que cette magistrature de passage, exercée plus ou moins fréquemment par des citoyens que leur fortune et leur position sociale désignaient au choix du préteur beaucoup plus que leur aptitude et leur moralité, était impuissante à créer et perpétuer parmi ceux qui la pratiquaient ces traditions d'honneur et ce commun respect du devoir qui sont le propre des corps judiciaires constitués en permanence.

Il y avait un vice profond dans le système organique des tribunaux de l'ancienne Rome ; et c'est, je crois, à ce vice fondamental de l'institution que sont principalement imputables les désordres et les abus qui se produisaient dans la justice distributive.

Quoi qu'il en soit, on doit reconnaître que les poètes surveillaient de près l'administration de cette justice, qu'ils voyaient clairement par où elle péchait, et qu'en signalant le mal ils s'efforçaient d'y porter remède par des enseignements et des préceptes d'une incontestable droiture.

CINQUIÈME PARTIE.

DU BARREAU ROMAIN.

SECTION PREMIÈRE.

PROFESSIONS DE JURISCONSULTE ET D'AVOCAT. — REMARQUES SUR L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE, SUR LES USAGES ET SUR LES MŒURS DU BARREAU ROMAIN.

S'occupant, comme on vient de le voir, de droit, de procès et de judicature, les poètes latins devaient être naturellement amenés à s'occuper aussi des jurisconsultes et des avocats.

J'ai dit en commençant qu'ils n'avaient pas négligé ce côté important du domaine judiciaire.

Le moment est venu d'exposer les observations dont il a été l'objet de leur part. Ces observations sont nombreuses; et ce que je vais en rapporter donnera la preuve que ces poètes ne connaissaient pas moins le Forum que le surplus des institutions qui se rattachaient à l'administration de la justice.

Notons tout d'abord celles de leurs remarques qui s'appliquent aux jurisconsultes proprement dits, spécialement désignés sous l'appellation de *prudentes*.

CHAPITRE PREMIER.

JURISCONSULTES OU *prudentis*. — *advocati*. — *cognitores*. — *procuratores*.

« Pendant longtemps, dit Horace, il fut de coutume à Rome d'ouvrir sa maison dès le point du jour pour y recevoir les clients et pour leur donner des consultations de droit : »

Romæ dulces diu fuit et solemne, reclusa
Mane domo, vigilare, clienti promere jura.

(*Epist.*, II, 1.)

Ce passage me semble se référer à l'époque où c'étaient les patriciens eux-mêmes qui se faisaient juriconsultes et mettaient leurs lumières et leurs conseils à la disposition de tout venant, afin de se procurer une nombreuse clientèle et d'augmenter leur crédit par la réciprocité de services que le patron était en droit d'attendre de ses clients.

L'usage de ces consultations remontait vraisemblablement à la fondation de la société romaine, alors qu'il n'existait d'autre corps de droit que le *pontificium jus*, dont quelques patriciens, et particulièrement les pontifes, possédaient seuls le secret, et sur lequel, seuls aussi, ils pouvaient donner des réponses. Mais ce fut principalement à partir de la législation des Douze Tables qu'il prit son développement et devint une profession. En effet, les dispositions très-laconiques, souvent même énigmatiques, de ce code décemviral étaient peu intelligibles pour le vulgaire. Elles avaient grand besoin d'être expliquées et commentées : « Legibus latis decemviralibus, cœpit, ut naturaliter evenire solet, ut interpretatio « desideraret prudentium auctoritate necessariam esse disputationem fori. » (Pomponius, *De Orig. jur.*)

De là l'origine de la jurisprudence, appelée par les Romains, « divinarum atque humanarum rerum notitia ». De là aussi celle de la profession d'interprète du droit, ou de *prudent*, profession ainsi définie par Ennius,

Multarum veterum legum divumque hominumque

Prudentes.

(*Apud Gell.*, XII, 4.)

Jaloux de se réserver ce puissant moyen d'influence, les patriciens ne crurent pas déroger en se chargeant d'interpréter la législation nouvelle, et, comme le fait remarquer Horace, ils se plaisaient, *dulce fuit*, à tenir bureau ouvert de consultation, prenant sur leur sommeil pour satisfaire l'impatience de leur matineuse clientèle.

Longtemps ils tinrent seuls la clef des Douze Tables, comme ils avaient tenu celle du *jus pontificium*. Afin de mieux s'en assurer la possession exclusive, ils avaient pris eux-mêmes le soin de formuler, d'après les dispositions de ces Douze Tables, les *actiones legis* et les *actus legitimi*, à quoi ils ajoutèrent les *fasti pontificii*, toutes choses que nul autre qu'eux ne pouvait interpréter.

Mais il arriva un jour, en l'an 449 de Rome, qu'un livre dans lequel Appius Clodius Cæcus avait recueilli ces éléments du droit, fut dérobé à ce patricien par son secrétaire, Cn. Flavius, qui le répandit dans le public. Grande fut la joie du peuple. Il en témoigna sa reconnaissance à Flavius, en le nommant édile, d'autres disent préteur, et le livre ainsi publié fut appelé *jus Flavianum*, du nom de son éditeur (1).

Ne se tenant pas pour battus, les patriciens imaginèrent, pour échapper aux effets de cette malencontreuse publication, d'inventer de nouvelles formules; et de peur qu'elles ne fussent encore livrées à la connaissance du public, ils les écrivirent en caractères hiéroglyphiques, indéchiffrables pour les profanes. Il paraît que cet expédient leur réussit pendant un certain laps de temps; mais, en l'an 543, le nouveau recueil fut divulgué par Sex. Ælius Catus, qui possédait le se-

(1) Tite-Live rapporte autrement ce trait d'histoire. Selon lui, Cn. Flavius, fils d'un affranchi et scribe de profession, était parvenu à se faire élire en qualité d'édile curule par une faction électorale, qu'on appelait alors *forensis factio*. Les patriciens s'en indignèrent, et n'épargnèrent pas leurs dédains au nouvel élu. Ce fut pour s'en venger que celui-ci publia les formules, dont il avait pu se procurer une copie : « *Contumacia adversus contemnentis humilitatem suam nobiles certavit : civile jus, repositum in penetralibus pontificum, evulgavit, fastosque circa forum in albo proposuit, ut quando lege agi posset sciretur.* » (IX, 46.)

cret de ces formules. Cet *Ælius* était un jurisconsulte célèbre, que le poëte Ennius célébrait en ce vers de ses *Annales*,

Egregie cordatus homo, Catus *Æliu' Sextus*,
(*Apud Cic., De Orat.*, I, 45.)

et dont Cicéron parle également avec éloges *in Bruto*, X, et *De Legibus*, II, 23. Le livre qu'il publia de la sorte fut aussi appelé, de son nom, *Jus Ælianum*.

J'ai cru devoir mentionner ici ces circonstances historiques, parce qu'elles montrent quelle importance on attachait à Rome à la consultation juridique, et combien d'efforts durent faire les patriciens pour la retenir, à l'exclusion des plébéiens. Effectivement, c'était pour eux une question de clientèle ; question capitale au regard de ceux qui, visant soit au gouvernement, soit aux grandes charges de la république, avaient besoin pour y parvenir de s'entourer du plus grand nombre possible de clients :

..... Illi turba clientum
Sit major.
(Hor.)

Il y avait d'ailleurs, suivant l'expression d'Horace, quelque chose de doux et de flatteur dans la pratique des consultations. Les juristes qui mettaient ainsi leur savoir et leurs avis à la disposition du public, et qui s'étaient acquis, comme le dit Pomponius, le glorieux titre de *σοφός*, avaient une position des plus honorées. Voici comment parlait Cicéron de ces anciens jurisconsultes : « Cum multa præclara majorum, « tum quod optime constituti juris civilis summo semper « in honore fuit cognitio, atque interpretatio : quam quidem « ante hanc confusionem temporum *in possessione sua principes* retinuerunt..... » (*De Offic.*, II, 19.)

On les considérait comme de véritables oracles : « Erat « enim domus jurisconsulti totius oraculum civitatis, » disait encore Cicéron, qui, les comparant à l'Apollon Delphique, les croyait autorisés à dire, comme ce dieu consultant : « C'est à moi que peuples et rois demandent conseil, lorsqu'ils sont embarrassés sur la conduite à tenir dans leurs affaires. Par mon aide, leurs irrésolutions sont fixées. Je les

renvoie parfaitement assurés de la ligne à suivre pour se garer des périls qu'ils redoutaient : »

..... Ego sum
Unde sibi populi et reges consilium expetunt,
Saarum rerum incerti; quos ego, mea ope, ex
Incertis certos compolesque consili
Dimitto, ut ne res temere trahenti turbidas.

(ENNIUS *Apud* CÍC., *de Oratore.*)

Ce fut peut-être à raison de cette assimilation entre les oracles rendus par les *prudents* et ceux que rendait le dieu de Delphes que l'on imagina de placer dans le Forum le temple d'Apollon, qui à ses qualités de patron de la poésie, de la musique, de la médecine, de l'éloquence et de beaucoup d'autres arts joignait celle de patron de la jurisprudence, ou du moins passait pour être jurisconsulte lui-même :

... Deinde forum, jurisque peritus Apollo.

(Juv., l.) (1)

Tant il y a que le public avait grande confiance dans les *prudents*. Il n'était guère d'intérêts de quelque importance qui se réglassent sans leur concours. On voyait en eux la sauvegarde de tous les droits compromis. « Celui-là pourra vous sauvegarder, lit-on dans Plaute, qui connaît le droit et les lois : »

Hic poterit cavere te, jura qui et leges tenet.

(*Epidicus.*) (2)

Ils ne se contentaient pas d'ailleurs de consulter sur le droit civil ; toutes choses étaient de leur compétence, la religion, l'agriculture, etc. Il en était encore ainsi à l'époque où vivait Cicéron, qui l'atteste en ces termes : « Sæpe videmus
« M. Manlium et alios oratores, sive in foro ambulantes, sive
« in solio sedentes, universis consilii sui copiam facere, non

(1) Suivant un ancien scoliaste, Apollon avait reçu cette épithète parce que les jurisconsultes, qui allaient donner leurs consultations dans le Forum, établissaient leur siège auprès du temple de ce dieu.

(2) Cicéron parlait dans les mêmes termes que Plaute de la mission du jurisconsulte. « Tu qui ceteris cavere didicisti, » écrivait-il à Trebatius. (*Epist.* VI, lib., 6.)

« tantum de jure, sed et rebus sacris, de agro colendo, etc.; « adeo ut nihil erat in hac civitate atque in tota Italia quod « non didicerent, perquisiverent, præscriberent. » « *In solio sedentes*, dit l'auteur de ce passage; en effet, dans leur demeure les *prudentes* donnaient leurs consultations assis sur une sorte de trône; » c'était une coutume nationale. Cicéron le fait remarquer dans cet autre passage : « *More patrio, sedens in solio, consulentibus respondere.* » (*De legibus*, I.) Par suite de quoi on disait d'eux qu'ils tenaient le sceptre judiciaire, *regnum judiciale*. Mais ajoutons que Cicéron, qui paraît avoir inventé ce mot, n'en usait que par forme de plaisanterie : « C. Aquilius, jurisconsultus, juravit morbum « et illud suum regnum judiciale opposuit. » (*Epist. ad Attic.*, I.)

Les *prudentes* prenaient aussi une grande part à la rédaction des actes de dernière volonté. C'est encore ce que constate Cicéron par ces paroles moqueuses qu'il adressait au jurisconsulte Scævola : « Nam si nullum erit testamentum, « nisi quod tu scripseris, omnes ad te cives cum tabulis veni- « niemus, omnium testamenta tu scribes unus. » (*De oratore*, II, 6.) Ce fait est confirmé par Suétone, mais avec cette observation que la rédaction ou la révision des dispositions testamentaires n'étaient pas sans dangers pour les jurisconsultes sous le règne de Néron, lorsque ce prince n'était pas compris pour un legs dans celles qu'ils avaient écrites ou dictées : « *Studiosis juris haud impune fuit, si testamenta « scripssissent aut dictassent in quibus principi nil fuerit legatum.* » (*Nero*, 32.)

On ne saurait douter, d'après ce que je viens d'exposer, que les jurisconsultes ne tinssent une place des plus élevées dans l'ancienne société romaine, et l'on conçoit que ceux d'entre eux qui s'étaient acquis par la célébrité de leur érudition encyclopédique, et par l'utilité de leurs conseils, une clientèle considérable, devaient être en très-grand crédit. Il paraît que vers la fin de la république ils trouvaient aussi dans l'exercice de leur profession une source abondante de fortune; c'est du moins ce que laisse assez clairement entendre ce passage de Cicéron : « *In jure cavere, consilio ju-*

« vare atque hoc scientiæ genere prodesse quam plurimis,
« vehementer et *ad opes augendas* pertinet et ad gratiam. »

Quoique dans le passage cité plus haut Horace fasse entendre que les consultations matinales n'étaient plus en grand usage sous le règne d'Auguste, il est certain qu'il ne manquait pourtant pas alors de jurisconsultes. Mais les patriciens de cette époque-là n'étaient plus seuls en possession de la science du droit. Cette science avait cessé depuis longtemps déjà d'être pour eux un monopole. Dès l'instant où le public put y voir clair, la jurisprudence devint accessible à tous, et bientôt compta plus d'adeptes parmi les plébéiens que dans les rangs du patriciat. Il y a même toute apparence que dès le premier siècle de l'empire le patriciat s'en était laissé à peu près complètement déposséder; et c'est là, je crois, ce qui explique la réflexion d'Horace. On lit en effet, dans le dialogue *de Oratore*, attribué à Tacite, le passage suivant, duquel il résulte que les hommes le plus haut placés par leur naissance, leur rang et leur fortune, étaient obligés de confesser, en allant consulter les jurisconsultes, qu'ils ne possédaient plus ce qu'il y avait de plus précieux au monde, la science du droit : « Ullanc tanta in-
« gentium opum ac magnæ potestatis voluptas, quam spec-
« tare homines veteres et senes, et totius urbis gratia sub-
« nixos, in summa omnium rerum abundantia, confitentes
« id quod optimum sit, se non habere? »

Nous apprenons aussi par Juvénal que souvent les meilleurs jurisconsultes sortaient des rangs du peuple :

. Veniet de plebe togata
Qui juris nodos et legum ænigmata solvat.

(Sat. 8.)

Du reste, pour avoir changé de maîtres, la science du droit n'en était pas moins respectée, et la poésie ne laissait pas de chanter les louanges de ceux qui la professaient.

Voici dans quels termes Manile dépeignait un jurisconsulte modèle, Servius, son contemporain, qui vivait dans le siècle d'Auguste, et qui selon lui avait dû naître sous le signe de la Balance :

Ille etiam legum tabulas et condita jura

Noverit, atque notis levibus pendentia verba,
 Et licitum sciet, et vetitum quæ poena sequatur,
 Perpetuus populi, privato in limine prætor.

(*Astronom.*, IV.)

Dans le second vers de ce passage, le poète place au nombre des mérites que possédait le jurisconsulte dont il parle, l'art de déchiffrer les lois écrites par la seule lettre initiale de chacun des mots dont elles se composaient, *notis levibus pendentia verba*. Il fallait en effet quelque habileté pour se reconnaître dans de pareils textes; car non-seulement ils étaient illisibles pour le vulgaire, mais les hommes spéciaux s'y trompaient eux-mêmes quelquefois; Tribonien, entre autres, qui, ayant à rendre le sens des *sigla* suivants, E. H. Q. I. I. A. P. P. D., lesquels signifiaient : *exceptis his quæ, in jure agnationis, proximis potissimum deferuntur*, les traduisit en ces termes : *exceptis his quæ, in jure alieno, personis positis deferuntur* (1). Mais Servius, au dire de Manile, s'entendait à merveille à deviner ces énigmes législatives. Il connaissait à fond toutes les lois, ce qu'elles permettaient, ce qu'elles défendaient, et les peines qu'elles prononçaient. Magistrat domestique, préteur permanent du peuple, il tenait continuellement audience à domicile, pour éclairer chacun sur son droit et sur ses devoirs.

La porte des jurisconsultes était ouverte à tous. Un poète contemporain de Manile, Tibulle, faisait allusion à cet usage dans l'une de ses élégies, où il se pose plaisamment en *prudent*, donnant des consultations sur le droit en matière d'amour :

. Me qui spernentur amantes
 Consultent; cunctis janua nostra patet.
 Tempus erit quum me, Veneris præcepta ferentem,
 Deducat juvenum sedula turba senem.

(1, 4.)

Du reste, on ne les consultait pas sans leur demander

(1) Justinien proscrit sévèrement l'usage des *sigla* dans l'écriture des lois. Il prononça la peine du faux contre quiconque, auteur ou libraire, se permettrait à l'avenir *per singulariorum obscuritates, sive per sigla, leges conscribere*.

préalablement s'il leur convenait de donner leurs conseils. La formule était celle-ci : *Licet consulere*? A quoi ils répondaient : *Licet*, ou *Consule*. Nous en trouvons un exemple dans ce fragment d'une satire d'Horace :

Ergo consulere et mox respondere licebit?

— Consule.

(II, 2.)

Le client ainsi autorisé exposait alors brièvement le fait, puis demandait au *prudens* ce qu'il en pensait : *Quæro an existimes?* ou *Id jus est, necne?* — *Secundum ea quæ proponuntur, existimo*, ou *placet* ou *puto*, répondait le *prudens*. Nul motif n'était donné par lui à l'appui de son avis. En sa qualité d'oracle, il était dispensé de toute justification de sa décision, et le client devait la tenir pour indiscutable, comme nous l'apprend Sénèque le philosophe dans ce passage de l'une de ses épîtres : « Quid quod « etiam sine probationibus monentis auctoritas prodest, sic « quomodo iurconsultorum valent responsa, etiam si ratio « non redditur? » (*Epist.*, 44.) On verra mieux encore tout à l'heure, d'après Térence, comment ces réponses étaient formulées sur une question donnée.

Sous le règne de Domitien, ces *prudens* étaient encore en grand honneur; car les poètes satiriques de cette époque n'en parlaient eux-mêmes qu'avec vénération, leur reconnaissant une sorte de sainteté :

Interpres legum sanctissimus.

(Juv.)

Juris et æquarum cultor sanctissime legum,

Veridico Latium qui regis ore forum.

(MART., X, 37.)

Plus tard encore, Ausone glorifiait la science infinie d'un jurisconsulte de son temps, profondément versé dans la connaissance de l'ancien droit religieux et civil des Romains, des décrets du sénat, de la législation de Dracon, de Solon, de Zaleuchus, de Minos, et même de celle que donna Thémis aux humains sous le règne de Saturne :

Quod jus pontificum, veterum quæ scita Quiritum,

Quæ consulta Patrum, quid Draco, quidve Solon
 Sauserit, et Locris dederit quæ jura Zaleuchus,
 Sub Jove quæ Minos, quæ Themis ante Jovem.

(*Profess.*)

On sait que ces jurisconsultes étaient les vrais législateurs de leur époque ; car c'étaient eux qui rédigeaient les lois. Aussi les appelait-on *juris auctores*, *juris conditores*. Peut-être est-ce à Plaute qu'ils durent cet honorable titre, sous lequel il les désignait dans ce fragment de l'*Epidicus* :

..... Qui omnium
 Legum atque jurium fitor, conditor eluet.

C'est à eux aussi que s'applique le vers suivant de Manile, portant qu'ils avaient reçu en partage l'aptitude nécessaire pour composer les monuments de législation :

Alterius sors est scribendis legibus apta.
 (*Astronomicon*, IV.)

Le même poète, parlant du jurisconsulte Servius, écrivait cet autre vers en son honneur,

Qui leges potius posuit quam jura relexit.
 (*Ibid.*)

Il voulait dire, je pense, que les commentaires ou les réponses de Servius faisaient plus qu'expliquer la loi ; qu'ils la créaient. Effectivement les décisions doctrinales des *prudentes* avaient aux yeux du public toute l'autorité de dispositions législatives. Perse les tenait pour obligatoires ; il se croyait permis tout ce qu'ordonnait sa volonté personnelle, excepté seulement ce que défendaient les rubriques du jurisconsulte Masurius Sabinus :

Cur mihi non liceat jussit quodcumque voluntas,
 Excepto si quid Masuri rubrica vetavit ?
 (*Sat.* 5.)

Ce passage de Perse appelle une explication.

Jusqu'au siècle d'Auguste, les réponses des *prudentes* n'eurent pas l'autorité que leur attribue le poète ; du moins ne faisaient-elles pas loi pour les tribunaux. Aussi, lorsqu'ils étaient judiciairement consultés, ils se bornaient à

employer des locutions telles que celles-ci, *suadeo, videtur, sentio*, etc., afin de donner à entendre qu'il n'entrerait pas dans leur pensée de dicter la sentence à rendre; et bien leur en prenait, car leurs opinions n'étaient pas toujours suivies par les juges. Les *oratores causarum* se permettaient souvent de les combattre et les faisaient même infirmer. Cicéron en faisait ainsi la remarque dans son plaidoyer *pro Muræna* (XIII) : « Jureconsultorum responsa et decreta » sæpe de oratoribus dicundo evertuntur. » Mais Auguste accorda à un certain nombre de jurisconsultes le privilège de faire foi en justice, et défendit aux juges de s'écarter de leurs réponses sur un point de droit. Cette règle fut maintenue par la plupart de ses successeurs. Elle était en pleine vigueur au temps de Perse, et c'est ce qui explique le respect qu'il professait pour les rubriques de Masurus.

Citons encore un autre satirique, qui, de même que Perse, Juvénal et Martial, paraît avoir tenu en très-grande estime la science des lois et du droit. Ce poète est Pétrone, l'auteur du *Satyricon*. Dans le passage qu'on va lire, il signalait cette science comme l'apogée des mérites auxquels pouvaient aspirer ceux qui, pourvus des dons de la fortune, prétendaient se donner tous les genres de talents :

Quisquis habet nummos secunda naviget unda;

.....

Jurisconsultus *paret*, non *paret* habeto,

Atque esto quidquid Servius et Labeo.

(*Satyricon*, 137.)

Remarquons que le *paret* et le *non paret*, que Pétrone fait ici figurer dans ses vers, étaient les formules dont se servaient les *prudents*, à l'exemple des tribunaux, pour exprimer leurs conclusions affirmatives ou négatives sur des questions de doctrine soumises aux controverses de l'école, appelées alors *disputatio fori*. Ces formules judiciaires, ils étaient parfaitement autorisés à les employer du vivant de Pétrone, quand ils avaient conquis une haute position dans la science, puisque à cette époque leurs décisions faisaient jurisprudence. Ils prenaient d'ailleurs eux-mêmes une large part à l'administration de la justice. Ainsi que je

J'ai déjà fait remarquer, ils formaient le conseil officieux des préteurs, qui dans les *judicia privata* avaient grand besoin de leur concours. Assesseurs nécessaires de tous les *judices*, c'étaient eux qui les renseignaient sur le droit et leur dictaient la sentence à rendre sur les questions juridiques. Bien mieux, les *patroni*, les *oratores causarum*, les avocats plaidants les appelaient eux-mêmes à leur aide, pour s'éclairer de leurs lumières et recevoir de leurs mains les meilleurs moyens d'attaque ou de défense. Ainsi le constate Cicéron : « *Privata judicia maximarum quidem rerum in judicio reconsultorum mihi videntur esse prudentia; nam et adsunt multum et adhibentur in consilium, et patronis diligentibus, ad eorum prudentiam confugientibus, hastas ministrant.* » (*Topic.*, XVII.) De là leur vint la dénomination d'*advocati*; elle se tire de ce qu'ils étaient appelés à donner leurs conseils aux clients, aux patrons, aux juges, et même aux magistrats supérieurs.

Comme on doit le supposer, ces juriconsultes, ou avocats consultants, n'étaient pas tous aussi haut placés dans l'estime et la considération publiques que ceux auxquels s'appliquaient les louanges poétiques qu'on vient de lire. Naturellement il se rencontrait parmi eux beaucoup de *minores advocati*, dont les poètes ne faisaient pas grand cas. Parfois les comiques s'égayèrent à leurs dépens. Citons dès à présent un passage d'une comédie de Térence, où l'auteur les met en scène, dans l'intention malicieuse de faire ressortir le côté faible de la science dont ils faisaient profession.

Le plus grand malheur de la jurisprudence, chacun le sait, est de varier à l'infini. Souvent, bien souvent, de même que la médecine, elle répond oui et non aux consultants, et les renvoie plus incertains et plus embarrassés qu'ils ne l'étaient auparavant. C'est qu'en effet il n'y a en droit que bien peu de vérités absolues et de principes hors de toute controverse. Sur une même thèse, on peut le plus ordinairement soutenir le pour et le contre, avec une égale apparence de raison. Là surtout se manifeste l'incertitude des jugements humains. Mettez en délibération entre des juristes une question de droit; ce sera merveille s'ils tom-

bent complètement d'accord, et si vous ne voyez surgir à peu près autant d'opinions différentes que d'opinants : *Quot capita, tot sensus; quot homines, tot sententiæ*.

Les jurisconsultes romains n'étaient pas, plus que d'autres, exempts de cette infirmité de notre intelligence, et Térrence, qui sans doute avait plus d'une fois constaté les désaccords qui se produisaient entre eux, en a fait, dans *Phormio*, le sujet d'une scène fort piquante, où des consultations sont données par des *advocati*, et, suivant la coutume, sans indication de motifs à l'appui des opinions émises.

J'ai déjà eu occasion de dire que dans cette pièce un débat tout juridique s'engage sur le point de savoir si un père est fondé à demander l'annulation d'un mariage contracté en son absence par son fils, en exécution d'un jugement qui avait condamné celui-ci à prendre pour femme une orpheline, par le motif qu'il en était le plus proche parent, et qu'aux termes de la loi locale il était tenu, à ce titre, de l'épouser.

Le père appelle en consultation trois *advocati*, ayant noms, le premier *Hegio*; le second, *Cratinus*, et le troisième, *Crito*. Il les interroge tour à tour. Laissons parler les personnages :

« *Le Consultant*. — Voyons, *Hegio*; que dois-je faire? Expliquez-vous.

« *Hegio*. — Je passe la parole à *Cratinus*. Si vous le trouvez bon, qu'il donne le premier son avis.

« *Le Consultant*. — A vous donc de parler, *Cratinus*.

« *Cratinus*. — A moi?

« *Le Consultant*. — Oui, à vous.

« *Cratinus*. — Eh bien, désirant tout ce qui peut vous être agréable, j'estime que votre fils ayant agi en votre absence, il est équitable et convenable de le restituer en entier. Ce sera justice, et vous l'obtiendrez. J'ai dit.

« *Le Consultant*. — A vous maintenant, *Hegio*.

« *Hegio*. — L'avis de mon confrère est sans doute fort consciencieux. Mais vous savez qu'autant il y a d'hommes, autant il y a d'opinions. Chacun a sa manière de voir. Pour

moi, je ne saurais admettre que ce qui a été fait conformément aux lois puisse être rescindé. Demander la rescision serait un scandale.

« *Le Consultant.* — Et vous, Crito, qu'en pensez-vous?

« *Crito.* — Moi, je pense qu'il y a lieu d'en délibérer plus amplement. La question est grave.

« *Hegio.* — Avez-vous encore besoin de nos services?

« *Le Consultant.* — Non : je vous remercie ; mais me voilà encore plus embarrassé que tout à l'heure. »

Je cite le texte que je viens de traduire :

Quid ago? die, Hegio. — Ego, Cratinum censeo,
Si tibi videtur. — Dic Cratine. — Mene vis?
— Tc. — Ego, quæ in rem tuam sint, ea velim facias. Mihi
Sic hoc videtur : quod, te absente, hic filius
Egit, restitui in integrum (1) æquum est et bonum ;
Et id impetralis. Dixi. — Dic nunc, Hegio.
— Ego, sedulo hunc dixisse credo. Verum ita est,
Quot homines tot sententiæ, suis cuique mos.
Mihi non videtur quod sit factum legibus
Rescindi posse ; et turpe inceptu est. — Dic, Crito.
— Ego amplius deliberandum censeo ;
Res magna est. — Nunquid nos vis? — Fecistis probe.
Incertior sum multo quam dudum.

(Act. II, sc. 4.)

Cette plaisante scène du *Phormio* peut avoir trait, d'une manière générale, aux délibérations des juges comme à celles des avocats consultants ; car l'adage *quot homines tot sententiæ* reçoit son application dans les unes et dans les autres, et plus justement peut-être encore dans celles des juges, dont il était dit par Pline le jeune : « Non minus im-
« perspicua, incerta, fallacia sunt iudicum ingenia quam
« tempestatum terrarumque » (*Epist.*, I, 20), et auxquelles peut aussi se rapporter ce distique d'Ovide, appli-

(1) J'ai fait remarquer précédemment qu'ici le poète donne à la question une solution des plus juridiques. En effet, dans le cas dont il s'agissait, c'était par une demande de restitution en entier que l'on pouvait parvenir à l'annulation du mariage ordonné par justice.

cable, je crois, aux décisions souvent contradictoires de la justice :

Quod iura non possunt offendere peiora facio,

Forsitan hoc, alio iudice, crimen erit.

(*Remedia amoris.*)

Observons aussi que cet avis émis par le dernier des opinants, *ego amplius deliberandum censeo*, semble être une allusion au *non liquet* que déclarait le juge quand il ne se trouvait pas suffisamment éclairé.

Dans l'espèce, cependant, c'étaient bien des avocats consultants que le comique mettait en jeu. Quelques-uns de ses interprètes supposent que par le langage qu'il leur prête il voulait montrer que les gens de loi s'entendaient pour embrouiller, et par suite pour traîner en longueur les difficultés litigieuses; mais il me paraît beaucoup plus vraisemblable que, de même que Plaute, qui lui aussi s'égayait quelquefois aux dépens des hommes d'affaires qu'il appelait *advocati*, Térence signifiait malignement à son public que leurs avis n'étaient pas toujours d'un grand secours pour les plaideurs, et que souvent il y avait plus de doute que de certitude à tirer de leurs consultations.

Tel était en effet le côté vulnérable des jurisconsultes qui donnaient des réponses sur le droit, « qui jus de jure res-
« pondebant, » comme disait Cicéron. Pardonnons à Térence de s'en être quelque peu moqué; il ne supposait pas sans doute, quand il écrivait cette scène, où bien des *prudents* de son époque devaient reconnaître le défaut capital de leur science, que vingt siècles plus tard on y pourrait encore trouver de l'à-propos.

En dehors, mais à côté de la classe des jurisconsultes auxquels on avait donné le nom d'*advocati*, se plaçaient d'autres juristes ou praticiens qui instruisaient et suivaient les procès pour le compte d'autrui, comme le faisaient nos anciens procureurs et comme le font aujourd'hui les avoués. Ils s'étaient institués d'eux-mêmes, et par la seule force des choses, pour venir en aide aux plaideurs dépourvus de no-

tions juridiques, ou pour suppléer ceux qui ne pouvaient agir personnellement en justice ou qui en étaient empêchés. On appelait les uns *cognitores*, les autres *procuratores*. Il y avait entre le *cognitor* et le *procurator* cette différence, que le premier assistait le plaideur présent, sans avoir besoin d'une procuration, et que le second représentait, en vertu d'un mandat exprès et spécial, la partie qui se trouvait absente durant le cours du procès. Ce dernier devenait par suite le *dominus litis*, et pouvait agir en son nom personnel dans toutes les phases de la procédure, même alors que son mandant venait à décéder pendant l'instance. Il n'en était pas de même du *cognitor*; le *dominium litis* ne lui appartenait pas. Mais, son office une fois commencé en présence et du consentement de la partie, il avait qualité pour le continuer en l'absence de celle-ci, ainsi que l'indique Horace dans un passage de l'une de ses satires, dont voici l'explication. Ce poète recommande à un capteur de testaments de prendre en main la défense des intérêts litigieux de celui dont il désire devenir le légataire. « Engagez-le, lui dit-il, à rester chez lui, pour y soigner sa petite personne, et chargez-vous de son procès en qualité de *cognitor* : »

. Ire domum atque
Pelliculam curare jube; si cognitor ipse.

(II, 5.)

Effectivement le *cognitor* agissait d'ordinaire pour le compte des personnes âgées et valétudinaires, comme le constate le texte suivant, attribué à Cicéron : « Ex æquo et « bono est quod major annis sexaginta, et cui morbus « causa est, cognitorem det. » (*Auct. ad Heren.*, II, 13.)

Aux *procuratores* et *cognitores* venait s'ajouter encore une autre catégorie de défenseurs, celle des *defensores*, qui intervenaient sans mandat pour soutenir la cause d'une partie absente, et qui prenaient son procès à leur charge. Mais c'était là une sorte de tutelle officieuse, qui ne devait que rarement s'exercer. Aussi n'en fais-je mention que pour mémoire et parce qu'il en est question au Digeste, sous la rubrique de *Procuratoribus et defensoribus*.

Notons du reste que ni les *advocati*, ni les *cognitores*, ni les *procuratores*, avec ou sans mandat, ne doivent être confondus avec les *patroni causarum*, c'est-à-dire avec les avocats plaidants. La distinction entre ces divers agents de la défense devant les tribunaux est ainsi faite par Asconius (*Ad Cicer. divinat. in Verrem*) : « Qui defendit alterum in « judicio aut patronus dicitur, si orator est; aut advo- « catus, si aut jus suggerit, aut præsentiam suam com- « modat amico; aut procurator, si negotium suscipit; aut « cognitor, si præsentis causam novit et tuetur ut « suam. »

Je fais remarquer cependant que rien n'empêchait l'*advocatus*, le *cognitor* et le *procurator*, comme le *defensor*, de se constituer le *patronus* de la cause dont il avait pris la direction, s'il se croyait de force à la plaider lui-même, et l'on verra plus loin qu'il en advint assez fréquemment ainsi, particulièrement pour les *advocati*, dont le nom s'est transmis aux membres du barreau français.

Cela dit, parlons à présent des avocats plaidants, des *oratores* ou *patroni causarum*, de ceux qu'on appelait plus vulgairement *causidici*, parce que, dit Apulée, ils expliquaient le pourquoi de chaque chose, ce que ne faisaient pas les avocats consultants : « Eo patroni litigantium causidici « nominantur, quod cur quæque facta sint expediant. » (*Apologia*.)

CHAPITRE II.

AVOCATS PLAIDANTS.

1. *Origine de l'institution des avocats.*

A l'époque où les patriciens monopolisaient la science du droit, il ne se pouvait pas qu'ils se bornassent à consulter. Pour maintenir et pour étendre leur clientèle, il leur fallait, à l'occasion, prendre en main la gestion des affaires litigieuses de leurs clients, et souvent aussi leur défense en justice :

Et spondere levi pro paupere, et eripere atris
Lilibus implicitum.

(*Hon., Ars poet.*)

Les exigences du patronage durent en conséquence les amener à plaider aussi devant les tribunaux dans l'intérêt de ces mêmes clients. On voit par les comédies de Plaute que du vivant de ce poète ils avaient souvent à leur rendre de pareils services.

In foro operam amicis da.

dit un personnage de *Trinummus* à son interlocuteur, auquel il recommande d'employer son temps comme il convient à un homme bien né. « Un de mes amis, dit un autre dans *Epidicus*, est présentement engagé dans un gros procès ; je veux me rendre au Forum pour lui servir d'avocat :

Res magna amici apud forum agitur; ei volo
Ire advocatus.

Cette défense en justice ne se pratiquait alors qu'à titre de patronage. Comme je l'ai dit, on appelait *patroni* ou *oratores causarum* ceux qui l'exerçaient plus ou moins habituellement :

Qui causas orare solent.

Telle fut évidemment l'origine de l'institution du barreau chez les Romains.

Mais une fois lancés dans la vie active du Forum, où les luttes oratoires étaient devenues pour eux un moyen de briller à la tribune politique et de se pousser par là aux plus hautes dignités, beaucoup de patriciens négligèrent la consultation pour s'adonner à la plaidoirie. De là la distinction entre la profession de jurisconsulte et celle d'*orator causarum*.

Les patriciens s'éloignèrent bien davantage encore de la consultation et, par suite, de la science des lois, alors que les plébéiens leur vinrent en concurrence. La plupart ne retinrent plus de leur ancien monopole que le patronage par plaidoirie. Si bien que certains orateurs, appartenant au patriciat, n'avaient plus sur le droit que des notions fort incomplètes ; ce qui explique cette réponse que fit le jurisconsulte Quintus Murtius à l'orateur patricien Servius, qui venait le consulter sur une question de jurisprudence : « Turpe est patricio et nobili viro, et causas oranti, jus in quo versatur ignorare (1). »

Quelques-uns, cependant, conservaient encore le culte du droit au temps de Cicéron, qui l'atteste en ces termes dans son dialogue *de Oratore* : « Clarissimi cives ei studio etiam hodie præsent. » Mais ils étaient rares.

Au reste, ce n'était pas seulement dans la jurisprudence que les patriciens avaient rencontré les plébéiens sur leurs brisées ; ils les eurent aussi pour concurrents au barreau, où étaient venus les *causidici*, dont parlait déjà Lucrèce, sous Scylla, dans un vers qu'on lira plus loin.

Souvent, comme le fait observer Juvénal, parmi les citoyens du petit peuple il se produisait d'éloquents orateurs ; et c'était à ceux-là que recouraient d'ordinaire, pour la défense en justice de leurs intérêts, les patriciens dépourvus d'instruction juridique :

..... Ima de plebe Quiritem

(1) Ce trait d'histoire est rapporté dans le fragment de Pomponius sur l'origine du droit, inséré au Digeste, L. I, tit. 2. Il y est dit que Servius fut tellement humilié du reproche de Quintus Murtius, que tout aussitôt il s'appliqua sans relâche à l'étude du droit, et devint par la suite l'un des plus savants jurisconsultes de l'époque.

Facundum invenies; solet hic defendere causas
Nobilis indocti.

(Sat. 8.)

En sorte que cet humble savant pouvait justement faire à son noble client l'application de ce vers d'Ovide :

Qui modo patronus, nunc cupis esse cliens.

(*Ars amat.*, II.)

Ce fut alors que la défense des causes devant les tribunaux commença à perdre son caractère de patronage, pour devenir une profession.

Cicéron, qui la pratiquait encore sous le titre, bien mérité, d'*orator*, la distinguait de la fonction d'interprète des lois. Il lui accordait plus de lustre, plus de distinction, plus de titres à l'admiration des hommes. Mais il ne les séparait pas. « L'une est proche voisine de l'autre, » disait-il (1); et il a bien prouvé par son exemple qu'il les tenait pour étroitement liées, et même pour inséparables. Selon lui en effet on n'était bon avocat qu'à la condition d'être bon jurisconsulte (2). C'est aussi ce que comprirent la plupart des plé-

(1) « Huic arti finitima est dicendi gravior facultas, et gratior, et ornatio. Quid enim eloquentia præstabilis, vel admiratione audientium, vel spe indigentium, vel eorum, qui defensi sunt, gratia? Huic quoque ergo a majoribus nostris est in toga dignitatis principatus datus. » (*De Offic.*, II.)

(2) C'est lui qui écrivait cette maxime, bonne à retenir : « Pollus Ignoratio juris litigiosa est quam scientia. » (*De Legibus*, I.) Il paraît cependant qu'il n'admettait pas qu'un *Orator causarum* pût, sans déroger quelque peu, soit se livrer à la consultation, soit même composer des traités sur des matières de droit telles que celles du mur mitoyen, des stipulations et de la procédure : « Quid tam exiguum quam est munus eorum qui consulantur? (*Ibid.*) Quo me vocas, aut quid hortaris ut libellos conficiam de stillicidiorum et de parietum jure, aut ad stipulationes et judiciorum formulas componam, quæ et conscripta sunt a multis diligenter, et sunt humiliora quam illa quæ a vobis expectari puto? » (*Ibid.*) Le seul sujet qui lui semblât digne d'être traité par un avocat tel que lui était celui de la philosophie du droit : « Non a prætoris edicto, ut plerique nunc, neque a XII tabulis, ut superiores, sed ex intima philosophia hauriendam juris disciplinam puto. » (*Ibid.*)

Mais il ne s'en flattait pas moins d'avoir appris les lieux communs du droit civil, et se faisait dire, par l'un des interlocuteurs qui sont mis en

béiens qui entrèrent au Forum en concurrence avec les patriciens. Ils cumulaient assez généralement la profession de jurisconsulte avec celle d'avocat plaidant. Les poètes viennent encore témoigner de ce fait.

Lucrèce définissait ainsi l'office du *causidicus* :

Causidici causas agere et componere leges.

(Lib. IV.)

Le *causidicus* plaidait donc les causes de ses clients et interprétait en même temps les lois par le rapprochement de leurs textes.

Dans les deux fragments suivants d'Horace il est aussi question d'avocats à la fois consultants et plaidants :

..... Consultor juris et actor

Causarum.

Seu linguam causis acuis, seu civica jura

Respondere paras.

Enfin, nous trouvons le même cumul des deux professions très-visiblement spécifié par Silius Italicus et Cornelius Severus, dans les passages que voici :

..... Grata quo non spectatio alter

Voce movere fora, alique orando fingere mentes,

Nec legum custos sollertior.

(*Sil.*, 1.)

..... Latine facundia lingue,

Unica sollicitis quondam tutela salusque.

.....

... *Ille fori, legum, ritusque, togæque*

Publica vox.

(CORNEL. SEVERUS.)

Il n'est donc pas douteux que si les *prudentes* ou jurisconsultes de profession s'abstenaient de la plaidoirie, peu de *causidici* ou d'*actores causarum* s'absteuaient de la consultation et de l'interprétation des lois.

Jeu dans son livre de *Legibus*, que tout en s'adonnant à la plaidoirie il n'avait pas dédaigné l'étude de ce droit : « A primo tempore ætalis juri » studere te memini, quum ipse ad Scævola ventitarem, neque unquam » mihi visus es ita te ad dicendum dedisse, ut jus civile contemneres. » (*Ibid.*)

Arrivons maintenant aux remarques de nos poètes touchant spécialement la profession d'avocat, à la fois plaidant et consultant.

Mais auparavant disons un mot de l'opinion qu'ils ont émise sur une question qui intéressait le Forum tout entier ; je veux parler de la question de prééminence entre la robe et l'épée, entre la milice portant la toge et la milice portant les armes.

II. Question de prééminence entre la robe et l'épée.

On a souvent comparé la carrière du barreau à celle des armes.

Dans son plaidoyer *pro Muræna*, Cicéron fait le parallèle du jurisconsulte et du général d'armée. Il représente le jurisconsulte prenant sur son sommeil pour être en mesure de donner ses consultations ; le général, pour faire arriver ses troupes en temps utile sur le point qu'il veut occuper ; celui-là s'éveillant au chant du coq, celui-ci au bruit des trompettes guerrières ; le premier, préparant et disposant ses moyens d'attaque ou de défense ; le second, son plan de bataille ; l'un veillant à la garde de ses clients, l'autre à celle de ses villes et de son camp. Le général, ajoute-t-il, sait comment il s'y faut prendre pour se garer de l'ennemi ; le jurisconsulte, pour se garer des eaux pluviales ; à l'un la défense des frontières, à l'autre le règlement des limites : « Vigilas, tu, de nocte, ut tuis consultoribus respondeas ; « ille, ut eo quo intendit mature cum exercitu perveniat ; « te gallorum, illum buccinarum cantus exsuscitat ; tu actionem instituis, ille aciem instruit ; tu caves ne consultores tui, ille ne urbes aut castra capiantur ; ille tenet et « scit ut hostium copiarum, tu, ut aquarum pluviarum arceantur ; ille « exercitatus est in propugnandis finibus, tu in regendis. »

Le même parallèle, entre le métier de la parole et celui des armes, a été établi par les poètes latins.

Pour éviter les répétitions, je m'abstiendrai de citer ici les textes dans lesquels il se produit : on les lira plus loin, et l'on y remarquera que le barreau et ses luttes sont le plus

souvent désignés en poésie par des figures métaphoriques, telles que celles-ci : *Mars forensis, togata militia, arma civica, arena fori, garrula bella*, etc.

De cette comparaison, dont Quintilien fait ressortir la justesse sous un grand nombre de rapports, est résulté le conflit de préséance entre la robe et l'épée; conflit qui dure depuis des siècles, et qui n'est pas encore définitivement résolu.

On s'est demandé quelle était celle des deux professions qui devait céder le pas à l'autre, c'est-à-dire quelle était la plus noble, la plus glorieuse, la plus recommandable par ses services.

La question n'était pas sans gravité; car elle impliquait celle de la prééminence de l'autorité civile sur l'autorité militaire, ou de l'autorité militaire sur l'autorité civile.

Personne n'ignore comment Cicéron l'a tranchée. C'est à lui qu'on attribue ce fameux vers par lequel il termine, dans son traité *de Officiis*, une discussion ayant pour objet d'établir que les magistrats civils sont plus utiles encore à l'État que les commandants d'armée :

Cedant arma togæ; concedat laurea linguae.

Il paraît que durant un assez long temps ce fut la robe qui prévalut à Rome. Le fait est constaté en ces termes par le poète Bassus, auquel est attribué le *Carmen ad Pisone[m]* :

Sic etiam, magno jam tunc Cicerone vigente,
Laurea fucundis cesserauit arma togatis.

Il y avait pour cela de fort bonnes raisons. Le barreau, disait-on, est la pépinière des honneurs : « Est corpus ad-
« vocatorum seminarium dignitatum. » (1) Cicéron lui-même reconnaissait qu'il n'était entré dans cette carrière que par ambition, et que s'il continuait d'en supporter les labeurs, c'était afin de mieux sauvegarder, par la faveur

(1) « Si dans le métier de la parole, dit La Bruyère, il y a plus de risques que dans celui de la guerre, auquel il ressemble en quelque chose, en revanche la fortune y est plus rapide. » (Chap. 14.)

qu'elle lui procurait, les hautes dignités qu'il s'y était acquises : « Forensem laborem, écrivait-il à Atticus, antea » propter ambitionem sustinui, nunc ut gratia dignitatem » tueri possim. »

C'est pourquoi sans doute la plupart des hommes de guerre de cette époque-là tâchèrent de cumuler, autant que possible, le métier de la parole avec celui des armes.

Pompée, il est vrai, préféra les armes à la toge,

Prætulit arma togæ;

(LUCAN., IX.)

mais il ne négligeait pas le Forum et la tribune aux harangues, lorsque, les travaux de la paix succédant à ceux de la guerre, il éprouvait le besoin de s'y montrer et d'y faire acte d'orateur, pour se maintenir en évidence.

Dans la famille de Pison on comptait plus d'un personnage à la fois guerrier et avocat. L'auteur du *Carmen ad Pisonem* faisait honneur à son héros de cette double qualité professionnelle, et témoignait par ses éloges qu'il appréciait en lui la gloire qu'il s'acquerrait par la parole, à l'exemple de ses ancêtres, plus encore que celle qu'il obtenait par ses succès militaires.

« Il vous est permis, lui disait-il, de servir dans la milice en toge, et de livrer de paisibles batailles en justice sans verser une goutte de sang. Là aussi on acquiert l'honneur de sauver un citoyen. Là aussi on obtient ces palmes qui décorent l'entrée de la demeure du vainqueur... Courage, éloquent jeune homme, élevez-vous au-dessus du titre et de la gloire de vos aïeux, et faites que l'éclat des armes s'efface devant celui de vos exploits au Forum : »

. Licet exercere togatæ
Munera militiæ; licet et, sine sanguinis haustu,
Milia legitimo sub iudice bella movere.
Hinc quoque servati contingit gloria civis,
Atque victrices intexunt limina palmæ.

.
Quin age, majorum, juvenis facunde, minorum
Seande super titulos, et avitæ laudis honores,
Armorumque decus præcede forensibus actis.

On lit également dans l'une des *Silves* de Stace de pareilles louanges adressées par ce poëte à un avocat-soldat, qui n'avait pas moins d'aptitude pour la guerre que pour le barreau :

..... Nec enim tibi sola potentis
Eloqui virtus; sunt membra accommoda bellis.

(*Silv.*, IV, 4.)

Mais il faut ajouter qu'à l'époque où Stace écrivait ces vers la robe ne trouvait plus que bien rarement à se marier avec l'épée, qu'elle avait même beaucoup perdu de son prestige, et que la poésie, ou du moins l'un de ses organes, donnait la préférence à sa rivale.

Juvénal en effet, se préoccupant surtout de la question des profits que pouvaient proeurer à leurs adeptes l'une et l'autre professions, n'hésitait pas à décerner la palme à celle des armes.

Dans l'une de ses satires, il exalte les avantages de l'état militaire,

Quis numerare queat felicitis præmia, Galle,
Militiæ?

(*Sat.* 16.)

Et dans une autre, il demande ce que rapportent à ceux qui l'exercent la profession d'avocat et toute la paperasserie dont elle s'entoure; ajoutant, en réponse à cette question, que les biens réunis de cent avocats pèsent à peine autant que ceux d'un seul militaire, du nom de *Lacerna* :

Dic igitur quid causidicis civilia præsteat
Officia, et magni comites in fasce libelli.

.....

Hinc centum patrimonia causidicorum,
Parte alia solum russati pone Lacernæ.

(*Sat.* 9.)

Si Juvénal dépréciait à ce point la carrière du barreau, c'est que de son vivant, comme on le verra ci-après, elle avait bien déchu de son ancienne splendeur, et que celle des armes, au contraire, avait dû grandir et s'améliorer notablement sous des gouvernements qui ne s'appuyaient que sur la force.

Il ne serait donc pas surprenant qu'alors le dicton cicéronien, *cedant arma togæ*, fût quelque peu tombé en discrédit.

Du reste ce qu'il y avait de plus vrai à dire sur cette question du plus ou moins de lustre ou d'avantages des deux professions, c'est que l'une et l'autre avaient leur bon et leur mauvais côté.

Les poètes ont envisagé la position d'avocat sous ce double aspect. Arrêtons-nous quelques instants sur cette partie de leurs observations; et tout d'abord recueillons celles qui ont trait aux désagréments du métier.

III. Inconvénients de la carrière du barreau.

L'un des inconvénients de la profession était l'obligation de se lever de très-grand matin pour donner audience aux clients.

L'usage de ces réceptions au chant du coq avait été introduit par les jurisconsultes des premiers âges, qui le trouvaient à leur guise, sans doute parce qu'ils ne plaidaient point ou ne plaidaient que fort peu.

Il existait encore dans le siècle d'Auguste; mais alors, comme les jurisconsultes cumulaient pour la plupart la plaidoirie avec la consultation, comme il leur fallait aller de très-bonne heure au Forum et y passer le plus souvent la journée tout entière,

Gnavus mane forum, et vespertinus pete lectum,
(*Hon., Epist., 1, 6.*)

il leur paraissait fort dur d'être assaillis par leurs clients dès les premières lueurs du jour. Les passages suivants d'Horace et d'Ovide indiquent que cet usage, qui s'était perpétué par tradition, ne leur plaisait pas autant qu'à leurs devanciers.

« Lorsque le client, trop fidèle à l'ancienne coutume, dit Horace, s'en vient, sitôt que le coq a chanté, frapper à la porte du jurisconsulte, celui-ci se prend à envier le sort et la vie paisible de l'homme des champs : »

Agricolam laudat, juris legumque peritus,
Sub galli cantum consultor ubi ostia pulsat.
(*Sat., 1, 1.*)

« Tu ne plais, disait Ovide à *P'Aurore*, ni au jurisconsulte ni à l'avocat, que tu contrains à se lever dès ton apparition, pour s'occuper des nouveaux procès qui leur sont apportés par leurs clients : »

Nec tu consulto, nec tu jocunda diserto;
Cogitur ad lites surgere uterque novas.

(*Amor.*, I, 13.) (1)

Il est à présumer que déjà à cette époque les avocats avaient imaginé des moyens de se dérober à ces importunités des plaideurs, et qu'ils se réservaient une porte de derrière, pour échapper à ceux qui attendaient dans l'antichambre. Horace en effet donnait à l'un de ses correspondants le conseil d'user de ce subterfuge :

..... Rebus omissis,
Atria servantem postico falle clientem.

(*Epist.*, I, 5.)

Plus tard, ils se relâchèrent davantage de leurs habitudes matinales. Martial nous apprend que sous Domitien ce n'était plus guère que de six à huit heures du matin qu'ils ouvraient leur porte et recevaient les salutations des clients :

Prima salutantes atque altera conterit hora.

Et encore trouvaient-ils que c'était trop tôt.

Bref, les clients matineux étaient un fléau pour l'avocat, qui souvent se sauvait de la ville pour se soustraire à leur persécution, et les maudissait, en fuyant, par une exclamation du genre de celle-ci :

Matutine cliens, Urbis mihi causa relicta.

(*MART.*, XII, 68.)

Ce n'était pas tout.

Obligé de donner ainsi toutes ses matinées à l'audition de sa clientèle, et le plus souvent tout le reste de ses journées au Forum, il n'avait guère que les soirées pour étudier ses

(1) Il est dit dans une lettre de Plinius le Jeune qu'un client lui apporta le matin une affaire à plaider le jour même : « Forte accidit ut eodem die, « mane, in subitam advocacionem rogaret. »

causes, à la préparation desquelles il lui fallait quelquefois passer des nuits entières :

..... pernoct est cura disertis.
(AUSON., *Edyl.*, XV.)

Le peu de sommeil qu'il pouvait goûter n'était pas même exempt de préoccupations. Il rêvait de ses affaires, et les plaidait tout en dormant; ce qui prouvait, selon la remarque de Lucrèce et de Pétrone, qu'il s'en était fort tourmenté pendant le jour :

Atque in qua ratione fuit contenta magis mens,
In somnis eadem plerumque videmus obire;
Causidici causas agere.
(LUCRET., IV.)

Qui causas orare solent, legesque forumque,
Et pavido cernunt inclusum corde tribunal.
(PETR., *Satyr.*, c. 104.)

Autre fatigue : celle de la plaidoirie.

Horace en parlait dans des termes qui la représentent comme un violent exercice, faisant suer le patient sous le harnais :

..... Et quum
Dura tibi peragenda rei sit causa Petilli.
.....
Quum Pedius causas exsudet Publicola, atque
Corvinus.
(*Sat.*, I, 10.) (1)

Lucrèce voyait même dans les longs discours une cause de déperdition considérable des forces physiques, lors sur-

(1) Ces expressions d'Horace, *quum Pedius causas exsudet*, n'ont rien d'hyberbolique. La plaidoirie, pour peu qu'elle se prolonge, est une fatigue corporelle, qui provoque une abondante transpiration chez la plupart de ceux qui l'exercent. Souvent aussi l'organe de la voix s'altère par les mucosités qui l'embarrassent. Il y avait cependant à Rome de robustes avocats, qui n'étaient point sujets à ces infirmités du métier. Pétrone en cite un dont la voix, loin de faiblir, semblait prendre de nouvelles forces à mesure qu'il multipliait ses paroles, et qui avait le précieux privilège de ne jamais ni suer ni cracher. « Quam ageret porro in foro, sic illius vox crescebat tanquam tuba; nec sudavit unquam nec exspuit. » (*Satyr.*) Mais ce privilège n'était donné par la nature qu'à de rares athlètes de la parole.

tout qu'ils duraient du matin au soir, et que l'orateur ne ménageait pas suffisamment sa voix :

Nec te fallit item quid corporis auferat, et quid
Detrahat ex hominum nervis ac viribus ipsis
Perpetuus sermo, nigraï noctis ad umbram
Auroræ perductus ab exoriente nitore;
Præsertim, si cum summo est clamore profusus.

(Lib., IV.)

Multa loquens..... amittit de corpore partem.

(*Ibid.*) (1)

Juvénal sur ce dernier point allait plus loin encore que Lucrèce ; il prétendait que pour nombre d'orateurs la facilité de parole était une cause de mort ; que beaucoup périssaient à force de parler :

. Torrens dicendi copia multis
Et sua mortifera est facundia.

(*Sat.* 10.)

Peut-être était-ce là de l'exagération. Cette assertion cependant doit avoir quelque chose de vrai ; car, avant Juvénal, Horace avait fait une pareille remarque. « Les soins officieux du patronage, disait-il, et la besogne du barreau entraînent les fièvres à leur suite, et amènent l'ouverture des testaments : »

Officiosaque sedulitas et opella forensis
Adducit febres, et testamenta resignat.

(*Epist.*, I, 7.)

Ceci arrivait particulièrement sans doute à ceux qui avaient vieilli dans le métier de patron, et qui à un âge déjà avancé passaient tout le jour à plaider, et ne rentraient que de nuit à leur demeure, souvent fort éloignée du Forum, comme le faisait, non sans maugréer, le vieil avocat Philippe, dont parle le même poète, en ces termes :

Strenuus et fortis, causisque Philippus agendis
Clarus, ab officiis octavam circiter horam
Dum redit, atque foro unium distare Carinas,

(1) Sénèque le philosophe était à cet égard de l'avis de Lucrèce. « Combien d'orateurs, disait-il, qui s'épuisent de sang et de force en exerçant journellement leur éloquence ! » « Quam multorum eloquentia, quotidiano os-
tendandi ingenii spatio, sanguinem educit ! » (*De Brevit. vitæ.*)

Jam grandis natu, queritur.

(*Ibid.*).

Ce qu'il y avait peut-être de plus fâcheux parmi les inconvénients de la profession, c'est que plus celui qui l'exerçait se la faisait grande, plus il se la rendait laborieuse et pénible; plus s'accroissait sa clientèle, plus aussi se multipliaient ses occupations. Pour un avocat en vogue la surcharge des affaires était quelquefois accablante. Cicéron s'en plaignait pour sa part à l'un de ses intimes : « Sic habeto, lui écrivait-il, « nunquam me causis districtiorem fuisse. » Au dire de Sénèque le philosophe, les avocats les plus occupés, ceux que les plaideurs s'arrachaient et dont les plaidoyers attiraient un immense concours d'auditeurs, soupiraient après les vacances au milieu même de leurs triomphes. « Quand donc viendront-elles ? » se disaient-ils : « Deripitur ille toto « foro patronus et magno concursu ultra quam audiri potest « complet. Quando, inquit, res proferentur ? » (*De Brevitate vitæ.*) Pline le jeune, qui, lui aussi, était souvent excédé de travail, écrivait ce qui suit dans l'une de ses Épitres : « Ne pourrai-je donc jamais sinon délier, du moins rompre ces mille liens qui m'enlacent si étroitement ? Non, jamais ; car aux anciennes affaires viennent incessamment s'en ajouter de nouvelles, avant que les premières soient terminées ; en sorte que de jour en jour je me vois lié et pour ainsi dire enchaîné davantage par une foule toujours croissante d'occupations : » « Nunquamne hos arctissimos laqueos, si solvere « negatur, abrumpam ? Nunquam, puto ; nam veteribus ne « goliis nova accrescunt, nec tamen priora peraguntur. Tot « nexibus, tot quasi catenis majus in diem occupationum « agmen extenditur ! » (II, 8.) Parfois il lui fallait demander merci aux plaideurs : « Ideoque interim veniam advocandi « peto. » (V, 8.) Martial, son protégé, parlant à l'un de ses livres qu'il dédiait à cet orateur, lui recommandait « de bien prendre son temps pour aller frapper à la porte de son patron, dont tous les instants étaient exclusivement consacrés à la préparation des causes qu'il avait à plaider devant les centumvirs : »

Sed ne tempore non tuo disertam

Pulses ebria januam videto.
 Totos dat tetricæ dies Minervæ,
 Dum centum studet auribus virorum
 Hoc quod sæcula posterique possint
 Arpinis quoque comparare chartis (1).

(X, 19.)

Aussi les visiteurs ne rencontraient-ils que rarement chez lui l'avocat occupé de la sorte ; car il lui arrivait souvent de se faire clore, soit pour se livrer tout entier à l'étude de ses causes, soit pour se donner, quand il le pouvait, un peu de bon temps et de repos solitaire. C'est ce que Martial reprochait à un *orator causarum*, qu'il tentait, mais vainement, d'aller saluer à domicile :

Sæpe domi non es; quum sis quoque, sæpe negaris.
 Vel tantum causis, vel tibi sæpe vacas.

(II, 5.)

On disait d'un membre du barreau, que Macrobe fait figurer dans ses *Saturnales*, que pendant les jours consacrés au jugement des procès il n'avait pas une heure qui ne fût employée soit à plaider au Forum les affaires de ses clients, soit à les étudier dans son cabinet; qu'il ne chôrait même pas les jours de fête, et ne se récréait qu'en travaillant : « Ceteris ferme diebus, qui perorandis causis opportuni sunt, hora omnino reperiri nulla potest quin tuorum clientium negotia vel defendas in foro, vel domi discas..... Scio te non ludo, sed serio feriari. » (*Saturn.*, II.) Ce même avocat, prié à dîner durant les saturnales, alors qu'il avait à prendre connaissance d'un grand nombre de causes dont il était chargé, avait dû s'en excuser en répondant que les jours fériés étaient pour lui le moment de méditer, non de manger : « Quum essent amicorum complures mihi causæ illis diebus per-noscendæ, ad cœnam tum rogatus, meditandi, non edendi, illud mihi tempus esse respondi. » (*Ibid.*)

Ajoutons à tout cela qu'à Rome les orateurs éminents du Forum étaient fréquemment obligés de cumuler avec leur

(1) Martial, comme on le voit, plaçait ici les plaidoyers de Plinie le jeune sur la même ligne que ceux de Cicéron ; mais il le flattait.

profession la fonction de juge, à laquelle les prêteurs ne se faisaient pas faute de les appeler, quelquefois même du jour au lendemain, et qu'il leur fallait en outre servir à l'occasion d'assesseurs ou de conseils soit à des *judices*, soit aux prêteurs eux-mêmes. On se rappelle ce mot de Pline le jeune : « *Frequenter egi, frequenter judicavi, frequenter in consilio fui.* » C'est encore lui qui disait de ses occupations judiciaires : « *Sedeo pro tribunali, subnoto libellos, conficio tabulas.* » (*Epist.*, I, 20.) — « *Ut in recuperatoriis judiciis, sie nos in his comitiis quasi repente apprehensi, sinceri judices fuimus.* » (*Epist.*, III, 20.) Et parlant de l'un de ses confrères, Pline le signalait comme étant à la fois un excellent juge et l'un des plus forts avocats pour le conseil des tribunaux : « *Idem rectissimus judex et fortissimus advocatus.* » (*Epist.*, VII, 22.)

Bien mieux ; il y avait des *patroni causarum* qui remplissaient des charges publiques, telles que celles de prêteur ou d'édile, tout en continuant d'exercer leur profession. Ainsi faisait Cicéron, qui étant prêteur à Rome plaida la cause de Cluentius devant un autre prêteur, Q. Voconnius Naso, et qui étant édile, défendit Fonteius devant le tribunal d'un *quæstor* ; d'où il s'induit que la profession d'avocat pouvait se cumuler même avec une fonction de magistrature judiciaire, ce qui du reste n'a rien de surprenant, si l'on considère que cette fonction était gratuite et que le titulaire n'en était investi que pour un an.

Mais pour ceux des membres du barreau romain qui volontairement ou forcément se partageaient entre tant d'emplois divers, il y avait vraiment de quoi succomber sous le poids d'occupations aussi multiples.

Voilà quel était le revers de la médaille. Certains poètes, qui l'avaient observé de près, le jugeaient assez décourageant pour faire préférer à l'état d'avocat celui de laboureur. Martial était de ce nombre. Il s'en expliquait ainsi dans l'une de ses épigrammes :

Cogit me Titus actitare causas,
Et dicit serpe mihi : « Magna res est. »

— *Res magna est quam facit colonus.*

(I, 18.)

Ausone estimait aussi par la même raison que le rôle de client était moins lourd et valait beaucoup mieux que celui de patron :

Eslo cliens : gravis imperii persona patroni.

(*Edyl.*, XV.)

A ce chapitre des inconvénients qu'offrait chez les Romains la carrière du barreau devrait s'ajouter celui résultant du peu de profits matériels et pécuniaires que pouvaient en retirer la plupart de ceux qui s'y livraient. Mais ceci mérite d'être traité à part. Je m'en expliquerai, ou plutôt je rapporterai plus loin ce qu'en disaient les poètes. Voyons dès à présent le beau côté de la profession.

IV. *Beau côté de la profession d'avocat pour ceux qui l'exerçaient avec un véritable talent. — Grands avocats. — Défense des accusés. — Des différents caractères de l'éloquence judiciaire.*

Le beau côté, c'était avant tout l'honneur.

De l'honneur, il y en avait à profusion pour l'avocat qui se faisait remarquer par l'éminence de son savoir et de son talent.

J'ai relevé ci-dessus plusieurs témoignages de profond respect adressés par les poètes à de célèbres jurisconsultes.

Les éloges qu'ils prodiguaient aux avocats plaidants, je veux dire aux avocats plaidant bien, aux véritables orateurs du barreau, à ceux qui s'étaient illustrés par leur éloquence,

. . . . *Quibus eloquio partum decus, . . .*

affectaient des formes sinon plus respectueuses, du moins beaucoup plus admiratrices. Citons d'abord quelques fragments où ces éloges sont poussés jusqu'à l'hyperbole :

Fama, decusque fori.

Eloqui merito primis præstande.

(*AUSON., Profess.*)

..... Clarus et ingens
 Eloquio.
 (STAT., *Sylv.*, I, 4.)
 . . . Fendique opibus sublimis abundas.
 (ID., *Ibid.*)
 . . . Nec deinde relinques
 Par decus eloquii cuiquam superesse nepotum.
 (SIL., VIII.)
 Romani decus eloquii, cui cedat et ipse
 Tullius, has fundit dives facundia gemmas.
 (PRUDENT., *in Symmach.*, I.)

Mais ce ne sont là que des généralités. Pour mieux juger du prix que la poésie attachait à l'éloquence, il faut entrer dans les spécifications.

Ovide, écrivant du lieu de son exil à un avocat dont il avait lu les plaidoyers prononcés à Rome devant les centumvirs, lui témoignait son vif regret de n'avoir pu l'entendre. « Heureux, lui disait-il, ceux à qui il a été donné d'assister à l'action même, et de recueillir cette éloquence à la source d'où elle s'écoulait ! Si, comme par le passé, ajoutait-il, je siégeais encore au nombre des centumvirs, quel plaisir n'éprouverais-je pas à me sentir entraîné par vos paroles et à vous donner des signes de mon assentiment et de ma chaleureuse approbation ? »

Felices quibus hæc ipso cognoscere in actu,
 Et tam facundo contigit ore frui !

 Utque fui solitus, sedissem forsitan unus
 De centum iudex in tua verba viris ;
 Major et implesset præcordia nostra voluptas,
 Cum traheret dictis annueremque tuis.
 (Ex *Ponto*, III, 5.)

A un autre avocat, Ovide faisait ce compliment, dont je ne garantis point la sincérité, que sous le charme de sa parole il n'était point d'affaire qui ne devînt bonne :

Quælibet eloquio fit bona causa tuo.
 (Ibid.)

Telle était, selon le même poète, la puissance de l'élo-

quence d'Ulysse. Il savait gagner un procès, même en dépit du mauvais vouloir de ses juges :

Difficilem tenui (1) sub iniquo iudice causam.

Metam., XIII, 6.)

Tel était également, suivant Lucain, le privilège de celle de Cicéron,

..... Romani Tullius auctor

Eloquii.

(Phars., VII.)

Par le prestige de sa parole, il pouvait donner de la force à la plus faible cause :

Addidi invalidæ robur facundia causæ.

(Ibid.)

Pacuvius avait aussi connu un orateur dont le talent agrandissait jusqu'aux sujets de discussion les plus terre à terre :

Causam humilem dictis amplans.

Au nombre de ses parents Ausone comptait un avocat dont le docte barreau de Toulouse, la ville littéraire, avait dû lui-même, disait le poète, reconnaître la supériorité, ainsi que celui de la Gaule Narbonnaise, où il avait fait entendre devant les tribunaux de brillants plaidoyers en langue latine :

Te sibi Palladiæ antetulit toga docta Tolosæ;

Te Narbonensis Gallia proposituit,

Ornasti cujus Latio sermone tribunal.

(Parental.)

Tout cela était assurément très-flatteur. De pareils éloges, consignés dans des poésies qui devaient se perpétuer d'âge en âge, avaient bien de quoi consoler ceux qui les obtenaient de leur vivant ou qui pouvaient espérer de les obtenir après leur mort, des inconvénients et des labeurs de la profession.

(1) Obtenu

Était-ce là tout, et ne recueillaient-ils pas d'autres fruits de leurs succès oratoires ?

Parmi les récompenses de l'éloquence du barreau, il en était que Cicéron appréciait par-dessus toutes autres : c'étaient d'une part l'admiration de l'auditoire, *audientium admiratio*, et la gloire qui naturellement en résultait pour l'avocat ; d'autre part, la confiance que plaçaient en lui les malheureux, *spes indigentium*, et la reconnaissance que lui témoignaient ceux qu'il avait défendus, *et eorum qui defensi sunt gratia*.

Les poètes donnaient pour leur part pleine raison à ce jugement que portait le grand orateur romain sur les plus précieux bénéfices de l'état qu'il exerçait ; car on trouve dans leurs œuvres nombre de passages où sont mis en relief tous ces avantages dont il s'applaudissait.

Parlons d'abord des triomphes oratoires.

Quand un orateur du barreau avait la réputation de savoir charmer son auditoire, quand sa parole était aimée du public, les satisfactions d'amour-propre ne lui manquaient pas ; il y avait foule pour l'entendre. C'est ce qui arrivait lorsque Pison devait porter la parole devant une juridiction criminelle. Au dire de son panégyriste, Saleius Bassus, on courait à ses plaidoyers comme autrefois on se pressait pour assister au spectacle des triomphes de ses ancêtres :

Quæque patrum claros quondam visura triumphos
Olim turba vias impleverat agmine denso,
Ardua nunc eadem stipat fora, quum tua, maestos
Defensura reos, vocem sacundia mittit.

« Quel contentement pour vous, lui disaient les poètes, de voir tous les yeux fixés sur votre personne pendant que vous parlez, et d'entendre chanter vos louanges dans tout le Forum ? »

Gaude quod spectant oculi te mille loquentem.

(Hor., *Ep.*, I, 6.)

Laudibus ipsa tuis resonant fora.

(*Carmen ad Pisonem.*)

Le poète Maximien, qui disait de lui-même, apparemment par plaisanterie,

Orator toto clarus in orbe fui,
(*Eleg.*, I.)

se flattait d'avoir obtenu comme avocat de pareilles ovations, et d'avoir fait récolte de couronnes :

Sæpe perorata præcepi lite coronam,
(*Ibid.*)

Mais on ne se contentait pas de tresser des couronnes à l'heureux orateur; le public allait quelquefois lui-même planter des palmes ou des lauriers aux deux portes de son logis :

Sic fora mirentur, sic te palatia laudent;
Excolat et geminas plurima palma fores.
(*MART.*, VII, 28.)

Cette plantation de palmes était son plus doux honoraire. On l'appelait *palmarium*, et les clients, à défaut du public, s'empressaient toujours de le lui décerner, d'autant qu'il était peu cher.

Puis venaient les bénédictions et les témoignages de gratitude de ceux qu'il avait défendus avec succès. Plaute nous en a laissé cette formule, qui probablement était en usage de son temps :

Di tibi benefaciant semper, quum advocatus mihi bene es !

Puis enfin, une fois posé de la sorte, les plaideurs se l'arrachaient, parce qu'il passait pour avoir l'oreille de la justice : « Deripitur ille patronus. » (*SEN.*) En effet, il n'était bruit parmi les centumvirs que de son grand talent. C'en était assez pour que la clientèle vint à lui et le comblât de prévenances :

Hunc miratur adhuc centum gravis hasta virorum;
Hunc loquitur grato plurimus ore cliens.

(*MART.*, VII, 63.) (1)

(1) Pline le jeune se flattait d'avoir fréquemment obtenu de véritables
MOTUS JURID. ET JUDIC. — T. III.

On pouvait dire de lui qu'il était né sous la constellation qui, selon Manile, donne les brillantes qualités de la langue et l'empire de la parole; sous celle d'Érigone ou de la Vierge, laquelle est située dans un quartier du ciel où la nature a placé la bonne fortune du Forum, le patron doué de faconde et le client dont le sort dépend de l'éloquence de ce défenseur :

*Ille decus lingue faciet regnumque loquendi.
 In quarto natura locavit
 Fortunamque fori, fundentem in verba patronum
 Pendentemque reum lingua.*

(*Astronom.*, IV.)

Au temps d'Ausone, quand la célébrité d'un avocat ainsi favorisé du ciel avait franchi les limites du Forum auquel il était attaché, et s'était répandue au loin, on le voyait souvent appelé à plaider dans les provinces. Le passage suivant de l'une des pièces de poésie de cet auteur en est la preuve; car on y lit que l'avocat dont il parle n'exerçait pas seulement sa profession dans le lieu même de sa résidence, qu'il allait défendre des accusés tantôt devant le tribunal d'un chef de cohorte prétorienne, tantôt devant les juges provinciaux :

*Celebrata varie cujus eloquentia
 Domi forisque claruit,
 Seu tu cohortis presidem pretorie,*

ovations devant la juridiction des centumvirs et devant celle du sénat.
 « Frequenter agenti milia evenit ut centumviri, quamdiu se intra judicium
 « auctoritatem gravitatemque tenuissent, omnes repente quasi victi coe-
 « tique consurgerent laudarentque. Frequenter e senatu sumam, qualem
 « maxime optaveram, retuli. » (*Epist.*, IX, 23.) Pline ne brillait pas par la modestie; ce passage en est la preuve. Mais on lui pardonne aisément d'avoir voulu consigner dans ses écrits le souvenir de ses triomphes oratoires, auxquels il attachait tant de prix. D'ailleurs, s'il vantait par trop son éloquence, il rachetait ce défaut par les hommages qu'il rendait au talent de ses rivaux. Voici comment il parlait de l'un de ces orateurs : « Surgit...
 « statim omnia, ac pæne pariter ad manum sensus reconditi, occursant
 « verba, sed qualia ! quam quærita et exulta ! — Dicit semper ex tempore,
 « sed tanquam diu scripserit. » (*Epist.*, II, 3.) « Toujours, dit-il, il improvise, et toujours on pourrait croire que ses discours ont été laborieusement écrits. »

Provinciarum aut iudices
Coleres, tuendis addictus clientibus,
Famæ et salutis sauciis.

(*Professor.*) (1)

C'était principalement devant les juridictions criminelles que se produisaient les grands avocats et qu'ils moissonnaient des lauriers; car alors le côté le plus honorable de la profession était le patronage des accusés, comme aussi les succès obtenus dans leur défense formaient les plus beaux fleurons de la couronne du défenseur. Les temps sont bien changés sous ce rapport. Mais il en était certainement ainsi chez les anciens. Par ce qui précède, on a déjà pu remarquer que les hommages de la poésie s'adressaient particulièrement à des avocats patronant des accusés. Les extraits qui vont suivre donneront mieux encore la mesure de l'importance et de l'honneur que l'on attachait à cette partie de la mission du barreau. Il semble même que dans la pensée des poètes auxquels j'emprunte ces extraits tout était là pour l'avocat :

Insigne mentis presidium reis. . . .

(*HOR., Od., II, 1.*)

Et pro sollicitis non lacitus reis.

(*Id., Od., IV, 1.*)

Que sit enim culti facundia novimus oris,

Civica pro trepidis quum tulit arma reis.

(*OV., Fast., I.*)

Vox precor augustas pro me tua molliat aures,

Auxilio trepidis que solet esse reis.

(*Id., ex Ponto, I, 2.*)

. . . . Stant patroni, fortiter

Causam ludentes innocentis. . . .

(*PRÆD., III, 10.*)

. . . . Legumque cati, fandi que potentes,

Presidium sublime reis.

(*AUSON., Edyl., X.*)

(1) Cet avocat appartenait à un barreau de province. Un membre du barreau de Rome n'aurait sans doute cru déroger en allant plaider ainsi, en dehors de la capitale, devant de petites juridictions.

Defensor probe tristium litium,
Cujus voce sacrum tonat tribunal.

(*Anthologia.*)

Toujours, on le voit, ou presque toujours, c'était le défenseur au criminel que la poésie avait en vue lorsqu'elle célébrait dans ses vers le talent et les succès d'un avocat.

Remarquons aussi que dans ses éloges elle ne faillissait point à la règle d'après laquelle le *dicendi peritus* n'était point séparable du *vir bonus*,

Defensor probe tristium litium.

Le *vir bonus*, l'avocat honnête homme était celui que désignait Cicéron dans ce passage de l'*Oratio pro Murena* : « Tu aliquem patronum invenias, hominem antiqui officii ; » c'était celui dont Horace faisait ainsi la peinture, mais pour exprimer qu'il était plus commun de le paraître que de l'être :

Vir bonus, omne forum quem spectat et omne tribunal.

(*Epist.*, I, 16.)

Quant au *vir bonus dicendi peritus*, l'auteur de l'épithétisme *Laurentii et Marini* croyait l'avoir trouvé dans le jeune avocat dont il faisait le panégyrique. Il lui appliquait dans son ensemble cette fameuse définition, qu'il attribuait à Cicéron, et semblait même lui faire le reproche de pécher par un excès de probité :

Tu fora, tu leges celebras, sanctumque tribunal,
Promptaque impavidus tu suetus dicere dextra.

.....
Prorsus habes juvenis totum quod Tullius auctor
Causidicos retinere jubet ; nam, fultus utroque,
Vir bonus es nimium, dicendique arte peritus.

Je n'insiste pas davantage, quant à présent, sur l'importance que la poésie attachait à cette alliance de la probité

et de l'éloquence, parce que j'aurai occasion de m'en expliquer plus au long dans la section qui suivra celle-ci.

Tout n'est pas dit encore sur le beau côté de la profession d'avocat plaçant. Il me reste à montrer comment la poésie appréciait et définissait les différents caractères de l'éloquence, pour laquelle elle professait tant d'admiration.

Le talent de la plupart des orateurs éminents dont elle s'occupait avait son cachet particulier.

La parole de celui-ci roulait avec fracas, comme un torrent impétueux :

Eloquio torrens.
 (FORTUNAT.)
 Sermo
 Promptus, et lævo torrentior.
 (JUV., III.)

Ce genre d'éloquence était qualifié à peu près de même par Quintilien et Cicéron : « Velut quoddam eloquentiæ flumen. — Cursu magno sonituque fertur. »

Stace le comparait à la course effrénée de nuages orageux, et Ausone à une avalanche de grêle qui se précipite à grand bruit :

. Effreno nimbo æquare profatu.
 (STAT., *Silv.*, V, 2.)
 Iustarque densæ grandinis,
 Torrente lingua perstrepat.
 (AUSON., *Epigr.*, 196.)

Celui-là, au contraire, d'un esprit plus calme et reposé, avait un langage doux et onctueux. Lorsqu'il parlait au Forum, sa bouche commençait à peine à s'ouvrir, que le miel semblait couler de ses lèvres, comme autrefois de celles du vieux roi de Pylos :

Jam nunc canities animi, et dulce loquendi
 Ponder.
 (STAT., *Thebais*, I.)

Ille, foro auditus, quum dulcia solveret ora,
 Æquabat Pyliz neicia mella senectæ.

(SIL., XV.)

. Liquidi mel fluit eloquii.

(AUSON.)

L'un avait le rare bonheur de savoir mettre en pratique le précepte d'Horace,

Et quocunque volunt animum auditoris agunto.

Il s'insinuait adroitement dans les cœurs, s'en emparait, les dominait, et les dirigeait à son gré, comme Demosthène faisait de son auditoire. — Quand les juges flottaient incertains entre divers avis, sa voix, comme une musique entraînante, les amenait à celui qu'il désirait faire prévaloir. — Habile à faire vibrer au besoin la fibre lacrymale, s'il voulait que le juge pleurât, le juge pleurait ; s'il voulait, au contraire, le dérider, il l'égayait bon gré mal gré ; il le forçait à s'indigner, même alors qu'il n'en avait nulle envie ; tout comme il faisait tomber sa colère, s'il avait intérêt à la calmer :

Ille regit dictis animos.

(VIRG.)

. Quem mirabantur Athenæ

Torrentem, et pleni moderantem frena theatri.

(JUV., 10.)

Ille ubi suspensi patres, et Curia vocem

Posceret, ut cantu, ducebat corda senatus.

(SIL., XV.)

. Tu quoque, Piso,

Judicis affectum possessaque pectora ducis

Victor ; sponte sua sequitur quocunque vocasti.

Flet si flere jubes ; gaudet, gaudere coactus ;

Et, te dante, capit judex, quam non habet, iram.

(Carmen ad Pisonem.)

. Seu judicis ira

Sit placanda, tuis poterit mitescere verbis.

(TIBUL., *Paneg. ad Messal.*, IV, 1.)

Non potuit venire orator magis ad me impetrabilis.

(PLAUT., *Mostellaria*.)

Tel autre encore, par sa pose, par son attitude, par l'expression de ses traits, et par une parfaite décence dans

la disposition de ses vêtements, annonçait, même avant d'avoir parlé, tout ce qu'il promettait d'éloquence. Et bientôt, lorsque après quelques instants de silence sa céleste bouche s'était ouverte, on aurait juré que les dieux eux-mêmes ne pouvaient faire entendre un plus beau langage. Tant il y avait de noblesse dans sa parole :

Dumque silens adstat, status et vultusque disertus,
 Spemque decens doctæ vocis amictus babel.
 Mox, ubi pulsa mora est, atque os cœlestis solutum,
 Hoc superos jures more solere loqui.

 Eloquio tantum nobilitatis inest!

(Ov., *Ex Ponto*, II, 5.)

Celui-ci possédait la mattresse qualité de l'orateur, cette clarté dont Quintilien a dit : « Prima est eloquentiæ virtus » perspicuitas. » Ses discours avaient toute la limpidité de l'eau la plus pure :

. Liquidus, puroque simillimus amni,
 Fundet opes.
 (Hor., *Epist.*, II, 2.)

Celui-là avait reçu du ciel le don de l'improvisation. Il était du nombre de ces élus auxquels Dieu a dit :

Sponte fluens dabitur dicendi copia vobis.
 (JUVENES.)

Chez lui, la parole coulait de source, sans préparation, sans efforts, sans jamais se heurter contre un obstacle, et toujours elle roulait de l'or sans le moindre mélange de limon :

O linguam miro verborum fonte fluentem !
 (PRUDENT., *In Symmach.*, I.)
 Dicendi torrens tibi copia, quæ lamen aurum,
 Non etiam luteam volveret eluvium.
 (AUBON., *Profess.*)

Parmi les improvisateurs il s'en voyait quelques-uns dont les discours étaient admirables de verve et d'abondance. A

les entendre, ces souffles sonores plaisaient à l'oreille, bien que pourtant à la lecture ils n'eussent rien présenté de solide dans les idées :

Copia cui faudi longæ pulcherrima, quam si
Auditu tenus acciperes, deflata placeret ;
Discussam, scires solidi nihil edere sensus.

(AUSON., *Profess.*) (1)

Chez d'autres, l'érudition littéraire ajoutait son charme à celui d'une élocution facile. Non moins doctes qu'éloquents, ils ornaient et variaient de mille manières leurs formes de langage :

Pieriis pollent studiis, multoque redundant
Eloquio.

(CLAUD., *In Prob. et Olyb. Cass.*)

(1) Les improvisateurs avaient ce désavantage que leur talent mourait avec eux, et qu'il n'en restait rien pour la postérité. Tacite en fait ainsi la remarque, à propos d'un célèbre orateur, Q. Harterius, qui vivait sous Tibère, et qui, parlant toujours d'abondance et sans préparation, n'avait laissé aucune trace matérielle de ses éloquentes improvisations : « Impetu magis quam cura vigeat ; utque aliorum meditatio et labor in posterum valeat, sic Harterij canorum illud et profuens cum ipso simul extinctum est. » (*Annal.*, IV, 61.)

Il ne manquait pourtant pas à Rome de sténographes. Manile en constate l'existence au siècle d'Auguste :

Hic et scriptor erit velox, cui littera verbum,
Quique notis linguam superet cursumque loquentis,
Excipiat longas nova per compendia voces.

(ASTRONOM., IV)

Martial, Prudence et Ausone les ont également célébrés dans leurs vers :

Currant verba licet, minus est velocior illis ;
Nondum lingua suum, dextra peregit opus.
(MART., IV, 28.)

Verba notis brevibus comprehendere cuncta peritus,
Baptumque punctis dicta præcipibus sequi.
(PRUDENT.)

. Puer, notarum præpetum
Solers minister, advola.
(AUSON.)

Mais les sténographes n'avaient sans doute pas entrée au sénat ; et, vraisemblablement aussi, les orateurs du barreau n'étaient pas dans l'habitude de faire sténographier leurs plaidoyers improvisés.

Tu, per mille modos, per mille oracula fandi,
Doctus, facundus, tam celer, atque memor.

(AUSON., *Parental.*)

Quelquefois toutes ces qualités diverses se réunissaient en un seul, et faisaient de lui un orateur accompli.

Pison, s'il faut en croire son panégyriste Bassus, les possédait à peu près toutes au plus haut degré. J'ai déjà cité plusieurs fragments du *Carmen* dans lequel le poète vante les mérites oratoires de cet avocat. C'est de lui qu'il disait que le juge était en ses mains une sorte de marionnette, dont il dirigeait tous les mouvements à sa fantaisie, qu'il faisait ou pleurer, ou rire, ou s'indigner quand il lui plaisait. « Quel est le juge, ajoutait-il encore, qui contemple vos traits sans émotion, qui ne plie sa propre pensée à l'autorité de la vôtre? Soit qu'il vous plaise, dans un mouvement d'éloquence rapide, de lancer à la fois l'orage, la grêle et la foudre, soit qu'il vous convienne de serrer vos raisonnements en faisceau, de soumettre votre parole animée aux règles d'une logique sévère, vous avez plus d'abondance qu'Ulysse, plus de concision que Ménélas; et si vous préférez un langage facile, coulant et pur, où brillent toutes les fleurs épanouies, l'éloquence si célèbre de Nestor a moins d'agrément et de douceur que la vôtre : »

Quis non attonitus iudex tua respicit ora?
Quis regit ipse suam, nisi per tua pondera, mentem?
Nam tu, sive libet pariter cum grandine nimbus,
Densaque vibrata jaculari fulmina lingua,
Seu juvat adstrictas in nodum cogere voces,
Et dare subtili vivacia verba catenæ,
Vim Laertiadæ, brevitatem vincis Atridæ :
Dulcia seu mavis liquidoque fluentia cursu
Verba, nec incluso, sed aperto, fingere flore,
Inclita Nestorei cedit tibi gratia mellis (1).

(1) Valère-Maxime cite L. Crassus comme l'un des plus grands avocats que Rome eût entendus. Il fut, dit-il, le prince du Forum, de même qu'Emilius Scaurus avait été le prince des orateurs du sénat : « L. Crassus apud judices, quantus apud Patres conscriptos Emilius Scaurus (manque

Je ne pousserai pas plus avant cette courte digression. Peut-être trouvera-t-on qu'elle s'écarte trop du sujet que je traite en ce moment; mais je voulais faire voir, et je crois avoir atteint mon but, que les poètes avaient attentivement observé et très-nettement distingué les divers genres de talents oratoires qui se produisaient au Forum.

J'en reviens maintenant à la thèse que je posais au début de ce paragraphe, et je répète que chez les anciens la profession d'avocat avait pour ceux qui l'exerçaient avec un véritable talent des avantages qui en compensaient largement les inconvénients.

N'eût-elle rapporté que l'honneur, c'était déjà beaucoup, dans un temps surtout où les muses se chargeaient de l'immortaliser par leurs poèmes, ce qui ne se voit plus guère aujourd'hui.

Mais cet honneur n'était pas sans profit, car il menait souvent aux plus hautes dignités de l'État. Nous verrons d'ailleurs que pour quelques-uns l'argent venait à la suite, comme le disait Cicéron lui-même.

A tout cet encens que brûlait la poésie pour la plus grande gloire de certains avocats, il se mêlait très-probablement plus d'un grain de flatterie intéressée. Les panegyriques des poètes latins sont en général fort suspects à cet endroit, et je suis bien loin d'ajouter une foi entière à la véracité de louanges telles, par exemple, que celles que prodiguait Bassus à Pison.

Mais ce qu'il est permis d'affirmer, je pense, c'est qu'il

« eorum suffragia robustissimis et felicissimis eloquentiæ stipendiis re-
« gebat); eratque sic fori, ut ille curiæ, princeps. »

Apulée faisait un éloge plus flatteur encore de l'éloquence d'Avitus, un de ses contemporains. « Quamcumque orationem struxerit Avitus, ita
« illa erit undique sui perfecte absoluta, ut, in illa, neque Cato gravitatem
« requirat, neque Lælius lenitatem, neque Gracchus impetum, nec Cæsar
« calorem, nec Hortensius distributionem, nec opulentiam Cicero. Prorsus,
« inquam, ne omnia persequar, si Avitum audias, neque additum quidquam
« velis, neque detractum, neque autem aliquid commutatum. » (*Apo-
logia*.) Reste à savoir si l'orateur en question possédait réellement toutes ces
perfections-là.

n'y avait guère que les avocats en possession d'une grande réputation, plus ou moins justement méritée, qui pussent être vantés de la sorte.

Du reste, dans l'antiquité comme de nos jours, le nombre de ceux qui à tous égards étaient dignes de ces couronnes triomphales que leur tressait la poésie devait être fort restreint. Il n'était donné qu'à bien peu de pouvoir y prétendre à juste titre :

. Pauci quos æquus amavit
Jupiter, aut ardens exivit ad æthera virtus,
Diis geniti, potuere.

(VING.. *Æneid.*, VI.)

Rien en effet de plus rare que la haute et véritable éloquence. Un avocat romain disait, au rapport de Quintilien, qu'il avait vu beaucoup d'hommes diserts, mais aucun qui fût éloquent : « Disertos a se viſos esse multos, eloquentem vero neminem. » Il cût peut-être été plus exact de dire : « Eloquentem fere neminem. » Mais ce que l'on ne saurait contester, c'est qu'en aucun temps on ne rencontre que très-exceptionnellement l'éloquence vraiment digne de ce nom. Autre chose est l'éloquence, disait aussi Pline le jeune; autre chose la facilité d'élocution. L'éloquence, à peine un ou deux orateurs l'ont-ils possédée; aucun même s'il faut en croire Antoine. Quant à la facilité d'élocution, appelée *loquentia* par Candidus, beaucoup en sont doués, souvent même d'effrontés vauriens : « Aliud eloquentia, aliud loquentia; eloquentia, vix uni aut alteri; immo, si M. Antonio credimus, nemini. Hæc vero quam Candidus loquentiam appellat, multis, atque etiam impudentissimo cuique maxime contingit. » (*Epist.*, V, 20.)

Quant aux avocats simplement diserts, la poésie latine les estimait beaucoup moins que ceux auxquels elle décernait, à tort ou à raison, la palme de l'éloquence.

Le paragraphe suivant contiendra celles de ses réflexions qui s'appliquent à cette classe d'orateurs ou de parleurs, comme à ceux que l'on désignait sous la qualification de *minores causidici*.

§ V.

V. *Avocats mediocres, mais suffisants. — Minors causidici. — Avocats prolizes. — Avocats sans vocation. — Avocats aboyeurs.*

On sait que l'on comptait au barreau romain des orateurs du deuxième et du troisième ordre, *oratores secundarum et tertiarum partium*. C'étaient les avocats médiocres, mais suffisants.

Bien que réduits à un rôle très-modereste et à de simples succès d'estime, ils ne passaient pourtant pas pour être sans valeur.

Horace leur donnait ses encouragements. « Tel qui ne saurait s'élever au premier rang, disait-il, peut briller au second, et même se faire remarquer au troisième : »

Est quodam prodire tenus, si non datur ultra.

(*Epist.*, I, 1.)

« Dans certains arts, ajoutait-il, et particulièrement dans celui de la parole, il est un milieu parfaitement supportable. Un jurisconsulte et un avocat médiocre peuvent avoir leur prix, bien qu'ils ne possèdent ni la science ni le talent des Messala et des Cassellius Aulus, tous deux grands juristes et grands orateurs de l'époque : »

. Hoc tibi dictum
Tolle memor, certis medium et tolerabile rebus
Recte concedi. Consultus juris et actor
Causarum mediocris abest virtute disertis
Messalæ, nec scit quantum Cassellius Aulus ;
Sed tamen in pretio est.

(*Ars poet.*)

Ainsi, suivant ce poète, si bon juge, on pouvait être quoique médiocre un avocat très-passable, et sans être véritablement éloquent ne pas manquer, comme disait Ovide, d'une certaine facilité, d'une certaine grâce d'élocution :

. Neque abest facundis gratia dictis.

(*Metam.*, XIII.)

Mais pour les avocats de cette classe les poètes, il faut bien le reconnaître, étaient fort sobres d'éloges. Il se mêlait même quelque peu d'ironie à leurs remarques, quand ils s'expliquaient sur leur compte.

C'est ainsi qu'Ovide écrivait dans ses *Tristes*, avec un esprit de malice contre la partie faible du barreau, que son frère était né pour être un des vaillants soldats du Forum et pour en porter les armes à vent :

Fortia ventosi natus ad arma fori.

(*Trist.*, III, 10.)

C'est ainsi encore que Martial se raillait d'un avocat qui passait ou voulait passer pour beau parleur :

Declamas belle; causas agis, Attale, belle.

(II, 7.)

Mais, à part ces quelques moqueries, on peut dire que les orateurs tenant ce tolérable milieu dont parlait Horace n'étaient pas mésestimés des poètes.

Juvénal trouvait même qu'ils avaient sur les grands maîtres de l'art un avantage qui n'était nullement à dédaigner, à savoir qu'ils n'avaient point à craindre une fin pareille à celle qui trancha les jours de Démosthène et de Cicéron. « Ceux-ci, faisait observer ce satirique, périrent de mort violente, victimes de la surabondance de leur génie oratoire. Jamais, au contraire, avocat de peu de mérite n'a rougi la tribune de son sang : »

Eloquio sed uterque periit orator; utrumque

Largus et exundans letho dedit ingenii fons.

.....

..... Nec unquam

Sanguine causidici maduerunt rostra pusilli.

(*Sat.* 10.)

Les *causidici pusilli* dont il est question dans ce passage de Juvénal rappellent une dernière classe d'avocats, qu'on appelait *minores causidici, submissi oratores*.

Ceux-là, les poètes les traitaient avec fort peu de ména-

gements. Les traits de la satire et de l'épigramme ne leur étaient pas épargnés, et tombaient tant sur ceux qui ne plaidaient pas faute de clientèle que sur ceux qui trouvaient parfois à plaider.

Les avocats sans cause, ou plutôt ceux qui en recherchaient sans en trouver, étaient déjà connus du temps de Plaute. Ils se tenaient en permanence au Forum. On eût dit qu'ils n'avaient pas d'autre domicile. On les y voyait plus souvent que le préteur lui-même. Le fait est ainsi rapporté dans ce vers du *Pœnulus* :

Ibi habitant : ibi eos conspicias quam prætorem sæpius.

Il paraît même que quelques-uns d'eux avaient pris l'habitude sinon de passer la nuit, du moins de s'attarder indéfiniment dans les lieux où se rendait la justice : car pour les obliger à se retirer après l'heure des plaid, on avait établi des gardiens qui y lâchaient sur le soir des chiens dressés à donner la chasse aux retardataires. Je trouve l'indication de ce détail dans le texte suivant, qui appartient à Sénèque le philosophe : « Quæris forte quos occupatos vocem ? Non « est quod nec solos putes dicere, quos a basilica immissi « demum canes ejiciunt. » (*De brevité, vitæ.*) Et l'on voit par ce passage que la précaution dont je parle se prenait encore du vivant de Sénèque à l'encontre des gens d'affaires qui passaient leur vie au Forum, et qui y faisaient, comme dit Plaute, élection de domicile.

Dans le *Miles gloriosus*, je rencontre cette plaisante formule d'une offre de service faite par un *causidicus* qui se mettait en quête de clients : « Avez-vous besoin, lui fait dire le comique, d'un avocat colère et violent ? Je suis votre homme. En préférez-vous un d'une humeur placide ? Je suis encore votre homme ; vous me trouverez plus doux que la mer à l'état de calme plat, plus paisible que le zé-
phir : »

Opusne erit tibi advocato tristi, iracundo ? — Ecce me.

Opusne leni ? — Leniorem dices quam mutum est mare,

Liquidiusculusque ero quam ventus est Favonius.

Par un vers de l'une de ses épigrammes, sur laquelle j'aurai plus loin à revenir, Martial exprime fort crûment que de son vivant l'espèce des patrons sans clients n'avait pas disparu du Forum, et que, de même que du temps de Plaute, elle courait après la pratique pour faire argent de sa parole. Ce vers est celui-ci :

Sollicitusque velim vendere verba reus.

(V, 76.)

C'était, comme on le voit, à des accusés que s'adressait alors de préférence celui qui, ne voyant pas venir à lui la clientèle, en était réduit à la poursuivre et à s'offrir lui-même à son choix. On n'a pas lieu de s'étonner que les épigrammatistes se soient quelquefois égayés à ses dépens (1).

A force de chercher des causes, l'avocat qui n'en avait pas finissait quelquefois par s'en procurer. Mais le plus souvent il allait s'adjoindre à la nombreuse catégorie de ceux des *minores causidici* qui ne parvenaient à faire retentir les tribunaux de leur parole qu'au grand scandale du Parnasse latin.

Ces petits avocats étaient généralement très-verbeux, et l'on pouvait justement leur appliquer cette qualification assez plaisante donnée à l'un de leurs successeurs par un poète italien du quinzième siècle,

..... *Rauci garrula pica fori.*

(SAXUS.)

Quelques-uns parlaient à tort et à travers, laissant courir leur verbiage à l'aventure, et disant tout ce qui leur venait

(1) De tout temps les avocats sans cause ont été un objet de plaisanteries. Un poète latin du dix-septième siècle, Adrien de Valois, écrivait ce distique à l'encontre de l'un d'eux :

Nomine quod gaudes, nisi causas egeris, OEII,

Non ego te possum dicere causidicum.

Oserai-je ajouter qu'un dicton, rapporté dans les anciens dictionnaires de proverbes, les appelait avocats de Pilate, en leur appliquant ce mot fameux du préteur romain : *Non invenio causam.*

à l'idée, comme l'exprime cet extrait d'une épigramme de Martial :

Quidquid venerit obviam loquamur,
Morosa sine cogitatione.

(II, 6.)

Un poète comparait ce verbiage à une sorte de mouvement perpétuel ou de rotation sans fin :

Eloquii currenle rota.

Les Latins en effet le dépeignaient ainsi dans leur langage familier ; ils l'appelaient *circulatoria volubilitas*, — *pistilli circumvolutio*, — *verborum velitatio*, — *perennis loquacitas*, etc., etc. Et comme le plus souvent les parleurs ne trouvaient à discourir dômesurément sur un sujet donné qu'en se jetant en dehors de la question, on avait inventé, pour qualifier ou plutôt pour décrier leurs divagations, une infinité de locutions proverbiales, telles que celles-ci, qui toutes expriment la même pensée : *Extra chorum saltat*, — *ultra septa transilit*, — *extra oleas fertur*, — *extra calcem*, — *recto itinere declinat*, — *bene currit, sed extra viam*, — *toto cælo errat*, — *nec cælum nec terram attingit*, — *nil ad versum*, — *quid ad Mercurium*, etc., etc.

Martial a spirituellement ridiculisé ce travers, dans une épigramme que pouvaient sans doute s'appliquer beaucoup d'avocats de son époque. « Ce n'est ni de violence, ni de meurtre, ni d'empoisonnement qu'il s'agit dans mon affaire, faisait-il dire par un plaideur à son avocat ; il n'est question que de trois chèvres, dont je prétends qu'un voisin m'a fait tort en me les déroband. Voilà le fait dont le juge attend la preuve. Au lieu de cela, vous lui parlez, de toute la force de vos poumons et à grand renfort de gestes, et de la bataille de Cannes, et de la trahison carthaginoise, et de la guerre de Mithridate, et des Sylla, et des Marius et des Mucius. De grâce, avocat, dites un mot de mes trois chèvres : »

Non de vi, nec de cade, nec veneno,
Sed his est mihi de tribus capellis,

Vicini queror has abesse furto.
 Hoc judex sibi postulat probari.
 Tu Cannas mithridaticumque bellum,
 Et perjuria punici furoris,
 Et Syllas, et Marios, et Mucios
 Magna voce sonas, manuque tota.
 Jam dic, Posthume, de tribus capellis (1).

(VI, 1.)

C'est contre de pareils abus de la parole qu'Ovide se récriait en ce vers, vraiment digne de passer à la postérité :

Multiloquos odi; turba recede loquax (2).

Les anciens comparaient les auditeurs d'un interminable discours à des navigateurs qui, égarés dans l'immensité des mers, portent au loin leurs regards, dans l'espoir d'apercevoir le rivage : « Haud secus æquor ingressi, « terram oculis requirebant ». C'est pourquoi, après que l'orateur avait enfin cessé de se faire entendre, il était passé en proverbe de s'exclamer, avec ce sentiment de satisfaction que l'on éprouve en voyant la terre à la suite d'une longue et fastidieuse navigation : *Bene, bene habet, terram video*.

(1) Cette épigramme a été ainsi paraphrasée par *de la Monnoye*, poète du dix-septième siècle :

Pour trois montons qu'on m'avoit pris,
 J'avois un procès au bailliage.
 Gui, le phénix des beaux esprits,
 Plaidoit ma cause, et faisoit rage.
 Quand il eut dit un mot du fait,
 Pour exagérer le forfait,
 Il cita la fable et l'histoire,
 Les Aristotes, les Plalons.
 Gui, laissez-là tout ce grimoire,
 Et revenez à nos moutons.

Chacun connaît là-dessus le mot de Racine, dans *les Plaideurs* :

. Avocat, il s'agit d'un chapon,
 Et non pas d'Aristote et de sa Politique.

(2) La Fontaine a dit de même :

Je hais les pièces d'éloquence
 Hors de leur place et qui n'ont point de fin.

Quelques poètes enseignaient des formules peu polies de protestation contre l'extrême prolixité des discours. En voici quelques-unes, qui me sont fournies par Plaute et par Térence :

Orationis satis est.

(PLAUT.)

Ohe ! jam satis est.

(ID.)

En ego toties de eadem re audiam ? . . .

(TER.)

. . . . Tædet enim jam audire millies.

(ID.)

Martial proposait même de donner aux avocats prolixes pour les faire taire autant qu'ils avaient reçu pour crier :

. Vis, garrule, quantum

Accipis ul clames accipere ul taceas ?

(IX, 69.)

Cette terminaison si désirée d'une interminable plaidoirie s'annonçait, on le sait, par le mot *dixi*, que prononçait l'avocat lui-même lorsqu'il jugeait à propos d'en finir. Cette formule était souvent employée par les comiques, quand ils faisaient parler des avocats ou des plaideurs discutant l'un contre l'autre. Ainsi, dans cette consultation de jurisconsultes que j'ai rapportée au commencement de la présente section, celui qui le premier émet son avis le termine, après l'avoir énoncé, par la formule *dixi* :

Et id impetrabis. Dixi.

(Phormio.)

Térence la reproduit dans ce passage, où deux personnages en contestation sur une question litigieuse finissent tous deux leur discussion par le même mot *dixi* :

. Nisi tu properas mulierem

Abducere, ego illam ejiciam. Dixi, Phormio.

— Si tu illam adtigeris secus quam dignum est liberam,

Dicam tibi impingam grandem. Dixi, Demipho.

(Phormio, II, 3.)

Nous la retrouvons encore dans le fragment suivant du *Mercator* de Plaute : « Avez-vous enfin tout dit ? demande-t-on à un parleur qui discourait longuement. — Oui, répond celui-ci, j'ai dit : »

Jamne dixisti ? — Dixi.

Il est probable que plus d'un juge interpellait de la sorte les avocats plaidant à sa barre, afin d'entendre prononcer au plus tôt par le *præco* le bienheureux mot *dixerunt*, autre formule, qui notifiât aux assistants que les plaidoiries avaient pris fin.

Mais avant l'invention de la clepsydre, dont je parlerai tout à l'heure, il n'était pas toujours aisé d'imposer silence à qui voulait parler, quand c'était son droit. Certains orateurs étaient même tenaces à ce point, qu'ils ne se laissaient démonter ni par la fatigue, ni par l'inattention, ni par la dispersion de leur auditoire. Ils parlaient encore même alors qu'il n'y avait plus là personne pour les écouter :

Deficit auditor, non deficit ipse loquendo.

(MAXIMIAN., *Eleg.* 1.)

Il est juste de dire que les *minores caustidici*, auxquels s'en prenaient particulièrement les poètes, n'étaient pas seuls coupables de ces excès de parole, et que l'exemple leur en était fréquemment donné tant par les assemblées politiques que par les grands orateurs du barreau. On se rappelle ce passage, cité plus haut, du poème *De rerum natura* où Lucrèce, à propos de la déperdition de forces causée par l'abus de l'organe de la voix, parle de discours commencés au soleil levant et ne finissant qu'à la nuit :

*Perpetuus sermo nigræ uocis ad umbram,
Auroræ perductus ab exoriente nitore.*

Ici le poète faisait, je crois, allusion aux discours politiques ; en effet, il n'était pas rare qu'un seul de ces discours prit une journée tout entière. On lit dans les *Commentaires* de

César qu'un orateur en usa de la sorte : « Dicendi mora diem extraxit (1). »

Dans les tribunaux, c'était pis encore ; et , je le répète, l'exemple venait de haut ; car les plus éminents avocats n'épargnaient pas les paroles dans leurs plaidoyers. Cicéron avouait même qu'ils se plaisaient tant à discourir que souvent ils se laissaient aller, lui compris, à des divagations : « Dicendi voluptate evagamur. » On peut juger, du reste, de la longueur des plaidoiries de son temps par l'étendue de quelques-unes des siennes, bien qu'il les ait écourtées pour la plupart, après les avoir prononcées. Au rapport de Pline le jeune, son plaidoyer *pro C. Cornelio* ne dura pas moins de quatre jours, de son propre aveu : « Cicero ait se..... pro C. Cornelio quadriduo egisse ; » d'où Pline concluait qu'il avait dû, en le rédigeant après coup, y faire de nombreux et larges retranchements : « Ne dubitare possumus quæ per plures dies, ut necesse erat, latius dixcrit, postea, recisa ac re-purgata, in unum librum, grandem quidem, unum tamen, coarctasse. » (*Epist.*, I, 20.)

Or, on conçoit que l'expédition des affaires devait considérablement souffrir de cette extrême prolixité des plaidoiries, laquelle était passée à l'état épidémique et avait gagné de haut en bas jusqu'aux derniers rangs du barreau.

(1) Les séances du sénat et des tribunaux ne devaient commencer qu'après le lever du soleil et devaient se terminer à son coucher. C'est ce que fait entendre le passage de Lucrèce que je viens de citer. Mais cette règle souffrait des exceptions. Certains orateurs, après avoir employé tout le jour à discourir, demandaient et obtenaient parfois de continuer leurs discours après le coucher du soleil. Cicéron, dans ses épîtres (*ad Quintum fratrem*, II, 1 ; — *Ad Attic.*, IV, 2.), et Aulu-Gelle (IV, 10) font connaître qu'on usait au sénat de cet expédient ; quand on voulait faire avorter un projet de sénatus-consulte, on traînait la discussion en longueur. « Propter tarditatem sententiarum morantur rerum », disait Cicéron, ea quæ consulebantur ad exitum non perveniebant. » Il ne faudrait pas s'étonner que les discussions s'éternisassent dans cette assemblée, si les choses s'y passaient comme au temps de Tibère, où quarante-quatre discours étaient entendus sur une seule question : « Quatuor et quadraginta orationes super ea re habitæ. » (Tac., *Annal.*, V, 6.)

§ VI.

Moyens employés pour obvier à l'extrême prolixité des plaidoiries. — Clepsydre. — Suite du paragraphe précédent.

Il me paraît résulter d'un fragment de Térence que déjà du vivant de ce poëte on se préoccupait des moyens à prendre pour remédier à cette sorte d'épidémie oratoire. « Là, dit-il, dans l'une de ses comédies, on ne pouvait parler que suivant une certaine mesure : »

. . . . Illic haud licebat nisi præfinito loqui.

(*Hecyr.*, 1, 2.)

Je me persuade que par ce mot prononcé sur la scène le comique voulait indiquer, ce qui sans doute était dans la pensée du public, qu'il serait bon de mettre ailleurs en pratique l'espèce de règlement qu'il supposait avoir été pris par l'un de ses personnages dans le gouvernement de son intérieur.

Effectivement, le législateur ne tarda pas à aviser. Il intervint des dispositions qui limitèrent la durée des plaidoiries. On les attribue à Pompée : « *Primus tertio consulatu Cn. Pompeius adstrinxit imposuitque veluti frenos eloquentiæ.* » (TACIT., *de Oratore*, 38.) « *Certum temporis spatium actoribus et reis statuit, quod prætergredi nefas esset.* » Dans les affaires criminelles, la loi accordait six heures à l'avocat de l'accusateur, et neuf heures à celui de l'accusé : « *Accusatori, dit Cicéron, ut duceret judicium, sex horas lex omnino dedit.* » Pline le jeune complète cette indication : « *Quum ex lege accusator sex horas, novem reus accepisset.* » (*Epist.*, IV, 8.) Dans les autres affaires, le temps était mesuré par le juge à l'avocat du demandeur et à celui des défenseurs, et l'on se servait à cet effet d'un instrument appelé clepsydre : « *Horis certis dicebant actores vel defensores per clepsydrum.* »

Qu'était-ce que la clepsydre ? Elle nous donne elle-même sa définition dans ces trois vers qui la personnifient, et dont je ne puis indiquer l'auteur :

Lex bona dicendi, lex sum quoque dura tacendi;

Jus avidæ linguae ; finis sine fine loquendi :
Ipsa fluens dum verba fluunt, ut lingua quiescat.

La clepsydre était donc un appareil ou petit vase en forme d'entonnoir dont l'extrémité s'amincissait en pointe, et dans lequel on versait une certaine quantité d'eau, qui s'en échappait goutte à goutte. Elle est ainsi décrite dans Apulée : « Ad dicendi spatium, vasculum quoddam in vicem coli graciliter fistulatum, ac per hoc guttatim defluens infusa aqua. » (*Metamorph.*, III.) Quand l'eau qu'elle contenait s'était complètement vidée, un appariteur, appelé *infusor aquarum*, la remplissait de nouveau, jusqu'à ce que le nombre accordé fût épuisé. Telle était l'horloge sur laquelle se réglait la durée des plaidoiries.

Avant de prendre la parole, l'avocat demandait au juge qui présidait l'audience le nombre de clepsydes qu'il désirait ; celui-ci l'accordait ou le restreignait, selon qu'il le jugeait convenable, en égard au plus ou au moins d'importance de la cause. Valerius Flaccus définissait exactement cette attribution du juge dans le fragment suivant de son poëme :

. Dum jura dares, dum tempora fandi.
(*Argon.*, III.)

Voici uné épigramme de Martial dans laquelle il est dit qu'un avocat avait demandé sept clepsydes, et que le juge ne les lui avait octroyées qu'avec peine ; et comme l'avocat qui les avait obtenues parlait ainsi beaucoup trop, ce qui l'obligeait à boire fréquemment, à demi renversé, de l'eau tiède contenue dans une grosse fiole dont il était muni, le poëte l'engageait à boire de préférence l'eau de la clepsydre, afin de tempérer à la fois et sa voix et sa soif :

Septem clepsydras magna tibi voce petenti
Arbiter invitus, Cæciliane, dedit
At tu multa diu dicis, vitreisque tepentem
Ampullis potas semisupinus aquam.
Ut tandem saties vocemque sitinque, rogamus
Jam de clepsydra, Cæciliane, bibas.
(VI, 35.)

On voit dans l'*Apologie* d'Apulée que lorsque l'orateur s'interrompait pour faire lire des pièces du procès, il recommandait à l'*infusor* de suspendre l'écoulement de l'eau : « At tu, interea dum legis, aquam sustine; » et que d'autres fois il lui permettait de la laisser couler pendant ces lectures : « At tu, licebit aquam sinas fluere; namque optimi viri litteras ter et quater, adeo quantumvis temporis dispendio, lectitare. » Mais on remarque que dans ce dernier cas c'était l'orateur lui-même qui se chargeait de lire la pièce. Suivant qu'il lui restait plus ou moins d'eau, il développait plus ou moins sa plaidoirie : « Quoniam tamen mihi, pro accusationis longitudine, largiter aquæ superest, cedo, si videtur, singula consideremus. » (*Apologia*).

Nous apprenons par Pline le jeune qu'à une certaine époque la coutume s'était établie au Forum de n'accorder et de ne demander qu'une ou deux clepsydras, quelquefois même la moitié d'une seulement : « Increbuit passim et invaluit consuetudo binas, vel singulas clepsydras, interdum et dimidias dandi et petendi. » Mais Pline était bien loin d'approuver cet usage ; car il y voyait la preuve que les avocats et les juges aimaient mieux, les uns être débarrassés de leur plaidoirie que plaider, les autres se débarrasser au plus tôt de leur audience que juger : « Nam et qui dicunt egisse malunt quam agere; et qui audiunt, finire quam judicare. » « Quant à moi, disait-il encore, j'ai pour règle, chaque fois que je remplis la fonction de juge, d'accorder aux avocats autant d'eau qu'ils en demandent. Mon avis est en effet qu'il est téméraire de déterminer à l'avance, par une sorte de divination, la durée d'une cause que l'on n'a point entendue, et de fixer des bornes à la discussion d'une affaire dont on ignore l'étendue. D'ailleurs, le premier devoir du juge n'est-il pas la patience, partie essentielle de la justice? » « Quoties judico, quantum quis plurimum postulat aquæ do. » « Etenim temerarium existimo divinare quam spatiosa sit causa inaudita, tempusque negotio finire cujus modum ignores; præsertim, quum primum religioni suæ judex patientiam debeat, quæ pars justitiæ est. »

C'étaient là sans doute de fort bonnes raisons, mais qui

ne tendaient à rien moins qu'à l'annihilation de l'institution elle-même. Tout porte à croire, du reste, que du temps de Pline le jeune elle n'était plus très-rigoureusement observée, et que beaucoup de juges donnaient, comme lui, aux avocats autant d'eau qu'ils en voulaient ; car il parle dans ses lettres d'un avocat qui demandait toujours la liberté illimitée de la parole, « libera tempora petebat » (VI, 2), ce qui donne lieu de penser qu'il l'obtenait assez souvent ; et d'un autre, qui plaïda jusqu'à la nuit, et même après la nuit close, à la lueur des lanternes, « dixit in noctem, atque etiam nocte, « illatis lucernis » (IV, 8). Et parlant de lui-même, il raconte que l'un de ses plaidoyers dura cinq heures, après épuisement de seize clepsydras ; qu'une autre fois il n'employa pas moins de sept heures consécutives à plaider sa cause : « Dixi horis pæne quinque ; nam duodecim clepsydris, quas « spatiosissimas acceperam, sunt additæ quattuor. » (II, 2.) « Horis septem dixi magno cum labore. » (IV, 16.) Certes, si un avocat pouvait parler aussi longtemps, à lui tout seul, sous le régime de la clepsydre, il faut convenir que ce régime laissait encore une bien grande latitude aux parleurs, et que l'expédition des affaires n'y devait pas gagner beaucoup. Aussi paraît-il qu'il tomba en désuétude peu après le siècle de Trajan.

Qu'on me pardonne de m'être étendu aussi longuement sur l'histoire de la clepsydre ; mais comme pendant longtemps ce petit instrument joua un grand rôle dans le barreau romain, il m'a paru qu'il était à propos de compléter par d'autres documents les quelques indications qui m'étaient fournies à son sujet par les muses latines (1).

(1) Il paraît qu'au siècle de Prudence les juges qui statuaient sur les poursuites dirigées contre des chrétiens, martyrs de leur foi religieuse, avaient souvent affaire à des accusés qui, dans leur défense, ne leur épargnaient pas les paroles, et les effrayaient même, comme par une sorte de trombe oratoire,

Multo loquentis turbine... .. territus.

(Peri-Steph.)

Suivant le poète, ces juges ne voyaient pour leur imposer silence d'autre moyen que de les bâillonner :

His inlonantem martyrum
Judex profanus non tulit.

Revenons maintenant à nos poètes.

Il est clair, d'après ce que j'ai rapporté ci-dessus de leurs malédictions contre le bavardage oratoire, qu'ils étaient foncièrement ennemis de la loquacité du barreau, et probablement aussi quelque peu partisans de la *elepsydre*.

On ne saurait les en blâmer. En effet, rien ne devait être plus fastidieux que l'interminable longueur des discours de ce temps-là, si beaux qu'ils pussent être. A bien plus forte raison leur prolixité n'était-elle pas tolérable lorsqu'ils émanaient de quelqu'un de ces orateurs appelés par les Latins *oratores vocales*, qui parlaient beaucoup pour ne rien dire, qui ne savaient guère que donner de la voix,

Et sonitum potius quam verba audire videmur,
(LUCRET., IV.)

. Dal inania verba,
Dal sine mente sonum,

(VIRG., *Æneid.* X.)

et dont la faconde était ainsi caractérisée par Térence et par un vers parodié d'Horace,

Verba isthæc sunt.
(TER., *Phormio.*)

Conelamat : « Os obtrudite ;
Ne plura jactet improbus,
Vocem loquentis claudite. »
(*Peri-Steph.*)

Quelquefois ils employaient un procédé plus énergique, qui consistait à briser l'organe même de la voix, et ils donnaient l'ordre de perforer les issues par lesquelles elle doit passer pour pouvoir produire un son :

Aliter siere nescit oris garruli
Vox inquieta, quam iubam si fragero.
Verbosillalis ipse rumpatur locus,
Scaturientes perdat ul loquacitas
Sermonis auras, perforatis foliibus
Quibus sonandi nitita iex ponit modum.
Ipsa et loquentia verba torqueri volo.
(*Ibid.*)

Il n'est pas besoin de dire que Prudence était bien loin d'approuver ce violent et cruel système de compression de la verbosité et des abus de parole. Je ne rapporte ici ce qu'il en dit que pour montrer à quelles extrémités certains magistrats de son temps en étaient venus, en vue de couper court à la prolixité des parleurs.

Sunt verba et voces.... pretereaque nihil.

(Hon., *Epist.*, I, 1.)(1)

Mais les *minores caustidict* ne péchaient pas tous par excès de verbiage. Quelques-uns étaient atteints du vice contraire. Loin de trop parler, ils parlaient trop peu, et tournaient court, faute de pouvoir donner à leur cause tous les développements qu'elle comportait :

..... Os et lingua volenti

Dicere non aderant.

(Ov. *Met.*, V, 13.)

Ceux-là recevaient la fâcheuse qualification de *tenuis facundix rivus*.

D'autres avaient une telle difficulté d'élocution qu'un proverbe grec, latinisé, disait d'eux qu'un bœuf leur pesait sur la langue : *bos in lingua*.

Ces orateurs sans vocation, et même contre nature, ne devaient pas être rares dans un temps où l'on considérait comme une sorte de difformité de ne point savoir discourir en public, *Mutum et elinguem esse deforme habebatur*. Et cette opinion-là datait des premiers siècles de la république. Nous avons tous appris sur les bancs de l'école que L. Manlius Imperiosus, qui pendant quelques jours exerça la dictature, en l'an 393 de Rome, avait pris son fils en aversion, et l'avait condamné, comme un esclave, aux plus rudes travaux de la campagne, uniquement parce qu'il était *mutus et elinguis*, ou, suivant Tite-Live (VII, 4) « qui infacundior esset et « lingua impromptus. »

Il était naturel que sous l'empire de pareilles idées chacun voulût se mêler du métier de la parole, même ceux qui n'y avaient pas la moindre aptitude, et qui ne pouvaient que bégayer leurs discours, comme Tibère, dont Tacite caractérisait ainsi la manière de parler, « Compositus... et velut eluc-

(1) Pline le jeune désignait ainsi l'un de ces avocats : « Orator plurimis verbis, paucissimis rebus. Est illi pro copia volubilitas. » (*Epist.*, V, 20.)

« tantum verborum », ou comme cet autre dont il est dit dans l'*Agamemnon* de Sénèque :

... Nunc reluctantes
Parat reserare fauces.

Qu'on me permette d'ouvrir ici une assez large parenthèse pour y noter quelques faits historiques, portant témoignage de cette manie de parole dont les Romains étaient possédés. Dans le passage de Tacite que je viens de mentionner, il est dit que Tibère parla un jour plus facilement et avec plus d'entrain que d'ordinaire : « Ipse, compositus alias et velut « eluctantium verborum, solutius promptiusque eloque-
« batur. » (*Annal.*, IV.) Alors en effet les chefs de l'État se croyaient tenus comme tous autres de faire preuve de facultés oratoires. César, Auguste, Caligula et Claude étaient plus ou moins éloquents. Tibère lui-même, malgré sa difficulté de parole, ne manquait pas d'une certaine habileté dans ses discours. C'est encore Tacite qui nous donne ces détails : « Dictator Cæsar summis oratoribus æmulus; et Au-
« gusto prompta ac profluens, quæ deceret principem, elo-
« quentia fuit. Tiberius artem quoque callebat qua verba
« expenderet.... etiam C. Cæsaribus turbata mens vim dicendi
« non corrupit; nec in Claudio, quotiens meditata disserteret,
« eloquentiam requireres. » (*Annal.*, XIII, 3.) Néron fut le premier qui eut recours à l'éloquence d'autrui, celle de Sénèque. « Adnotabant seniores.... primum ex iis qui rerum
« potiti essent alienæ facundiæ eguisse. » (*Ibid.*) Et encore avait-il la prétention de savoir improviser : « Me non tantum
« prævisa, disait-il à Sénèque, sed subita expromere do-
« cuisti. » (*Ibid.*, XIV, 55.) Mais il paraît qu'il n'en voulait pas prendre la peine, et se faisait faire ses discours par son ancien précepteur. Plus tard on ne vit plus guère d'empereurs éloquents par eux-mêmes. Othon faisait aussi composer les discours qu'il avait à prononcer par un avocat dont on reconnaissait parfaitement la touche : « In rebus urbanis
« Galerii Thracali ingenio Othonem uti credebatur; et erant
« qui genus ipsum orandi noscerent, crebro usu celebre et
« ad iudicandas aures latum et sonans. » (*Id.*, *Hist.*, I, 90.)

On voit assez par ces documents de l'histoire que le souverain pouvoir lui-même n'affranchissait pas de l'obligation, consacrée de longue date par les usages nationaux, sinon d'être orateur, du moins de paraître l'être à l'occasion.

Les hommes, du reste, n'avaient pas seuls la manie dont je parle; quelques femmes en furent également atteintes. Plutarque raconte dans la vie de *Numa* que déjà sous le règne de ce prince une citoyenne romaine avait elle-même plaidé sa cause devant les juges; ce que voyant, le sénat fit consulter l'oracle d'Apollon pour s'assurer de ce que présageait cette excentricité, si contraire aux habitudes modestes et réservées des matrones de ce temps-là : « *Ecquid hoc exemplum Urbi portenderet.* » Je ne sais ce que répondit l'oracle; mais il paraît certain que par la suite cet exemple ne fut pas sans imitatrices. On cite une autre femme, *Amasia Sentia*, qui, accusée d'un crime capital devant le tribunal présidé par le préteur, fut aussi elle-même son propre avocat. *Hortensia*, fille du célèbre orateur Hortensius, contemporain et émule de Cicéron, avait hérité, dit-on, de l'éloquence de son père, et pour en donner la preuve elle plaida la cause des dames romaines devant les triumvirs, qui avaient condamné quatorze cents d'entre elles à déclarer les biens qu'elles possédaient, afin de les taxer pour les frais de la guerre. Son discours fut si touchant que les triumvirs lui accordèrent en partie gain de cause, en réduisant à quatre cents, le nombre de matrones qui seraient tenues de faire la déclaration exigée et d'en subir les conséquences. Il est rendu compte de ce fait par Valère-Maxime.

En traitant des actions et des goûts processifs des Romains, j'ai parlé, d'après le même historien, d'une certaine *Afrania*, femme d'un sénateur, plaideuse à outrance, dont la parole retentissait journellement dans les tribunaux de Rome. C'était, paraît-il, le procès incarné. Elle fatigua les juges à ce point que, dans la crainte que son espèce ne vint à se multiplier, il fut rendu, probablement par le préteur qui *de legibus quærebatur*, un édit faisant défense aux femmes d'exercer ainsi l'office d'avocat, même pour leur propre compte. Depuis lors cessa-t-on de voir à Rome des avocats féminins? Je ne voudrais

pas l'affirmer ; mais, quoi qu'il en soit, on peut juger, par ce que je viens de dire, que la passion de l'éloquence judiciaire était extrêmement répandue chez les Romains, puisqu'elle avait gagné jusqu'à des femmes.

Disons encore qu'entre autres dieux de la parole Rome, au rapport de Varron, en avait un auquel elle avait donné le nom de *Fabulinus*, et sous le patronage duquel les parents plaçaient leurs enfants dès qu'ils commençaient à bégayer quelques mots. Ils lui offraient des sacrifices afin d'obtenir de lui que ces enfants devinssent un jour des orateurs distingués. Mais il va sans dire que *Fabulinus* n'y pouvait rien, et qu'il ne donnait pas la vocation à ceux auxquels la nature l'avait refusée.

Je reviens aux *minores causidici*, ou plutôt aux avocats qui n'avaient pas le don de la parole ; car c'est de ceux-là qu'il était question avant la digression qu'on vient de lire.

Il paraît qu'il s'en produisait au Forum un assez grand nombre. Martial disait de quelques-uns d'eux qu'ils n'étaient pas capables de joindre trois mots ensemble, et que la statue de Marsyas (1) pouvait prétendre à aussi bon droit qu'eux au rôle de *causidicus* :

. . . junget vix tria verba miser.

(VI, 54.)

Ipsa potest fieri Marsya causidicus.

(II, 64.)

Ce poète se plaisait à les railler. Voici l'une des épigrammes qu'il écrivait contre eux : « Prononcer neuf mots en dix heures, c'est là, Cinna, ce qui s'appelle une belle et bonne plaidoirie. Mais voici que tu viens de demander à haute voix quatre clepsydres. Que de temps, ô Cinna, pour ne rien dire ! »

Hoc agere est causas, hoc dicere, Cinna, diserte,

Horis, Cinna, decem dicere verba novem.

(1) Cette statue de Marsyas, le joueur de flûte et le concurrent d'Apollon, était placée dans le Forum, auprès du prétoire. Les avocats qui gagnaient leur cause la couronnaient pour remercier ce dieu du succès de leur éloquence et pour le rendre favorable à leur déclamation, en sa qualité d'excellent musicien.

Sed modo clepsydras ingenti voce petisti
 Quatuor : o quantum, Cinna, tacere potes!

(VIII, 7.)

Ailleurs, il faisait ainsi la satire d'un avocat qui ne savait parler qu'alors que tous les autres vociféraient, et ne pouvait plus dire mot dès qu'il se faisait du silence. « Tandis que chacun crie à tue-tête, tu ne cesses de parler, Mævulus; et c'est par là sans doute que tu te prétends avocat. A ce compte-là, il n'est personne qui ne se puisse dire éloquent. Mais voici que le tumulte cesse : que n'en profites-tu, Mævulus, pour nous donner un échantillon de ton talent ? »

Dum clamant omnes, loqueris tu, Mævole, semper,
 Et te patronum causicumque putas.

Hæc ratione potest nemo non esse disertus.

Ecce tacent omnes : Mævole, dic aliquid.

(I, 98.)

Lorsque de tels orateurs étaient ainsi mis en demeure de faire leurs preuves, on les voyait balbutier péniblement quelques paroles, et le peu qu'ils en faisaient entendre n'était pas très-clair, comme il est dit dans ces deux passages de Prudence et d'Ovide :

Hic noster hærens sermo lingua debili
 Balbulit, et modis laborat absousis.

(PRUDENT., *Peri-Steph.*)

Intellecta parum confusaque verba fuerunt.

(Ov., *Metam.*, II, 14.)

« Comprenez-vous ce qu'il dit ? demande à son voisin un personnage du *Phormio* de Térence, auditeur d'un discours fort peu lucide. — Et vous ? répond l'interlocuteur. — Je n'y comprends rien, répond le premier. — Et moi, pas davantage, » ajoute l'autre :

Num tu intelligis hic quid narrat ? — Num, tu ? — Nihil. — Tantumdem ego.]

(V, 6.)

Telles étaient sans doute les observations qui s'échan-

geaient communément dans un auditoire condamné à écouter de pareils discoureurs.

Souvent, plus ils cherchaient à s'élever dans les hautes régions de l'éloquence, moins ils parvenaient à se faire comprendre ; si bien que la poésie les comparait à un puits dans lequel les regards ont d'autant plus de peine à plonger, qu'il est plus profond :

. Puteum puto te quoque, Quinti ;
Nam quanto altior es, tanto magis despiceris.
(VETTER. PORT.)

Encore s'ils n'eussent péché que par défaut de faconde et de clarté ; mais leurs efforts oratoires étaient parfois si plaisants que tout l'auditoire se prenait à rire :

Persius exposuit causam ; ridetur ab omni
Conventu.
(HOR., Sat., I, 7.)

Rien n'était pis pour ceux qui s'aventuraient *invita Minerva* dans la périlleuse carrière du barreau, ou qui s'y produisaient prématurément, que le redoutable accident ainsi défini par Quintilien, « *turpis titubationis et mediæ silentii infamia.* »

Les poètes latins devaient avoir vu de nombreux exemples de ce mortifiant échec ; car plusieurs d'entre eux le dépeignaient dans leurs vers, ou du moins y faisaient allusion en des termes qui peuvent très-directement s'appliquer à l'orateur restant court. Voici quelques traits de ce tableau :

Incipit effari, mediæque in voce resistit.
(VIRG., *Æneid.* IX.)
Cur facunda parum decoro
Inter verba cadit lingua silentio ?
(HOR., *Od.*, IV, 1.)
Ileu miserum ! dicturus erat, vox nulla secuta est.
(OVID., *Metam.*, III, 4.)
. Nec verba, diu tentata, sequuntur.
(STAT., *Theb.*, XI.)
Sidere percussa est subito tibi, Zoile, lingua.
(MART., II, 85.)

Hoc opus est, subito fias ut sidere mutus.

(MART., VII, 92.)

C'est assez généralement l'émotion, provenant de la timidité ou de la défiance en ses forces, qui frappe ainsi d'une sorte de paralysie l'esprit et la langue du parleur. Les poètes en ont fait ainsi la remarque :

Timor præpedit dicta lingue.

(PLAUT.)

. Vocem præcludit metus.

(PRÆD., I, 2.)

Obstupuit. et vox faucibus hæsit.

(VIRG., *Æneid.* III.)

Torpuerat gelido lingua retenta metu.

(OV.)

Tanta quies placidi, tanta est facundia Nervæ;

Sed cohibet vires ingeniumque pudor.

(MART., VIII, 70.) (1)

Quelquefois aussi c'est la désuétude de la parole ; car on sait que la parole se rouille chez ceux qui ne l'exercent pas. L'observation en était également faite dans les vers qui suivent :

Dicere sæpe aliquid conanti, turpe fateri,

Verba mihi desunt, dididicique loqui.

(OV., *Trist.*, III, 14.)

Scabrida nunc resonat mea lingua rubigine verba.

(FORTUNAT.)

Mais quelle que fût la cause, l'effet n'en était pas moins déplorable pour celui-là surtout qui se posait en improvisateur exercé. Les Romains en effet attachaient une sorte de honte et de ridicule à cette déconvenue oratoire. Ils disaient proverbiallement de l'orateur qui restait court, qu'il était tombé de sa monture, *de asino dilapsus*, et ils étaient plus portés à rire de sa chute qu'à s'en apitoyer. Quintilien, qui lui aussi sans doute avait été témoin de plus d'un accident de cette sorte, le caractérisait en ces termes : « Infe-

(1) Tacite exprime la même pensée dans ce fragment de ses *Annales* : « Proprio in metu, qui exercitatum quoque eloquentiam debilitat. » (*Annal.*, III.)

« lix verborum cavillatio accessit, et cursus ad singula vestigia restitit. » Et il ajoutait que c'était principalement quand elle arrivait au début du discours, que la chute était misérable, car quoi de plus honteux que d'échouer tout en sortant du port : « Turbari memoria, vel continuandi facultate destitui, nusquam turpius (quam in proœmio)... et pessimus certe gubernator qui navem, dum portum egreditur, impegit. »

Il paraît que les grands orateurs de l'antiquité redoutaient fort cet accident, parce que leurs discours étaient plutôt appris par cœur qu'improvisés. Pluie le jeune confesse qu'il avait toujours peur, en prenant la parole, de perdre le fil de ses idées. « Si bien préparé que je sois, disait-il, je ne suis jamais assez sûr de moi-même, pour n'être pas satisfait de voir ajourner l'affaire dans laquelle je dois plaider : » « Eximitur dies me gaudente, qui nunquam ita paratus sum « ut non mora læter. » (*Epist.*, V, 21.) Cette émotion du premier moment devait être assez commune chez les membres du barreau romain ; car ce même avocat, écrivant à l'un de ses confrères, lui adressait l'observation que voici : « N'est-il pas vrai que lorsque vous vous levez pour prendre la parole, vous éprouvez un sentiment de grande défiance en vous-même, que vous voudriez pouvoir non-seulement modifier votre plan, mais le changer du tout au tout ; et cela surtout alors que, parlant sur un grand théâtre, vous avez affaire à une foule nombreuse d'auditeurs, car il n'est pas jusqu'au menu peuple qui ne nous impose ? » « Nonne, quum « surgis ad agendum, tunc maxime tibi ipse diffidis ; tunc « commutare, non dico plurima, sed omnia cupis, utique si « lata scena et corona diffusior, nam illos quoque sordidos « pullatosque reveremur. » (*Epist.*, VII, 17.) Une pareille remarque est faite par l'un des personnages que Cicéron met en scène dans son livre *de Oratore* : « Equidem et in vobis », dit-il en s'adressant à ses interlocuteurs, qui, comme lui, sont des orateurs du premier ordre, « animadvertere soleo, et in me ipso sæpissime experior ut exalbescam in principiis dicendi et tota mente atque omnibus artibus contremiscam ; » à quoi l'un des interlocuteurs répond : « Sæpe, ut dicis, ani-

« *madverto, Crasse, et te et ceteros summos oratores, quam tibi par, mea sententia, nemo unquam fuit, in dicendi exordio permoveri.* » Dans ces lignes que je viens de transcrire, et que je m'abstiens de traduire parce qu'elles se comprennent aisément, Cicéron parlait certainement de lui-même, autant et plus peut-être encore que des autres; en effet il pâlisait et tremblait plus que personne au commencement de ses discours, apparemment parce qu'il avait le pressentiment qu'ils auraient pour juges les siècles futurs. Il ne s'en cachait pas : « *Semper equidem ego, disat-il dans son plaidoyer pro Cluentio, cum metu incipio dicere.* » — On raconte même qu'il donna un jour la liberté à l'un de ses esclaves, pour le récompenser de ce qu'il venait lui annoncer la remise d'une cause dans laquelle il ne se trouvait pas suffisamment préparé : « *Servo cuidam ex suis nuntianti dilatum esse diem libertatem donavit.* »

Cette profonde émotion que ressentaient au début de leurs plaidoyers la plupart des avocats de ce temps-là, et qu'ils avouaient ingénument, est la preuve qu'ils considéraient comme extrêmement chanceuse et périlleuse la pratique de l'art oratoire, et que, si forts qu'ils fussent, ils redoutaient toujours l'humiliation d'un échec.

Juvénal constate aussi que les orateurs qui allaient disputer à Lyon, auprès d'un autel établi dans cette ville, le prix d'éloquence fondé par Caligula, éprouvaient une frayeur égale à celle d'un homme qui par mégarde pose son pied nu sur une vipère :

*Palleat ut nudis pressit qui calcibus anguem,
Aut Lugdunensem rhetor dicturus ad aram.*

(Sat. 1.)

Il est vrai que ceux-là, lorsqu'ils succombaient dans la lutte, n'en étaient pas quittes pour une blessure d'amour-propre; car ils étaient forcés, en expiation de leur défaite, d'effacer leurs écrits avec l'instrument par lequel ils avaient failli, avec leur langue.

Devant les tribunaux, on n'infligeait pas une pareille peine aux avocats qui restaient court. Mais comme cet accident

n'arrivait guère, ainsi que le fait remarquer Quintilien, qu'à ceux qui, n'étant pas doués d'une imperturbable mémoire, voulaient se poser en improvisateurs, en débitant, comme coulant de source, ce qu'ils avaient appris par cœur, après l'avoir laborieusement composé à domicile, ou bien encore à ceux qui, n'ayant ni la faculté ni l'habitude de la parole d'abondance, étaient assez téméraires pour se livrer, en véritables aventuriers, aux hasards de l'improvisation, le ridicule les punissait du complet avortement de leurs présomptueuses tentatives; et c'était justice.

Passons maintenant à une autre catégorie de *minores causidici*, moins respectable et moins respectée encore par les poètes que celle dont nous venons de nous occuper, à la catégorie des avocats *aboyeurs*, comme il s'en voyait beaucoup à Rome, à l'époque de la décadence de l'éloquence judiciaire.

La qualification d'avocats aboyeurs, je ne l'invente pas; c'est à Cicéron que je l'emprunte.

Déjà en effet de son temps l'éloquence canine avait fait invasion dans le Forum, et Quintilien nous apprend que ce grand orateur disait des avocats qui la pratiquaient : « Ils ne plaident pas, ils aboient : » « Non agunt, sed latrant. »

« Je n'ai jamais fait grande attention, disait encore Cicéron, en parlant de l'un de ses confrères, à ce qu'il peut valoir comme orateur; tout ce que j'en sais, c'est qu'il a des poumons solides et merveilleusement exercés à la criailerie : « Quid in dicendo possit nusquam satis attendi; in clamando, « scio esse bene robustum atque exercitatum. »

C'est apparemment, d'après Cicéron, et par réminiscence de l'expression énergique et pittoresque dont il s'était servi pour qualifier certaines formes de plaidoirie qui l'avaient scandalisé, que des poètes ont écrit ceci :

Latrat et in toto verba canina foro.

(Ov., *Ibis*.)

Legicrepi iundum; latrant foro.

(*Poemata astronomica et geographica*)

Inde canina foro latral facundia toto.

(PRUDENT.)

Causidici latratores, rabulæque forenses.

(MANTUANUS.)

On appelait *rabulæ* ceux qui plaidaient avec une véhémence outrée jusqu'au point de s'enrouer, *usque ad ravim*, et dont la voix devenait rauque à force de crier. L'étymologie de ce mot est ainsi donnée par Festus : « Quum sint in ne-
« gotiis agendis acriora et pugnaciter loquantur, rabulæ ap-
« pellantur, quasi rabiosi, vel a ranona voce. » L'appellation de *rabulæ* leur venait donc de ce qu'on les comparait aussi à des grenouilles coassant ; et ceci peut nous expliquer un passage des *Métamorphoses* d'Ovide, où il est dit que les villageois changés en grenouilles par Junon, à laquelle ils avaient contesté le droit d'étancher sa soif en buvant de l'eau d'un lac, continuaient dans leur nouvel état d'exercer leurs affreuses voix à plaider leurs procès :

. Sed nunc quoque turpes

Litibus exercent linguas.

(VI, 8.)

Cette métaphore était probablement prise des plaidoiries qui se faisaient entendre dans le Forum contemporain de l'auteur des *Métamorphoses*.

Si l'on en était venu à comparer, en prose comme en vers, à des aboiements ou à des coassements les altercations des avocats, il est à présumer que leur façon de plaider était singulièrement crierde et bruyante. On a tout lieu de penser en effet que depuis l'époque où vivait Cicéron l'usage des clameurs et des vociférations s'était grandement propagé dans le Forum. Quintilien nous atteste qu'on le pratiquait assez généralement sous le règne de Domitien : « Sont qui-
« dam præduri ad hoc oris, ut obstrepant ingenti clamore,
« et medios sermones intercipient, et omnia tumultu con-
« fundant. — Non sibi videntur disertis nisi omnia tumultu
« ac vociferatione concusserint. »

Les poètes n'exagéraient donc pas lorsque, dans leurs vers, ils comparaient le Forum à une sorte de halle, dans laquelle

les avocats criaient à tue-tête, souvent tous ensemble, s'interrompaient réciproquement, et se livraient même de part et d'autre à des invectives. Écoutons-les sur ce sujet.

Juvénal, dans sa satire contre les femmes, en signalait une dont le bavardage était des plus assourdissants, et pour mieux caractériser la violence des coups redoublés de langue dont elle rebattait les oreilles de ses auditeurs, et qu'il assimilait à un charivari de sonnettes et de chaudrons, il disait qu'elle rendrait des points à un *præco* ou à un avocat; d'où la conséquence que selon lui les avocats étaient eux-mêmes fort criards d'ordinaire :

. . . . Nec caudicus, nec præco loquatur,
Altera nec mulier; verborum tanta cadit vis!
(Sat. 6.)

Martial, allant plus droit au fait, disait à un avocat connu pour se livrer à d'incessantes vociférations et pour avoir coutume de troubler ceux qui plaidaient par des murmures et des bruits importuns, qu'il n'agissait pas de la sorte pour rien, qu'il voulait faire acheter son silence :

Quod clamas semper, quod agentibus obstrepis, Heli,
Non facis hoc gratis; accipis ut taceas.
(I, 96.)

L'interrupteur, celui qui coupait la parole à ses adversaires, était ainsi noté par l'auteur du poëme sur la seconde guerre Punique :

. Mediamque loquentis
Bis conatus erat turbando abruptare vocem.
(Stl., II.)

Quant aux plaidoiries injurieuses et violentes, elles devaient être fort communes; en effet, la plupart des poëtes qui parlaient des débats judiciaires ne les désignaient guère que par les noms de *jurgia*, *convicia*, etc. Exemples :

Aspera sive Foro per litem jurgia tentent.
(MANIL.)
. . . Fori rabies et strictæ jurgia lingue.
(STAT.)

Lis erat; ingenti faciunt convicia voce.

(MART., IV, 46.)

Cette comparaison des plaidoiries au bruit confus et tumultueux de gens qui se querellent et s'injurient ne doit pas manquer de vérité; car Quintilien qualifiait à peu près de même la façon de plaider d'un grand nombre d'avocats de son temps. Il l'appelait : « *Impudens, tumultuosa, iracunda actio, omnibus indecora.* »

Comment ce mode indécent de plaidoirie vint-il à s'introduire dans le barreau romain? Les poètes nous le diront dans le paragraphe qui va suivre, et nous les trouverons encore en ceci d'accord avec les prosateurs qui se sont expliqués sur la question.

§ VII.

Causes de la décadence de l'éloquence judiciaire.

Ainsi que je l'ai déjà énoncé plus haut, il fut un temps où la plaidoirie, de même que la consultation, ne se pratiquait qu'en vue de la grande considération qu'elle procurait. Les jurisconsultes et les avocats consultaient alors et plaidaient gratuitement, en ce sens du moins qu'ils ne profitaient des services par eux rendus à leur clientèle que pour augmenter leur crédit et leur importance personnelle.

Le Digeste lui-même fait foi que les grands jurisconsultes estimaient qu'il en devait être ainsi, au moins pour la consultation. « La science du droit, y est-il dit, est trop grande et trop sainte pour s'abaisser jusqu'à se vendre » : « *Est qui dem sanctissima civilis sapientia, et quæ pretio nummario non sit æstimanda, nec dishonestanda.* »

Dans l'origine, on en disait autant du ministère de l'avocat. On n'admettait pas qu'il fût susceptible d'une rétribution pécuniaire. Les mœurs répugnaient à ce trafic de la parole, et la législation elle-même le prohibait. On sait qu'une loi, rendue sur la proposition du tribun du peuple Cincius, défendit aux avocats de convenir d'une

somme d'argent ou de recevoir des présents pour plaider une cause : « *Lege Cincia cavetur antiquitus ne quis, ob causam orandam, pecuniam donumve accipiat.* » (TACIT., *Annal.*, II, 5.) On trouvait que c'était bien assez pour eux de l'honneur et de l'influence qui leur étaient assurés, et par l'éclat de leur talent et par le patronage d'une nombreuse clientèle (1). On estimait d'ailleurs que l'éloquence, le plus noble et le plus beau des arts, perdait tout son lustre quand on la mettait à prix comme une marchandise; qu'on ne pouvait plus avoir confiance dans l'orateur qui ne visait qu'à tirer de gros émoluments de sa parole; que les procès seraient moins nombreux si les patrons des plaideurs n'étaient point payés; que l'usage des honoraires avait pour effet inévitable de fomentier les discordes, les délations, les haines, les injustices; qu'il en était des avocats comme des médecins : que ceux-ci faisaient leur profit des maladies, ceux-là de la fureur de plaider (2).

Tels furent les motifs de la loi *Cincia*, qui rendit obligatoire sous une sanction pénale la gratuité des plaidoiries.

Aussi longtemps qu'elle fut plus ou moins scrupuleusement exécutée, l'avocat se maintint à toute la hauteur de sa mission. Il plaidait dans l'intérêt de sa réputation d'orateur pour le moins autant que dans celui du client, ne se chargeait que de causes qui lui paraissaient justes, et, conservant toute son indépendance, n'éprouvait jamais la tentation de se subordonner aux exigences et aux passions du plaideur, non plus que de patroner le client riche ou puissant de préférence au client pauvre ou sans crédit. L'éloquence, n'étant guère cultivée que pour elle-même, se sauvegardait ainsi du mauvais alliage qui devait plus tard en altérer la pureté.

(1) « *Diserti hominis et facile laborantis, quodque in patris est mortis, multorum causas et non gravate et gratuito defendentis, beneficia et patrocinia late patent.* » (CIC., *De Officiis*, II.)

(2) « *Bonarum artium principem sordidis ministeriis foedari; ne fidem quidem integram manere, ubi magnitudo questuum spectetur. Quod si in nullius mercedem negotii tueantur, pauciora fore : nunc inimicitias, accusationes, odia et injurias foveri; ut, quomodo vis morborum pretia merentibus, sic fori tabes pecuniam advocatis ferat.* » (TAC., *Annal.*, II, 6.)

Mais cet âge d'or du barreau romain ne fut pas long. La loi *Cincia* prouve elle-même que dès avant l'époque où elle fut portée les *patroni causarum* cherchaient à faire argent de leur parole. Cette loi d'ailleurs ne produisit, comme tant d'autres, que fort peu d'effet. Un fragment de l'une des comédies perdus de Plaute semble témoigner qu'elle n'était guère respectée. Il y est dit : « Je ne connais ni la loi *Muneralis* (c'était le titre de la loi *Cincia*), ni la loi *Lenonia*, et je ne m'inquiète nullement de savoir si elle a été portée ou non :

Neque legem Muneralem, neque Lenoniam
Rogata fuerit necne floccid' aestumo.

On voit aussi par d'autres réflexions du même poète que dans le temps où il vivait, au sixième siècle de l'ère romaine, les patrons accordaient toutes leurs préférences aux clients dont ils pouvaient attendre autre chose que des récompenses purement honorifiques, telles que celle du *palmarium*. Le client était-il riche ou haut placé, sa cause leur paraissait excellente, si mauvaise d'ailleurs qu'elle pût être, et ils la soutenaient avec ardeur. Était-il pauvre, ils n'avaient pour lui, si bonne que fût sa cause, que froideur et indifférence. C'est du moins ainsi qu'en jugeait le Comique. Voici comment il s'en expliquait dans les *Ménechmes* : « Tous les patrons, quels qu'ils soient, même les meilleurs et les plus haut placés, veulent avoir une nombreuse clientèle. Que le client soit honnête ou ne le soit pas, peu leur importe. Ce qu'ils recherchent en lui, c'est la fortune beaucoup plus que l'honnêteté. S'il est pauvre, quelque bonne que soit sa réputation, ils le tiennent pour fort peu estimable : s'il est riche, fût-il le plus malhonnête homme du monde, c'est à leurs yeux le client le plus homme de bien. Aussi ceux qui ne respectent ni les lois, ni le droit, ni l'équité sont-ils toujours sûrs de trouver des patrons pleins de sollicitude pour leurs intérêts : »

. (patroni) uti quique sunt
Optumi, maxumi, morem habent hunc;
Clientes sibi omnes volunt esse multos;

Bonine, an mati sint, id haud queritunt.
 Res magis queritur, quam clientium
 Fides ejusmodi clucat.
 Si est pauper, alque laud malus, nequam habetur :
 Sin dives malus est, is cliens frugi habetur.
 Qui neque leges, neque æquum bonum unquam
 Colunt, sollicitos patronos habent.

Dans *Mostellaria*, un pauvre diable vient se recommander à un personnage dont il sollicite le patronage : « Salut, patron, lui dit-il. — Je ne tiens nullement, répond celui-ci, à des clients de ta sorte : »

..... Patrone, salve.
 — Nil moror mihi istius modi clienteis.

Près d'un siècle plus tard, Cicéron faisait entendre le même langage sur les gens de sa robe. « Quel est celui de nous, écrivait-il à son fils dans son traité *De Officiis*, qui ne préfère la cause d'un riche et d'un grand à celle du plus honnête homme, s'il est pauvre? Nous nous laissons presque toujours entraîner vers ceux de qui nous pouvons espérer la plus certaine et la plus prompte rémunération de nos services : « Quis est tandem, qui inopis et optimi viri causæ non anteponat, in opera danda, gratiam fortunati et potentis? A quo enim expeditior et celerior remuneratio fore videtur, in eum fere est voluntas nostra propensior (1). »

(1) Voici sur ce sujet un curieux passage de Montaigne : « Vous récitez simplement, dit-il, votre cause à un avocat ; il vous y répond chancelant et douteux. Vous sentez qu'il lui est indifférent de prendre à soutenir l'un ou l'autre party. L'avez-vous bien payé pour y mordre et pour s'en formaliser? Commence-t-il d'en estre intéressé? Y a-t-il eschauffé sa volonté? Sa raison et sa science s'y eschauffent quand et quand. Voilà une apparente et indubitable vérité qui se présente à son entendement. Il y découvre une tout aultre lumière, et le croit à bon escient, et se le persuade ainsi. »

On se rappelle aussi cette pensée de Pascal :

« Combien un avocat bien payé par avance trouve-t-il plus juste la cause qu'il plaide !

« Les avocats, lit-on encore dans *les treize livres des Parlements de Laro-*

Cicéron, comme on le remarque, semblait ici s'accuser lui-même d'avoir cédé à cet entraînement général du barreau. Ses biographes prétendent en effet qu'il pratiquait peu, dans l'exercice de sa profession d'avocat, l'antique désintéressement dont il faisait l'éloge et que la loi *Cincius* avait vainement tenté de remettre en usage.

Au commencement de l'empire, Horace parlait dans les mêmes termes que Plaute et Cicéron de cette prédilection des avocats pour les clients dont la cause et la réputation étaient mauvaises, mais dont la richesse promettait une large récompense. Dans la satire contre les captateurs de testaments, il donnait malicieusement à son apprenti *heredipeta* le conseil d'avoir grand soin, s'il était avocat, de toujours prendre en mains la défense du riche sans enfants, lorsqu'il appelait en justice un plus honnête homme que lui, et de laisser de côté, même quand elle serait la meilleure à tous égards, la cause du citoyen ayant des enfants ou une femme pouvant en faire :

Vivet uter locuples sine gnatis, improbus ultro
Qui meliorem audax vocet in jus, illius esto
Defensor. Fama civem causaque priorem
Sperne, domi si gnatus erit, fecundave conjux.

Horace montrait assez par ce langage qu'il réprouvait un pareil exercice du patronage. Ovide le réprouvait également et en termes fort énergiques. « Cette éloquence, disait-il, à laquelle on s'exerce soi-disant en vue de défendre l'innocence, ne sert plus en réalité qu'à protéger les méchants aux dépens des bons : »

Discitur innocuas ut agat facundia causas :
Protegit hæc sotes, immeritosque premit.
(*Trist.*, II.)

cheffavin, sont comme les languettes des balances, lesquelles inclinent toujours avec le plus pesant, et laissent le plus léger. »

Citons enfin, comme corollaire de ce qui précède, cette réflexion de Marmontel :

« Le style de nos procureurs est prolix; celui de nos avocats est diffus. Cela doit être quand on paye la longueur des écritures et l'abondance des paroles. »

Puis il ajoutait qu'il était honteux de faire acheter sa langue par de malheureux accusés :

Turpe reos empta miseros defendere lingua.

(Amor., I, 9.)

« Et le pauvre, que deviendra-t-il, disait aussi Martial, si faute de pouvoir payer un patron il ne lui est plus permis d'être client ?

Quid faciet pauper cui non licet esse clienti ?

(X, 10.)

Quintilien s'affligait, s'indignait même de cette profanation de l'éloquence. « Hélas ! s'écriait-il, ce n'est plus parce qu'il est le plus honorable et le plus beau des arts que l'art oratoire est pratiqué ; on ne s'y adonne plus que pour en faire un vil usage et pour en retirer de sordides émoluments : « *Non quia sit honesta ac pulcherrima, petitur ipsa (eloquentia) ; sed ad vilem usum et sordidum lucrum accingimur.* »

En effet, les mœurs puritaines de l'ancien Forum ne compaient plus alors que de bien rares adeptes. Parmi ceux qui demeuraient fidèles à ces vieilles traditions de désintéressement, on peut citer Pline le jeune, qui, de même que Quintilien, se plaignait amèrement de voir se vendre et s'acheter le ministère de l'avocat, et se flattait de n'avoir jamais pour sa part ni stipulé ni accepté un salaire quelconque de ses plaidoiries, pas même à titre de simple hospitalité : « *In causis agendis, non modo pactione, dono, munere, verum etiam xeniis semper abstinui.* »

Stace en préconisait un autre, dont l'éloquence avait aussi le précieux mérite de n'être point vénale :

—

Est et frequenti vox habilis foro ;

Vénale sed non eloquium tibi.

(Sylv., IV, 5.)

Mais ces conservateurs des traditions antiques n'étaient plus qu'en infiniment petit nombre. Depuis longtemps déjà, en dépit de leurs protestations, le *stipes advocatum* avait

prévalu dans les usages du Forum ; et il faut convenir que ce n'était pas tout à fait sans raison , car enfin toute peine mérite salaire. Les poètes eux-mêmes admettaient cette règle pour leur propre compte ; l'un d'eux disait « que tout labeur était ingrat quand il n'avait pas sa rémunération : »

Est labor ingratus quem debita præmia fallunt ;
(Ov.)

un autre , « que les bœufs n'aimaient point à traîner la charrue dans les champs stériles : »

In steriles campos nolunt iuga ferre juveni (1).
(MART., I, 108.)

Il était assez juste que les *causidici* s'appliquassent ces maximes, dont la poésie invoquait pour elle-même le bénéfice ; et ceux-là surtout, qui n'avaient pour vivre que le produit de leur travail , étaient bien excusables de chercher à tracer leur sillon dans un champ quelque peu fertile.

A ce propos, je crois devoir dire ici quelques mots des raisons qu'invoquaient les avocats qui pratiquaient le système contraire à celui de la loi *Cincia*. Elles sont rapportées dans les *Annales* de Tacite, et mises dans la bouche de deux sénateurs, membres du barreau, Suilius et Cossutianus, en haine desquels on voulait sous l'empereur Claude rétablir cette loi, oubliée ou méconnue depuis longues années.

A ceux qui prétendaient que la gloire était une suffisante récompense des services oratoires de l'avocat, *Qui famam in posteros præmia eloquentiæ reputabant pulcherrima*, ils répondaient que les présomptueux pouvaient seuls compter sur une éternelle renommée et se payer

(1) En vertu de cette maxime, les avocats en renom refusaient souvent de se charger des petites causes, sous prétexte qu'elles étaient trop au-dessous de leur talent. Quintilien s'en plaignait, et leur adressait cette remontrance : « Nec illo fastidio laborabit orator non agendi causas minores, « tanquam infra eum sint, aut detractura sit opinioni minus liberalis materia. »

de cet espoir. — Puis ils disaient que le faible avait toujours besoin d'un avocat pour se défendre contre le puissant; mais que le secours de l'éloquence ne s'obtenait pas gratuitement, attendu que pour donner ses soins aux affaires d'autrui il faut négliger les siennes; — que toute profession a pour but de procurer des moyens d'existence à celui qui l'exerce; qu'il en est ainsi de celle des armes, de l'agriculture, etc.; que nul n'embrasse une carrière avant de s'être assuré du fruit qu'il en pourra retirer; — et comme on leur objectait l'exemple des Asinius, des Messalla, des Æsernius, et des Arruntius, *ad summa proveclos incurrupta vita et facundia*, ils faisaient observer que ces grands avocats n'avaient pas eu de peine à faire preuve de désintéressement : Asinius et Messalla, parce que la guerre entre Antoine et Auguste les avait comblés de profits; Æsernius et Arruntius, parce que l'un et l'autre possédaient un riche patrimoine; — qu'ils en pourraient citer bien d'autres, tels que Claudius et Curion, qui d'habitude faisaient payer fort cher leurs plaidoiries; — que quant à eux, modestes sénateurs, ils se croyaient parfaitement autorisés à chercher dans la pratique des arts de la paix des ressources qu'ils ne pouvaient autrement se procurer. « Songez d'ailleurs, ajoutaient-ils, s'adressant à leurs collègues du sénat, devant lequel le débat s'agitait, songez aux avocats plébéiens. Comment pourraient-ils s'illustrer par la toge? Si vous ôtiez au talent sa récompense, le talent lui-même disparaîtrait (1). »

Il faut convenir que ces raisons n'étaient pas sans force.

(1) « Quem illum tanta superbia esse, ut aeternitatem famæ spe præsumat? usui et rebus subsidium præparari, ne quis inopia advocatorum potentioribus obnoxius sit. Neque tamen eloquentiam gratuito contingere; omitti curas familiares, ut quis se alienis negotiis intendat. Multos militiæ, quosdam exercendo agros tolerare vitam; nihil a quoquam ex peti, nisi cujus fructus ante providerit. Facile Asinium et Messallam, inter Antonium et Augustum bellorum præmiis refertos, aut ditium familiarum hæredes Æsernios et Arruntios, magnum animum induisse. Prompta sibi exempla quontis mercedibus P. Clodius aut C. Curio concianari soliti sint. Se, modicos senatores, quieta republica, nulla nisi pacis emolumenta petere. Cogitare plebem qua toga enitesceret. Sublati studiorum pretiis, etiam studia peritura. » (*Annal.*, II, 7.)

Quoi qu'il en soit, la grande majorité des avocats les approuvait. Bien peu furent amenés à plaider gratis, et pour la plus grande gloire de leur nom dans la postérité :

Gloria quantalibet quid erit, si gloria tantum est ?

(Juv.)

Quintilien lui-même, malgré son rigorisme à l'endroit du *stipes*, concédait jusqu'à un certain point que l'usage en pouvait être toléré. Voici quelle était sa doctrine.

Après avoir posé en principe, comme chose incontestable, que tout orateur qui avait de quoi vivre ne pouvait, sans encourir le reproche d'avarice sordide, *sine crimine sordium*, faire trafic de sa parole, il arrivait à examiner la question de savoir si l'avocat devait toujours plaider gratuitement, *gratisne oratori semper agendum sit* ? Et il se prononçait pour la négative, en ce sens du moins que pour l'avocat à qui son patrimoine ne fournissait pas de suffisants moyens d'existence il accordait non le droit d'exiger, mais la faculté de recevoir une rémunération de la part du client reconnaissant. Sa règle était enfin que si l'avocat pouvait sans déroger accepter un salaire, il ne devait pourtant ni le stipuler à l'avance ni le réclamer : « *Quædam honeste accipiuntur, quæ inhonestè petuntur.* » En effet, disait-il encore, l'acquiescement d'une dette de reconnaissance est l'affaire de celui qui doit : « *Ut gratus sit, magis ad eum pertinet qui debet :* »

Mais les nouveaux usages du Forum, qui avaient de fait abrogé l'ancienne loi que j'ai rappelée, allaient plus loin que cette concession de Quintilien. Ils admettaient comme règle générale que tout avocat pouvait être payé de ses soins ; et sous l'empereur Claude un acte législatif consacra cette règle, en autorisant les défenseurs à recevoir jusqu'à 10,000 sesterces, 2,000 fr. environ, pour une seule cause, après la conclusion du procès. Cette loi fut décrétée à la suite du débat qui s'engagea devant le sénat entre les partisans et les adversaires de la loi *Cincia*. Quelque peu touché des objections de Suilius et de Cossutianus, l'empereur Claude se borna à prendre la décision formulée comme il suit par Tacite : « *Capiendis pe-*

« cuniis posuit modum usque ad dena sestertia, quem
 « egressi repetundarum tenerentur. » (*Annal.*, XI, 7). —
 Depuls, et sous Néron, le débat se reproduisit, toujours à
 l'encontre de Suilius. Cette fois le sénat décréta le maintien
 pur et simple de la loi *Cincia*, en ces termes : « Ne quis ad
 « orandam causam mercede aut donis emeretur. (*Annal.*,
 XIII, 5.) Mais il en fut de ce sénatusconsulte comme de la
 loi *Cincia* elle-même : les usages du Forum ne tardèrent pas
 à reprendre le dessus.

Une troisième fois cependant, sous le règne de Trajan, la
 question fut de nouveau soulevée, à l'occasion d'un incident
 dont il est rendu compte par Pline le jeune, dans sa corres-
 pondance.

L'avocat Taseilius Nominatus, choisi par les députés de
 Vicente pour soutenir leur cause devant le sénat contre un
 ancien préteur, ne se présenta pas au jour indiqué, quoique
 d'après la déclaration de ses clients il eût reçu deux forts
 acomptes sur ses honoraires. Grand émoi parmi les sénateurs.
 Mandé par le préteur, l'avocat s'excusa tellement quellement,
 prétendant que s'il ne s'était pas présenté, c'est qu'il en
 avait été détourné par ses amis, qui jugeaient la cause très-
 épineuse et difficilement soutenable. Sur cette explication,
 on ne jugea pas à propos de sévir contre lui, et l'on se borna
 à lui enjoindre de restituer les honoraires qu'il avait reçus
 par avance. Mais le tribun du peuple Nigrinus profita de la
 circonstance pour s'élever énergiquement contre les pactisa-
 tions. La substance de son discours est ainsi rapportée par
 Pline le jeune : « Recitavit libellum disertum, gravem, quo
 « questus est vœnire advocaciones, vœnire etiam prævarica-
 « tiones, et lites coiri, et, gloriæ loco, poni ex spoliis civium
 « magnos et stultos redditus. Recitavit capita legum ; admo-
 « nit senatusconsultum. In fine, dixit petendum a maximo
 « principe, quia leges, quia senatusconsulta contemneren-
 « tur, ipse tantis vitiiis mederetur. » (*Epist.*, V, 14.) Peu de
 jours après, ajoute Pline, parut à ce sujet un rescrit du
 prince, dont la sévérité était adoucie par quelques tempéra-
 ments, « liber principis, severus, et tamen moderatus. »
 L'auteur ne fait pas connaître la teneur de ce rescrit ; mais

nous voyons dans une autre de ses lettres qu'à la suite de l'incident judiciaire dont je viens de parler, il fut pris une mesure qui probablement n'était que l'exécution des dispositions décrétées par l'empereur. Au moment, dit Pline, où allait commencer une audience du tribunal des centumvirs, survint un édit du préteur, *qui legibus quærit* (1), par suite duquel cette audience dut être levée et ajournée. L'édit en effet enjoignait à tous plaideurs de jurer par serment, avant d'être admis en justice, qu'ils n'avaient rien donné, ni rien promis, ni rien garanti à qui que ce fût pour la défense de leur cause. Il prohibait ainsi les pactisations, c'est-à-dire l'achat et la vente du ministère de l'avocat, et permettait néanmoins à celui-ci de recevoir de son client jusqu'à dix mille sesterces, mais seulement après l'entière solution du litige. « Hoc edicto, omnes quidquid negotii haberent, jurare, priusquam agerent, jubebantur, nihil se ob advocationem cuiquam dedisse, promississe, cavisse. His enim verbis et mille præterea, et vœnire advocationes, et emi vetabantur. Peractis tamen negotiis, permittebatur pecuniam, duntaxat decem millia, dare. » (V, 21.) A quoi Pline ajoute : « Rectissime fecit prætor.... Jura recognovit, senatusconsulta legit, reprimis fœdissimas pactiones; rem pulcherrimam turpissime vœnire non patitur. » D'où il suit que le rescrit du prince et l'édit du préteur n'avaient fait que remettre en vigueur les précédentes dispositions légales sur la matière, avec addition de mesures qu'on jugeait propres à mieux en assurer l'exécution.

Mais il advint de ces dispositions nouvelles ce qu'il était advenu des autres. Momentanément arrêtées peut-être, les pactisations reprirent bientôt leur cours habituel, probablement parce qu'il ne se trouvait que fort peu d'avocats qui consentissent à plaider pour autrui sans avoir l'assurance d'être payés de leur peine. Aussi deux poètes contemporains de Pline, et de même que lui très-hostiles au trafic de la parole,

(1) J'ai expliqué précédemment, en parlant de l'organisation des juridictions civiles, le sens dans lequel me paraissent devoir être entendus les mots, *qui legibus quærit*.

Martial et Juvénal, constataient comme un fait parfaitement avéré, le premier, que les avocats tendaient la main,

..... Petit et patronus;

le second, qu'ils se faisaient même payer de leurs consultations,

... Quid das, ut Cassum aliquando salutes?

(Juv., Sat., III.) (1)

Finalement, en dépit de la loi *Cincia*, des rescrits, des sénatusconsultes et des édits des préteurs, la prestation du ministère de l'avocat en vint à se classer dans la catégorie des contrats *do ut des*, et le *stipes advocacionum* dans celle des rémunérations exigibles : « On s'appuyait pour stipuler et réclamer le prix d'un plaidoyer sur ce mot de Caius Gracchus, rapporté par Aulu-Gelle : « Omnes qui verba facimus, aliquid petimus. » Seulement, on convint d'appeler cette rémunération du nom d'honoraire, attendu, disaient les jurisconsultes, que ce n'est pas à titre de salaire qu'elle est donnée, mais bien pour faire honneur à celui qui la reçoit. « *Dicitur honorarium, quod non mercedis, sed honoris causa datur. — Non de opera satisfit, sed honor recognoscitur.* » (*Digest.*) Distinction plus ingénieuse peut-être que sincère, mais qui enfin a prévalu.

Je parlerai plus loin des abus qui pénétrèrent dans le Forum à la suite des honoraires de plaidoirie et des pactisations. Pour le moment, rentrons dans la question qui fait le sujet de ce paragraphe, et voyons quelles furent, par rapport à l'éloquence judiciaire, les conséquences de l'usage qui la rendit vénale.

(1) Je ne dois pas dissimuler que l'un des commentateurs de Juvénal interprète ce fragment de la 8^e satire en ce sens que pour être admis à l'honneur de saluer un noble personnage, ses visiteurs étaient obligés de donner la pièce à ceux de ses esclaves qui faisaient l'office d'introducteurs. Mais je ne puis croire que tel soit le sens du passage. On s'expliquerait difficilement que des clients ou autres eussent consenti à se mettre en frais pour une visite de pure politesse. Il est bien plus naturel d'admettre qu'il s'agit là de clients qui allaient consulter leur patron, et qui lui payaient sa consultation.

Quintilien n'hésite pas à dire que l'art oratoire commença à dégénérer dès l'instant où la langue devint un instrument de gain et la parole une marchandise. Alors, dit-il, on mésuma de l'éloquence. Ceux qui passaient pour en être doués ne prirent plus souci des bienséances et des bonnes mœurs. Il arriva ainsi que, livrée pour ainsi dire au trafic, elle devint la proie des petits esprits et des petits caractères : « Ut primum
 « lingua cœpit esse in quæstu, institutumque eloquentiæ
 « bonis male uti, curam morum qui deserti habebantur reli-
 « querunt. Ea vero destituta, infirmioribus ingeniis velut
 « prædæ fuit. » Par suite, ajoute le même auteur, l'avocat abandonna son indépendance et sa personnalité pour s'identifier au client qui le payait, plaidant le plus souvent la cause comme l'aurait plaidée la partie elle-même, et s'inquiétant beaucoup plus de servir cette partie selon son goût que de se bien faire venir du juge : « Non semper ut ad-
 « vocati, sed plerumque ut litigatores, dicimus. — Compo-
 « siti non ad animum judicis, sed ad stomachum litiga-
 « toris. »

Ces dernières réflexions de Quintilien s'appliquaient à la manière de plaider qui se pratiquait de son vivant, sous Domitien.

Mais ce n'était pas nouveau. Longtemps auparavant, lorsque déjà le *stipes advocatorum* avait pris pied dans le Palais romain, lorsque déjà les patrons, dominés par l'esprit de lucre, visaient à se procurer des clients mieux pourvus d'argent que de probité, Plaute constatait que ces patrons épousaient souvent avec passion les plus détestables causes. Dans sa comédie des *Ménechmes*, il mettait en scène un avocat qui s'accusait d'avoir cédé à la pression d'un client riche, mais de mauvaise foi, et d'avoir défendu ses prétentions à outrance et par les plus pitoyables raisons. Voici le langage qu'il lui faisait tenir : « Aujourd'hui je me suis par trop vivement intéressé à l'affaire de l'un de mes clients. Il ne m'a pas été permis de dire quoi que ce fût à mon idée, tant il me tenait et me retenait sous sa main. Au milieu de débats de la pire espèce engagés devant le tribunal des édiles, j'ai plaidé sa cause, et présenté les moyens les plus retors, les plus

entortillés. J'en ai dit sur le procès beaucoup plus ou beaucoup moins qu'il ne convenait : »

..... Me hodie nimis sollicitum cliens
 Quidam habuit, neque quod volui agere quicquam
 Licitum est : ita me attingit, ita me delinuit.
 Apud sediles, prœliis factis plurimisque
 Pessimisque, dixi causam ; conditiones
 Detuli tortas, confragosas ; aut plus,
 Aut minus quam opus erat multo dixeram
 Controversiam.

En prêtant ce langage à un avocat, Plautc voulait sans doute faire voir à quel degré d'abaissement tombaient souvent ceux qui par intérêt se mettaient ainsi dans la dépendance et à l'entière dévotion d'un client, comme aussi à quels excès ils pouvaient se porter dans leur défense.

Cet effet produit sur les orateurs du Forum par la domination des plaideurs, auxquels ils prêtaient leur assistance moyennant salaire, est dépeint en termes plus incisifs et plus acerbes encore dans ce passage où Juvénal les représentait criant de toute la force de leurs poumons, alors surtout que le client était là, qui les écoutait et les serrait de tout près pour les mieux pousser à soutenir des titres et des prétentions d'une valeur plus que douteuse :

Ipsi magna sonant, sed tunc cum creditor audit
 Præcipue, vel si tetigit latus, acrior illo
 Qui venit ad dubium grandi eum codicis nomen.

(Sat. 7.) (1)

Ce n'était donc pas sans juste raison que Quintilien attribuait à l'usage des honoraires de plaidoirie le dépérissement de l'éloquence du barreau. L'honneur ayant cessé d'être l'unique mobile de la profession d'avocat et l'esprit de lucre

(1) Ce fragment de Juvénal me remet en mémoire le passage suivant d'un discours de rentrée du seizième siècle : « Il y en a des aucuns qui pensent acquérir quelque grande réputation envers le vulgaire, *per terribilem vocibus*, quand c'est qu'on dira d'eux qu'ils se savent bien opiniâtrer au soutien d'une cause, et qu'ils l'espousent avec passion ».

ayant pris sa place, la grande majorité de ceux qui exerçaient cette profession ne songea plus qu'à en tirer tout le profit possible. On négligea généralement le côté artistique de l'éloquence pour ne s'attacher qu'à son côté utilitaire. Le premier, disait-on, ne donne que la paille; c'est l'autre qui donne le grain :

Ex aliis paleas, ex istis collige grana.

(Prov.)

Aussi vit-on par la suite au Forum plus de parleurs que de véritables orateurs, comme aussi plus de praticiens que de vrais jurisconsultes.

Il en était ainsi dans les dernières années de la vie de Cicéron; c'est lui-même qui le déclare dans ce passage de son traité *de Officiis* où, après avoir loué l'ancienne coutume de la gratuité des plaidoiries, il ajoute que s'il ne craignait de se mettre personnellement en cause, il consignerait dans son écrit l'expression de la douleur que lui faisait éprouver l'interruption, pour ne pas dire la ruine complète du règne de l'éloquence; que d'ailleurs, après l'extinction des voix qui avaient illustré le Forum chacun pouvait voir combien minime était le nombre des avocats qui donnaient des espérances, combien moins nombreux encore étaient ceux qui faisaient preuve de facultés oratoires; combien, au contraire, se multipliaient les *minores causidici*, chez qui l'audace tenait lieu de talent : « Admonebat me res ut, hoc quoque loco, « intermissionem eloquentiæ, ne dicam interitum, deplora-
« rem, ni vererem ne de me ipso aliquid viderem queri. Sed
« tamen videmus, quibus extinctis oratoribus, quam in
« paucis spes, quanto in paucioribus facultas, quam in mul-
« tis audacia. »

Cicéron écrivait cela après la défaite de Pompée par César, lorsqu'il était lui-même retiré des affaires, et que, selon sa remarque, l'éloquence se trouvait reléguée et circonscrite dans l'enceinte des tribunaux, *Compingitur orator in judicia*. Alors les études du barreau n'étaient plus encyclopédiques comme par le passé; elles se bornaient au droit civil, et le plus grand éloge que l'on pût faire de la science

d'un avocat était d'en dire ce que plus tard Martial disait, en forme d'épigramme, d'un légiste de son temps :

Jure madens, longoque loqe limatus in usu.

(VII, 51.)

Voilà quels furent, au point de vue de l'éloquence judiciaire particulièrement, les résultats de la substitution du *stipes advocacionum* au simple *palmarium*, dont se contentaient originairement les avocats.

Il y en eut d'autres encore que je devrai signaler; mais avant de m'en expliquer, je crois à propos de dire ce qu'enseignent les poésies latines sur la nature du *stipes* ou des honoraires de plaidoirie, sur le plus ou le moins d'importance qu'avaient ces honoraires suivant le plus ou le moins de valeur, réelle ou présumé, du bénéficiaire, comme aussi sur les moyens employés pour gagner gros.

§ VIII.

Stipes advocacionum. — Ce qu'il était dans l'origine. — Ce qu'il devint par la suite. — Moyens de gagner gros. — Pactisations.

On pourrait supposer, d'après ce qui précède, que les honoraires une fois admis en coutume la profession d'avocat devint à Rome quelque peu lucrative, pour ceux du moins qui avaient su percer dans la foule et se procurer une clientèle.

Mais, s'il est permis d'en juger par ce qu'en disent certains poètes, qui écrivirent à une époque où l'*honorarium* avait obtenu son laissez-passer de la législation elle-même, il y a tout lieu de croire que pour le plus grand nombre des patrons le métier rapportait à peine de quoi vivre.

J'ai déjà noté un passage de Juvénal dans lequel ce poète demande quels profits les avocats retirent des services par eux rendus et de leurs sacs de procès, et pose en fait que les biens de cent d'entre eux formeraient tout au plus l'équivalent de ceux d'un seul homme de guerre.

Dans la même satire, le poète poursuit cette thèse, « Aussi

pâle qu'Ajax plaidant sa cause contre Ulysse devant les chefs de l'armée grecque, vous vous levez, dit-il aux avocats, pour prendre la parole dans l'intérêt d'une partie dont la condition libre est contestée, et dont la cause se débat sous la présidence d'un juge sans intelligence. Rompez-vous la poitrine, suiez sang et eau; que vous en reviendra-t-il? quel sera le prix de vos efforts? Oh! sans doute, on ne manquera pas de décorer de palmes vertes l'escalier qui conduit à votre logis; mais quoi après? Peut-être vous gratifiera-t-on soit d'un maigre jambon, soit d'un baril de mauvais poissons, soit de quelques oignons venus d'Afrique ou de cinq bouteilles de vin frelaté: »

Consedere duces. Surgis tu pallidus Ajax,
 Dicturus dubia pro libertate, Balbuco
 Judice. Rumpe miser tensum jecur, ut tibi lasso
 Figantur virides, scalarum gloria, palmæ.
 Quod vocis pretium? Siccus petasuculus, et vas
 Pelamydum, aut veteres, Afrorum epimenia, bulbi,
 Aut vinum Tiberi devectum, quinque lagenæ.

(Sat. 7.)

« Que si vous avez plaidé quatre fois le même procès, ajoute Juvénal, il se pourra que l'on vous donne une pièce d'or. Mais il vous faudra la partager avec le praticien qui vous aura aidé à comprendre l'affaire: »

Si quater egisti, si contigit aureus unus,
 Iude cadunt partes ex fœdere pragmaticorum.

(Ibid.) (1)

Ainsi, d'après Juvénal, pour la plupart de ceux qui de son vivant exerçaient la profession d'avocat les honoraires ne consistaient guère qu'en provisions de bouche, de qualité plus que médiocre. Son témoignage à cet égard est confirmé par celui de Martial.

Dans une épigramme contre un *causidicus* auquel il donne

(1) Les *pragmatici* étaient des praticiens qui venaient en aide aux avocats peu expérimentés et qui se chargeaient de leur expliquer la cause, au point de vue du droit et de la procédure, moyennant une remise sur les honoraires à percevoir.

le nom de Sabellus, ce poëte énumère les diverses espèces de présents que les clients étaient dans l'habitude de faire à l'avocat qui les avait défendus en justice. C'étaient du blé, des légumes secs, de l'épicerie, de la charcuterie, des figues, des olives, des oignons, du fromage, du vin cuit, le tout en très-petite quantité, quelquefois aussi des ustensiles ou autres objets mobiliers, tels que des vases en terre, plus ou moins grossièrement ciselés, ou une serviette ornée d'une garniture en étoffe pourprée. Le Sabellus de Martial avait reçu de tout cela, à l'occasion des saturnales; il en était heureux et fier, et publiait partout que pas un *causidicus* ne pouvait se flatter de pareille aubaine. En dix ans il n'avait pas vu de saturnales aussi fructueuses pour lui.

Voici le texte de cette épigramme. Je n'en cite qu'une partie, parce que les détails qu'elle contient, et que j'ai résu-
més ci-dessus, occuperaient ici trop de place :

Saturnalia divitem Sabellum
Fecerunt. Merito tumet Sabellus,
Nec quemquam putat esse prædicatque
Inter causidicos beatiorum.
Hos fastus animosque dat Sabello
Farris semodium, fabasque freisse,
Et thuris piperisque tres sellbras.

.....
.....

Saturnalia fructuosiora
Annis non habuit decem Sabellus.

(IV, 46.)

Nous voyons aussi, dans une autre épigramme de Martial, qu'à l'époque des kalendes certains clients se contentaient de porter à leur avocat quelques dattes, accompagnées d'un simple petit as :

..... Caryota kalendis
Quam fert cum parvo sordidus asse cliens.

(VIII, 33.)

Les honoraires se donnaient donc alors, principalement en nature. C'était tellement d'usage que l'épigrammatiste

lui-même estimait qu'un client, poursuivi pour cause de voies de fait commises à la suite d'une débauche de table, devait envoyer à son défenseur, à titre de rétribution de ses services, un assortiment de vêtements pour les repas :

*Pugnorum reus ebrizque noctis
Cenatoria mittat advocato.*

(X, 87.)

Il résultait naturellement de là que souvent il y avait encombrement de provisions de ménage chez l'avocat dont la clientèle était nombreuse, et que, ne pouvant pas les consommer, il était obligé, pour ne pas les perdre, de les vendre. « Ayant acheté des terres, disait Martial à un praticien du Forum, tu désertes, pour les exploiter, la chicane, qui jusqu'à présent avait été ta nourricière, et tu jettes aux orties ta vieille toge, qui te rapportait peu, mais du certain. Par le passé, tu avais coutume de vendre le froment, le millet, l'orge et les légumes secs que tu recevais de tes clients. Maintenant il te faudra, comme cultivateur, en acheter pour tes semailles : »

Jugera mercatus.

.

Deseris urbanas, tua prædia, Pannice, lites,

Parvaque, sed trite præmia certa togæ.

Fruentum, milium, pisanamque fabamque solebas

Vendere pragmaticus; nunc emis, agricola.

(XII, 72.)

Ceux qui recueillaient une pareille surabondance de présents en nature, et qui pouvaient ainsi convertir en numéraire le trop-plein des provisions dont leurs clients les gratifiaient, étaient un objet d'envie. Perse, dans l'une de ses satires, conseillait aux apprentis philosophes de ne point se laisser détourner de leurs études spéculatives, quelque peu lucratives qu'elles fussent, par cette considération que l'étude du droit était plus profitable et que le ménage de tels et tels avocats regorgeait à ce point d'épicerie, de jambons, de poissons salés, etc., monuments de la reconnaissance de leur clientèle, qu'une partie de ces copieux appro-

visionnements se gâtait, faute de pouvoir être consommée ou vendue en temps utile :

Disce; nec invidas quod multa fidelia pulet
In locuplete penu, defensia pinguibus Umbris,
Et piper, et pernae, Marsi monumenta clientis,
Menaque quod prima nondum defecerit orca.

(Sat. 3.)

Mais il n'était pas donné à tous d'être payés, même de cette monnaie-là. La plupart, selon toutes vraisemblances, ne se voyaient que bien rarement dans cet embarras de richesses.

L'avocat gagne-petit, celui à qui Plaute faisait dire, dans le *Stychus*,

Equidem hercle orator sum, sed procedit parum,

le *pauper causidicus*, dont le type était ainsi frappé par un vers rapporté dans l'*Anthologie*,

Causidicus pauper, media sub nocte lucubrans,

trouvait à peine dans l'exercice de sa profession de quoi se procurer du pain. Pour lui c'était une splendide récompense de ses veilles et de ses travaux que la petite somme nécessaire pour acheter la *tessera*, sorte de taille qui donnait droit à une allocation gratuite de froment dans les greniers publics. C'est ce que faisait remarquer Juvénal dans sa septième satire, où il engageait les rhéteurs ou professeurs de rhétorique, qui gagnaient moins encore que les avocats, à essayer du Forum, à passer de la théorie à la pratique, et à quitter l'ombre de leurs écoles pour descendre dans la lice judiciaire. Au moins, leur disait-il, vous aurez chance de pouvoir vivre, comme les *causidici*, à l'aide de la *tessera* :

Ergo sibi dabit ipse rudem, si nostra movebunt
Consilia, et vitæ diversum iter ingredietur
Ad pignam qui rhetorica descendit ab arte,
Summula ne pereat, qua vilis tessera venit
Frumenti; quippe hæc merces lautissima. . . .

Ces pauvres avocats étaient tellement considérés comme

des meurt-de-faim, qu'un simple *præco*, un crieur public, les supplantait dans la recherche d'un mariage sortable. « Deux préteurs, quatre tribuns, sept avocats, et dix poètes se disputaient la main d'une jeune fille, dit Martial, et la demandaient à son père. Celui-ci, sans délibérer aucunement, la donna, à qui? Au *præco* Eulogus. Ne fit-il pas sagement? ajoute le poète : »

Prætores duo, quattuor tribuni,
Septem causidici, decem poetas
Cujusdam modo nuptias petebant
A quodam sene. Non moratus ille
Præconi dedit Eulogo puellam.
Quod dignum fatuo, Severe, fecit?

(VI, 8.)

Observons qu'ici figurent, en compagnie des sept avocats évincés, des préteurs, des tribuns et des poètes. L'épigrammatiste entendait sans doute signifier par là qu'au point de vue des avantages pécuniaires de leur profession, les uns et les autres, pas même les magistrats, ne pouvaient soutenir la concurrence avec un *præco* (1).

Apprécient, ou plutôt déprécient ainsi qu'on vient de le voir, les ressources que pouvait procurer le métier de *causidicus* à la majeure partie de ceux qui le pratiquaient, les poètes, loin d'encourager leurs concitoyens à s'y livrer, semblaient prendre à tâche de les en détourner.

Voici une épigramme dans laquelle Martial, supposant qu'un avocat de province vient s'établir à Rome pour y exercer sa profession, lui représente que s'il persiste dans son projet, il courra grand risque de végéter, comme tant d'autres, dans une misérable condition.

(1) Le personnage du *Satyricon* dont j'ai parlé dans l'*Introduction*, et qui annonce l'intention de faire apprendre le droit à son fils, énumère les divers états auxquels il destine cet enfant. « S'il parvient, dit-il, à connaître le droit, j'en ferai ou un artiste, ou un barbier, ou un *præco*, ou, tout au moins un avocat. » « Quod si resolverit (jus), destinavi illum artificium, aut ton-

« sorium, aut præconem, aut certe causidicum. » (Ch. 45.)

Ce père, comme on voit, était dans les mêmes idées que le personnage de Martial.

« Quel motif, Sextus, ou quel espoir t'amène à Rome? Qu'y comptes-tu faire? A quoi prétends-tu? Réponds. — « J'y plaiderai, dis-tu, avec plus d'éloquence que Cicéron lui-même, et nul dans le triple Forum ne pourra rivaliser avec moi. » — Hélas! Atestinus et Caius y ont aussi plaidé; et tu sais que ni l'un ni l'autre n'ont pu payer la totalité de leur loyer » :

Quæ te causa trahit vel quæ fiducia Romam,
Sexte? Quid aut speras, aut petis inde? Refer.
« Causas, inquis agam, Cicerone disertior ipso,
Atque erit in triplici par mihi pæno foro. »
Egit Atestinus causas, et Caius : utrumque
Noras; sed neutri pensio tota fuit.

(III, 38.)

« Voulez-vous, disait à d'autres Juvénal, faire marchandise de vos paroles? Au lieu de rester à Rome, où le métier ne vous donnerait pas de quoi vivre, allez dans les Gaules ou, mieux encore, en Afrique, la mère nourricière des avocats » :

..... Accipiat te
Gallia, vel potius, nutricula caudiciorum,
Africa, si placuit mercedem ponere lingue.

(Sat. 7.)

Longtemps encore après, Ausone leur adressait cet avertissement : « Soyez défenseurs, s'il vous convient, et patronnez les accusés. Mais sachez bien que les clients reconnaissants sont fort rares » :

..... Esto patronus,
Et defende reos : sed gratia rara clientis.

(Ecl. 15.)

Faut-il cependant conclure de ce qui précède que tous les avocats, indistinctement, en étaient réduits à d'aussi mesquins honoraires?

Non assurément.

Martial lui-même, dans divers passages de ses épigrammes, donne à entendre qu'on pouvait faire fortune au barreau.

Ses amis lui conseillaient de laisser là le Parnasse et les Muses pour cultiver le Forum, où il trouverait plus aisément à s'enrichir qu'en faisant des vers. « C'est là, lui disaient-ils, que sonnent les écus : »

Is mihi, « Dives eris, si causas egeris, » inquit.

(III, 30.)

Quid tibi cum Cyrrha, quid cum Permesside nuda ?

Romanum propius divitiusque forum ;

Illic æra sonant.

(I, 77.)

Il avait reconnu sans doute qu'en effet mieux valait encore la profession d'avocat que celle de poète ; car on lit ceci dans l'un de ses écrits : « Si je voulais me mettre à défendre les temples de Saturne et à vendre ma parole aux accusés, plus d'un navigateur m'enverrait des tonnes de vin d'Espagne, et ma bourse se remplirait de toute espèce de monnaie : »

. . Si falceferi defendere templa Tonantis,

Sollicitisque velim vendere verba reis,

Plurimus hispanas mittat mihi nauta metretas,

Et fiet vario sordidus ære sinus.

(V, 16.)

Ailleurs, et dans une épigramme que je citerai tout à l'heure plus au long, il disait à un industriel qui venait de se faire avocat :

Nunc causas agis et ducena quæris,

(VIII, 16.)

Le mot de *ducena* doit s'entendre ici, suivant les commentateurs du poète, de *ducena millia sestertia*, lesquels formaient une assez grosse somme ; d'où il résulte que dans l'opinion de Martial il n'était pas sans exemple que l'on parvint à la fortune par le chemin du Forum.

Effectivement, quelques membres du barreau romain obtenaient pour prix de leurs services des honoraires considérables, et se créaient d'importantes ressources dans l'exercice de leur profession.

Sans parler du poète Maximien, qui, vantant son élo-

quence et ses succès au Forum, écrivait dans ses élégies, mais peut-être peu sérieusement, que sa langue avait été dignement récompensée,

Et data sunt linguae premia digna meræ,
(*Eleg.*, I.) (1)

on peut citer comme preuve de ce fait le discours du tribun du peuple qui, au rapport de Pline le jeune dans un passage noté plus haut, reprochait aux avocats en plein sénat de se créer aux dépens des citoyens des revenus considérables et assurés, *ex spoliis civium magnos et statos redditus*.

Ce que disaient Martial et Juvénal de la misère des avocats ne s'appliquait donc qu'au vulgaire du Forum, ou plutôt à ceux de ses membres, et ceux-là sans doute étaient fort nombreux, qui n'avaient point de savoir-faire ou qui n'étaient pas en position de mettre en œuvre les procédés nécessaires pour conquérir une clientèle lucrative.

Quels étaient ces procédés ?

Sur ce point encore de curieuses indications nous sont fournies par Juvénal et Martial.

Pour les habiles la règle était que l'enseigne fait la chalandise. Cette enseigne en effet, dit Juvénal, est ce que considère avant tout le plaideur. Il ne reconnaît pour bon avocat que celui qui a huit esclaves à ses ordres, une litière à sa suite, dix clients à ses côtés, et d'autres marchant en avant de lui pour lui faire honneur :

Respicit hoc primum qui litigat, an tibi servi
Octo, decem comites, an post te sella, togati
Antepedes.
(*Sat.* 7.) (2)

(1) Apulée, qui était avocat, se flattait aussi de s'être créé un joli revenu à l'aide des honoraires qu'il tirait de sa profession : « *Liberali Deum pro-videntia, jam stipendiis forensibus bellule solus.* » (*Métamorph.*, XI.)

- (2) L'enseigne fait la chalandise.
J'ai vu, dans le Palais, une robe mal mise
Gagner gros : les gens l'avaient prise
Pour maître tel, qui traînait après soi
Force chalands. Demandez-moi pourquoi.

(LA FONTAINE.)

Plus cette enseigne est riche, plus elle procure de clientèle. « La pourpre et les pierreries font valoir un avocat, et le font acheter plus cher : »

..... Purpura vendit
Causidicem, vendunt amethystina. . . .
(*Ibid.*)

« Il a tout à gagner à mener grand train et à se donner l'apparence d'une fortune qu'il n'a pas : »

..... Conveni illi
Et strepitu et facie majoris vivere census.
(*Ibid.*)

« Le public ne comprend pas que l'éloquence puisse aller de pair avec la pauvreté. Un orateur mal vêtu n'est point à ses yeux un orateur. Qui jamais admettra qu'un pauvre avocat tel, que Balbus, puisse bien parler ? »

..... Rara in tenui facundia panno.
Quis bene dicentem Balbum ferat ?
(*Ibid.*)

« Fussiez-vous un Cicéron, nul ne vous donnera deux cents sesterces pour honoraires de votre plaidoyer, s'il ne voit briller un gros anneau d'or à votre doigt : »

..... Ciceroni nemo ducenti
Nunc dederit nummos, nisi fulserit annulus ingens.
(*Ibid.*)

« Voilà pourquoi l'avocat Paulus avait grand soin de ne jamais plaider sans être pourvu d'une bague précieuse, dont il payait le loyer. Aussi était-il plus largement rétribué que ses confrères Cossus et Basilus : »

..... Ideo conducta Paulus agebat
Sardoniche ; atque ideo pluris quam Cossus agebat,
Quam Basilus.
(*Ibid.*)

« A Æmilius, dit encore Juvénal, on donnera le maximum d'honoraires autorisé par la loi. Pourquoi ? Est-ce parce qu'il

plaide plus éloquemment que d'autres? Point du tout. Ce n'est pas la supériorité du talent qui le recommande; mais le public admire sous le portique d'entrée de sa maison un char d'airain, attelé de quatre coursiers du même métal, sur lequel il est représenté lui-même dans l'attitude d'un fier guerrier prêt à lancer un javelot : »

*Emilio dabitur quantum licet (1); et melius nos
Egimus : hujus enim stat currus abeneus, alti
Quadrijuges in vestibulis, atque ipse, feroci
Bellatore sedens, curvatum hostile minatur
Eminus, et statua meditaturn proelia lusea.*

(*Ibid.*)

Il paraît que quelques-uns des avocats en renom de l'époque étaient dans l'usage de se décerner ainsi de leur vivant les honneurs d'une statue, afin de mieux se mettre en vogue; car Martial parle d'un *causidicus* pour qui se modelait dans les ateliers d'un sculpteur une statue d'airain représentant sa personne à cheval :

*Tum grave percussis incudibus æra resultant,
Causidicum medio quum faber apiat eque.*

(IX, 69.)

D'autres, suivant le même poëte, savaient se procurer parmi leurs confrères des partisans et des prôneurs en les invitant à leur table. « Quand la plèbe du barreau, disait Martial à l'un d'eux, te décerne des bravos si éclatants, ce n'est pas à ton éloquence, c'est à tes dîners qu'elle applaudit : »

*Quod tam grande sophos clamat tibi turba togata,
Non tu, Pomponi, cœna diserta tua est.*

(VI, 48.)

D'après Juvénal, la plupart de ceux qui prodiguaient ainsi leurs acclamations aux plaidoyers de certains orateurs étaient des bénéficiaires de la *sportula*, c'est-à-dire de la corbeille

(1) Juvénal entend parler ici du maximum de 10,000 sesterces, que les dispositions législatives dont j'ai parlé plus haut autorisaient les avocats à recevoir pour rémunération de leurs soins, après le jugement du procès.

dans laquelle les riches patrons déposaient à leur porte ou faisaient porter à domicile ce qu'ils donnaient à leurs clients pour leur dîner, soit en nature, soit en argent. Juvénal appelait cette corbeille *vocalis*, qui donne de la voix, parce que c'était à elle qu'étaient dues les bruyantes et louangeuses clameurs des applaudisseurs de tels et tels avocats. « Nous autres, disait-il, nous implorons le secours des dieux et des hommes par des cris pareils à ceux que font entendre les clients nourris par la *sportula* de l'avocat Fessidius, quand celui-ci plaide une cause au Forum : »

Nos hominum divumque fidem clamore ciemus,
Quanto Fessidium laudat vocalis agentem
Sportula.
(Sat. 13.)

On voudrait croire que tout ceci n'est que pure invention de la poésie ; mais ces traits de mœurs sont dépeints avec des caractères trop marqués de vérité, pour qu'on les puisse réputer de tous points imaginaires. Et quand Juvénal, décrivant, dans une autre partie de ses satires, les nombreux scandales dont la ville de Rome offrait l'affligeant spectacle, signale, entre autres, celui que causait certain avocat du nom de Mathon, lequel pour se donner des airs d'un gros personnage se faisait porter dans une litière neuve, toute remplie de son ampleur,

Causidici nova cum veniat lectica Mathoni,
Plena ipso,
(Sat. 1.)

quand il se récrie contre cet étalage d'un luxe d'emprunt, dont l'unique but était de se faire acheter plus chèrement, on sent qu'il n'inventait pas, et qu'il avait dû être témoin de ce qu'il flagellait ainsi de son fouet satirique.

D'ailleurs, d'autres écrivains du même temps, moins suspects d'exagération que les poètes, disaient de pareilles choses du barreau romain.

Nous lisons dans Quintilien qu'il y avait à Rome des avo-

cats dont le principal mérite consistait à se vêtir élégamment, et que le jurisconsulte Afer qualifiait l'un d'eux en ces termes : « *Homo in agendis causis optime vestitus.* »

Bien mieux, Pline le jeune rapporte dans l'une de ses lettres (II, 10) que quelques autres se composaient un auditoire d'applaudisseurs gagés, véritables entrepreneurs de succès oratoires. On ne pouvait pousser plus loin le charlatanisme.

C'est par de tels moyens qu'on se créait une célébrité, qu'on attirait à soi la clientèle, et qu'on obtenait ces gros honoraires appelés par *Lupercus*,

. . . . *Jurisonæ famosa stipendia lingue.*

(*De cupidit.*)

Il y avait loin de ces honoraires-là au modeste *stipes ad-rocationum*, qui n'avait plus cours que pour les avocats obscurs et sans savoir-faire.

Il paraît même qu'ils s'élevèrent quelquefois à un chiffre incroyable; car on lit dans Tacite que l'avocat Suilius, dont je parlais tout à l'heure, exigea d'un chevalier romain, pour plaider sa cause, jusqu'à 400,000 sesterces, et qu'encore il ne craignit pas de trahir les intérêts de ce malheureux plaideur, qui se suicida par désespoir dans la maison même de ce défenseur : « *Nec quicquam publicæ mercis*, dit l'historien, « *tam venale fuit quam advocatorum perfidia; adeo ut Sa-* « *nus, insignis eques romanus, quadringentis nummorum* « *millibus Suilio datis, et cognita prævaricatione, ferro* « *in domo ejus incubuerit.* » (*Annal.*, II, 5.) Ce fut ce scandale qui donna lieu, dans le sénat, au débat dont j'ai cité quelques passages. « Informé du fait, dit Tacite, le sénat réclama tout d'une voix le retour à la loi *Cincia* : » « *Consur-* « *gunt patres, legemque Cinciam flagitant.* »

On sait que ce débat se termina par un décret de Claude qui fixa le maximum des honoraires à 10,000 sesterces.

On s'explique aisément que dans un tel état de choses le conseil, donné par Quintilien, de s'en rapporter sur la question de rémunération au bon vouloir et à la générosité du client, n'ait pas été scrupuleusement observé, et qu'à

côté de l'usage de ces honoraires se soit introduit celui des pactisations.

J'ai déjà parlé des pactisations. J'ai dit qu'elles étaient formellement prohibées par les lois même qui sous l'empire avaient autorisé les honoraires, et qu'en dépit de ces prohibitions la coutume s'en était maintenue. C'est ici le lieu d'exposer comment et pourquoi elles se pratiquaient dans le barreau romain.

Ces pactisations ou conventions relatives à la quotité des honoraires, Quintilien les déclarait abominables, et jetait l'anathème sur ceux qui n'avaient pas honte d'en user, vis-à-vis surtout des accusés : « *Paciscendi ille piraticus mos*, » disait-il, et *imponentium periculis pretia procul abomi-* « *nanda negotiatio, etiam a mediocriter improbis aberit.* » Au jugement de cet écrivain, les pactisations étaient donc un véritable brigandage. Il ne comprenait pas qu'un défenseur pût s'abaisser jusqu'à spéculer sur le péril où se trouvait un accusé pour lui imposer le prix de l'assistance que celui-ci sollicitait. L'avocat d'une probité même médiocre et purement relative devait, selon lui, s'abstenir de cette turpitude.

Mais il avait beau dire; on n'en pactisait pas moins. Il le reconnaît lui-même, en donnant à cet abus dont il se plaint le nom de *mos*, ce qui veut dire qu'il était passé en coutume, au moins dans une certaine partie du Forum. C'est ce que constate également Martial dans une épigramme dont voici le sens : « D'où vient, Sextus, fait-il dire à un avocat, que tu ne m'envoies que mille sesterces, alors que nous étions convenus de deux mille ? Je n'ai rien dit, prétends-tu, et j'ai laissé ta cause sans défense. — Raison de plus de me bien payer, Sextus; car ne me dois-tu pas un dédommagement pour la honte de mon insuccès ? »

Egi, Sexte, tuam, pactus duo millia, causam.

Misisti nummos quod mihi mille, quid est ?

« Narrasti nihil, inquis, et a te prodita causa. »

Tanto plus debes, Sexte, quod erubui.

(VIII, 17.)

Dans cette espèce, imaginée par le poète, les honoraires convenus n'étaient payables qu'après le jugement de la cause. Était-il aussi d'usage, alors, de les faire payer par avance en tout ou en partie? Je ne le saurais dire, mes recherches ne m'ayant fourni sur ce point aucune donnée positive; et jusqu'à preuve contraire je dois croire que le barreau romain ne poussait pas aussi loin ses exigences.

Il est juste, d'ailleurs, d'ajouter, à sa décharge, qu'il avait souvent affaire à des clients dont on pouvait dire avec Ausone :

. Sed gratia rara clientis.

Leur affaire une fois terminée, les plaideurs se montraient généralement peu reconnaissants envers le défenseur qui les avait patronés. On a vu combien étaient modiques les honoraires que donnaient la plupart d'entre eux. Ils payaient mal, et quelquefois même ne payaient pas du tout. Plaute en faisait la remarque par rapport aux clients riches. De son temps les avocats dont le ministère était requis pour assister des clients de cette classe dans quelque circonstance embarrassante, soit comme défenseurs, soit comme témoins ou répondants, avaient souvent à se plaindre de donner leurs soins en pure perte aux affaires dans lesquelles ils étaient intervenus; car le comique faisait dire par l'un d'eux, qui s'était employé pour un riche plaideur et qui n'en recevait pour tout remerciement qu'un simple bonjour : « Il croit sans doute que je dois le servir à mes dépens. Mais nos riches sont ainsi faits : si vous leur rendez service, leur gratitude est plus légère que la plume; si vous avez le malheur de faillir envers eux, ils vous en gardent un ressentiment implacable : »

Nostro sibi servire nos censet cibo.

Verum ita sunt isti nostri divites :

Si quid bene facias, levior pluma est gratia.

Si quid peccatum est, plumbeas iras gerunt.

(*Pannulus.*)

De ces mêmes plaideurs qui ne payaient pas, et dont la race était toujours très-vivace au temps de Martial, ce poète, dans une épigramme plus méchante encore pour le

patron désappointé que pour son ingrat client, disait qu'ils avaient la goutte aux mains.

« Ce Diodore qui plaide est affligé de la goutte aux pieds. Mais il n'offre rien à son avocat; pour le coup, c'est aux mains qu'il a la goutte : »

Litigat et podagra Diodorus, Flacce, laborat.

Sed nil patrono porrigit : hæc chiragra est.

(I, 99.)

Ce fut sans doute par suite de cette ingratitude de bon nombre de clients que les pactisations devinrent en usage dans le Forum : tant il est vrai que le mal naît presque toujours d'un autre mal !

Mais quelque excusables que pussent être à certains égards ces précautions prises contre la méconnaissance possible des services rendus, elles n'en furent pas moins toujours vues chez les anciens avec une extrême déaveur, et ceux qui les employaient à leur profit, contrairement aux prohibitions des lois, encourageaient nécessairement la déconsidération publique. Or, comme elles étaient une des conséquences de la vénalité du ministère de l'avocat, on ne manquait pas de s'en prévaloir pour en conclure que la coutume des honoraires avait non-seulement affaibli, mais démoralisé le barreau.

§ IX.

Effets de l'usage des honoraires de plaidoirie. —

Démoralisation du barreau.

L'usage des honoraires engendra dans le barreau romain d'autres désordres non moins graves; et il ne se pouvait guère qu'il en fût autrement, l'abus arrivant toujours à la suite d'une tolérance quelconque.

Du moment en effet que le *stipes* fut toléré, sinon permis, nombre de malhonnêtes gens vinrent en entreprendre l'exploitation, et spéculer sur les besoins ou les passions des plaideurs pour leur vendre leur assistance au plus haut prix possible.

Il paraît certain, d'après les comédies de Plaute, que dans le sixième siècle de la république le Forum était en proie à la rapacité de ces avides mercenaires.

Je citais tout à l'heure quelques passages d'une scène des *Ménechmes* qui prouvent qu'on accusait alors les patrons de prêter leur appui à de très-mauvaises causes, en vue du profit qu'ils pouvaient en retirer.

Dans cette même scène on lit encore ce qui suit : « Il ne manque pas de ces hommes rapaces, tout remplis de l'esprit de chicane et de fraude, qui n'ont acquis ce qu'ils possèdent que par l'usure ou le parjure, et qui, ne craignant pas de nier en justice leurs obligations les plus certaines, ne songent qu'à plaider. A ceux-là les avocats ne font jamais défaut; dès que le jour est pris pour le jugement de leurs procès, ils ont des patrons tout prêts à couvrir leurs méfaits en soutenant leurs odieuses prétentions : »

Datum denegant quod datum est, litium
Pleni, rapaces, viri fraudulentum,
Qui, aut fenore aut perjuriis, habent rem
Partam. Mens est in querelis.
Juris ubi dicitur dies, simul
Patronis dicitur, quippe qui pro illis
Loquantur male quæ fecerunt. . . .

Parler ainsi des clients et des patrons, c'était dire que les uns n'étaient pas moins cupides que les autres.

Dans le *Pænulus*, où figurent des *advocati*, un personnage les dépeint comme il suit :

Hodie juris coctiores non sunt, qui lites creant,
Quam sunt hi qui, si nihil est litium, lites emunt (1).

(1) Ces expressions *juris coctiores* me rappellent une plaisanterie de Plaute, qui, jouant sur le mot *jus*, faisait dire à un cuisinier qu'il se pouvait prétendre docteur en droit, *doctor juris*, puisqu'il savait habilement composer une sauce.

Coctior juris, doctor juris.

On a vu dans la 4^e partie de ce livre que Claudien faisait un pareil jeu de mots à propos d'un juge.

Les mots *in jus vocare* étaient aussi à double entente et pouvaient se traduire par fricasser, mettre à l'étuve, etc.

Ceci, je crois, signifie que ces avocats, tout farcis de procédure, couraient après les litiges, en faisaient naître l'occasion, afin de les exploiter à leur profit, et en achetaient même, quand ils ne trouvaient pas moyen d'en susciter autrement.

On ne pouvait traiter plus durement son Palais. Mais pour être autorisé à tenir ce langage, même dans une comédie, il fallait bien qu'il y eût quelque chose de vrai dans le fait ainsi articulé.

Térence appliquait aux gens de loi, aux hommes de chicane, des qualifications non moins virulentes. En voici une que je rencontre dans *Phormio* :

Bonorum extorior, legum contortor....
(II, 3.)

Sous l'empire, les poètes en parlaient dans des termes bien plus méprisants encore. Je cite comme exemples ce mot de l'*Hercules furens* de Sénèque,

Hic clamosi ralhiosa fori
Jurgia vendens, improbus iras
Et verba locat,

et ces paroles que Prudence mettait dans la bouche d'un membre du barreau,

. Tenues avidus spoliabo clientes.
(In *Symmach.*, II.)

La prose au surplus en disait pis encore. C'est elle qui avait qualifié le métier de *piratica forensis*, *publicum in foro latrocinium*, *concessum latrocinium*, et qui appelait vautours en robe, *vulturii togati*, ceux qui l'exerçaient. Cette dernière qualification se trouve dans l'apostrophe suivante, adressée à des avocats par un personnage des *Métamorphoses* d'Apulée : « O vilissima capita, immo forensia peccora, immo vero *togati vulturii*. » (*Metam.*, X.) Et notez que l'auteur était lui-même avocat. C'est encore ce même auteur qui traitait comme il suit ceux de ses confrères qui soutenaient l'accusation portée contre lui : « Quæ etsi possunt ab his utiliter deblaterata ob mercedem, et auctoramento

« impudentiæ depensa haberi jam concessio quodam more
 « rabulis, id genus quo ferinæ solent linguæ suæ virus
 « alieno dolori locare. » (*Apologia*.)

Je pourrais citer bien d'autres diatribes des prosateurs, dans le même genre et sur le même sujet ; mais je m'en tiens à celles qui précèdent.

§ X.

Autres causes des désordres qui s'introduisirent dans le Forum. —
 Vains efforts pour y rétablir la discipline.

Cette complète décadence du barreau romain s'explique tout naturellement par la raison que la porte en était ouverte à tout venant, et que, nulle condition d'aptitude et de moralité n'étant exigée pour y être admissible, était avocat qui voulait.

Sous la république, bien que, suivant Plaute, les avocats peu scrupuleux fussent déjà en assez grand nombre, le déclassement des positions sociales n'en était probablement pas encore arrivé à ce point que le premier venu pût prendre la toge et plaider. Particulièrement à l'époque où brillaient Cicéron, Hortensius et autres grands orateurs, une sorte de pudeur et de respect humain devait faire obstacle à l'intrusion des indignes. Mais par la suite cette barrière morale ne les arrêta plus. Ils la brisèrent ; on ne se fit plus admettre au barreau, on y fit irruption de toutes parts : « Nunc, refractis pudoris et reverentiæ claustris, écri-
 « vait Pline le jeune, omnia patent omnibus ; nec indu-
 « cuntur, sed irrumpunt. » On y voyait entrer jusqu'à des hommes que leur ancien métier semblait devoir en exclure à tout jamais. Ce scandale n'échappa point à l'attention de Martial, qui en fit le sujet de deux de ses épigrammes.

L'une est adressée à un ex-boulangier qui s'était fait avocat. Elle débute ainsi :

Pistor qui fueras diu, Cipere,
 Nunc causas agis.

(VIII, 16.)

L'autre est dirigée contre un muletier qui cumulait sa profession avec celle de *causidicus*. En voici le sens : « Toujours, Attalus, on te voit conduire des procès et autres affaires. Que tu en aies, ou que tu n'en aies point, tu ne laisses pas de conduire ; car, si les causes et les affaires te manquent, tu conduis les mules : »

Semper agis causas, et res agis, Attale, semper.

Est, non est quod agas ; Attale, semper agis.

Si res et causæ desunt, agis, Attale, mulas.

(I, 80.)

Dans le *Satyricon*, il est parlé d'un avocat qui avant de prendre la toge était tout simplement portefaix. Pétrone prétend que celui-là avait en s'instruisant obtenu l'honneur de pouvoir lutter contre le plus célèbre avocat de l'époque. Mais il est probable qu'il n'en parlait ainsi que par dérision. Voici le passage : « Vides Phileronem, causidicum. Si non didicisset, hodie famem a labris non abigeret. Modo, collo suo circumferebat onera venalia ; nunc etiam adversus Narbonem se extendit. » (Chap. 45.)

Avec de telles conditions de recrutement, il était difficile que le personnel du barreau, la corruption des mœurs publiques aidant, ne tombât pas, à bien peu d'exceptions près, dans cet état d'abjection que signalaient les écrivains du temps.

Les législateurs et les tribunaux durent fréquemment recourir, pour l'épurer, à des mesures préventives et répressives. On trouve au Code de Justinien plusieurs textes portant que les aspirants à la profession d'avocat étaient tenus de subir l'épreuve d'un examen. L'un de ces textes est ainsi conçu : « Non aliter consortio advocatorum aliquis societur, nisi prius in examine clarissimi rectoris provinciae ex qua oriundus est, praesentibus cohortalibus, gesta conficiat, quibus aperte pateat cohortali vitae ac fortunae eumdem minime subiacere. »

D'autres textes nous apprennent que les magistrats pouvaient, lorsqu'il y avait lieu, prononcer contre les avocats la peine de l'interdiction perpétuelle ou temporaire :

« *Moris est advocacionibus præsidēs interdicere; et non-
 « nunquam in perpetuum interdicunt, nonnunquam ad
 « tempus vel annis metiuntur* ». Ils étaient de plus au-
 torisés à taxer les honoraires, en cas de contestation; car
 on avait fini par accorder aux avocats le droit de les ré-
 clamer en justice : « *Divus Antoninus rescripsit juris stu-
 « diosos, qui salaria petebant, hæc exigere posse. — In
 « honorariis advocatorum ita versari iudex debet, ut pro
 « modo litis, proque advocati facundia, et fori consuetu-
 « dine, et iudicii in quo erat acturus, æstimationem adhi-
 « beat, dummodo licitum honorarium quantitas non egre-
 « diatur. — Licita quantitas intelligitur, pro singulis causis,
 « ad centum aureos.* » (1)

Mais toutes ces mesures et ces précautions, soit qu'elles
 fussent insuffisantes par elles-mêmes, soit qu'on les appli-
 quât mal, soit qu'elles demeuraissent le plus souvent inexé-
 cutées, n'apportèrent que de faibles freins à la rapacité du
 barreau, ou du moins des praticiens qui l'avaient envahi.
 Si d'honnêtes avocats se firent remarquer encore au Forum,
 si de grands jurisconsultes y apparurent et y laissèrent des
 traces brillantes, ce ne fut guère que par exception. Les
vultures togati continuèrent d'y faire nombre; et il en fut
 ainsi sans doute jusqu'aux derniers temps de son existence.

Il semble même que cette plaie du barreau romain se soit
 communiquée traditionnellement, et l'on pourrait dire hé-
 rédiairement, à celui de l'Italie moderne; car des poètes
 italiens du quinzième siècle écrivaient en vers latins à l'en-
 contre des hommes de loi de leur pays des censures bien
 plus amères encore que celles de leurs devanciers de l'an-
 cienne Rome.

En voici quelques-unes, choisies entre beaucoup d'autres :

Per fora clamorosæ exercent improba lites.

(PAMPHILUS SAXUS.)

..... *Ventosaque verba*

Venali jactata foro.

(MICHAEL.)

(1) L'aureus valait, dit-on, 17 f. de notre monnaie.

Non sunt cauidicis voraciores
Qui silvas habitant lupi rapaces.

(SAXUS.)

Nummorum aucupium docti, legumque tyranni,
Acre patrocinium vendunt : producere causas,
Et lites proferre diu vindemia quedam est.

(MANTUANUS.) (1)

Je n'en ai pas fini encore avec les reproches que la poésie latine adressait au barreau romain. Il en est quelques autres qui me paraissent mériter une mention particulière, et qui vont être indiqués ci-après.

§ XI.

Mauvaise tenue de certains avocats.

J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer que le barreau romain attachait une grande importance à la bonne tenue de l'orateur, à quoi se rapporte ce fragment de Juvénal, que je citais tout à l'heure,

. Rara in tenui facundia panno.

Les maîtres de l'art enseignaient divers préceptes sur la manière de se poser devant l'auditoire, quand on s'appropriait à parler. Ainsi, il était de règle qu'après s'être levé pour prendre la parole, et avant de commencer son plaidoyer, l'avocat devait, durant un court intervalle de silence, porter ses regards autour de sa personne et disposer convenablement sa toge. Pline le jeune, rendant compte de plaidoyers

(1) C'est à peu près dans le même temps que l'on composait chez nous en l'honneur de saint Ives, patron de la Basoche, cet éloge si peu flatteur pour ses confrères,

Sanctus Ives erat Breio,
Advocatus et non laïro,
Res admiranda populo ;

éloge que s'appliquait Étienne Pasquier, en se faisant peindre sans mains, avec cette inscription mise au bas de son portrait :

Paschasio nulla hic manus est ; lex Cincia quippe
Causidicos nullas jussit habere manus.

prononcés par quelques-uns de ses confrères, les représente dans cette attitude de préparation oratoire : « Surgit, amicitur, incipit. » (*Epist.*, II, 3.) « Postquam se composuit, circumspexitque habitum suum. » (IV, 11.) Quintilien recommandait aussi, comme étant à la fois la plus naturelle, la plus décente et la plus modeste, la pose qu'Ovide prêtait à Ulysse, au moment où il allait prendre la parole pour soutenir sa cause contre Ajax :

Adstitit, atque oculos, paulum tellure moratos,
Sustulit ad proceres, expectatoque resolvit
Ora sono.

(*Metam.*, XIII.) (1)

Quelques avocats, soit dans des vues de spéculation, soit par travers d'esprit, poussaient jusqu'à l'exagération la plus ridicule l'observation de ces règles, et, parmi eux, le fameux rival de Cicéron, Hortensius, qui, dit-on, faisait consister tout le decorum de sa profession dans une savante disposition de son costume, et tenait tellement à l'irréprochable élégance de sa toilette, qu'un jour il intenta une action *injuriarum* à un de ses confrères, qui par mégarde l'avait heurté dans un étroit passage, et par suite avait dérangé la symétrie des plis de sa toge : « Collegæ de injuriis diem » dixit, quod sibi in augustiis offensu fortuito structuram » togæ destruxerat, et capital putavit quod in humero suo » locum ruga mutasset. » (*MACROB. SATURN.*, II, 9.)

(1) A une certaine époque, les avocats romains, ou du moins quelques-uns d'entre eux, étaient dans l'usage de sortir de leur place tout en parlant, de circuler dans l'espace laissé libre entre eux et les juges, et de s'avancer même jusque dans les rangs de ceux-ci. C'est de l'un de ces orateurs ambulants qu'on demandait, « par combien de mille pas il avait déclamé, » « quot millia passuum declamasset ? » pour dire, combien de temps avait duré son plaidoyer.

Nous savons aussi qu'il était reçu parmi les orateurs du barreau de gesticuler, non pas en frappant la barre comme aujourd'hui, mais en se frappant le front et la cuisse, et surtout en frappant la terre du pied, ce qu'on appelait *pedis supplotio*.

Mais aucun de ces détails n'est relevé dans les poésies, pas même dans celles de Martial, d'où il peut s'induire qu'on n'y trouvait pas alors matière à épigrammes.

Mais d'autres, au contraire, affichaient jusqu'au scandale le mépris de toutes bienséances. Au dire de Pline le jeune, un avocat du nom de Regulus, auquel on avait appliqué, en la renversant, la définition donnée par Caton de l'orateur honnête homme « *vir malus, dicendi imperitus* », avait pris l'habitude de se couvrir d'un enduit tantôt l'œil droit, tantôt l'œil gauche, suivant qu'il avait à parler soit pour le demandeur, soit pour le défendeur ; et cela par une manie superstitieuse, qui le rendait fort désagréable à ses confrères, comme à ses auditeurs. Un autre avocat était pris à partie et sévèrement gourmandé par Juvénal, pour cause de grande indécence dans sa tenue. Celui-là osait paraître à la barre comme accusateur de femmes adultères, et pérorer, n'ayant pour tout vêtement qu'une chemise d'étoffe fine et transparente, qui laissait apercevoir tout ce qu'elle était censée couvrir, et qu'on appelait *multitia*. « Que ne feront pas les autres, lui disait le poète, si, toi, tu ne crains pas de venir plaider dans ce simple appareil, au grand étonnement du public, contre les Procula et les Pollinea? »

..... Sed quid
Non facient alii, quum tu multitia sumas,
Cretice, et hanc vestem, populo mirante, perores
In Proculas et Pollineas?

(*Sat.* 2.)

« La température est brûlante ; j'étouffe, réponds-tu. Eh ! bien alors, plaide donc tout nu. Ce sera folie, mais, par cela même, il y aura moins de scandale. Quoi ! voilà sous quel accoutrement tu te montres à ces Romains, dont les uns, couverts de blessures, quittent leur camp, les autres leurs montagnes et leurs charrues, pour venir t'entendre ; et c'est vêtu de la sorte que tu portes devant eux la parole en faveur des loix et du droit ! Mais que dirais-tu donc si tu voyais ce semblant de vêtement sur le corps d'un juge ? Un témoin, je te le demande, oserait-il paraître devant la justice dans une pareille tenue ? »

..... « Sed Julius ardet ;
Œstuo. » — Nudus agas : minus est insania turpis.

En habitum quo te leges ac jura ferentem
 Vulneribus crudis populus modo victor, et illud
 Montanum positus audiret vulgus aralis!
 Quid non proclames in corpore judicis ista
 Si videas? Quæro an deceant multitia teslem?

(*Ibid.*)

Sous couleur d'un fait particulier, Juvénal faisait ici une censure générale dont bien des membres du barreau pouvaient sans doute prendre leur part. En effet, Quintilien, son contemporain, se plaignait, comme lui, du sans-gêne et de l'inconvenante tenue de beaucoup d'avocats de cette époque-là. Pétrone leur faisait un reproche plus grave encore ; il les accusait de venir parfois plaider et vendre leur parole, après avoir passé tout leur temps dans de cyniques festins :

Ipsi, qui cynica traducunt tempora cœna,
 Nonnunquam nummis vendere verba solent.

(*Satyr.* 14.)

Mais voyons d'autres griefs d'une nature moins excentrique.

§ XII.

Avocats trahissant les intérêts de leurs clients.

On n'a pas oublié ce mot de Tacite que j'ai mentionné ci-dessus : « Nec quidquam publicæ mercis tam venale fuit quam advocatorum perfidia. »

L'historien constatait par là que souvent les avocats romains trahissaient les intérêts de leurs clients.

Aux yeux des premiers législateurs, cette perfidie du patron était un crime, digne pour le moins d'excommunication et d'infamie. La loi des Douze Tables le déclarait en termes formels *Patronus, si clientis fraudem fecerit, sacer esto*. Et l'on sait que Virgile ajoutait à cette peine terrestre la redoutable sanction des châtimens posthumes, en plaçant aux enfers, à côté des violateurs de lois, les avo-

cats qui s'étaient rendus coupables de pareilles fraudes ,

. Quibus fraus innexa clienti.

(Æneid. VI.)

En effet, ce fut longtemps chez les Romains un principe sacré, et l'on pourrait presque dire un dogme de religion, que rien n'était plus inviolable que le patronage, dès l'instant qu'il avait été accepté.

Je dis accepté; car nul n'était tenu de patroner malgré lui : *Invitus nemo cogitur defendere*. Les tribunaux committaient quelquefois d'office un avocat; *Si non habebunt advocatum, ego dabo*, disait un édit des préteurs. Mais il me paraît que même dans ce cas le ministère du défenseur ainsi désigné d'office n'était pas obligé, et que la partie n'en devait pas moins obtenir son agrément. C'est du moins ce que l'on peut induire du passage suivant de l'une des lettres de Plin, où il est dit qu'un sénatus-consulte, on ne peut plus honorable pour lui, l'avait chargé de la défense de certains provinciaux, mais à la condition que ceux-ci obtiendraient son consentement : « *Factum est senatus consultum, per quam honorarium, ut daret provincialibus patronus, si ab ipso me impetrassent.* » (III, 4.) Aussi la formule par laquelle on invoquait le patronage d'un avocat était une prière. Les fragments qui vont suivre, et que j'emprunte à Plaute et à Térence, contiennent des expressions variées de cette formule :

. Transcurro ad forum.

Volo ego adesse hic advocatos nobis...

(TER., *Ennuch.*, IV, 6.)

. Quæro ut advocatus mihi adsis.

(PLAUT., *Amphit.*, IV, 3.)

Te suam rogavit ut ageres causam, et pro se diceres.

(TER., *Phorm.*, V, 5.)

Mea causa, causam hanc accipito.

(ID., *Hecyr.*)

Nunc ego te, in hac re, mihi oro adjutrix sis;

Ego me tuæ commendo et committo fidei;

Te mihi patronam cupio, Thais

(ID., *Ennuch.*, V, 2.) (1)

(1) Cette dernière demande de patronage est adressée à une femme, mais

C'était dans des termes parfaitement analogues que Pline le jeune parlait des demandes de patronage qui lui étaient adressées : « Ille me in advocacionem rogavit. (*Epist.*, I, 9.) Rogas ut agam Firmanorum causam, quod ego, quamquam plurimis occupationibus distentus, annitar. » (VI, 18.) (1) Ce dernier extrait, comme on voit, est une formule d'acceptation de patronage.

Cette acceptation une fois donnée, le contrat était formé ; le client était en droit de dire au patron,

Quæque tibi linguæ est facundia, confer in illud;
(*Ov.*, *Epist.*)

et le patron ne pouvait sous aucun prétexte désertier la cause à laquelle il avait promis son assistance. « Quoi ! s'écriait un personnage des *Adelphes* de Térence, à qui l'on proposait de plaider contre un client qu'il s'était engagé à défendre, quoi ! j'irais plaider contre celui-là même dont je suis l'avocat ! »

. Adversum illum causam dicerem
Cui veneram advocatus !
(IV, 5.)

évidemment dans la forme d'une pareille requête adressée à un avocat. Je trouve la même formule dans le texte suivant de Tite-Live : « Oravit ut causam miserorum civium acciperet. » (VII, 41.)

(1) Les avocats en renom étaient souvent fort embarrassés, lorsque, déjà surchargés des causes qu'ils avaient acceptées, d'autres clients venaient leur en offrir de nouvelles. Quelques-uns se disaient empêchés, et déclinaient ces surcroît d'occupations. Il paraît que Cicéron en agissait parfois ainsi ; car son frère Quintus, dans l'opuscule intitulé *De petitione consulatus*, lui recommandait de bien se garder de refuser des causes sous prétexte qu'il en avait trop d'autres à défendre. « Renvoyer le client de la sorte, lui disait-il, c'est s'en faire un ennemi. Promettez, sauf à ne pas tenir. Le client aime encore mieux se voir trompé que refusé. » Puis, il lui citait l'exemple de Cotta, avocat des plus ambitieux, qui avait pour système de tout accepter, se réservant de plaider la cause ou de ne la pas plaider, suivant qu'il le pourrait ou ne le pourrait pas. Les réflexions de Quintus sur ce sujet offrent un trait curieux des mœurs du barreau romain, ou plutôt de ceux des membres de ce barreau qui se faisaient de leur profession un moyen de parvenir aux plus hautes charges de la république. Mais je m'abstiens de citer ici les textes latins. Le lecteur qui désirerait les connaître pourra facilement les trouver dans l'opuscule que je viens de mentionner.

« N'est-ce pas grande misère, disait aussi sur ce sujet Publius Syrus, d'être trompé par son propre défenseur ? »

« Quam miserum est, ubi te captant qui defenderint ! »

Cela se voyait pourtant, même du temps de Plaute et de Térence. Du moins ces deux comiques produisaient-ils dans leurs pièces de théâtre de pareils traits de perfidie commis par des patrons au préjudice de leurs clients.

Un personnage des *Ménechmes* de Plaute, voyant que l'avocat qu'il avait choisi pour le défendre plaidait dans l'intérêt de sa partie adverse, lui rappelle qu'il oublie complètement son rôle : « Mais, lui dit-il, c'est de mon côté que vous êtes, et c'est pour lui que vous parlez : »

Hinc stas ; illinc dicis causam

Une autre manière de trahir et de perdre la cause du client était de la livrer à l'adversaire en gardant sciemment et volontairement le silence, et en le laissant parler tout seul, comme l'énoncent ces deux passages du *Phormio* de Térence et de l'*Asinaria* de Plaute :

. . . Scientem, tacitum causam tradere adversariis.

(TER., *Phormio*, I, 4.)

Et meam partem loquendi et tuam trado tibi.

(PLAUT., *Asinar.*, III, 1.)

Cette trahison de la part des défenseurs devait être assez rare sans doute. Mais si les deux comiques s'accordaient à la signaler, c'est que très-probablement ils l'avaient vue se pratiquer quelquefois.

La plus commune était de plaider dans l'intérêt de son amour-propre beaucoup plus que dans celui de la partie qu'on avait mission de défendre ; et celle-là, pour être moins criminelle, n'en était pas moins dangereuse. « Agere causas, » disait Quintilien, non ad utilitatem litigatorum, sed ad patronorum jactationem repertum est. » Ceux qui ne recherchent ainsi que pour eux-mêmes les applaudissements de l'auditoire, ajoutait le même auteur, perdraient plus volontiers leur procès que la satisfaction de faire entendre un

bon mot : « *Malunt causam perdere quam dieterium* » (1).

Perse faisait la même remarque dans sa première satire. « N'avez-vous pas honte, disait-il aux avocats, de ne pouvoir défendre la cause d'un malheureux dont la tête est en péril, sans vous préoccuper de vous-même et sans désirer d'entendre retentir à vos oreilles une chaleureuse approbation de vos paroles? — On accuse de vol Pedius. Comment son défenseur réfute-t-il cette accusation? Par des antithèses, par des périodes bien cadencées, par des figures de rhétorique qui ne visent qu'à l'admiration de l'auditoire : »

*Nilne pudet capiti non posse pericula cano
Pellere, quin tepidum hoc optes audire, decenter?*
— Fur es, ait Pedio. — Pedius quid? Crimina rasis
Librat in antithetis, doctus possuisse figuras;
Laudatur : « *Bellum hoc.* »

Ces observations de Perse, jointes à celles de Quintilien, autorisent à croire que les avocats donnaient assez généralement dans le travers dont se plaignaient ces deux auteurs. J'en trouve un autre témoignage dans ce passage d'une lettre de Pline le jeune, qui, lui, contrairement à l'avis de Quintilien, dont il avait été l'élève, admettait que l'avocat pouvait quelquefois plaider dans l'intérêt de sa réputation et de sa gloire, c'est-à-dire plaider sa propre cause : « *Æquum est agere nonnunquam gloriæ et famæ, id est, suam causam.* » (VI, 29.) On peut juger en effet par sa correspondance qu'assez fréquemment il plaida de la sorte, *ad majorem suam gloriam*; mais il ne paraît pas qu'il ait jamais pour cela sacrifié les intérêts de ses clients, et tout porte à croire qu'il savait les concilier avec le sien.

Quintilien faisait aux avocats un autre reproche : c'était celui de ne point suffisamment apprendre leurs causes, et souvent même de ne les point apprendre du tout; de parler beaucoup, de crier très-fort en dehors de la question, de déclamer plus ou moins éloquemment, sans le moindre profit pour l'affaire. Presque tous, disait-il, soit par paresse,

(1) « Ils aiment mieux que le monde estime qu'ils aient bien parlé que bonne cause. » (Larocheflavin.)

soit sous le prétexte de leurs grandes occupations, soit par vanité et pour se donner l'air de comprendre au premier mot l'affaire la plus compliquée, se contentent de donner audience au plaideur la veille du jugement, parfois même à la barre, *inter subsellia*. D'autres ne veulent pas même voir le client, et se font instruire superficiellement de sa cause par des intermédiaires. D'autres enfin, et c'est la pire de toutes les méthodes, se contentent de s'instruire de l'affaire sur simples notes, fournies soit par le plaideur lui-même, qui le plus souvent manque de lumières, soit par quelqu'un de ces avocats novices qui, bien qu'incapables de plaider eux-mêmes, remplissent en ceci la fonction la plus délicate et la plus difficile peut-être du métier. Après quoi, ajoute Quintilien, ces habiles maîtres s'en viennent plaider sur ce qu'ils ne savent pas ou ne savent que fort imparfaitement : « et cum multa, et diserte summisque clamoribus, quæ neque ad judicem, neque ad litigatorem pertineant, decantaverunt, bene sudantes, beneque comitati, per forum reducunt » (1);

Et tunc mirifice sperabant se esse locutos.

(CATULL., *Carmen* 85.)

(1) Voici le passage de Quintilien que je viens d'analyser :

« Discenda: causæ ratio paucissimis cura est. Nam, ut tacem de negligentibus, quorum nihil refert ubi litium cardo versatur, dum sint quæ, vel extra causam, et personis ac communi tractatu locorum occasionem clamandi largiantur; aliquos et ambitio pervertit, qui, partim tanquam occupati, semperque aliud habentes quod ante agendum sit, pridie ad se venire litigatorem, aut eodem matutino jubent. Nonnunquam etiam inter ipsa subsellia didicisse se gloriantur, partim jactantia ingenti, ut res cito accepisse videantur, tenere se et intelligere pene priusquam audiant nentiti. Et cum multa, et diserte summisque clamoribus, quæ neque ad judicem neque ad litigatorem pertineant decantaverunt, bene sudantes beneque comitati, per forum reducuntur.

« Ne illas quidem tulerim delicias eorum qui doceri amicos suos jubent : quanquam minus mali est, si illi saltem recte discant, recteque doceant. Sed quis discet tam bene quam patronus?

« Pessimæ vero consuetudinis libellis esse contentum quos composuerit aut litigator qui confugit ad patronum, quia liti ipse non sufficit, aut aliquis ex eo genere advocatorum qui se non posse agere confitentur, deinde faciunt id quod est in agendo difficillimum... Deinde deprehenditur

Tout cela, c'était, au jugement de Quintilien, de la félonie au premier chef. C'était véritablement faire fraude au client ; car l'avocat ne lui doit pas seulement sa parole et ses clameurs, il lui doit tout ce qui peut aider au soutien de sa cause : « Orator non clamorem modo suum causis, sed etiam « quæ profutura sunt debet. »

Un dernier manquement aux devoirs du patronage procédait de la négligence du patron, qui parfois oubliait et son client et la cause que celui-ci lui avait confiée. Dans *l'Eunuque* de Térence, un personnage qui avait tout lieu de craindre que l'avocat chargé de plaider pour lui n'oubliât de se présenter au jour fixé pour le jugement du procès, s'adresse au fils de ce patron, et lui dit : « C'est demain que vient mon affaire. Ne manquez pas de rappeler à votre père qu'il s'est engagé à plaider ma cause : »

..... Cras est mihi

Judicium. — Quid tum? — Ut diligenter nunties

Patri advocatus nunc mihi esse ut meminerit.

(II, 3.)

Je crois que par cette recommandation Térence a voulu faire entendre que l'avocat ne se souvenait pas toujours de la promesse qu'il avait faite de prêter son ministère et qu'il était quelquefois besoin de la lui remettre en mémoire.

C'était là encore une sorte de trahison, sinon par commission, du moins par omission.

« patronus, et causam quam discere ex suis litigatoribus noluit, ab adversariis discit. »

(*Institutiones oratoriae*, L. 12, cap. 8.)

Beaumarchais, qui connaissait son Palais et qui vraisemblablement avait eu affaire, lors de ses démêlés avec la justice, à des avocats de ce genre-là, plus soucieux de se faire valoir personnellement que de se rendre utiles au client, leur décoche le trait que voici dans *le Mariage de Figaro* :

« Le client un peu instruit sait toujours mieux sa cause que certains avocats, qui suent à froid, crient à tue-tête, et, connaissant tout hors le fait, s'embarrassent aussi peu de ruiner le plaideur que d'ennuyer l'auditoire et d'endormir messieurs ; plus boursoufflés que s'ils eussent composé *l'Oratio pro Murena*. »

« On cherche les apparences vaines au lieu des effets, dit Larocheffavin, les paroles au lieu du sens, l'applaudissement au lieu de la victoire. »

§ XIII.

Avocats plaidant le faux.

Un dernier grief de la poésie latine contre le barreau était celui-ci : elle l'accusait de plaider le faux et de le plaider sciemment.

Cette grave incrimination ne lui était point épargnée sur la scène théâtrale.

Dans le *Phormio* de Térence, l'un des personnages engage son défenseur à employer pour le soutien d'une mauvaise cause qu'il lui confie toutes les finesses, toutes les ruses dont il avait fait usage dans une autre affaire du même genre.

« Vous souvenez-vous, lui dit-il, de la manière dont vous vous y prîtes naguère pour défendre l'auteur d'une méchante action? Rien de plus juste que la cause, prétendiez-vous, rien de plus facile à gagner; l'affaire est excellente. — Il m'en souvient, répond l'avocat. — Eh bien, reprend le client, procédez de même dans le procès actuel, et, s'il se peut, faites mieux encore; soyez encore plus retors : »

Meministin'olim ut fuerit vostra oratio

De re incipienda ad defendendam noxiam?

« *Iustam illam causam, facilem, vincibilem, optumam?* »

— *Memini. — Hem! nunc ipsa opus est ea, aut, si quid potest,*

Melior et callidior.

(Act. I, sc. 4.)

Dans la même pièce, un autre avocat plaide le faux et le plaide si habilement qu'un auditeur, qui connaît la cause à fond, se prend à dire : « Si je ne savais à quoi m'en tenir sur l'affaire, je croirais, sur ma foi, qu'il plaide le vrai : »

Ni nossem causam crederem vera hunc loqui.

(II, 1.)

En effet, suivant la judicieuse observation de Juvénal, il y a une certaine manière de dire qui en impose assez généralement aux auditeurs. Il suffit souvent de payer d'audace dans une mauvaise cause, et de la soutenir jusqu'au bout avec

une apparente ardeur, pour faire croire qu'on y a grande confiance, et qu'on la juge imperdable,

Nam quum magna male superest audacia cause,
Creditor a multis fiducia ;

(Sat. 13.)

et c'est pourquoi ceux qui plaidaient le faux, au dire du même poète, le plaidaient avec une telle véhémence que leurs lèvres écumaient et que la bave en découlait sur leur sein :

Tunc immensa cavi spirant mendacia folles,
Conspuiturque sinus.

(Sat. 7.)

On disait de ces avocats, qu'ils étaient capables de faire du blanc le noir et du noir le blanc, et j'imagine qu'Ovide et Juvénal les avaient particulièrement en vue lorsqu'ils écrivaient ce qui suit :

Qui facere assuerant.
Candida de nigris, et de candentibus atra.

(Ov.)

Vivant Artarius illic

Et Catulus maneat, qui nigra in candida vertunt.

(Juv., sat. 3.)

Salluste les qualifiait fort sévèrement. « Ce ne sont point des orateurs, disait-il, mais des contrefacteurs, des falsificateurs de toutes choses : « Non oratores, sed cujuslibet rei « simulatores ac dissimulatores. »

Ce vers de Juvénal,

Dic aliquem, sodes, dic, Quintiliane, colorem,

(Sat. 6.)

s'adressait à un défenseur qui s'ingéniait à trouver des excuses même pour les délits les plus inexcusables, et qui pouvait dire avec Perse,

. . . Per me equidem sint omnia protinus alba.

(Sat. 1.)

Le prophète Ésaïe anathématisait, par une imprécation

bien connue, ce genre d'habileté oratoire : « Væ vobis qui
« dicitis malum bonum, et bonum malum, dulce amarum,
« et amarum dulce, qui ponitis lucem tenebras, et tenebras
« lucem ! (1). »

C'était aussi, je pense, par rapport à ces habitudes de subtilité, de dissimulation et de mensonge, appelées par Tacite *calliditas fori*, que Martial écrivait, dans ses épigrammes, à l'encontre des avocats cette réflexion quelque peu impertinente :

Os male caudicibus olet.

(II, 30.)

Mais on se demande comment ils eussent pu faire pour éviter de tourner le blanc en noir et le noir en blanc. Cicéron n'en voyait guère le moyen ; et en conséquence il admettait que l'orateur pouvait, sans trop déroger à la dignité de son état, se permettre quelque peu de dissimulation : « Simu-
« lare non dedecet oratorem. » L'auteur du *Carmen ad Pisonem* était apparemment aussi de cet avis, puisqu'il vantait chez Pison les artifices d'éloquence à l'aide desquels il parvenait à effacer le crime le plus avéré :

Et capitale nefas operosa diluís arte.

Constatons toutefois que la plupart des poètes se montraient plus rigoristes à cet égard. L'un d'eux, qui s'y connaissait, car on prétend qu'il avait été avocat lui-même, Prudence, maintenait encore, au quatrième siècle de notre ère, que le barreau n'avait appris à plaider le faux que lors-

(1) Rabelais plaçait au nombre des suppôts du démon les gens de loi qui s'appliquaient ainsi à prouver qu'il fait jour quand il fait nuit, et réciproquement : « Le calomniateur infernal, dit-il, souvent s'est transformé en messaiger de lumière, par le ministère des pervers avocats, conseillers, procureurs et aultres. Tel suppôt tourne le blanc en noir, et fait fantasmiquement sembler à l'une et l'autre partie qu'elle ha le bon droit. »

Boileau a dit aussi son mot là-dessus dans sa douzième satire :

. A des raisons frivoles
L'éloquence prêtant l'ornement des paroles,
Tous les jours accablé sous leur commun effort,
Le vrai passa pour faux et le bon droit eut tort.

que ses mœurs s'étaient corrompues ; et selon lui ce n'était pas sans forfaiture que se pratiquait cette vicieuse coutume :

..... Mox docuit toga
Infectum vitiis falsa loqui, non sine crimine.
(*Hymn. 1.*)

C'est ce même poète qui qualifiait ainsi la manière de plaider des avocats de son temps :

Personat eloquium ; nodos fraus abdita nectit.
(*Hamartig.*)

Tous les moyens leur étaient bons pour obtenir gain de cause. Sous prétexte de l'assimilation admise entre les luttes judiciaires et celles des champs de bataille, ces miliciens du barreau se croyaient autorisés à traiter leurs adversaires en ennemis, à leur tendre des pièges, à user contre eux de toutes les ruses, de toutes les fraudes de guerrè, par application de la règle ainsi formulée et par Virgile et par le même Prudence :

. . . Dolus an virtus quis in hoste requirat ?
(*VIRG., Æneid.*)
Nil refert armis contingat palma, dolisve.
(*PRUDENT., Psychom.*)

§ XIV.

Antipathie des poètes pour la profession d'avocat. — Conclusion de la
1^{re} section. — Anecdotes judiciaires.

Je suppose que ce fut principalement par cette cause, et pour n'être pas exposés à la tentation de parler plus ou moins fréquemment contre le vrai, que beaucoup de ces poètes s'éloignèrent, comme le fit Boileau, du pays de la chicane, où blanc et noir se métamorphosaient au gré de la magie oratoire (1).

(1) Moi, que j'aïlle crier dans ce pays barbare,
Où l'on voit tous les jours l'innocence aux abois
Errer dans les détours d'un dédale de lois ;
Et, dans l'amas confus de chicanes énormes,
Ce qui fut blanc au fond rendu noir par les formes !
(*BOILEAU, Sat. 1.*)

Ce qui est sûr, c'est que généralement ils témoignaient une vive répugnance pour la profession d'avocat.

Ceux d'entre eux qui l'avaient exercée l'abandonnaient par dégoût, comme Prudence et Maximien. « Je ne parais plus au barreau, disait ce dernier, et n'y cherche plus péniblement fortune en enrageant après les procès : »

Non fora sollicito,

Litibus aut rabidis commoda dura sequor.

(Eleg. 1.)

Ausone avait étudié le droit ; on le voit clairement par ses poésies. Il avait aussi fréquenté le barreau ; mais il lui préféra l'enseignement, et ne visa qu'à mériter le titre de littérateur :

Nec fora non celebrata mihi, sed cura docenti

Cultior, et nomen grammatici merui (1).

(Præfat., 2.)

Martial, quoique alléché parfois par les gains que l'on pouvait faire au barreau, résistait aux incitations qui le poussaient vers cette carrière. Il semblait même tenir à honneur à ce que l'on sût bien qu'il n'était point avocat, qu'il n'avait nulle envie de l'être, et qu'il ne connaissait par expérience personnelle ni le palais ni les *vadimonia*, car il consignait ceci dans ses épigrammes :

Non sum ego causidicus, nec amaris litibus aptus.

(XII, 68.)

Nec fora sunt nobis, nec sunt vadimonia nota.

(1) Les professeurs de droit ou de rhétorique cumulaient quelquefois l'enseignement avec la fonction d'avocat ; tel celui à qui Ausone adressait les vers qui suivent :

Te nemo gravior, vel foit comis magis,

Aut liberalis indigis,

Danda salute, si forum res posceret,

Studio doceodi, si scholam.

(Profess.)

Cela ressort également d'une épigramme où Martial, se raillant d'un personnage qui hésitait indéfiniment à se faire soit rhéteur, soit avocat, l'engageait à opter au plus tôt pour l'enseignement, en lui faisant observer que s'il y renonçait il pourrait se rejeter sur le Forum et ses procès :

Si schola damnatur, fora litibus omnia fervent.

(II, 64.)

Malgré les vœux de son père, Ovide, ainsi que je l'ai dit déjà, ne voulut ni étudier les lois, qu'il appelait verbeuses, ni s'adonner à la profession d'avocat, qu'il regardait comme un métier des plus ingrats.

C'est pourtant ce même poète qui écrivait ce qui suit : « Il y a des tribunaux, il y a des lois, il y a des amis à patroner. Prenez la toge, et enrégimentez-vous dans la milice du Forum : »

Sunt fora, sunt leges, sunt quos tuearis amici :

Vade per urbanæ candida castra togæ.

(*Remedia amoris.*)

Mais à qui donnait-il ce conseil ? A ceux qui avaient besoin d'une puissante diversion pour se guérir du mal d'amour.

Il oubliait sans doute qu'il avait dit, dans son *Ars d'aimer*, que le barreau lui-même (chose incroyable, selon lui) n'était pas à l'abri des atteintes de ce mal ; que plus d'une fois l'avocat s'y laissait prendre ; que lui, qui avait pour mission de garantir les autres des pièges, ne savait pas s'en garer lui-même ; qu'alors sa faconde l'abandonnait ; qu'il en résultait pour lui une tout autre situation : qu'il lui fallait plaider sa propre cause, et que Vénus, qui de son temple, voisin du Forum, le voyait en cet état, faisait de lui des gorges chaudes :

Et fora conveniunt (quis credere possit?) amori,

Flammaque in arguto sæpe reperta foro.

.....

Illo sæpe loco capitur consultus amori,

Quique aliis cavil, non cavet ipse sibi.

Illo sæpe loco desunt sua verba disertio,

Resque novæ veniunt, causaque agenda sui est.

Hunc Venus a templis, quæ sunt confinia, ridet.

(*Ars amatoria*, I.)

Ajoutons qu'Ovide aidait quelque peu la jeunesse romaine à tomber dans ce piège, quand il lui disait : « Apprenez, croyez-moi, l'art de la parole, mais non pas seulement en vue de défendre les accusés. Votre éloquence n'aura pas moins de succès auprès de l'objet de vos amours qu'auprès

du sénat, des centumvirs, et du juge chargé de statuer sur les débats privés » :

Disce bonas artes, moneo, Romana juvenus,
 Noo tantum trepidos ut luere reos.
 Quam populus, iudexque gravis, lectusque seoatus (1),
 Tam dabit eloquio victa puella manus.
 (Ibid.)

Mais je m'égare à la suite de ce poète. Qu'on me pardonne cette digression, trop peu sérieuse peut-être pour mon sujet.

J'ai, du reste, épuisé ceux de mes matériaux poétiques qui étaient à classer dans cette section. Je n'y ajoute plus qu'un mot; c'est celui-ci :

On lit dans Quintilien que le patronage d'un mauvais avocat suffit souvent pour faire décider, à première vue, que la cause dont il est chargé ne vaut rien : « Frequenter accidit ut videatur talis advocatus malæ causæ argumentum. » Ovide disait quelque chose d'approchant dans ce vers de ses *Tristes* :

Causa, patrocinio, non bona, pejor erit.
 (l, 1.)

Cette observation peut trouver sa justification dans quelques anecdotes judiciaires que je demande la permission de citer en fin de la présente section.

Le prêteur donnait souvent un avocat à la partie qui n'en avait pas, soit sur la demande de celle-ci, soit même d'office. Un jour, l'un de ces magistrats désigna de la sorte pour la défense d'une cause un patron de sa connaissance, homme de fort bonne maison, mais parfaitement incapable. Informé de ce choix fait dans son intérêt, le plaideur s'empressa de réclamer auprès du prêteur. « De grâce, lui dit-il, donnez

(1) Je répète qu'Ovide emploie ici les mêmes dénominations que Plaute pour désigner la juridiction des centumvirs et les *judicia privata*. Plaute disait, *aut ad populum, aut ad judicem*. Ovide dit : *Populus iudexque*, et il y ajoute la juridiction du sénat, qui dans son siècle faisait l'office de tribunal criminel. Le lecteur voudra bien rattacher cette observation à celle que j'ai faite sur le texte de Plaute dans le premier paragraphe de la section 2 de la 2^e partie de ce livre.

cet avocat-là à mon adversaire. Pour moi, j'aime mieux n'en point avoir du tout que d'en avoir un pareil. »

Aulu-Gelle rapporte, dans ses *Nuits attiques*, cet autre fait, dont il avait trouvé le récit dans une épltre de Sulpitius Apollinaris. Un jeune avocat, tout novice, « *barbatulus qui-* » « *dam ex advocatorum turba* », s'était permis d'adresser au préteur cet impertinent langage : « Illustre magistrat, toutes les affaires dont vous avez annoncé que vous connaissiez aujourd'hui ont été sabrées avec votre promptitude ordinaire ; il ne vous reste plus à entendre que celle que je suis chargé de vous soumettre : « *Omnia, vir clarissime, negotia de* » « *quibus te cogniturum esse hodie dixisti diligentia et* » « *velocitate tua profligata sunt. Unum id solum relictum est* » « *de quo rogo audias* ». « Je ne sais, répondit le magistrat, si j'ai véritablement sabré les affaires dont vous dites que je viens de connaître ; mais ce qui est parfaitement certain, c'est que celle dont vous êtes chargé, soit que je l'entende, soit que je ne l'entende pas, peut être dès à présent tenue pour » « *sabrée : « An illa negotia de quibus jam cognovisse me* » « *dicis profligata sunt equidem nescio ; hoc autem nego-* » « *tium quod in te incidit, procul dubio, sive id audiam,* » « *sive non audiam, profligatum est.* »

« Je me souviens, dit le même auteur, d'avoir assisté par hasard à l'audience d'un docte préteur devant lequel un avocat plaidait complètement en dehors du fait ». « Vous n'avez donc point de défenseur, dit alors le magistrat à la partie qui se trouvait là ? — Pardon, fit observer l'avocat qui plaidait, c'est moi qui assiste cette partie » : « *Ego illi, vir clarissime, supersum.* » Sur quoi le préteur lui répondit : « Tu » « *plane superes, non ades,* » réponse qui, je crois, peut être librement traduite ainsi : « C'est vrai ; vous assistez ici, mais sans assister votre client. »

SECTION II.

CONSIDÉRATIONS ET PRÉCEPTES SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT.

Comme on a pu le remarquer dans le cours de ce travail, les poètes latins, lorsqu'ils s'expliquaient sur les institutions judiciaires, ne se bornaient pas à louer ce qu'ils voyaient de bien dans la pratique de ces institutions, et à censurer ce qu'ils y voyaient de mal. Souvent aussi, dogmatisant sur la matière, ils en traçaient les règles essentielles, et donnaient d'utiles leçons aux hommes du métier.

Ainsi firent-ils pour le barreau.

J'ai réservé, pour les classer dans une seconde section de cette cinquième et dernière partie, les observations de ce genre qu'ils ont émises au sujet de la profession d'avocat, sous forme de conseils, de préceptes, ou de remontrances. Il m'arrivera plus d'une fois de les rapprocher de celles des maîtres de l'art, et l'on verra que les maîtres de l'art ne disaient pas mieux, sur ce sujet, que les poètes.

§ 1^{er}.

Aptitude ou inaptitude pour la profession d'avocat.

Dans le poème d'Ovide sur l'*Art d'aimer*, on lit le précepte suivant :

. Jus qui profitebitur, adsit :

Facundus causam sepe clientis agat.

(*Ars amat.*, III.)

Ce précepte me paraît devoir être entendu en ce sens que dans la carrière du barreau, qui admettait deux pro-

fessions distinctes, celle d'avocat consultant et celle d'avocat plaidant, chacun avait à suivre la direction vers laquelle le portait son aptitude naturelle; que celui qui n'avait pas le don de la parole devait se contenter du rôle de jurisconsulte proprement dit, et se borner à assister les clients de ses conseils; et que celui-là seul devait se consacrer à la plaidoirie, qui avait reçu du ciel la faconde en partage.

Nous voyons en effet que cette prudente ligne de conduite était suivie par un certain nombre de membres du Forum, auxquels la nature avait refusé les facultés oratoires. Dès qu'ils avaient reconnu leur inaptitude pour le ministère de la parole, ils se rejetaient sur la consultation ou sur l'étude théorique du droit. Le fait est ainsi constaté par Cicéron et par Quintilien : « Nonnullos videmus, qui oratores evadere non potuerunt, ad juris studium devenire. » (Cic.) — « Ple-
« rique, desperata facultate agendi, ad discendum jus de-
« clinaverunt. » (QUINTIL.)

En renonçant ainsi à une branche de la profession qu'ils ne pouvaient exercer avec succès, ils faisaient preuve de plus de sagesse que ceux qui s'obstinaient à vouloir plaider en dépit de Minerve, et qui, par cela seul qu'ils connaissaient un peu de droit, se croyaient en état de défendre les causes, comme l'*heredipeta* d'Horace :

Jus anceps novi, causas defendere possum.

(*Sat.*, II, 5.)

§ II.

Conseils aux jeunes avocats. — Conférences. — Stage. —

Exercices préparatoires.

J'ai dit, dans la précédente section, qu'à Rome chacun visait à devenir orateur, ou du moins à savoir discourir plus ou moins disertement. On enseignait donc à la jeunesse non-seulement les règles de la rhétorique, mais aussi la pratique de la parole :

. . . Pulchras artes romana juvenus

Discit, et egregio sudat in eloquio.

(LUPERCUS, *De cupiditate.*)

Il est dit dans l'une des satires de Juvénal que les jeunes élèves allant à l'école, suivis de l'esclave qui portait le pupitre ou la cassette contenant leurs livres, commençaient à ambitionner les lauriers de Démosthène ou de Cicéron dès l'instant qu'ils avaient acquis, moyennant quelques deniers payés à leur maître, les premiers éléments de la science :

Eloquium ac famam Demosthenis aut Ciceronis
Incipit optare, et totis quinquatribus (1) optat,
Quisquis adhuc uno partem colit asse Minervam,
Quem sequitur custos angustæ vernula capæ.

(Sat. 10.)

Ces orateurs en herbe se flattaient souvent que leur coup d'essai serait un coup de maître. On se rappelle cette vanterie mise par Martial dans la bouche d'un futur avocat qui se promettait pour son début de rendre des points à Cicéron lui-même :

Causas, inquit, agam Cicerone disertior ipso.

Ceux-là brûlaient d'impatience de se produire dans la lice judiciaire, et s'y jetaient avec autant de suffisance que d'insuffisance, sitôt qu'ils avaient quitté les bancs de l'école ; ce qui faisait dire à Pétrone : « Cruda adhuc studia in forum » propellunt, et eloquentiam, qua nihil esse majus confidentur, pueris induunt adhuc nascentibus, » (*Satyricon*, IV), et ce qui provoquait cette vigoureuse boutade de Pline le jeune contre l'outrecuidance de la plupart des débutants : « Combien en voit-on qui cèdent le pas à l'âge et à l'autorité des anciens, comme il convient à de jeunes novices ? Combien qui s'intimident de se trouver en présence du prêteur ? Ils ont acquis toute maturité, ils ont tout appris du premier coup ; ils n'ont de respect pour personne, n'imitent personne, et se servent eux-mêmes d'exemple : » « Quotusquisque vel ætati alterius, vel auc-

(1) Les *Quinquatribus* étaient particulièrement la fête des jeunes garçons. Dans ces jours-là les écoliers faisaient des présents à leurs maîtres.

« toritati, ut minor, cedit? Quotusquisque in conspectu præ-
 « toris se esse cogitat? Statim sapiunt, statim sciunt omnia;
 « neminem verentur, imitantur neminem, atque sibi ipsi
 « exemplo sunt. » (*Epist.*, lib. VIII.)

Pour quelques-uns, s'il faut en croire les poètes, ces débuts hâtifs n'étaient pas sans quelque succès.

Stace parle d'un avocat chez qui le talent de la parole n'avait pas attendu le nombre des années :

. Juveves facundia præterit annos.
 (*Silv.*, IV, 4.)

Il en vante un autre dont l'entrée dans la carrière fut selon lui des plus brillantes, et qui sut repousser victorieusement une accusation faussement portée contre un de ses amis, bien que, novice encore, il n'eût jamais affronté le grand jour du barreau ni soutenu de discussions judiciaires, et que jusque-là ses études se fussent renfermées dans le silence du cabinet :

. Nuper quum forte sodalis
 Immerito falsæ palleret crimine fame,

 Tu, quanquam non ante forum legesque severas
 Passus, sed tacita studiorum occultus in umbra,
 Defensare metus adversaque tela tulisti
 Pellere, inermis adhuc et tiro, paventis amici.
 (*Silv.*, V.)

Il s'en rencontrait même, au dire d'Ovide, en qui l'éloquence paraissait être héréditaire et passait de père en fils. Ce poète en cite les exemples suivants :

Vivit et in vobis facundi lingua parentis,
 Et res hæredem repperit illa suum.
 (*Ex Ponto*, II, 2.)
 Cujus in ingenio patriæ facundia linguæ est,
 Qua prior in Latio non fuit ulla foro.
 (*Trist.*, V, 4.)
 Legimus, ô juvenis, patrii non degener oris,
 Dicta tibi pleuo verba diserta foro.
 (*Ex Ponto*, III, 5.)

Mais c'étaient là de très-rares exceptions. Il est d'ailleurs plus que probable que les poètes qui les célébraient ainsi dans leurs vers y mettaient quelque peu de complaisance intéressée.

Pour l'immense majorité des aspirants à la profession d'avocat plaçant, il n'y avait que honte à recueillir d'un téméraire empressement à prendre part aux luttes du Forum, contrairement à la règle ainsi posée par Quintilien : « Ne præpropere distringatur immatura frons, et quidquid est illud adhuc acerbum proferatur. »

Ovide avait dit, il est vrai : « Faites seulement que vous débutez, et l'éloquence vous viendra d'elle-même : »

Fac tantum incipias ; sponte disertus eris.

(Ars amat., l.)

Mais à qui le disait-il ? Aux amoureux. Et il avait soin d'ajouter que leur éloquence ne se réglait pas d'après les lois ordinaires de l'art :

Non tua sub leges veniat facundia nostras.

(Ibid.)

C'était assez reconnaître que les apprentis orateurs du barreau n'avaient pas le même avantage, et qu'il ne leur suffisait pas de trouver un exorde pour que tout le reste coulât de source.

En effet, on jugeait à Rome que de longues études préparatoires étaient pour eux de rigueur. « On ne naît pas orateur, disait-on ; on le devient, *Fiunt oratores* ; et on ne le devient qu'en s'initiant à l'art par la théorie et par la pratique : « Non orator esse, qui non didicit potest. » (QUINTIL.)

L'enseignement de la théorie était l'affaire des rhéteurs. Quant à l'enseignement pratique, il se donnait dans des conférences semblables à celles qui se tiennent encore de nos jours. Quintilien rappelle que ce genre d'exercice était d'origine fort ancienne, et qu'il consistait à discuter certaines questions convenues, certains sujets, vrais ou supposés, de

controverse. Voici comment il s'en explique : « An igno-
« ramus antiquis hoc fuisse ad augendam eloquentiam
« genus exercitationis, ut theses dicerent et communes lo-
« cos, et cætera, citra complexum rerum personarumque,
« quibus veræ fictæque controversiæ continentur? » Il est à
peine besoin d'ajouter que Quintilien recommandait tout
particulièrement aux jeunes avocats la pratique de cette an-
tique coutume.

Il est également question des conférences de stagiaires
dans les poésies d'Ausone, où se trouvent les fragments sui-
vants qui parlent de procès fictifs plaides à titre d'exercice
oratoire :

Vel falsas lites quas schola vestra serit.

(*Epist.*, VIII.)

Seu libeat fictas ludorum evolvere lites,

Ancipitem palmam Quintilianus habet.

(*Profess.*)

Il semble même que des avocats exercés et en renom ne
dédaignaient pas de remplir un rôle actif dans ces petites
guerres de parole, sans doute pour se donner en exemple
aux jeunes gens qui se destinaient au barreau. Pison, en
effet, suivant l'auteur du *Carmen ad Pisonem*, exerçait son
talent, comme par manière d'escarmouches, à plaider, pen-
dant les vacations judiciaires, des procès simulés, en pré-
sence de la jeunesse romaine, qui accourait en foule pour
l'entendre :

Huc etiam tota concurrat ab Urbe juvenus

Auditura virum, si quando, iudice fesso,

Turbida prolatis tacuerunt jurgia rebus.

Tunc etenim levibus veluti proludit in armis,

Compositisque suas exercet litibus artes.

C'était dans ces joutes d'essai que se préparaient la plu-
part des candidats à la profession d'avocat plaident ; ils ap-
prenaient à parler en exerçant leur langue, pour ainsi dire
en famille. En même temps, il leur était recommandé de
suivre assidûment les audiences judiciaires, pour y écouter
les plaidoiries, de prendre pour modèle quelqu'un des plus

célèbres orateurs qui s'y faisaient entendre, de s'attacher à ses traces, d'assister à tous ses plaidoyers, et de s'initier ainsi, sur le champ de bataille même, à la science des combats auxquels ils devaient bientôt se mêler (1).

Telle était la bonne règle, celle qu'enseignaient Cicéron, Quintilien et Pline le jeune, celle que suivait tout aspirant dont l'éducation professionnelle était sagement dirigée.

Les jeunes avocats qui voulaient réussir au barreau cherchaient à débiter sous les auspices d'un orateur en renom. C'était pour eux le plus sûr moyen de se recommander, de sortir de la foule, et, comme on dit aujourd'hui, de se poser; car, ainsi que le faisait remarquer Pline le jeune, il n'est guère de talent, si précoce et si brillant qu'il soit, qui puisse aisément percer, si les sujets de travail, si les occasions de se produire, si les appuis et les recommandations lui manquent : « Neque enim cuiquam, tam clarum statim ingenium est, ut possit emergere, nisi illi materia, occasio, fautor etiam commendatorque contingat. » (*Epist.*, VI, 24.)

Pline se plaisait à prendre sous son patronage et à mettre en lumière les jeunes avocats auxquels il reconnaissait du talent et qui aussi sans doute admiraient le sien en s'efforçant de l'imiter. Il leur procurait des affaires, et les associait même, le cas échéant, à celles qu'il était chargé de plaider. « Peto atque etiam paciscor, écrivait-il dans l'une de ses lettres, ut simul agat Crematius Ruso : solitumque hoc mihi, et jam in plurimis claris adolescentibus factitatum ; nam mire concupisco bonos juvenes ostendere foro, assignare famæ. » (VI. 23.)

Mais les maîtres de l'art n'admettaient pas d'une manière

(1) Tout ceci est résumé dans le passage suivant du *dialogue* attribué à Tacite : « Ergo juvenis ille qui foro et eloquentiis parabatur, imbutus jam domestica disciplina, refertus honestis studiis, deducebatur ad eum oratorem qui principem locum in civitate tenebat. Hunc sectari, hunc persequi, suis dictionibus interesse, utque, sic dixerim, pugnare in prælio discere. »

absolue l'adage que j'ai trouvé quelque part formulé dans cet hémistiche,

. Dicendo dicere discunt;

Et voici sur ce point quelques réflexions de Pline le jeune qui méritent d'être relevés : « Je n'ignore pas, disait-il, que l'usage ou l'exercice est et passe pour être un excellent maître de l'art de la parole. Je reconnais même que j'ai vu souvent des hommes de fort peu de mérite, et complètement illettrés, acquérir en plaçant la faculté de bien plaider. Mais ce que je tiens aussi pour parfaitement vrai, c'est ceci : il m'est arrivé à moi-même en plaçant bien de plaider souvent, et en plaçant souvent de plaider moins bien. Pourquoi? Parce que ce trop fréquent exercice donne plus de facilité que de véritable talent, plus de témérité que d'assurance : » « Nec me præterit usum et « esse et haberi optimum dicendi magistrum. Video etiam « multos parvo ingenio litteris nullis, ut bene agerent « agendo consecutos. Sed et illud.... verissimum accipior : « commodè agendo, factum est ut sæpe agerem; sæpe « agendo, ut minus commodè. Quia scilicet assiduitate nimia facilitas magis quam facultas, nec fiducia, sed temeritas paratur. » (*Epist.*, VI, 29.)

Voilà pourquoi sans doute il était également de règle que pour apprendre à bien parler il fallait apprendre à bien écrire.

En effet, la facilité du style est le plus puissant agent de la facilité d'élocution : « Stylus optimus et præstantissimus « dicendi effector ac magister. » (Cic.) L'on ne peut être bon orateur qu'à la condition d'être bon écrivain : « Primum « hoc constituendum est ut quam optime scribat orator. » (QUINTIL.) Mieux on sait écrire, mieux on sait parler : « Quum multa scripserimus, etiam multa dicemus. » (Id.) De plus, l'exercice simultané de la plume et de la langue fait qu'en écrivant nous apprenons à parler plus correctement, et qu'en parlant nous apprenons à écrire plus facilement : « Scribendo dicimus diligentius; dicendo scribimus

« *facilius.* » (Id.) A quoi peut s'appliquer cette réflexion d'Horace :

..... Alterius sic
 Altera poscit opem res, et conjurat amice.
 (*Ars poet.*)

Aussi conseillait-on aux étudiants de s'exercer à écrire en même temps qu'à parler :

Scribe, puer, vigila; causas age. . . .
 (Juv., *Sat.* XIV.)

C'était aussi le conseil que leur donnait Pline le jeune :
 « Proinde multum lege, scribe, meditare, ut possis, quum
 « voles, dicere. » (*Epist.*, VI, 29.)

Combien de temps devait durer cette sorte de stage ?

Un poète latin, d'une époque inconnue, Lindinus, dont il nous reste une pièce de vers sur l'emploi de la vie, répondait à cette question, comme il suit :

Viginti studiis dabis severis;
 Triginta, pete litium tribunal.

Son avis était donc, si je traduis exactement, qu'il fallait donner vingt ans à l'étude, et ne faire ses premières armes au Forum qu'à l'âge de trente ans.

Mais cette exigence était bien outrée ; et ces étudiants de vingtième année, s'il en existait, pouvaient être assez justement atteints par une épigramme de Martial, dont voici le sens : « Pendant que tu délibères sur le point de savoir si tu te feras avocat ou rhéteur, sans pouvoir t'arrêter à rien, il y aurait vraiment, Taurus, de quoi filer une vie aussi longue que celle de Pélée, de Priam, ou de Nestor : »

Dum modo causidicum, dum te modo rhetora fingis,
 Et non decernis, Taure, quid esse velis,
 Peleos et Priami transit vel Nestoris ætas.

(53-64.)

Quintilien ne poussait pas en ceci ses exigences aussi loin que Lindinus. Il voulait des études sérieuses et

fortes, et des exercices préparatoires suffisamment prolongés. Mais il n'admettait pas qu'on dût s'y arrêter trop longtemps, et recommandait aux jeunes avocats d'essayer de se produire au grand jour du Forum dès qu'ils se sentaient de force à l'affronter; car ce n'est que là, disait-il, que l'on peut véritablement apprendre à plaider, de même que les musiciens ou chanteurs, qui apprennent toujours mieux leur art en s'exerçant sur le théâtre : « *Theatra musicos melius canere semper docent.* » D'autres disaient : « *Jura et leges in scholis audiuntur, sed in foro discuntur.* » Par suite, on avait admis la règle de Pythagore, par laquelle il était prescrit aux novices de garder le silence pendant deux années seulement : « *Fovenda est consuetudo Pythagorica, in tacendo per biennium.* »

Le moment venu pour lui de descendre dans la lice pour y lutter avec les anciens, le débutant avait encore à se conformer à ce précepte d'Horace :

. Et versate diu quid ferre recusent,
Quid valeant humeri. Cui lecta potenter erit res
Nec facundia deseret hunc, nec lucidus ordo.

(*Ars poet.*)

« Avant de vous charger d'une cause difficile, disait Juvénal aux jeunes avocats, demandez-vous qui vous êtes, et consultez votre esprit et vos forces : »

Ancipitem seu tu magno discrimine causam
Protegere affectas, te consule; dic tibi qui sis;
. Buccæ
Noscenda est mensura lue.

(*Sat. 11.*)

Le conseil de ce poète était parfaitement conforme à celui de Quintilien : « *Agendi initium, sine dubio, secundum vires cujusque sumendum est.* » Trop de confiance et d'aplomb est la preuve de beaucoup de présomption et d'arrogance : « *Fiducia ipsa solet opinione arrogantie laborare.* » Mieux valent les débuts timides et modestes, *initia verecunda*, comme dit encore Quintilien. Il y a tou-

jours de la sympathie pour le novice qui par un sentiment de crainte et de défiance en lui-même se trouve à ses débuts dans un embarras oratoire pareil à celui que décrivaient Térence et Valerius Flaccus, en ces termes :

..... Postquam ad iudices
Ventum est, non potuim cogitata proloqui;
Ita eum timidum obstupescit pudor!
(TER., *Phormio*, II, 1.)
Nec quibus incipiat demens videt, ordine nec quo,
Quove leuus, prima cupiens effundere voce
Omnia; sed nec prima pudor dat verba: timenti.
(VALER. FLACC., VII.)

Mais, comme le fait remarquer Térence, pour un jeune débutant un semblable échec n'a rien de honteux, lorsqu'il n'est que le résultat de la timidité. Il est même, selon ce poète, l'indice d'un honnête naturel; car il le qualifie ainsi :

..... Functus adolescentuli est
Officium liberalis.
(*Phormio*, II, 1.)

Peu à peu, d'ailleurs, cette timidité qui mettait obstacle au développement de ses facultés fera place à plus d'assurance; et plus tard on pourra dire de ses nouveaux essais :

Flebile principium melior fortuna secuta est.
(Ov., *Metam.*, V, 13.)

Ce qui précède s'applique particulièrement à cette classe d'avocats que nous appelons aujourd'hui stagiaires, et qui chez les Romains devait former une très-nombreuse pépinière, à l'époque surtout où l'apprentissage de l'éloquence était un des principaux éléments de l'éducation de la jeunesse.

Ce qui va suivre aura trait à la généralité des membres du barreau.

§ III.

L'avocat doit savoir se borner. Ni trop ni trop peu. — Selon le procès, le plaid. — Moyen de dire tout ce qu'il faut, et rien que ce qu'il faut.

J'ai exposé plus haut le sentiment des poètes sur l'excessive proluxité de certains parleurs de leur temps.

Notons maintenant les observations par lesquelles ils essayaient de ramener dans de justes limites cette exubérance des discours.

Boileau a dit, dans son *Art poétique*,

Qui ne sait se borner ne sut jamais écrire.

Deux poètes latins appliquaient cette maxime à ceux qui faisaient profession de l'art oratoire :

Loqui ignorabit qui tacere nesciet.

(AUSON., *Sentent.*)

Tacere nescit idem qui nescit loqui.

(PUBL. SYR.)

d'où notre proverbe : *Qui ne sait se taire ne sait parler.*

Autre chose est parler, autre chose bien dire : *Non idem loqui quod dicere.* (CIC.) Or, il ne se peut pas que l'on dise bien quand on dit trop; car qui parle beaucoup parle souvent hors de propos et de travers, comme le faisaient justement observer et ce dicton grec latinisé : *Non est ejusdem multa et opportuna dicere*, et ce proverbe de Salomon : *In multiloquis non deerit peccatum.*

Les oreilles, d'ailleurs, ne supportent pas la surabondance des paroles. Le trop-plein déborde, et n'entre plus dans l'esprit de l'auditeur :

. . . Verbis lassas onerantibus aures.

(MART.)

Omne supervacuum pleno de pectore manat.

(HOR., *Art poet.*)

Sur ce point encore les poètes étaient d'accord avec Quinti-

lien, qui a dit : « Aures nimia fastidiunt. — Supervacua cum « tædio audiuntur » (1).

Le rhéteur parle ici de l'ennui causé par les superfétations oratoires. Il aurait pu ajouter qu'elles endormaient l'auditoire ; car l'assoupissement en pareil cas est bien voisin de l'ennui. Horace laisse entendre, dans son *Art poétique*, que cet effet-là se produisait sur l'auditoire par les discours qui n'allaient point au fait ; les auditeurs, ou s'en moquaient, ou sommeillaient :

. Male si mandata loqueris,
Aut dormitabo, aut ridebo.

Il paraît que les juges romains étaient fort exposés à cette action soporative des plaidoyers, souvent démesurés, qu'ils étaient condamnés à entendre. On rapporte en effet que pour s'en garantir et pour se tenir en éveil ils avaient coutume de manger des fèves lorsqu'ils avaient à siéger comme juges. « In judiciis fabas esitabant, » dit Érasme sur l'adage *Ne allia comedas et fabas*. En effet, on croyait alors que la bouillie de fèves avait la vertu d'empêcher de dormir. « Fabata, dit Pline l'ancien, et hebetare sensus existimata, insomnia quoque facere. » (*Hist. natur.*, XXXIII, 6.) Cet expédient ne leur réussissait pas toujours, et plus d'une fois sans doute un avocat pouvait être autorisé à leur dire, comme le fit un jour Cælius, au rapport de Cicéron : « Vos dormitis, nec intelligere videmini. » Mais, quand ils succombaient ainsi sous le poids d'une trop longue plaidoirie, n'étaient-ils pas eux-mêmes autorisés à répondre ?

Verum opere in longo fas est obrepere somnum.

(HOR., *Ars poet.*)

Les poètes étaient, je crois, assez d'avis que si les juges tombaient plus ou moins fréquemment dans le scandaleux péché du sommeil à l'audience, la faute en était principale-

(1) « Celui qui dict tout nous saoule et nous desgoûte. » (MONTAIGNE.)

ment aux avocats, qui ne leur épargnaient ni les longueurs, ni les détails oiseux, ni les redites.

Plaute particulièrement se montrait hostile aux longs plaidoyers, et dans plusieurs de ses pièces il me paraît avoir fait application de l'un des articles de la loi des Douze Tables, ainsi conçu : « *Ab ortu ante meridiem causam conjicito, cum perorant ambo præsentis.* » *Conjicere causam*, c'était faire un exposé sommaire de la cause, en la présentant sous forme de conclusions brièvement motivées. Dans les *judicia privata*, les avocats étaient tenus de débiter par ce précis, qu'on appelait *causæ conjectio*, ou *causæ in breve coactio*. Plaute, je le suppose, trouvait que c'était assez de ce précis; car voici comment il fait parler les arbitres qu'il met en scène :

« Vous, dit l'un de ces arbitres au demandeur, expliquez succinctement votre demande : »

. Tu paucis expedi quod postulas.

(*Rudens.*)

La même recommandation est faite, dans d'autres pièces, par des personnages constitués juges d'un différend :

Loquere uter meruistis culpam; paucis, non longos logos.

(*Menechmi.*)

Quam potes tam verba confer maxime in compendium.

(*Miles gloriosus.*)

Et quand il arrive au discoureur de ne pas parler aussi brièvement qu'il s'est engagé à le faire, ou de répéter ce qu'il a déjà dit, on le lui rappelle en ces termes :

Recte quidem tu, sed non paucis, ut mihi

Pollicitus.

(*Aulularia suppl.*)

. Quid opus est nota noscere?

« A quoi bon, porte ce dernier fragment, faire connaître ce qui est connu ? » C'est ce dont se gardait Cicéron, sinon dans ses plaidoyers, du moins dans ces écrits. « Tibi nota sunt, disait-il, mihi ad memorandum non neces-

« saria. » (*De divinât.*, I.) Et en ceci les poètes aussi prêchaient d'exemple. Dans le prologue de l'une de ses comédies, Térence s'abstenait de dire à ses auditeurs certaines choses sur lesquelles il éprouvait quelque tentation de s'expliquer. Et pourquoi s'en abstenait-il ? Parce qu'il supposait que la majeure partie de son public en devait être informée :

. Ni partem maximam
Existimarem scire vostrum, id dicerem
(*Heautont.*)

Lucrèce avait si fort le sentiment du fastidieux effet de la diffusion des discours, que lorsqu'il avait à présenter de nouveaux aperçus de sa doctrine, après en avoir déjà développé beaucoup d'autres, il prenait toujours la précaution de rassurer ses lecteurs par la promesse de ne toucher que sommairement les questions dont il avait encore à les entretenir :

. Quanquam sint a me multa profata,
Multa tamen restant.
(Lib. VI.)
Sed tamen, ut potero summatim attingere, tangam.
(Lib. III.)

Puis il abrégéait autant que possible, en faisant observer que pour se faire comprendre il n'avait pas besoin de longues explications préliminaires :

Non tibi tam longis opus est ambagibus. . . .
(Lib. VI.)

Virgile faisait de même. Il promettait, et tenait parole, de ne dire ou de ne faire dire à ses personnages que ce qui serait nécessaire :

. Summa sequor vestigia rerum.
(*Georg.*)
Pro re, pauca loquar.
(*Æneid.* X.)

Je lis dans Prudence une pareille formule :

Plurima sunt, sed pauca loquar.
(*Apotheos.*)

Précautions oratoires toujours bien venues de l'auditeur comme du lecteur, quand elles ne sont point une déception.

La véritable éloquence en effet consiste à ne dire que ce qu'il faut, que ce qui est suffisant, que ce qui peut être écouté jusqu'au bout sans fatigue : « Quantum satis sit, quantum aures recipiunt. — Abunde dixit bene, quisquis rei satis fecit. » (QUINTIL.)

La plus belle élocution du monde, si elle sort des bornes de l'utile, nuit plus à la cause qu'elle ne lui sert : « Obstat enim quidquid non adjuvat. » (Id.)

Chez les anciens, précisément parce qu'il y avait beaucoup d'orateurs verbeux, la brièveté était on ne peut plus appréciée. Un de leurs proverbes la qualifiait d'agréable, *grata brevitās*.

« Ce qui est bref est toujours gracieux, disaient aussi les poètes. — Ce ne sont pas les meilleurs discours qui plaisent ; ce sont les plus courts : »

. Parvis adjuncta est gratia rebus.

(Ov.)

Et breviora tibi, non meliora; placent.

(MART., X, 50.)

. O certa loquendi

Regula ! nam brevius nihil est.

(AUSON., *Epist.*)

Cicéron, dans son traité *De legibus* rappelait ou proposait une disposition législative prescrivant la brièveté dans les discours politiques : « *Quæ cum Patribus agentur mo-
« dica sunt.* » Et voici comment il la motivait : « Brevitas,
« non modo senatoris, sed etiam oratoris, magna laus
est. »

Pline le jeune, dans sa correspondance, parle d'un homme docte et habile, qui n'estimait rien tant que la brièveté dans les plaidoieries : « Doctus homo et peritus, cui nihil æque
« in causis agendis quam brevitās placet. » (*Epist.*, I, 20.)
Il y rappelle également ce dicton : « *Gratior multis actio
« brevis est.* » C'est ce rare mérite qu'on admirait particu-

lièrement dans l'éloquence de Caton d'Utique, dont il est dit dans *la Pharsale* de Lucain,

..... : Pauca Catonis
Verba ;
(IX.)

et c'est, je pense, pour cette cause que Pétrone le citait comme un orateur exemplaire :

Et peragat causas, sitque Catone prior.
(*Satyr.*, 137.)

Pourtant, ajoutaient les poètes, que la peur du trop ne fasse pas tomber dans le trop peu. La brièveté est un mérite assurément ; mais à la condition de n'être point excessive ; car lorsque l'on n'en dit point assez, on déplaît plus encore que lorsque l'on en dit trop :

Nemo silens placuit, multi brevitare loquendi.
(*Auson.*, *Epist.* 35.)

Souvent à force de vouloir être bref on devient obscur et inintelligible :

..... Brevis esse laboro ;
Obscurus fio.
(*Hon.*, *Ars poet.*)

Cette brièveté-là chez un orateur du barreau était jugée pire encore que la prolixité. En effet, selon Quintilien, l'attention du juge n'est pas toujours tellement soutenue, tellement exempte de distraction, ni son esprit si pénétrant, qu'il puisse suppléer par lui-même au défaut d'une suffisante explication du fait et des moyens : « Non semper tam est
« acris iudicis intentio, ut obscuritatem apud se ipse discu-
« tiat, et tenebris orationis inferat quiddam intelligentiæ
« lunien ; sed multis ille frequenter cogitationibus avocatur. »

Et puis comment les juges pourront-ils connaître le bon droit de la partie si son avocat ne répond rien ou ne répond qu'imparfaitement aux moyens qui lui sont opposés par son

contradicteur? C'est ce que fait remarquer Térence dans ce passage :

An quisquam judex est qui possit noscere
Tua justa, ubi tute verbum non respondeas?
(*Phormio*, II, 1.)

Prudence, dans son plaidoyer contre Symmaque, relevait avec soin les objections de son adversaire, et les réfutait pied à pied :

Nunc objecta legam, nunc diciis dicta refellam.
(*In Symm.*, II.)

C'est là pour la défense une nécessité qu'elle ne saurait décliner sans compromettre sa cause.

Le juste milieu en tout ceci, c'est de ne dire ni plus ni moins qu'il ne faut : « Media hæc tenenda est via : quantum « opus est, quantum satis est.. » (QUINTIL.). *Selon le procès, le plaid.* Suivant que la cause est grande ou petite,

Magna minorve foro si res certabitur,
(*Hon.*, *Sat.*, II, 5.)

il y faut plus ou moins de développements. Si elle est grande, l'avocat ne doit pas tourner trop court ; si elle est petite, quelques mots seulement. *A peu de chose peu de plaid :*

Causa brevis litem debet habere brevem.
(*Prov.*)

Sur cette question du plus ou moins d'étendue que peuvent comporter les plaidoiries (question qui préoccupa sérieusement le gouvernement romain, l'invention de la clepsydre en est la preuve), Pline le jeune expose longuement son sentiment personnel dans la vingtième lettre du livre premier de sa correspondance. Il y soutient avec une grande force la cause des longs plaidoyers, ou du moins combat l'opinion de ceux qui les voulaient toujours courts, quand même. Je voudrais pouvoir analyser ici tous ses arguments ; mais cela

me mènerait trop loin. Qu'il me suffise de dire que cet avocat n'admettait la brièveté des plaidoiries que dans les très-petites affaires, *in angustissimis causis*. Il reconnaissait pourtant qu'en certains cas il y avait plus d'habileté oratoire à se taire qu'à plaider : « Accepi non minus interdum oratorium « esse tacere quam dicere » (*Epist.*, VII, 6) (1), et il citait une circonstance dans laquelle il avait fait l'application de cette règle, ou plutôt de cette exception. Un jeune avocat, qui n'était pas sans talent, mais qui manquait d'expérience et d'habileté, plaidait un jour contre lui. Après avoir perdu en paroles peu utiles à sa cause le temps qui lui avait été accordé pour sa plaidoirie, il demanda au juge la permission d'ajouter un mot encore; mais il ne l'obtint pas. Tous les regards alors se tournèrent vers Pline, et l'on s'attendait à une longue réponse de sa part, car d'habitude il n'était pas court. Il se leva pour dire simplement ceci : « J'aurais répondu à mon adversaire s'il eût ajouté ce seul mot, qui, je n'en doute pas, nous aurait présenté sa cause sous un aspect tout nouveau : » « Respondissem, si unum illud verbum « Africanus adjecisset, in quo non dubito omnia nova fuisse. » (*Ibid.*) A cela se borna son plaidoyer, et son procès fut gagné. Pline le jeune, quoique ennemi déclaré de la clepsydre, quoique partisan des longs plaidoyers, acceptait donc, lui aussi, la règle qu'à peu de chose il faut peu de plaid, et quelquefois même, pas du tout.

Si les avocats du barreau romain ne plaidaient pas toujours pertinemment, s'ils en disaient souvent soit plus, soit moins qu'il ne fallait, ce n'était pas faute de bons enseignements sur les précautions à prendre pour éviter de tomber dans l'un ou l'autre excès.

La première et la plus efficace de ces précautions leur

(1) Les Égyptiens avaient un dieu du silence, qu'ils appelaient Harpocrate. Les Grecs et, après eux-ci, les Romains le leur empruntèrent, ou du moins l'associèrent à leur Mercure, qu'ils représentaient sous le nom d'Hermus-Harpocrate, avec une tête d'Harpocrate et tenant le doigt sur la bouche. On suppose qu'ils voulurent faire entendre par là que le silence est quelquefois éloquent.

était indiquée par Ennius; c'était de méditer, d'étudier à fond leurs causes et de les bien préparer à l'avance :

Quisquis ibi qui agat secum cogitet, paret, putet.

Ce précepte d'Ennius a évidemment servi de type à celui que nous trouvons exprimé comme il suit dans le livre *De oratore* de Cicéron : « Hoc ei primum præcipiemus, quas-
« cunque causas erit acturus, ut eas diligenter penitusque
« cognoscat. »

Cicéron s'y conformait scrupuleusement pour sa part. Il confessait, avec une sincérité d'autant plus louable qu'elle est plus rare, que jamais il ne plaiderait une cause de quelque importance sans avoir soigneusement médité et préparé ce qu'il avait à dire; et c'était, ajoutait-il, la nécessité de ce travail préparatoire qui l'empêchait de se livrer à la consultation en même temps qu'à la plaidoirie : « Ad illam causarum
« operam, ad quam nisi paratus et meditatus accedo, vereor
« ne adjungatur juris interpretatio, quæ non tam mihi mo-
« lesta sit propter laborem, quam quod dicendi cogitationem
« auferat, sine qua ad ullam unquam majorem causam ausus
« sum accedere. » (*De legibus*, I.)

En effet, disait Quintilien, il n'est personne qui puisse convenablement plaider une cause qu'il n'a pas suffisamment étudiée : « Nemo est qui causam quam non didicit agat. » Au contraire, chacun peut parler disertement de ce qu'il connaît bien : « Omnes in eo quod sciunt sunt eloquentes » (Ib.), et quand il s'en explique, les mots, pour le dire, lui arrivent aisément :

Verbaque prævisam rem non invita sequuntur.

(*Hor., Ars poet.*)

Il y a de plus cet avantage que, sachant parfaitement ce qu'il doit dire, il peut tout embrasser d'un seul coup d'œil, et se tenir dans la juste mesure; car, comme le dit Montesquieu, « Qui voit tout abrégé tout, » sans courir le risque d'être trop bref.

Horace donnait aux orateurs comme aux écrivains un

autre précepte non moins utile, celui d'aller droit au fait en écartant toutes superfélations :

Semper ad eventum festinat, et in medias res,
Non secus ac notas, auditorem rapit.

(*Ars poet.*) (1)

C'est en effet au point capital et décisif de la cause, fait observer Quintilien, que le juge veut arriver au plus tôt : « Festinat judex ad id quod potentissimum est. » Toutes divagations en dehors de ce point lui causent une légitime impatience, qui souvent se traduit en un désobligeant rappel à la question, et qui, au rapport de Pline le jeune, provoqua un jour cette observation adressée par un juge à un avocat qui plaidait tout hors le fait : « Bene, me Hercule, bene; sed quo tam bene? » (*Epist.*, VII, 6.) Observation que l'on pourrait croire empruntée aux deux extraits suivants de Plaute, où il est dit à un parleur qui se livrait aussi à des divagations : « Vous ne manquez pas de faconde; mais je vous engage, à vous resserrer. — Rien n'est plus désagréable qu'un discours qui s'écarte de la question : »

Satis disertus es; sed fieri dictis compendium volo.

(*Captivi.*)

Odiosa est oratio, quum rem agas, longinquam loqui.

(*Menechmi.*)

L'orateur du barreau n'était point exposé au désagrément de s'entendre ainsi rappeler au fait (2), lorsqu'il prenait le

(1) « Le moyen de bien et pertinemment plaider sera quand les avocats auront devant les yeux, en guise d'un but, le point décisif de la cause, retranchant toutes les superfluités et ce qui vaut autant tenu que dit. » (LARCHEFLAVIN.)

« Le devoir d'un avocat est d'être pertinent et bref, et, en le faisant, venir au point. (In.) »

« Ce qui ne sert de rien d'être sec, il le faut taire. Il faut incontinent toucher le point et réduire l'effet à l'estroit. » (In.)

Tantum dicere oportet quod est silentio melius.

(2) « Ceux qui plaident bien pertinemment, on n'a garde de les faire taire; eux-mêmes se donnent audience. » (In.)

soin de disposer et de déduire les moyens de sa cause dans un ordre méthodique, conformément à ces préceptes de la poésie :

Singula quæque locum teneant, sortita decenter.

(*HOM., Ars poet.*)

Ordinis hæc virtus erit et Venus, aut ego fallor,

Ut jam nunc dicat jam nunc debentia dici,

Pleraque differat, et præsens in tempus omittat.

(*ID., Ibid.*)

C'est là le plus sûr préservatif contre les longueurs :

. . . . Nihil est quod texas ordine longum.

(*VIRG., Ciris.*)

. . . . Tantum series juncturaque pollet !

(*HOM., Ars poet.*)

Telle était, au rapport d'Ovide, la manière d'Ulysse, plaidant sa cause contre Ajax. Il avait à dérouler devant ses juges une longue série de détails compliqués ; mais il se flattait de le pouvoir faire brièvement et clairement, en mettant de l'ordre dans son récit :

Plura quidem feci, quam quæ cõprehendere dictis

In promptu mihi sit : rerum tamen ordine ducar.

(*Metam., XIII, 5.*)

C'est aussi ce qu'Ovide pratiquait pour son propre compte. Lorsqu'il lui arrivait de s'écarter quelque peu de son propos par une digression nécessaire, il se hâtait d'y revenir afin de n'être point entraîné à rompre l'enchaînement et la coordination de son discours :

Hæc mihi dicta semel,

Ne seriim rerum scindere cogar, erunt.

(*Fast., I.*)

Un dernier mot à dire sur ce sujet est celui-ci : c'est que l'on peut tenir comme ayant la bonne mesure tout discours dans lequel il n'est rien qui soit à retrancher, ou mieux en-

core, tout discours qui, si long qu'il soit, paraît trop court à ceux qui l'entendent :

Non sunt longa quibus nihil est quod demere possis.

(MART., *Epigr.*, II, 77.)

Nil unquam longum est quod sine fine placeat.

(RUTIL., *Itiner.*)

Mais ces discours-là sont des plus rares.

§ IV.

Caractères de l'éloquence vraie.

Les maîtres de l'art recommandaient tout particulièrement aux orateurs de s'exprimer sans emphase, de parler un langage simple et naturel et de donner à leurs discours une couleur de vérité : « Componat se orator ad imitationem veritatis, » disait Quintilien.

Térence et Ovide enseignaient le même précepte, en ces termes :

Loquere ut fert natura.

(TER.)

Sit tibi credibilis sermo consuetaque verba.

(OV., *Ars amat.*)

. . . . Sermonis publica forma placeat.

(ID., *Ibid.*, III.)

C'est probablement aussi par application de cette règle que Martial donnait le conseil que voici à un orateur prétentieux, qui visait à tout dire élégamment, même les choses qui n'admettaient que des paroles simples et familières : « Vous voulez toujours, Mathon, vous exprimer en beau langage. Croyez-moi, parlez quelquefois bien, quelquefois ni bien ni mal, et même quelquefois mal : »

Omnia vis belle, Matho, dicere : dic aliquando

Et bene ; dic neutrum ; dic aliquando male.

(X, 46.)

Jamais un orateur ne dit mieux, suivant Quintilien, que lorsqu'il paraît dire vrai : « Tum optime dicit orator quum

« videtur vera dicere. » Ce n'est là souvent qu'un effet de l'art ; mais alors il est grand besoin que l'art soit bien soigneusement dissimulé ; car du moment où il se trahit son effet est perdu : « Si qua est ars dicentium, ea prima est ne appareat. — Desinit ars esse si appareat. »

Ici encore le rhéteur ne faisait que reproduire une pensée d'Ovide, ainsi conçue :

Si latet ars, prodest ; affert deprensa pudorem,
Atque adimit merito tempus in omne fidem.

(*Ars amat.*, II.)

La plus sûre pierre de touche de l'éloquence vraie, c'est qu'elle paraisse imitable et ne puisse cependant être imitée :

..... Ut sibi quis
Speret idem, sudei multum frustra que laboret.

(*Hor.*, *Ars poet.*)

Cicéron avait dit pareillement, avant Horace : « Id est optimum quod, quum te facile credideris consequi imitatione, non possis. » Quintilien faisait la même remarque. Selon lui, en tout genre d'éloquence, rien n'est plus malaisé à trouver que ce qui semble devoir s'offrir naturellement à la pensée de tout le monde, non parce que c'est bon, mais parce que c'est vrai : « Neque enim, in eloquentia cuncta, experti difficilius reperient, quam id, quod se dicturos fuisse omnes putant, quia non bona judicamus, sed vera. »

Mais quelle est la source de cette éloquence vraie ? C'est le cœur : *Pectus est quod disertum facit* (1).

Tel était, au dire de Lucain, le caractère de l'éloquence de Caton d'Utique. Sa parole était brève, mais émouvante, parce qu'elle venait du cœur, et d'un cœur tout rempli de vrai :

..... Pauca Catonis
Verba, sed a pleno venientia pectore veri.

(*Phars.*, IX.)

(1) « Ex abundantia cordis os loquitur. » (SAINT MATHIEU.) D'où notre proverbe : « De l'abondance du cœur la bouche parle. »

Il suit de là que pour émouvoir les autres il faut que nous soyons émus nous-mêmes : « Summa circa movendos affectus in hoc posita est, ut moveamur et ipsi. — Afflictiur antequam alios afflicere conemur (1). » C'est ainsi que la règle était posée par Quintilien. Les poètes la formulaient dans des termes parfaitement analogues.

« Si vous voulez me tirer des larmes, avait dit Horace, soyez tout d'abord affecté vous-même : »

. Si vis me flere, dolendum est
Primum ipsi tibi.

(*Ars poet.*)

Ovide admettait même qu'il suffisait pour être éloquent d'éprouver de la douleur :

. Dole tantum, sponte disertus eris.

(*Remedia amoris.*)

. Dolor ipse disertum

Fecerat.

(*Metam.*) (2)

« Ce n'est point, ajoutait Perse, par le produit d'une élucubration à froid, mais par l'expression d'une douleur vraie, que vous me ferez compatir à vos plaintes : »

. Verum nec nocte paratum
Plorabit, qui me volet incurvasse querela.

(*Sat. 1.*)

Dans l'opinion des anciens, tout le secret de l'art oratoire était là, en tant du moins que l'orateur se proposait d'exciter de l'émotion.

Mais pour que cet effet pût se produire, on jugeait nécessaire que l'orateur fût pénétré lui-même d'une émotion véritable.

(1) Et pour bien exprimer, il faut bien ressentir.

(*Noton.*)

(2) Quintilien donne ainsi la raison de cette éloquence de la douleur : « Quid aliud est causa ut lugentis utique in recenti dolor disertissime quædam exclamare videatur... quam quod illis inest vis mentis et veritas ipsa morum ? » (VI, 2.)

Ovide raconte, dans ses *Métamorphoses*, qu'Ulysse, parlant de la mort d'Achille devant les juges du débat engagé entre Ajax et lui, faisait semblant de pleurer et essayait ses yeux, comme s'ils versaient des larmes :

Quem quoniam non æqua mihi vobisque negarunt
Fata (manuque simul veluti lacrymantia torsit
Lumina).

(XIII, 5.) (1)

Cette émotion-là était trop étudiée, trop fausse, pour faire impression sur l'auditoire. C'était de l'affectation ; et rien n'est plus odieux, disait Cicéron, que ce pathétique de commande : « Nihil est odiosius affectatione (2). »

On en peut dire autant de celle dont Ovide recommandait à un avocat de faire usage, en le suppliant de plaider sa cause auprès du prince. « Vous ferez bien, lui écrivait-il, de mêler des pleurs et des sanglots à vos paroles ; car les larmes ont souvent par elles seules autant de poids que l'éloquence : »

Nec tua si fletu scindentur verba, nocebit ;
Interdum lacrymæ pondera vocis habent.

(*Ex Ponto*, III, 1.)

Ovide n'aurait sans doute pas donné un semblable conseil à son avocat si son jugement n'eût été quelque peu oblitéré par le malheur de sa position, dont il ne croyait pouvoir se tirer qu'en faisant flèche de tout bois et en recourant à toutes sortes d'expédients.

(1) On sait que les Athéniens proscrivirent cette éloquence qui cherchait à émouvoir la sensibilité des représentants de la justice, et que dans les causes criminelles un appariteur signifiait aux avocats qui devaient prendre la parole, soit pour l'accusation soit pour la défense, d'avoir à s'abstenir de tout exorde et de tous mouvemens oratoires tendant à exciter la miséricorde des juges. Apulée met cet usage en pratique dans ses *Métamorphoses*, où il fait fonctionner en Grèce une juridiction répressive : « Causæ pæne trois denuntiât præco neque principia dicere, neque miserationem commovere. » (*Métam.*, 10.)

(2) Rien n'empêche plus d'être naturel que l'affectation qu'on met à le paraître. (LABAUYÈRE.)

§ V.

Qualités morales qui constituent le bon avocat. — Esprit de modération et de sagesse. — Probité.

Ainsi qu'on l'a vu déjà, la poésie latine ne faisait pas seulement consister le mérite de l'avocat dans les facultés oratoires. Ces facultés, elle les avait en haute estime, et reconnaissait tout ce qu'il y avait de charme dans le talent de la parole,

Gratia facundi quanta sit eloquii,

et combien il donne d'autorité persuasive à celui qui le possède, combien de chances de succès à la cause qu'il appuie :

Ore disertus homo citius persuadet amicis.

(*Prov.*)

. . . . *Mandatam juvat facundia causam.*

(*Ov., Metam., VII, 7.*)

Mais elle n'appréciait guère que l'éloquence inspirée par la sagesse, par la raison et par des sentiments honnêtes. Ce précepte d'Horace,

Scribendi recte sapere est principium et fons,

(*Ars poet.*)

ne s'appliquait pas moins à l'art de bien dire qu'à l'art de bien écrire. Le fondement de l'un comme de l'autre est la sagesse. Un poète a dit, il est vrai :

Hæc vere sapiat dictio quæ feriet;

(*Anthol.*)

mais si l'auteur a voulu signifier par là que toute éloquence écrite ou parlée qui porte coup et produit son effet est toujours assez sage, sa doctrine était loin d'être partagée par la généralité des écrivains de l'antiquité latine. On connaît ce mot de Salluste au sujet d'un orateur romain : « Il a

assez de faconde, mais peu de sagesse : » « Satis loquentiæ, sapientiæ parum. » N'était-ce pas dire que le talent de la parole n'était que très-médiocrement estimable quand l'esprit de conduite ne le dirigeait pas ?

C'était l'avis de Cicéron ; on lit au début de son traité *De inventione* : « Ac me quidem diu cogitantem ratio ipsa in hanc potissimum sententiam ducit, ut existimem sapientiam sine eloquentia parum prodesse civitatibus, eloquentiam vero sine sapientia nimium obesse plerumque, prodesse nunquam. » (I, 1.) Rien n'est plus vrai que cette pensée de Cicéron ; elle mériterait selon moi d'être affichée en gros caractères dans tous les lieux où l'on péroré. On pourrait y joindre cette sentence de Denys Caton, portant que le verbiage est chose fort commune, mais que ce qui l'est beaucoup moins, c'est la sagesse :

Sermo datur cunctis, animi sapientia paucis.

(Distich., X.)

En effet, rien de plus léger d'ordinaire et de plus imprudent que la parole : *Levisstima res est oratio*.

Publius Syrus prescrivait par ce premier hémistiche de l'une de ses sentences de soigneusement brider l'instrument qui la profère :

Frænos impone lingue.

Mais Salomon n'admettait pas qu'il fût au pouvoir de l'homme de maîtriser sa langue sans l'aide de la Providence. Selon lui, Dieu seul pouvait la gouverner : « Homo minis est animum præparare; domini gubernare linguam. » Aussi le Psalmiste avant de parler adressait-il cette prière au Très-Haut : « Pone, domine, custodiam ori meo (1); » ce que faisait également, au rapport de Plutarque, l'orateur grec Périclès : « Deos precabatur ne sibi verbum aliquod inconcinnum, et rei quam tractabat non satis accommodatum, excideret. »

- (1) Fassent les Immortels, conducteurs de ma langue,
Que je ne dise rien qui doive être repris.

(LA FONTAINE, II, 7.)

Dans les discussions du barreau surtout, fort peu d'orateurs étaient assez maîtres de leur parole pour ne la jamais laisser sortir des voies de la modération et des convenances.

Il en était beaucoup dont la langue ne manquait pas de traits acérés et blessants,

Non tamen eloquio lingua nocente caret,

(Ov., *Amor.*, I, 8.)

et auxquels le juge était souvent obligé d'adresser un rappel à l'ordre pareil à celui-ci :

Abstine maledictis, et mihi quod rogavi dilue.

(PLAUT., *Rudens*, IV, 4.)

Cicéron admirait l'avocat qui, sachant se posséder, *consistens in dicendo*, se maintenait toujours dans son sang-froid, quelque animée que fût la dispute : « Poterat semper esse, in disputando, suus. » Il n'aimait pas plus que Quintilien ceux qui se livraient à des emportements ; car c'est lui qui écrivait cette règle : « Oratorem minime irasci decet, » et qui se faisait à lui-même un mérite de discuter avec calme et douceur : « Sum lenis in disputando. » Mais peut-être en ceci se vantait-il, comme en beaucoup d'autres choses. Il me paraît fort douteux en effet qu'il ait jamais existé un orateur à qui la langue n'ait pas fourché parfois, ou qui ne se soit pas quelque peu piqué au jeu de la parole, quitte à dire ensuite qu'il retire les expressions blessantes ou malséantes qui peuvent lui être échappées :

. Elapsaque verba reprendo.

(Ov., *Heroid.* XI.)

Toujours est-il que la sagesse et l'esprit de modération recommandaient singulièrement l'avocat qui les possédait.

Mais, plus encore que ces qualités, la probité était réputée indispensable à quiconque, doué du talent de bien dire, voulait obtenir un rang honorable et une position influente parmi les orateurs du barreau.

Aux yeux des poètes, comme aux yeux de Quintilien et de

tous ceux qui ont écrit sur l'art oratoire, nul ne pouvait être véritablement éloquent s'il n'était en même temps homme de bien (1).

Aussi Pline le jeune voulait-il que les jeunes gens qui se destinaient à la profession d'avocat fussent formés aux bonnes mœurs avant de l'être à l'éloquence : « Mores pri-
« mum, in eo eloquentiam discat, quæ male sine moribus
« discitur. » (*Epist.*, III, 3.)

On n'admettait pas alors qu'un malhonnête homme pût jamais être un orateur parfait. Pourquoi? Parce qu'un malhonnête homme parle nécessairement autrement qu'il ne pense : « Aliud dicat quam sentit necesse est. » (QUINTIL.) Or, quelle que soit son habileté, il est bien difficile qu'il exprime éloquemment ce qu'il ne ressent pas, et qu'il persuade aux autres ce dont il n'est pas convaincu lui-même. Sa parole doit hésiter chaque fois qu'elle est en contradiction avec ses sentiments intimes.

Se peut-il d'ailleurs que son mauvais esprit ne déteigne pas, plus ou moins, sur son langage?

« La parole, dit Publius Syrus, est l'image de la pensée ; tel homme, tel discours : »

Sermo imago animi est; qualis vir, talis et oratio est (2).

« On juge du caractère de l'homme par sa parole, » disaient aussi Térence et Denys Caton :

Mihi quale ingenium haberes fuit indicio oratio.

(TER., *Heautont.*, II, 4.)

Sermo hominum mores et celat et indicat idem.

(D. CATO, *Distich.*, IV, 20.)

Donc l'orateur malhonnête homme s'ingénie vainement à emprunter le langage de la probité. Sa parole, si fardée

(1) « La principale partie de l'orateur, c'est la probité. Sans elle il dégénère en déclamateur, il déguise, il exagère les faits. Il cite à faux, il calomnie, il épouse la passion de ceux pour qui il parle, et il est de la classe de ces avocats dont on a dit qu'ils sont payés pour dire des injures. » (LA Bruyère, chap. 14.)

(2) N'est-ce pas ce vers de Publius Syrus qui a inspiré à Buffon cette belle pensée : « Le style est l'homme même. »

qu'elle soit, laisse toujours apercevoir le fond de sa pensée; et comme elle n'est point inspirée par une conviction forte et sincère, elle manque de cet ascendant moral qui ne peut appartenir qu'à l'éloquence de l'homme de bien.

Ajoutons que, pour obtenir créance, la parole de l'orateur a besoin d'être accréditée par le témoignage de sa conduite personnelle, *Concordet sermo cum vita* (SEN.), ou, mieux encore, de n'être point démentie par sa vie,

Orationi vita non dissentiat (1);

(PUBL. SYRUS.)

car la bonne moralité de celui qui parle a plus d'autorité, plus d'action persuasive que ses discours :

Mores dicentis suadent plus quam oratio (2);

(ID.)

Les paroles honnêtes jurent dans la bouche de l'orateur immoral et connu pour tel. On n'y ajoute foi que difficilement, même alors qu'elles sont véridiques : « Frequenter accidit ut malis hominibus; etiam vera dicentibus, fides desit. » (QUINTIL.) On est toujours tenté de leur dire ce qu'un personnage de Plaute dit à un orateur contre lequel il a de fortes raisons de se tenir en garde :

Hercle! mihi tecum cavendum'st, nimis quum es orator catus.

(*Mostellaria*.)

Celui, au contraire, dont les mœurs sont pures et sans reproches en est cru sur parole. Son langage, fût-il dépourvu de tout ornement, est toujours assez éloquent, parce que la vérité semble parler par sa bouche :

Satis disertu'est e quo loquitur veritas.

(PUBL. SYRUS.)

(1) Montaigne a dit : « Le vray miroir de nostre discours est le cours de nostre vie. »

(2) « La créance et l'autorité est le nerf de la persuasion; voire, c'est la persuasion même. Il faut que les avocats persuadent aux juges qu'ils sont gens de bien et véritables. Leur effort de persuader sera vain si leur vie contredit et réfute leurs paroles. » (LAROCHÉFLAVIN.)

D'ailleurs, l'homme probe n'est jamais embarrassé de trouver des paroles propres à faire impression sur ceux qu'il veut convaincre :

Facile sibi facunditatem virtus argutam invenit.

(PLAUT.)

Il n'exprime que des sentiments honnêtes ; et l'expression de pareils sentiments porte avec elle le cachet de la véritable éloquence, celle qui vient du cœur. C'est ce que professait Quintilien dans les passages suivants, qu'on pourrait prendre pour la paraphrase des deux sentences ci-dessus de Publius Syrus et de Plaute : « Bonas causas, etiam sine doctrina, satis per se tuetur veritas ipsa. — Bonos nunquam honestus sermo deficit... nec quicumque non disertus quod honeste dicitur. »

Je ne sais s'il y eut chez les Romains beaucoup d'orateurs foncièrement imbus de cette grave austérité de principes qui constituait à leurs yeux le *vir bonus dicendi peritus*, celui dont l'éloquence était aussi pure que le cœur, aussi honnête que la vie même. A en juger par ce qu'en disaient les poètes, il est assez permis d'en douter, car ils étaient très-sobres d'éloges à cet endroit (1). J'ai relevé plus haut deux ou trois citations à peine où des panégyristes font honneur à leur héros d'avoir été un défenseur à la fois *probus et disertus*. Ajoutons-y celle-ci, que je trouve dans l'itinéraire de Rutilius, et qui s'applique à un avocat du nom de Messala :

Hic docuit qualem poscat facundia sedem :

Ut bonus esse velit, quisque disertus erit.

(Itiner., IV.)

Dans cette citation, comme on le remarque, le poète confirme pleinement la règle posée par ses devanciers, à savoir que pour être véritablement éloquent il faut être avant tout homme de bien.

(1) On trouve dans l'histoire romaine plus d'un trait pareil à celui-ci : « Homo ingeniosissime nequam et facundus magis publico. » (VELL. PATENC., XLVIII, 33.)

§ VI.

L'avocat homme de bien peut-il se charger d'une mauvaise cause?

Ce que je viens de dire m'amène à une question fort délicate, celle de savoir si l'avocat honnête homme peut se charger d'une mauvaise cause. Quelque scabreuse qu'elle soit, je ne crois pas devoir m'abstenir de produire ici ceux de mes extraits poétiques qui l'ont touchée.

Dans son exil, Ovide écrivait épître sur épître à ses anciens amis de Rome, dont quelques-uns étaient des avocats habiles ou réputés tels, pour les engager à plaider sa cause; et voici dans quels termes il leur adressait sa prière.

« O vous, en qui se personnifie l'éloquence romaine, disait-il à l'un d'eux, acceptez le bienveillant patronage d'une cause difficile. Cette cause est mauvaise, j'en conviens; mais un avocat tel que vous saura bien la rendre bonne : »

Suscipe, romanæ facundia, Maxime, linguae,
Difficilis causæ mite patrocinium.
Est mala, confiteor; sed te bona fiet agente.

(*Ex Ponto*, I, 2.)

« Chargez-vous de la défense de mes intérêts, écrivait-il à un autre, bien que toute cause qui me regarde soit à l'avance frappée de réprobation : »

Mandatique mei legatus suscipe causam,
Nulla meo quamvis nomine causa bona est.

(*Ibid.*, II, 2.)

Il semble résulter de ces prémisses qu'Ovide entendait que tout avocat pouvait prêter l'appui de son talent à une mauvaise cause; mais il n'en était rien. Du moins va-t-on voir que si telle était sa première pensée, il la rétractait dans ce qui va suivre.

Après avoir exalté l'éloquence de l'orateur, auquel s'adressaient les lignes qui précèdent, « Cette éloquence, ajoutait-il, je ne vous supplie pas de l'employer à me défendre,

car la cause d'un accusé qui lui-même se reconnaît coupable n'est point défendable. Voyez cependant s'il ne vous serait pas possible de faire excuser mon fait sous prétexte d'erreur, ou par quelque autre expédient du même genre : »

Hanc ego, non ut me defendere tentet, adoro;

Non est confessi causa tuenda rei.

Num tamen excusæ erroris imagine factum

An nihil expediat tale movere vide.

(*Ibid.*)

On voit que dans ce dernier passage Ovide se borne à demander qu'on plaide pour lui, comme on dirait aujourd'hui, les circonstances atténuantes. C'était du reste ainsi qu'il s'en était déjà expliqué dans ses *Tristes* :

Ergo, ut defendi nullo mea posse colore,

Sic excusari crimina posse puto.

(I, 9.)

Dans le passage suivant, il est plus explicite encore. « Ne songez pas à me disculper, disait-il à un autre de ses patrons. Quand une cause est mauvaise, on doit s'abstenir de la défendre. Que vos paroles pour moi ne soient que d'humbles prières : »

Nec factum defende meum; mala causa silenda est.

Nil nisi sollicitæ sint tua verba preces.

(*Ex Ponto*, III, 1.)

Ici la règle est catégoriquement posée : *Mala causa silenda est*, mieux vaut se taire que de plaider une mauvaise cause. »

En cela, le poète était d'accord avec le législateur, qui recommandait aux avocats de refuser leur patronage aux causes qui ne leur paraîtraient pas justes et bien fondées (1). C'était aussi le conseil que leur donnait Quintilien : « Bonus vir, disait-il, non agit nisi bonas causas. »

(1) Voici l'un des textes qui s'en expliquent :

« Patroni causarum .. juramentum præstant quod omni quidem virtute, suaque omni ope, quod verum et justum existimaverint clientibus suis inferre procurabunt : nihil studii relinquentes quod sibi possibile est.

Mais que devait-on entendre par bonnes ou mauvaises causes ? Dans quels cas pouvait-on dire, avec Tércence ?

..... Hæc
Te dicere æquum fuit, et id defendere.
(*Adelph.*, IV, 5.)

Dans quels cas, au contraire, l'avocat devait-il réputer mauvaise la cause à l'appui de laquelle on réclamait son assistance ?

D'après Plaute et Ovide, la bonne cause est celle qui est juste et que chacun peut plaider avec succès, parce qu'elle est facile :

Justam rem et facilem esse a vobis oratum volo;
Nam juste ab justis justus sum orator datus.
(*PLAUT.*, *Amphitr. Prolog.*)
In causa facili cuivis liceat esse disertus.
(*Trist.*, III, 11.)

Il en est ainsi, par exemple, de celle de l'innocent. Celui qui parle pour lui n'a pas à faire de grands efforts d'éloquence :

Qui pro innocente dicit satis est eloquens;
(*PUBL. SYRUS.*)

Et c'est d'une pareille cause que l'on peut dire :

Argumenta tuam defendunt plurima causam.
Omnia subsident meliori pervia causæ.
(*CLAUD.*, *IV Consul. Honorii.*)

En effet, elle se défend d'elle-même par l'évidence de son bon droit; et toute cause qui se trouve dans ces conditions a nécessairement pour elle l'assentiment du juge :

Manifesta causa secum habet sententiam.
(*PUB. SYR.*)

« Non autem, credita sibi causa, cognito quod improba sit vel penitus desperata, et ex mendacibus allegationibus composita, ipsi scientes prudentesque mala conscientia liti patrocinaabuntur; sed et si certamine præcedente aliquid tale sibi cognitum fuerit, a causa recedunt, ab hujusmodi communionem sese penitus separantes. » (*Cod. de judiciis*, 14.)

Quant à la mauvaise cause, c'est par exemple, suivant Ovide, celle de l'accusé qui avoue.

Publius Syrus la voyait également là où la preuve de la culpabilité était acquise; et, dans l'une de ses sentences, il n'hésitait pas à dire que défendre un coupable, c'était se mettre soi-même dans le cas d'être accusé :

Noctem qui defendit sibi crimen parit (1).

Et dans une autre sentence il ajoutait que l'on manque à l'honnêteté en postulant pour un indigne :

Honestatem laedes quum pro indigno petes.

Térence était sans doute aussi du même sentiment, car il faisait dire à l'un de ses personnages qui remplissait le rôle de défenseur : « Si l'inculpé a commis le fait, s'il est vraiment coupable, je ne plaiderai point sa cause. Loin de là; j'estime qu'on devra lui infliger le châtiment qu'il aura mérité : »

*Si est. . . culpam ut. . . in se admisit,
Non causam dico : quin, quod meritum sit ferat.*

(*Phormio*, II, 1.)

Horace se prononçait également pour la doctrine de Publius Syrus. « Examinez de bien près, disait-il aux patrons, ce que vaut l'homme dont vous prenez la défense. Autrement, vous pourriez avoir à rougir plus tard des méfaits de votre client, quoique vous y soyez étranger : »

*Qualem commendas etiam atque etiam adspice, ne mox
Incutiant aliena tibi peccata pudorem.*

(*Epist.*, I, 18.)

« Abandonnez, leur disait-il encore, le patronage du coupable qui aura surpris votre bonne foi, afin de pouvoir à l'occasion soutenir avec plus d'assurance et d'autorité la

(2) Telle était aussi la doctrine d'Isocrate : « Nulli pravæ rei nec assiste, nec patrocinia; videberis enim et ipsa committere talia, qualia il quibus succurris perpetrarunt. Vix est ut qui improbas lites fovet, improbus non sit. »

cause de celui dont l'innocence vous sera démontrée : »

Quem sua culpa premet deceptus omitte tueri,
Ut penitus notum si tentent crimina, serves
Tuterisque tuo fidenter presidio.

(*Ibid.*)

Constatons aussi que Juvénal considérait comme de mauvais procès ceux dont le gain même avait pour le plaideur plus d'inconvénients que d'avantages ; tels, par exemple, ceux qu'un civil dirigeait contre un militaire. D'une part, en effet, il fallait aller plaider devant la juridiction de ce dernier, laquelle était peu favorable aux civils ; et d'autre part, le poursuivant était exposé à se voir maltraiter par les frères d'armes du défendeur. « Il n'y a guère, ajoutait le satirique, qu'un avocat des causes perdues à l'avance, comme Vagellius de Modène, qui puisse se charger de plaider un semblable procès : »

. Curabit ut sit
Vindicta gravior quam injuria ; dignum erit ergo
Declamatoris mutinensis corde Vagelli.

(*Sat.* 16.)

Voilà, par aperçu, quelle était la théorie des poètes sur la question dont je m'occupe. Et il est à présumer que le public partageait cette manière de voir. J'en juge ainsi par cette observation de Tacite, au sujet de l'avocat Démétrius : « *Diversa fama Demetrio.... quod manifestum reum ambitiosius quam honestius defendisset.* » (*Hist.*, IV, 40).

Mais les jurisconsultes et les avocats ne pensaient pas absolument de même.

Dans son traité *De officiis*, Cicéron prétendait qu'il était quelquefois permis à l'avocat de prendre en main la défense d'un coupable. Il ne se dissimulait pas qu'il y avait à cela une très-grave objection ; qu'en effet il était contraire aux lois de l'humanité d'employer au préjudice des honnêtes gens cette éloquence que la nature n'a donnée à certains hommes qu'en vue de protéger contre les atteintes des méchants la partie saine du corps social : « *Quid tam inhu-*

« manum quam eloquentiam, a natura ad salutem hominum
 « et ad conservationem datam, ad bonorum pestem pern-
 « ctiemque convertere? » Mais il répondait à cette objec-
 tion, ainsi formulée par lui-même, que si un avocat devait
 éviter autant que possible de se commettre dans de pa-
 reilles causes, il ne pouvait cependant se refuser à défendre
 même un coupable, à moins que ce coupable ne fût un
 scélérat avéré; que le peuple exigeait cette défense, que les
 mœurs la toléraient, et qu'elle était même un devoir d'hu-
 manité : « Nec tamen, ut hoc fugiendum est, ita habendum
 « est religioni nocentem aliquando, modo ne nefarium im-
 « piumque, defendere. Vult hoc multitudo, patitur consue-
 « tudo, fert etiam humanitas. » Et il ajoutait qu'il y avait
 entre le juge et l'avocat cette différence, que le premier
 devait toujours rechercher le vrai, mais que le second pou-
 vait se contenter de probabilités, de vraisemblances, et sou-
 tenir même des thèses d'une vérité plus que douteuse :
 « Judicis est semper, in causis, verum sequi; patroni,
 « nonnunquam verisimile, etiamsi minus sit verum, defen-
 « dere (1). »

Cicéron raisonnait sur ce point en homme du métier; et
 l'on ne doit pas s'étonner de le trouver en désaccord avec le
 rhéteur Quintilien, qui, ainsi que je le rappelais tout à l'heure,
 posait en principe que l'avocat homme de bien ne devait
 plaider que de bonnes causes. Ce rhéteur admettait pourtant
 plus d'une exception à sa règle, entre autres celle-ci : Il
 arrive fréquemment, disait-il, qu'une cause peu soutenable
 en fait soit parfaitement fondée en droit : « Frequenter ac-
 « cidit ut causa, parum verocunda, jure tuta sit (2). »
 Celle-là, selon lui, le *bonus vir* pouvait la défendre. Finale-
 ment, après avoir discuté le pour et le contre avec une cer-
 taine perplexité, il arrivait à conclure que la conscience de

(1) « In causis judicialibus, disait encore Cicéron dans le même sens,
 « alia est conjectura accusatoris, alia defensionis, et tamen utriusque cre-
 « dibilis. » (*De divin.*, II.)

(2) On lit une remarque du même genre dans le commentaire de Gaius :
 « Sape enim accidit ut quis jure civili teneatur iniquum sit eum judicio
 « condemnari. »

l'avocat demeurait juge de la question, et qu'à lui seul il appartenait de décider, suivant la qualité de l'affaire, s'il pouvait honnêtement accorder ou refuser son patronage. C'était là peut-être ce qu'il y avait de mieux à dire ; mais, par le fait, cette solution ne résolvait rien. Restait toujours la difficulté de savoir ce qui constituait la bonne ou la mauvaise cause, ce qui était plaidable et ce qui ne l'était pas. Le *bonus vir* devait souvent se trouver bien embarrassé là-dessus, quand il voulait scrupuleusement se conformer au précepte de Quintilien ; car il n'est guère de causes, si mauvaises qu'elles soient, qui ne présentent un côté plus ou moins spécieux, par lequel on peut toujours croire et prétendre, assez légitimement, qu'elles ressemblent aux bonnes. Pour la défense des accusés particulièrement, n'était-on pas autorisé à dire, comme le disait un brocard du palais, qu'il n'est pas de délit, si bien constaté qu'il soit, qui ne comporte quelques excuses ? « Nullum delictum tam notorium » est quod non habeat aliquas excusationes ». Aussi est-il à croire que les règles, très-vaguement tracées sur ce point par les poètes, par les rhéteurs et par le législateur, n'empêchèrent jamais les mauvaises causes de trouver leur avocat, même parmi ceux des membres du barreau qui passaient pour gens de bien.

Elles en trouvaient déjà du vivant de Plaute. On a vu plus haut que dans les *Menechmes* un personnage avoue ingénument qu'il s'est cru obligé de soutenir en justice, comme patron, les injustes prétentions de l'un de ses clients. Le supplément de l'*Aulularia* contient un passage plus significatif encore ; on y lit ce qui suit : « Au temps où nous vivons, il n'y a que bien peu de délicatesse et de bonne foi. Un contrat a été dressé en présence de douze témoins ; le rédacteur de l'acte a pris soin d'indiquer le jour et le lieu où il a été passé. Malgré tout, il se trouve toujours un orateur qui vient nier le fait : »

Hæc tu, nostra ætas non multum fidei gerit.

Tabulæ notantur ; adsunt testes duodecim ;

Tempus locumque scribit actuarius :

Tamen invenitur rhetor qui factum negat.

S'il en était ainsi dans le siècle de Plaute, à bien plus forte raison dut-il en être de même et pis encore alors que le *vir probus dicendi peritus* n'était plus qu'une sorte de mythe; alors que les avocats honnêtes dans toute la force du terme, et incapables de toute capitulation de conscience, avaient à peu près complètement disparu du barreau; alors que Pline le jeune ne pouvait se défendre lui-même de reconnaître que ceux qui, comme lui, vivaient au forum et dans son atmosphère litigieuse, y apprenaient, même sans le vouloir, bien des fourberies : « Nos, qui in foro ve-
 « risque litibus conterimur, multum malitiæ, etiam no-
 « lentes, addiscimus (1); » (*Epist.*, II, 3.) alors, enfin, que Symmaque écrivait ces lignes par lesquelles il témoigne combien était rare l'alliance de l'éloquence et de la probité :
 « Scis nempe in illo forensi pulvere quam rara sit facundi
 « oris et boni pectoris cognatio (2). »

§ VII.

Vacances des avocats romains. — Comment ils les employaient.

— Age de la retraite.

Je ne veux point clore cette section sans y joindre, comme complément des préceptes qu'elle renferme, quelques autres conseils, d'une nature moins sévère, que les poètes, toujours d'accord avec les maîtres de l'art, adressaient encore aux membres du barreau.

(1) Ce mot de Pline rappelle celui du glossateur Accurse : « Qui circa lites
 « morantur omnia mala sciunt. »

(2) L'un de nos anciens parlementaires s'est aussi expliqué, mais en termes très-vagues, sur la question traitée dans ce paragraphe : « Si un
 « avocat, dit Larocheflavin, est appelé en consultation sur une mauvaise
 « cause, jamais il ne la conseillera; si on la lui baille à défendre, jamais il
 « ne la plaidera; s'il la juge, toujours il la condamnera. » — Mais Laro-
 cheflavin ne dit pas, et c'est là le point le plus délicat, quels sont les signes
 certains d'après lesquels l'avocat peut reconnaître qu'une cause n'est pas
 honnêtement plaidable.

Rabelais, qui parlait de toutes choses fort crûment, faisait là-dessus une
 réflexion que je me borne à citer, sans l'apprécier. Il disait : « Il n'est si mau-
 vaise cause qui ne trouve son avocat; sans cela, ne serait jamais procez au
 monde. »

Quelques observations que je rencontre dans le *Carmen ad Pisonem* me font supposer que la toge d'avocat donnait à ceux qui la portaient des habitudes de gravité, peut-être même de pédantisme, dont ils avaient peine à se départir. En effet, l'auteur fait remarquer que Pison avait comme avocat le double mérite de savoir conserver au Forum tout le sérieux qu'exigeait sa profession, et s'en relâcher quelque peu à l'occasion, pour se livrer à d'aimables saillies. Cette qualité lui paraissait admirable. N'en faut-il pas conclure qu'elle n'était point ordinaire, et qu'assez généralement les membres du barreau affectaient une sorte de roideur et de morgue, même en dehors du Forum et jusque dans les relations familières? Le poète ajoutait d'ailleurs que l'éloquence finissait par déplaire, lorsqu'elle prenait toujours un air grave et refrogné :

Mira subest gravitas inter fora, mirus omnia
 Paulisper gravitate lepos.
 Nec enim facundia semper
 Adducta cum fronte placeat.

Ce même poète estimait que l'avocat devait parfois faire trêve à ses austères études et se donner quelques distractions en se dépouillant de temps à autre de sa gravité professionnelle,

. Posita gravitate forensi.

Tel était sans doute aussi l'avis d'Ausone ; car il citait avec éloge un avocat qui, variant ses occupations, faisait succéder la culture de ses terres à la défense des accusés :

Inque foro tutela reis, et cultor in agris.
 (Profess.)

Ainsi faisait Cicéron. *Ne semper forum meditare*, disait-il à ses confrères. Joignant l'exemple au précepte, il prenait souvent congé du Forum, et s'en allait aux champs, *nullam salutem foro dicens*.

Ainsi faisait également Hortensius. Il avait grand goût pour l'horticulture, et s'échappait fréquemment pour donner

ses soins à ses fleurs et à ses arbres. Un jour où il devait plaider comme défendeur contre Cicéron, il supplia celui-ci de lui céder son tour de parole et de le laisser plaider le premier, disant qu'il était obligé de se rendre au plus tôt à sa *villa*, à Tusculanum, pour y arroser avec du vin un platane qu'il avait planté lui-même : « In actione quadam, quam habuit cum Cicerone susceptam, precario Tullio postulavit ut locum dicendi permutaret secum; abire enim in villam necessario se velle, ut vinum platano, quam in Tusculano posuerat, ipse suffunderet. » (MACROB., *Saturnal.*, II, 9.)

Il paraît du reste que la plupart des sommités du barreau prenaient de même leur volée vers les champs pour faire diversion aux fatigues de la plaidoirie. Horace fait allusion à cet usage dans l'une de ses plus belles odes. Parlant de Regulus, qui quittait Rome pour retourner à Carthage, « Il semblait, dit-il, lorsqu'on le voyait écarter ses proches qui s'opposaient à son départ et la foule qui retardait sa marche, qu'il eût hâte d'aller goûter quelque repos à la campagne, comme l'avocat qui fuit le Forum, après le jugement des longs procès de ses clients : »

. Non aliter tamen
Dimovit obstantes propinquos
Et populum reditus morantem;
Quam si clientum longa negotia,
Dijudicata lite, relinqueret,
Tendens Veneranos in agros
Ant Lacædemonium Tarentum.

Ces intermittences et ces excursions à la campagne étaient un besoin pour l'avocat occupé, qui reposait ainsi son esprit et ses oreilles des agitations et des tumultes du Forum. « Animus ex forensi strepitu et aures convitio de-
« fessæ conquiescunt, » disait Cicéron dans son plaidoyer *Pro Archia*. Quintilien pensait de même ; selon lui, les labeurs du Forum devaient être entrecoupés par des intervalles de repos. Autrement les armes de l'avocat perdaient de leur éclat, ses mouvements de leur souplesse, et la pointe de son génie s'émoussait en quelque sorte en s'u-

sant dans des combats quotidiens et sans cesse renouvelés :
 « Si nobis sola materia fuerit ex litibus, neesse est detera-
 tur fulgor, et durescat articulus, et ipse ille mucro ingeni
 « quotidiana pugna retundatur. » (X, 5.)

Mais ni Cicéron ni Quintilien n'admettaient que ces interruptions de l'exercice de la profession dussent être complètement perdues pour l'étude. Ce qu'ils voulaient, c'était une diversion par changement d'occupations ; et le meilleur emploi que pût faire l'avocat de ses moments de loisir était, suivant eux, de se retremper dans les études doctrinales ou philosophiques, comme aussi de se délecter par la lecture des poètes : « An tu existimas ferre animos tantam
 « posse contentionem nisi nos doctrina relaxemus? » (Cic., *Pro Archia*.) — « Velut attrita quotidiano actu forensi ingenia optima lectione poetarum reparantur. » (QUINTIL., X, 1.)

Sur ce dernier point, les poètes ne pouvaient guère que partager l'avis de Quintilien. Mais ils demandaient plus encore aux orateurs du barreau. Pétrone les engageait à se faire poètes eux-mêmes, en déroband de temps à autre un feuillet au Forum, pour y écrire quelques vers,

Interdum subducta foro det pagina versus.

(*Satyricon*, XVIII.)

Pétrone cependant, tout en constatant que les avocats se livraient volontiers à ces exercices poétiques, donnait à entendre qu'ils n'y réussissaient que très-médiocrement, et qu'ils s'abusaient fort en supposant qu'il était plus aisé de composer un poème qu'une plaidoirie parsemée de traits et de piquantes sentences : « Forensibus ministeriis exerci-
 « tati, disait-il, frequenter ad carminis tranquillitatem,
 « tanquam ad portum faeilior, confugerunt, credentes
 « facilius poema exstrui posse quam controversiam vibra-
 « tibus sententiolis pietam. » (*Ibid.*) Peut-être, lorsqu'il écrivait ces lignes, l'auteur du *Satyricon* avait-il particulièrement en vue Cicéron, qui, on le sait, se plaisait à versifier. On se rappelle que, bien jeune encore, ce grand orateur s'était essayé à la poésie par la traduction en vers latins du

poème grec d'Aratus. Il paraît qu'il attachait quelque prix à ce fruit de son adolescence ; car dans son traité *De divinatione* il met toute une tirade de cette traduction dans la bouche de son frère Quintus, qui est censé la réciter de mémoire, en la faisant précéder de cette observation louangeuse : « Atque in hoc loco me intuens, » Utar, inquit, car-
« minibus Arati ; cis quæ a te, admodum adolescentulo,
« conversa, ita me delectant, quia latina sunt, ut multa ex
« iis memoria teneo. » Cicéron avait probablement traduit aussi en vers latins quelques passages de l'*Illiade* d'Homère ; il cite en effet dans le même traité un long fragment de cette traduction, dont il témoigne, comme il suit, qu'il est l'auteur : « De Chalcantis conjectura sic apud Homerum,
« ut nos otiosi convertimus, loquitur Agamemnon : »

Ferte, viri, et duros animo tolerate labores,
Auguris ut nostri, etc., etc.
(Libr. II.)

Cette citation, dont je ne fais qu'indiquer le début, ne contient pas moins de vingt-neuf vers :

Plus tard, et, je crois, dans son âge mûr, il composa un poème, intitulé *Marius* ; c'est encore son traité *De divinatione* qui nous l'apprend. Un des interlocuteurs qu'il met en scène récite tout d'une traite près de quatre-vingts vers de ce poème.

Il n'est personne, parmi les hommes lettrés, qui ne connaisse cet autre vers qu'on lui prête, et que Juvénal relevé dans l'une de ses satires, pour s'en moquer :

O fortunatam natam me console Romam !
(Sat. 10.)

« Cicéron, dit le satirique, n'eût pas eu à redouter les sicaires d'Antoine s'il eût toujours parlé de cette façon-là : »

Antoni gladios potuit contemnere si sic
Omnia dixisset.
(Ibid.)

Martial aussi tournait en dérision les poésies de cet avocat.
« Si vous écrivez, disait-il à un versificateur, des vers dé-

pourvus de toute inspiration des Muses et d'Apollon, on ne peut que vous en louer, car vous avez cela de commun avec Cicéron : »

*Carmina quod scribis Musis et Apolline nullo,
Laudari debes ; hoc Ciceronis habes.*

(II, 80.)

Mais peut-être y avait-il un peu de jalousie de métier dans le sentiment qui dictait ces moqueries. On peut croire, il est vrai, d'après l'échantillon produit par Juvénal, que les poésies de Cicéron étaient bien loin de valoir sa prose ; et pourtant, s'il m'était permis d'émettre un avis sur cette question, j'oserais dire que le passage de son *Marius* qu'il a cité lui-même n'est pas sans quelque valeur poétique. Quoi qu'il en soit, on voit qu'il aimait, comme plusieurs de ses confrères, et notamment comme son émule Hortensius, auteur de poésies galantes et d'annales en vers, à se délasser des travaux du Forum en compagnie des Muses, et qu'il se livrait même à d'assez longues excursions au mont Parnasse.

Pline le jeune versifiait également dans les intervalles de repos que lui laissait sa profession. Outre nombre d'ouvrages qui ne nous sont pas parvenus, il avait composé, c'est lui-même qui nous l'apprend, tout un volume de poésies légères, *Hendecasyllaborum volumen*. Il en cite quelques fragments dans ses Épîtres. Un poète de son temps, Saintius Augerinus, plaçait ces poésies bien au-dessus de celles de Catulle et de Calvus, car voici ce qu'il en disait :

*Canto carmina versibus minutis,
His olim quibus et meus Catullus,
Et Calvus veteresque. . . Sed quid ad me?
Unus Plinius est mihi prior :
Mavult versiculos, foro relicto.*

Ce témoignage que Pline le jeune a pris soin de consigner dans sa correspondance n'était peut-être que de la flatterie ; mais toujours est-il que ce célèbre *patronus causarum* ne se contentait pas de ses palmes oratoires, et tenait

essentiellement à ce que l'on sût qu'il s'occupait de poésie. Dans plusieurs de ses lettres, il s'appliquait à faire ressortir son talent en ce genre de littérature ; et comme quelques-uns de ses correspondants lui faisaient observer que ses *Hendécasyllabes* s'alliaient mal avec le sérieux de sa profession, il s'en défendait vivement, en s'autorisant de l'exemple de Cicéron et de nombre d'autres grands orateurs, qui, disait-il, s'étaient fait un plaisir comme un mérite de varier leurs occupations en composant quelques pièces de vers : « Hoc studii genus et in oblectationibus habuerunt, et in laude posuerunt. » (*Epist.*, VII, 4.)

La vérité est que la plupart des orateurs du Forum faisaient de même, entre autres l'avocat Rufus, dont Martial célébrait en ces termes le talent poétique, non moins éminent que son talent de parole :

Tempora Pieria solitus redimire corona,
Nec minus attonitis vox celebrata reis.
(XII, 52.)

Ainsi, à cette époque-là les juristes se faisaient poètes, comme les poètes se faisaient juristes : ce qui prouve de plus fort l'alliance de la poésie et du droit, dont j'ai parlé dans l'*Introduction* de cet ouvrage.

Une dernière et bien sage recommandation était faite aux membres du barreau par ceux qui leur traçaient des règles de conduite, et celle-là s'adressait particulièrement aux grands avocats : c'était de prendre leur retraite quand arrivait l'âge où leur talent, au lieu de grandir, ne pouvait plus que décroître et s'affaïsser.

Les facultés oratoires sont sujettes à dépérissement, comme toutes les autres facultés humaines. Cicéron en faisait ainsi la remarque : « Ipsa oratio jam nostra senescit, habetque suam quamdam maturitatem, et quasi senectutem. » (*In Bruto*.)

Mais il y avait à Rome des avocats qui ne savaient pas vieillir, qui ne s'apercevaient pas que d'année en année ils

« simis litigatoribus, grandem natu et imperitiæ coronæ
« assentiones captantem, spiritus liquit. » (*De brevitate
vitæ.*)

Quintilien, qui rapporte la fin déplorable d'Afer, en concluait que tout avocat qui tenait à maintenir intacte la réputation de talent qu'il s'était acquise devait savoir se retirer à temps de la lice ; que, sans manquer à la loi sociale qui prescrit à l'homme de se rendre utile à ses semblables aussi longtemps que possible, il avait le devoir envers lui-même de s'arrêter, quand il prévoyait qu'il ne pourrait plus que rester au-dessous de ce qu'il avait été jusque-là. En effet, ajoutait le rhéteur, l'expérience et la science ne suffisent pas à l'orateur. Il lui faut un organe vigoureux, des poumons solides, de la santé. Or tous ces moyens physiques venant à s'affaiblir par l'effet de l'âge et des infirmités, n'est-il pas à propos que l'orateur qui ne veut pas déchoir du haut rang où il s'est élevé devance le temps où il laisserait beaucoup à désirer et sentirait lui-même que son talent l'abandonne ? Donc ce qu'il a de mieux à faire, c'est de sonner lui-même l'heure de sa retraite, et de rentrer son navire au port, quand il est encore en bon état : « Quare antequam in
« has ætatis veniat insidias, receptui canat et in portum in-
« tegra nave perveniat. » (*Ibid.*)

Pline le jeune, élève de Quintilien, estimait que les citoyens devaient employer au service de la patrie les deux premiers tiers de leur vie, et s'en réserver le dernier tiers, conformément aux lois elles-mêmes, qui accordaient la retraite aux hommes âgés de plus de soixante ans : « Prima
« vitæ tempora et media patriæ, extrema nobis impartire
« debemus, ut ipsæ leges monent, quæ majorem LX otio
« reddunt. » (1) (*Epist.*, IV, 23.) Appliquant cette règle à la

(1) Sénèque le philosophe fait mention de ces lois dans son traité *De brevitate vitæ* : « Lex a quinquagesimo anno militem non cogit : a sexagesimo sinit senatorem non citat. » Et il ajoute qu'on a plus de peine à obtenir son repos de soi-même que de la loi : « Difficilius a se hominem otium impetrare quam a lege. » Remarque dont on pourrait faire la plus exacte application à notre temps, bien que la loi nous avertisse encore qu'à soixante ans, suivant le langage de Montaigne, il est temps de plier bagage et de prendre congé de la compagnie.

profession d'avocat, et voyant comme vivait heureux et paisible dans la retraite un personnage de sa connaissance, il aspirait lui-même à cet âge, qui lui permettrait de vivre de la même vie sans encourir le reproche d'oisiveté : Quando « licebit, quando per ætatem honestum erit imitari istud « pulcherrimæ quietis exemplum? Quando secessus mei, « non desidiæ nomen, sed tranquillitatis accipient? » (*Ibid.*)

Sur tout ceci, les poètes faisaient les mêmes réflexions et donnaient les mêmes conseils.

Le lecteur a déjà cité avant moi ces vers proverbiaux d'Horace :

Solve senescentem mature sanus equum, ne
Peccet ad extremum ridendus, et ilia ducat.

. Senes ut in otia tuta recedant.

A l'appui de cette thèse, Ovide multipliait les exemples : celui du cheval de course, qu'on a soin de laisser à l'écart, lorsque, affaibli par l'âge, il ne pourrait plus, en fournissant une nouvelle carrière, que compromettre l'honneur qu'il s'est acquis dans ses jours de vigueur ; celui du navire fatigué qu'on remise dans le port, de peur qu'il ne résiste plus à la violence des flots ; celui du soldat qui suspend ses armes à son foyer, quand il ne se sent plus la force de s'en servir :

Ne cadat et multas palmas inhonestet adeptas,
Lauguidus, in pratis, gramina carpit equus.
In cava docuntur quasæ navalia puppes,
Ne temere in mediis dissolvantur aquis.
Miles, ut emeritis non est satis utilis armis,
Ponit ad antiquos quæ tulit arma Lares.

(*Trist.*, IV, 8.)

C'était en vue de lui-même qu'Ovide citait ces exemples : reconnaissant que la vieillesse avait diminué ses forces, il ajoutait que le moment était venu pour lui de recevoir le bâton de retraite du gladiateur hors d'âge :

Sic igitur, tarda vires minnente senecta,
Me quoque donari jam rude tempus erat.

(*Ibid.*)

Ce bâton de retraite, Juvénal pensait, comme Quintilien, qu'on ne devait pas l'attendre, qu'il le fallait prendre et se le donner soi-même :

Ergo sibi dabit ipse rudem.

C'est ce que fit prudemment le vieil athlète de Virgile. Après avoir obtenu une dernière victoire, non sans peine, et sans grand risque d'un humiliant échec, il comprit qu'il était temps de cesser son périlleux métier, que ses forces ne répondaient plus que difficilement à son courage, et pour ne point s'exposer à déchoir de l'honneur qu'il croyait avoir mérité par ses nombreux succès, il déposa prudemment le ceste et résigna sa profession, en prononçant cette formule que chacun connaît :

. . . Hic victor castus artemque repono.

(VING., *Æneid.* V.)

Par cet épisode de *l'Enéide*, Virgile a-t-il voulu donner indirectement aux vieux athlètes du Forum le conseil de se retirer en temps opportun, à l'exemple de ce gladiateur émérite? Je ne sais; l'entente est au diseur. Mais je crois fort que plus d'un vétéran de ce Forum, après avoir blanchi sous le harnais, dut s'appliquer la leçon que donnait Entellus à toutes les classes de lutteurs.

§ VIII.

Conclusion de la cinquième partie.

Je termine ici cette cinquième et dernière partie, dans laquelle j'ai essayé de tracer, toujours avec le pinceau des poètes, une sorte d'histoire du barreau romain.

Cet historique, je le résume comme il suit, d'après l'ensemble des documents divers qui m'en ont fourni les éléments.

Dans son enfance, le barreau romain eut toute la candeur et la pureté du premier âge. En prêtant son assistance aux clients, soit par le conseil, soit par la défense en justice de leurs intérêts litigieux, il ne recherchait d'autre récompense de ses soins que la confiance et la considération publiques.

A un âge plus avancé, il ne conserva plus guère que pour mémoire la tradition de cet antique désintéressement, et devint une carrière professionnelle, où par un effet, très-naturel d'ailleurs, des besoins qu'avaient créés les progrès du luxe, la plupart de ceux qui s'y livraient ne se contentaient plus du simple *palmarium* et de la stérile gratitude de la clientèle. Mais aussi longtemps que du Forum on put monter à la tribune politique, et de cette tribune aux honneurs, la fonction d'avocat, bien qu'ayant perdu son caractère de gratuité, ne cessa pas de se maintenir à toute sa hauteur, exercée qu'elle était par les hommes les plus éminents, dont quelques-uns, du reste, n'exigeaient aucune rémunération de leurs services.

Les premières années de l'empire virent encore briller le barreau de Rome ; le nom seul de Pline le jeune suffirait à témoigner que jusqu'au siècle de Trajan il s'y produisit de grandes individualités. Dès cette époque cependant les rangs des véritables *oratores causarum* commencèrent à s'éclaircir ; bientôt après ils disparurent avec les juridictions qui jusque-là leur avaient servi de théâtre. Il ne resta plus au Forum que des *causidici* plus ou moins habiles. Quelques-uns peut-être s'y distinguèrent. Apulée, dit-on, plaïda avec succès, sous le règne de Marc-Aurèle, devant les tribunaux de Rome. Mais le succès ne s'estimait plus alors, Apulée semble l'avouer lui-même pour ce qui le concerne personnellement, que par les profits matériels qu'il rapportait. L'esprit de lucre avait complètement envahi le Forum ; il y dominait exclusivement ; d'où il advint que l'éloquence judiciaire, qui n'était plus cultivée par amour de l'art, finit par tomber en pleine décadence, et ne jeta plus dans la suite aucun éclat.

Quant à la science du droit, elle n'encourut pas la même déchéance. Elle survécut à l'extinction de la race des grands avocats, et se réfugia dans le cabinet des jurisconsultes, qui continuèrent d'en entretenir le feu sacré, dans l'empire d'Orient comme dans l'empire d'Occident.

Je ne veux ni ne dois quitter ce sujet sans rendre

un dernier hommage aux poètes à l'aide desquels je l'ai traité. Le lecteur reconnaitra comme moi, je n'en doute pas, que les diverses observations dont le Forum a été l'objet de leur part leur ont été inspirées par une notion très-exacte, et par la plus saine appréciation des qualités qu'exigeait et des devoirs qu'imposait la profession de jurisconsulte et d'avocat, et que leurs conseils comme leurs critiques portent l'empreinte d'une intelligence non moins pratique que théorique des conditions de la véritable éloquence judiciaire, ainsi que des règles de conduite qui devaient servir de guide aux membres du barreau.

Les maîtres de l'art ne pouvaient dire mieux; souvent même ils n'ont fait que développer les préceptes versifiés de ces poètes.

OBSERVATIONS FINALES.

Arrivé au terme de cette longue classification de mes extraits, je ne puis me dissimuler, en voyant tout ce que j'en ai semé sur mon papier, et combien mes pages en sont, pour ainsi dire, bigarrées et bariolées, que je n'ai guère réussi qu'à composer une sorte de centon.

C'est là en effet, je l'ai reconnu en commençant, et je le reconnais bien mieux encore en finissant, le vice capital de mon livre. Mais il était inévitable; car comment prouver qu'il y a beaucoup de droit, et de vrai droit, dans les poésies latines, si l'on ne cite les passages qui en contiennent? Comment aussi dépeindre, d'après elles, les mœurs de l'ancienne société romaine aux points de vue juridique, criminel et judiciaire, si l'on ne produit les textes qui les retracent? Comment, enfin, contrôler et confirmer ces textes poétiques par d'autres textes analogues empruntés à des prosateurs, si l'on ne met les uns en regard des autres?

Ceux qui liront cet ouvrage, si tant est qu'on le lise jamais en entier, trouveront peut-être que j'ai trop multiplié les citations latines; que j'aurais pu et dû les épargner davantage, en faisant un choix, et en élaguant celles qui ne sont que des variantes d'un même thème ou qui ne présentent en elles-mêmes qu'un médiocre intérêt.

Mais ce procédé n'eût-il pas fait perdre à mon travail l'unique mérite qu'il ait à mes yeux, celui d'offrir un complet recueil de tout ce qu'ont dit les poètes et quelques autres littérateurs latins sur les matières qui de près ou de loin ressortissent au domaine de la loi, du droit et des tribunaux? Encore n'ai-je peut-être pas parfaitement accompli sous ce rapport les promesses de mon programme. Les notes complémentaires qu'on lira, si l'on veut, à la fin de ce volume, montrent que j'ai découvert après coup un certain nombre de textes utiles, importants même, qui avaient échappé à mes premières recherches, ou que j'avais omis par inadvertance; ce qui me donne lieu de penser que sur le ter-

rain que j'ai parcouru il reste encore champ pour faire glane.

Je n'ai donc pas péché sous ce rapport autant que je l'eusse pu, autant que je l'eusse dû suivant mes idées.

Ce qu'on me reprochera plus justement sans doute, c'est de m'être attaché à un sujet qui rendait nécessaire cette extrême surabondance de citations, c'est d'avoir commis un véritable anachronisme, en publiant en plein dix-neuvième siècle un livre qui semble fait à l'image de ceux qu'on écrivait il y a trois ou quatre cents ans.

Je conviens qu'en effet cette œuvre a quelques airs de ressemblance avec certains traités où nos anciens parlementaires enchâssaient, comme arguments à l'appui de leurs thèses, une foule de joyaux dérobés par eux aux trésors littéraires de l'antiquité latine. J'admets aussi que par cette raison elle aurait eu plus de chances de bonne fortune au seizième siècle que de notre temps.

Effectivement, au seizième siècle les livres ainsi faits étaient fort appréciés, et ne manquaient pas de lecteurs. On aimait à trouver de l'érudition toute faite, en même temps que de très-utiles enseignements, dans les élocubrations de ces patients chercheurs qui, se conformant à la règle *non legit qui non excerpit*, avaient grand soin d'extraire, pour en faire usage à l'occasion, ce qu'offraient de plus saillant et de plus notable les écrits qu'ils étudiaient; et parsemaient leurs propres compositions de cette quintessence de la littérature antique.

Au risque de passer pour avoir des goûts d'un autre âge, je confesse que j'estime fort ces vieux auteurs, et que leurs livres, si bizarres qu'ils soient dans la forme, me paraissent plus instructifs que bien d'autres productions modernes qui n'ont pas ce défaut-là.

Cet aveu de ma part pourrait donner à penser que j'ai eu la prétention de les imiter. Mais il n'en est rien; je n'y ai nullement songé. C'est uniquement par une nécessité inhérente à mon sujet que, comme eux, plus qu'eux encore, j'ai accumulé citations sur citations.

Dois-je redouter, pour cette cause, que mon travail n'attire aucune attention?

Oui sans doute, s'il est vrai que le nombre des lecteurs d'ouvrages dans lesquels le latin tient une grande place soit aujourd'hui réduit à des proportions infinitésimales.

Mais je me persuade que beaucoup de ceux qui ont appris et cultivé avec quelque fruit, sur les bancs de l'école, la langue éternelle de l'ancienne Rome, et qui depuis l'ont négligée, aiment souvent encore à s'en ressouvenir, comme d'une connaissance de jeunesse, qu'on n'oublie pas tout à fait, pour l'avoir plus ou moins longtemps perdue de vue. Il ne me semble pas absolument impossible que, loin de les effrayer, mes citations latines aient pour eux quelque attrait, et qu'ils prennent parfois plaisir à feuilleter et parcourir ce volumineux produit de mes recherches.

Pro capto lectoris habent sua fata libelli.

(TERENTIUS MAURUS.)

Qui sait? peut-être aurai-je le bonheur de contribuer dans une certaine mesure à ramener au latin ceux de mes lecteurs qui ne l'auraient pas irrévocablement banni de leur mémoire.

Après tout, si cet espoir dont je me flatte n'est qu'une illusion, si de nos jours une compilation telle que celle-ci n'a de quoi plaire à qui que ce soit et ne comporte pas une lecture suivie, j'ai la confiance que tout au moins elle aura la valeur et l'utilité d'un recueil bon quelquefois à consulter, et que le pis qu'on en pourra penser et dire, c'est que suivant l'avis de deux anciens auxquels j'emprunte mon épigraphe et dont j'invoque l'autorité, *il n'est point de livre, si défectueux qu'il soit, où l'on ne puisse apprendre quelque chose.*

APPENDICES.

•



AVERTISSEMENT.

On trouvera dans les appendices qui vont suivre diverses explications sur les matières du droit civil et criminel que je n'ai qu'effleurées, dans le corps de l'ouvrage, d'après les indications qui m'étaient fournies par les poètes et par quelques autres auteurs.

On y trouvera aussi, outre un assez grand nombre de nouveaux textes poétiques qui m'avaient échappé, le complet recueil des faits judiciaires et des passages juridiques que renferme l'histoire de Tite-Live, et dont je n'avais relevé qu'une faible partie.

Peut-être ces notes supplémentaires intéresseront-elles ceux de mes lecteurs qui auront pu sans trop de fatigue parcourir jusqu'au bout ce qui précède.

— 10 —

1

— — — — —

APPENDICE DE L'INTRODUCTION.

Si je ne me suis point expliqué dans l'*Introduction* sur le point de savoir comment était organisé à Rome l'enseignement de la jurisprudence, c'est que la question est fort obscure, au moins pour ce qui concerne la période républicaine et les premiers siècles de l'époque impériale.

Voici cependant quelques indications qu'il peut être à propos de placer ici, à titre d'appendice de cette *Introduction*.

Suivant Pomponius, le premier jurisconsulte qui professa publiquement le droit à Rome fut Tiberius Coruncanus, grand pontife : « Primus jus publice profiteri cœpit. » (*De orig. juris*, § 25.)

A quelle époque vivait ce professeur ? Pomponius ne le dit pas ; mais on peut supposer d'après son récit que c'était au commencement du sixième siècle de l'ère romaine.

Depuis, d'autres jurisconsultes, sans tenir école ouverte à jours fixes, prirent l'habitude d'employer une partie du temps qu'ils consacraient à leurs consultations à donner des explications sur le droit aux étudiants qui voulaient s'éclaircir de leurs lumières. « Nullum sibi, dit Cicéron, ob eam rem tempus ipsi sejungebant, sed eodem tempore et discipulis satisfaciebant et consulentibus. » (*In Bruto*, 41.)

Ainsi faisait, au rapport du même auteur, le jurisconsulte Q. Scævola ; il ne s'engageait aucunement à donner des leçons, mais tout en répondant aux questions des consultants il se prêtait à enseigner ceux qui assistaient à ses consultations avec le désir de s'instruire : « Ego autem juris civilis studio multum operæ dabam Q. Scævola, pontifici maximo, qui, quanquam nemini se ad docendum dabat, tamen consulentibus respondendo studiosos audiendi docebat. » (*Ibid.*, 89.)

On voit par ces documents qu'il n'existait alors aucun professeur attitré, aucun cours régulier de droit, et que l'enseignement en était tout bénévole de la part des jurisconsultes qui le donnaient.

Il ne paraît pas qu'il en ait été autrement dans les premiers siècles de l'empire.

Est-ce à dire cependant que jusque là nul ne s'occupait spécialement et d'une manière suivie de former la jeunesse à l'étude des lois et de la jurisprudence? Non assurément; il ne se pouvait pas que dans cette terre classique de l'esprit juridique le droit ne fût pas tout particulièrement enseigné; et comme il est certain qu'on l'apprenait généralement, il fallait bien qu'il y eût des moyens de l'apprendre. L'État ne s'en mêlait pas; mais il laissait à l'enseignement toute liberté, et sans aucun doute, soit dans l'intérieur de la famille, soit dans les écoles tenues par les rhéteurs ou autres maîtres, les jeunes gens recevaient des leçons de législation et de droit, sans préjudice de celles qu'ils allaient chercher dans les bureaux de consultation des jurisconsultes et aux audiences des préteurs.

Par la suite, et dans le troisième siècle de l'ère chrétienne, Rome eut une école publique et spéciale de droit, dont les professeurs étaient rétribués. Les étudiants y affluaient de toutes les provinces de l'empire. Rome était alors justement appelée le domicile des lois, *legum domicilium*, appellation que lui donnait Sidoïus Apollinaris.

Plus tard, deux autres écoles furent créées, l'une à Constantinople, l'autre à Béryte, ville de Phénicie. Elles étaient privilégiées, comme celle de Rome, en ce sens qu'aucune autre ne pouvait être fondée en concurrence avec elles, ce qui pourtant n'empêcha pas que peu après il ne s'en établît une quatrième à Alexandrie.

La règle qu'on observait dans ces établissements scolaires était celle-ci.

L'enseignement s'y répartissait en cinq années.

Pendant la première les étudiants apprenaient le texte des lois et les rudiments de la législation. On les appelait alors *dupondii*, pour signifier qu'ils n'étaient encore que des apprentis fort légers de science.

Dans la seconde on leur expliquait les édits prétoriens, et pour cette cause ils prenaient le nom d'*edictales*.

Durant la troisième les leçons portaient sur les huit premiers livres des réponses de Papinien ; par suite de quoi les étudiants de cette troisième année s'appelaient *papinianistæ*, qualification dont ils se faisaient tant d'honneur qu'ils célébraient comme un jour de fête celui où ils étaient autorisés à la prendre en s'initiant à la doctrine du maître.

La quatrième année était consacrée à l'étude des réponses du jurisconsulte Paul. Les étudiants étaient alors réputés capables de délier les nœuds du droit et de résoudre les énigmes de la législation, ce qui leur valait le nom de *λύται*.

Enfin, dans la cinquième ils s'occupaient des constitutions impériales et acquéraient le titre de *πρωτεύται*, lequel correspond vraisemblablement à celui de docteur en droit.

Quelques modifications furent apportées à cette méthode d'enseignement par Justinien, qui voulut la mettre en harmonie avec les Institutes, les Pandectes, le Code et les Nouvelles. Mais la division des études en cinq années fut maintenue par cet empereur, ainsi que les dénominations par lesquelles on désignait les étudiants de chacune de ces années.

Ce système de cours publics professés par des jurisconsultes qu'une aptitude reconnue désignait au choix de l'autorité était probablement plus favorable aux études que ce qui se pratiquait antérieurement. Toutefois, il me paraît que l'enseignement libre et privé, sous le régime duquel furent formés au droit tant de juristes éminents du siècle de Cicéron et la plupart des poètes, dont je crois avoir prouvé la bonne éducation juridique, devait avoir aussi ses avantages, ne fût-ce

que parce qu'il exigeait de la part des étudiants plus de travail personnel, plus de recherches et de lectures. Au temps de Juvénal il n'y avait pas encore de professeurs de jurisprudence en titre d'office; mais nous savons par ce poëte (*Sat.* 14) que les pères de famille enjoignaient à leurs fils de se lever de grand matin pour étudier à fond les antiques lois du pays. Et à cette époque-là ce n'était plus seulement la loi des Douze Tables et les commentaires de ses interprètes qu'ils étaient tenus d'apprendre; c'étaient aussi et surtout, comme le fait remarquer Cicéron, les édits perpétuels des préteurs et mille autres documents législatifs qui constituaient le droit nouveau, et qui n'étaient rien moins que codifiés comme ils le furent depuis sous Justinien; en telle sorte que les étudiants avaient sans doute beaucoup à travailler par eux-mêmes. Leurs études n'en étaient peut-être que plus fortes.

Le fait que je viens de rappeler, d'après Juvénal, me donne occasion de rectifier une erreur que j'ai commise dans l'*Introduction*.

Par inadvertance, j'ai prêté au poëte le conseil adressé aux jeunes Romains dans ce fragment de sa 14^e satire :

..... perlege rubras
Majorum leges

Ce conseil, ce n'est pas Juvénal qui le donnait; il le mettait dans la bouche des pères de famille, qui, disait-il, obligeaient leurs fils à prendre plusieurs heures sur leur sommeil pour se livrer à l'étude des lois. De même que Pétrone, il constatait, mais sans l'approuver et presque en le désapprouvant, cet engouement général pour le droit.



APPENDICE DE LA PREMIÈRE PARTIE.

TOME PREMIER.

I. Les poètes ne m'ont fourni que fort peu d'indications sur les divers pouvoirs législatifs de Rome.

Quelques aperçus touchant ce sujet ne seront peut-être pas déplacés dans cet appendice de la première partie.

Pendant longtemps les Romains ne donnèrent le nom de *leges* qu'aux lois émanées de leurs rois, *regia*, et depuis à celles qui étaient votées par le peuple sur la proposition des magistrats supérieurs, à savoir les interrois, *interreges*, les dictateurs, les consuls, les tribuns militaires investis de l'autorité consulaire, les préteurs et les censeurs.

Lorsque l'un de ces magistrats jugeait utile de proposer une loi, il en rédigeait le projet ou le faisait rédiger par des jurisconsultes, et le soumettait au sénat, qui décidait s'il y avait lieu d'en saisir le peuple. Mais il paraît que dans la suite on se passa de cet intermédiaire.

Avant d'être proposé aux suffrages des comices, ce projet était promulgué, c'est-à-dire écrit sur une planche ou tablette, et affiché pendant trois jours de marché, *per trinum mundinum*, de manière à ce que le peuple pût en prendre connaissance et se former un avis sur son opportunité. Ce n'était qu'après ce délai de vingt-sept jours que les comices étaient convoqués pour le vote. Au jour de cette convocation le magistrat apportait la tablette sur laquelle était écrite sa proposition législative, *ferebat legem*; le *præco* en donnait lecture, puis la discussion s'engageait à la tribune aux harangues. Après quoi, si les augures le permettaient, le peuple donnait ses suffrages de la manière que j'ai indi-

quée pour les accusations capitales dont il était appelé à connaître. Si la loi était acceptée par la majorité des comices, on la gravait d'ordinaire sur une table d'airain, et l'original en était déposé dans le temple de Saturne, *ad Ærarium*.

On nommait *plebiscita* les lois votées sur la proposition de magistrats plébéiens, les tribuns du peuple. Il y avait entre les lois proprement dites et les plébiscites cette différence notable, que les premières étaient l'œuvre des *comitia centuriata* et *tributa*, c'est-à-dire du peuple tout entier, lequel, y compris les patriciens, se réunissait dans le champ de Mars; et que les plébiscites se votaient dans une partie du Forum, appelée *comitium*, par les *comitia tributa* composés des plébéiens seulement. Dans le principe les patriciens élevèrent la prétention que ces plébiscites, auxquels ils ne prenaient point part, leur étaient étrangers et ne les obligeaient pas; mais ils durent bientôt s'y soumettre, et les plébiscites prirent place au nombre des lois obligatoires pour tous les citoyens. Seulement au lieu de les déposer à l'*Ærarium*, les tribuns, après les avoir fait graver sur une table, les donnaient en garde aux édiles du peuple.

Le peuple était donc au temps de la république, et en dehors des circonstances de dictature tyrannique, le suprême législateur. Il l'était à l'exclusion du sénat, dont les pouvoirs n'avaient rien de législatif, bien qu'il eût la plus large part à l'action gouvernementale et qu'il lui arrivât même assez fréquemment de modifier la loi par ses décrets.

Mais il y avait d'autres législateurs, qui, sans convocation de comices et sans tribune, défaisaient, refaisaient les lois à leur fantaisie, en édictaient de nouvelles, et créaient véritablement ainsi le droit civil : c'étaient les préteurs, les édiles et les censeurs.

Parlons d'abord des préteurs.

Indépendamment de leur droit de proposer des lois, comme magistrats supérieurs, ils avaient celui de faire des édits sur les matières de leur compétence judiciaire, lesquelles embrassaient le droit civil tout entier.

Ces édits étaient généraux ou spéciaux : généraux, quand ils traçaient les règles d'après lesquelles le préteur déclarait qu'il rendrait la justice durant l'année de sa magistrature ; spéciaux, quand ils n'étaient portés que pour un cas particulier, et sous la réserve que l'application n'en pourrait être invoquée dans d'autres espèces analogues.

Cette dernière classe d'édits amenait, comme on le peut aisément supposer, les plus criantes inégalités dans l'administration de la justice ; ce qui dans la suite dut faire admettre en principe la disposition suivante : « quod quisque juris in alterum statuerit, ut ipse eodem jure utatur. »

D'autre part, les édits généraux des préteurs n'avaient eux-mêmes rien de fixe. Souvent ces magistrats les changeaient du tout au tout ou les modifiaient dans le cours de l'année, d'où résultait une sorte d'anarchie ou tout au moins une grande confusion dans le droit. La loi *Cornelia*, qui intervint en l'an de Rome 687, remédia tant bien que mal à cet état de choses, en disposant que ces édits seraient perpétuels, en ce sens qu'il n'y pourrait être rien innové durant l'année de la préture. Mais à l'expiration de cette année, et lorsqu'un nouveau préteur était élu, celui-ci pouvait accepter, rejeter ou modifier, suivant qu'il le trouvait bon, l'édit général de son prédécesseur. On appelait *tralatitium* celui qu'il s'appropriait en le maintenant, et *novum* celui par lequel il édictait de nouvelles dispositions.

Ce ne fut qu'au temps de l'empereur Adrien que les édits généraux des préteurs furent rendus véritablement perpétuels et constituèrent un corps de droit, qui reçut le nom de *jus honorarium*.

Les édiles curules légiféraient aussi par des édits sur les choses qui entraient dans leurs attributions judiciaires et administratives, et quelquefois même sur celles qui étaient de la compétence des préteurs. Comme leur juridiction avait quelque chose de commun avec celle de ces derniers magistrats, on les confondait souvent avec eux, et leurs édits furent classés, comme ceux des préteurs, parmi les éléments du *jus honorarium*.

II. J'ai dit que la loi des Douze Tables s'était maintenue indéfiniment chez les Romains comme base de leur droit public et privé, bien que sur elle et autour d'elle se fût accumulée durant le cours des siècles une foule innombrable de lois, de plébiscites, d'édits des préteurs et des édiles, de règlements émanés des censeurs, de décisions des *prudents*, de sénatusconsultes et de rescrits des empereurs.

La vérité historique de cette observation se confirme par le passage suivant de Tite-Live, qui rend compte de la promulgation des Douze Tables, ou plutôt des dix premières : « Quum » ad rumores hominum de unoquoque legum capite satis cor- » rectæ viderentur, centuriatis comitiis Decem Tabularum » leges perlatæ sunt, qui nunc quoque, *in hoc immenso alia-* » *rum super aliis acervatarum legum cumulo*, fons omnis » publici privatique est juris. » (III, 34.)

On sait que Tite-Live écrivait son histoire sous le règne d'Auguste.

A diverses époques, des tentatives furent faites pour débrouiller l'inextricable chaos de la législation romaine. Suivant Aulu-Gelle (*Noct. attic.*, XXII) et suivant Quintilien (XII, 3), Cicéron avait eu cette louable pensée; mais il n'y donna pas suite.

Pendant son premier consulat, Pompée voulut s'occuper de ce travail; il y renonça comme Cicéron.

Ce même travail, Jules César l'avait résolûment entrepris durant sa dictature; sa mort coupa court à l'exécution de ce projet. (Sueton., *Jul.* 44.)

Depuis, sous les empereurs, on essaya maintes fois de codifier ou coordonner les différentes parties de la législation, notamment les édits des préteurs et les constitutions impériales; mais ces essais furent infructueux, ou n'aboutirent qu'à des résultats très-imparfaits.

Il était réservé à Justinien d'achever dans une certaine mesure ce que ses prédécesseurs n'avaient fait qu'ébaucher partiellement.

Ceux qui ont lu ou parcouru le Digeste et le Code ont pu reconnaître tout ce que laisse à désirer cette sorte de codifica-

tion du droit romain. Mais si l'on considère que Tribonien et ses collaborateurs avaient à faire le tri d'un monceau de documents de législation et de jurisprudence qui, selon le langage d'Eunapius, (*in vita Ardesii*), *pouvait former la charge de plusieurs chameaux*, on est plus porté à louer qu'à blâmer la manière dont ils se sont acquittés de l'immense tâche qu'ils avaient à remplir.

III. On a pu lire dans la première partie quelques applications poétiques du droit des gens, notamment en ce qui concerne le *jus bellicum*. Elles m'en rappellent une autre, qui est historique et que je crois devoir consigner dans ces notes.

En l'an 361 de Rome, le dictateur Furius Camillus assiégeait la ville de Falérie, en Étrurie. Le siège trainait en longueur et les assiégeants commençaient à désespérer du succès de leur entreprise, lorsque survint un incident qui déterminait les assiégés à livrer spontanément leur ville aux Romains.

Un maître d'école ou instituteur, aux soins duquel les principaux habitants de Falérie confiaient leurs enfants, et qui, même durant le siège, avait l'habitude de mener ses élèves en promenade en dehors de la cité, imagina, par une odieuse spéculation, de les faire tomber en la puissance des Romains. Prolongeant leur excursion au delà des limites ordinaires, il les conduisit au milieu des postes ennemis et jusqu'au prétoire du dictateur, auquel il offrit de les remettre, en lui faisant connaître que leurs pères étaient tous à la tête de la ville assiégée. Camille refusa cette offre avec indignation, et voici la réponse que lui prête Tite-Live :
 « Sunt et belli sicut pacis jura, justoque ea non minus quam
 « fortiter didicimus gerere. Arma habemus non adversus
 « eam ætatem cui etiam captis urbibus parcutur, sed adver-
 « sus armatos... » Puis il fit mettre à nu le traitre, ordonna qu'on lui liât les mains derrière le dos, et le renvoya à Falérie sous la conduite de ses élèves, qu'il arma de verges pour qu'ils l'en fouettassent dans le trajet.

Les habitants de Falérie, ajoute l'historien, furent tellement touchés de ce respect pour le droit des gens, qu'ils déposèrent aussitôt les armes et se soumirent aux Romains.

IV. Dans le cours de la première partie, j'ai cité en abrégé quelques mots de Tite-Live touchant 1° l'égalité de tous les citoyens devant la loi; 2° le devoir qui incombe aux promoteurs de lois de donner l'exemple du respect qu'elles exigent, en s'abstenant d'y porter eux-mêmes ou d'y laisser porter atteinte; 3° l'habitude qui s'introduisit de dénaturer le caractère de certaines lois et d'abuser de leurs dispositions, en les pliant par une interprétation forcée et de mauvaise foi à une application contraire à leur véritable esprit.

Je rétablis ici ces citations dans leur entier.

« *Leges, res surda, inexorabilis, salubrior meliorque inopi quam potenti.* » (I-19.)

« *Ita in ea (lege) firmum libertati fore præsidium si nec causis nec personis variet.* » (III-45.)

« *Nemo unus civis tam eminere debet ut legibus interrogari non possit. Nihil tam æquandæ libertatis est quam potentissimum quemque posse dicere causam..... Qui jus æquum pati non potest, in eum vis haud injusta est.* » (XXXVIII, 50.)

Ces dernières paroles sont mises par l'historien dans la bouche des accusateurs de Scipion l'Africain, qui se refusait à venir se défendre devant les comices.

« *Neque legi suæ latorem. . . . defore.* » (II, 46.)

« *Sed nondum hæc, quæ nunc tenet sæculum, negligentia deûm venerat, nec interpretando sibi quisque jusjurandum, et leges aptas faciebat, sed suos potius mores ad eas accommodabat.* » (III-20.)

On voit par ce dernier passage que Tite-Live accusait indirectement ses contemporains, et probablement aussi les gouvernements, d'accommoder les lois à leurs mœurs, au lieu d'accommoder leurs mœurs aux lois, comme le faisaient leurs ancêtres.

Voici encore quelques autres textes de cet auteur qui contiennent au sujet de la loi des sentences et des réflexions parfaitement en harmonie avec celles que j'ai empruntées aux poètes :

« Legum ope multitudo in unius populi corpus coalescit.
« Urbs, condita vi et armis, jure legibusque de integro con-
« ditor. » (I, 19.)

« Sicut ante morbos necesse est cognitos esse quam re-
« media eorum, sic cupiditates prius natæ sunt quam leges
« quæ iis modum facerent. » (XXXIV, 3.)

« Nihil motum ex antiquo probabile est. Veteribus, nisi
« quæ usus evidenter arguit, stari malunt. » (*Ibid.*, 54.)

« Ubi semel decretum est omnibus, id etiam quibus antea
« displicuerit pro bono atque utili est defendendum. »
(XXXII, 20.)

« Nihil attinet leges ferre quibus per eosdem qui tulerint
« fraus fiat. » (X, 13.)

« Ex his legibus quæ non in tempus aliquod, sed perpe-
« tuæ utilitatis causa, in æternum latæ sunt, nulla abrogari
« debet nisi quam aut usus coarguit, aut status aliquis rei-
« publicæ inutilem facit. » (XXXIV, 6.)

« Legum corrector usus. » (XXLV, 32.)

« Ubi duæ contrariæ leges, semper antiquæ abrogat nova. »
(IX, 34.)

« Quas tempora aliqua desiderant leges, mortales, ut ita
« dicam, et temporibus ipsis mutabiles sunt. Quæ in pace
« latæ sunt plerumque bellum abrogat; quæ in bello, pax.
« Ut in navis administratione, alia in secundam, alia in ad-
« versam tempestatem usui sunt. » (XXXIV, 6.)

On trouve dans le même historien (IV, 4.) une argumentation pareille à celle de la discussion à laquelle se livre Prudence pour établir que les lois ne sont point et ne peuvent être immuables, discussion dont j'ai rapporté quelques passages.

Cette argumentation est mise par Tite-Live dans la bouche du tribun du peuple Canuleius, qui, voulant obtenir qu'un des deux consuls de la république fût choisi parmi les plébéiens, répondait comme il suit à l'objection tirée de ce que la mesure proposée était sans aucun précédent : « At eniui
 « nemo post reges exactos de plebe consul fuit. Quid postea?
 « Nullane res nova institui debet? et quod nondum est factum.... ea, ne si utilia quidem sint, fieri oportet? Pontifices, augures, Romulo regnante, nulli erant; ab Numa Pompilio creati sunt. Census in civitate et descriptio centuriarum classiumque non erat; ab Servio Tullio est facta. Consules nunquam fuerunt; regibus exactis creati sunt. Dictatoris nec imperium nec nomen fuerat; apud patres esse cepit. Tribuni plebis, ædiles, quæstores nulli erant; institutum est ut fierent. Decemviros legibus scribendis intra decem hos annos et creavimus et de republica sustulimus. Quis dubitat quin, in æternum urbe condita, in immensum crescente, nova imperia, sacerdotia, jura gentium hominumque instituantur? »

Je crois fort que Prudence avait lu ce raisonnement de Canuleius, ou plutôt de Tite-Live, quand il écrivait le sien contre Symmaque.

V. J'ai commis une grosse erreur dans l'interprétation que j'ai faite, tome 1^{er}, 1^{re} partie, page 33, de ce passage de l'une des *Catilinaires* de Cicéron : « Habemus enim hujusmodi senatusconsultum, verumtamen inclusum in tabulis, tanquam gladium in vagina reconditum. »

Ce texte n'implique pas, comme je l'ai supposé en le considérant isolément de ce qui le précède, l'idée que des senatusconsultes restaient oubliés dans les archives et à l'état de lettre morte ; il veut dire simplement que les consuls avaient tardé à faire usage d'un décret du sénat qui autorisait l'arrestation de Catilina et de ses complices.

Je n'ai reconnu mon erreur qu'alors qu'il n'était plus temps de la réparer. A présent, je ne puis que la confesser humblement, et la rectifier dans cette note, en priant le lecteur de ne tenir aucun compte de la citation.

Du reste, ce que disait Cicéron du sénatusconsulte dont il s'agit se pouvait dire certainement de beaucoup de lois qui demeuraient renfermées dans les archives, comme une épée dans le fourreau.

APPENDICE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

TOME PREMIER.

SECTION PREMIÈRE.

DROIT CIVIL.

CHAPITRE PREMIER.

§ I^{er}.

État des personnes.

I. Je rétablis ici un texte de Plaute dont j'ai omis de faire mention dans le chapitre qui a pour objet l'état des personnes. Ce texte est ainsi conçu :

In Tusco vico, ubi sunt homines qui ipsi sese venditant.
(*Curculio*, IV, 1.)

Le comique parle dans ce vers d'un quartier de Rome où se rencontrent, dit-il, les hommes qui se vendent eux-mêmes ; et c'est aussi à des individus de cette espèce que parait s'appliquer le fragment suivant d'Horace,

. At Tusci turba impia vici.
(*Sat.*, II, 3.)

Des commentateurs de Plaute ont interprété le texte, que je viens de citer, en ce sens que des ingénus pouvaient sérieusement trafiquer de leur liberté et se réduire à l'état d'esclave en se vendant. Mais cette interprétation va trop loin ; et il a été reconnu avec raison, je crois, que les personnes vaguement désignées par l'auteur du *Curculio*

étaient les *lenones*, les *meretrices*, et autres gens de la plèbe, qui sont qualifiés par Horace de *turba impia*. Ceux-là, lorsqu'ils étaient de condition libre, n'étaient peut-être pas admissibles, après s'être ainsi vendus, à réclamer leur liberté, *proclamare ad libertatem*; mais en général la vente par un ingénu de sa liberté n'était pas valable. La liberté n'étant pas dans le commerce, il pouvait toujours la recouvrer quand il lui plaisait, nonobstant l'aliénation qu'il en avait faite. Il en fut même ainsi pendant longtemps pour ceux qui se vendaient, *pretii participandi causa*; on les admettait à revendiquer leur état d'ingénus, bien qu'ils eussent agi de mauvaise foi et dans l'unique but d'escroquer partie de la fortune d'autrui. Cette faculté fut cependant enlevée dans la suite aux majeurs qui s'étaient ainsi vendus par fraude. Un sénatusconsulte mentionné au Digeste disposa qu'ils seraient réputés esclaves et resteraient en servitude.

Quant aux débiteurs dont la personne était adjugée à leur créancier pour cause d'insolvabilité, ils subissaient, il est vrai, les conditions de l'esclavage, *servitutem serviebant*, mais ils ne perdaient pas leur qualité d'ingénus; ils la recouvraient dès que leur dette se trouvait éteinte, soit par paiement, soit de toute autre manière. L'ingénu vendu par son père redevenait également ingénu s'il obtenait sa manumission.

II. On a pu voir par plusieurs de mes documents de poésie que la position des esclaves dans la maison du maître était en quelque sorte hiérarchisée.

Dans les grandes maisons, la *familia* (c'était ainsi que les Romains appelaient leur personnel domestique), ce personnel était souvent très-considérable. Suivant Sénèque le Philosophe (*De tranq. animi*, 8), on comptait de son temps jusqu'à vingt mille esclaves dans une seule maison, ce qui doit s'entendre, s'il n'y a pas exagération, d'une multitude de serviteurs répartie entre de nombreux et vastes domaines. Il est certain, du reste, que les maisons possédant plusieurs centaines d'esclaves n'étaient pas rares sous l'empire. Déjà

même à l'époque où vivait Plaute, les citoyens riches en avaient pour le moins dix à vingt des deux sexes.

Un certain nombre étaient employés à la campagne et attachés à la glèbe; c'étaient les *servi rustici*. Ils étaient enchaînés, parce qu'on pouvait avoir à craindre qu'ils ne s'échappassent pour se soustraire aux rudes labeurs qu'ils avaient à subir. Ceux que le maître retenait à la ville, et qu'on nommait *servi urbani*, avaient chacun leur service particulier. Voici quelques-unes des dénominations par lesquelles on désignait leur spécialité respective : *atrienses, dispensatores, medici, topiarii, pistores, capsarii, scoparii, lecticarii, strutores, scissores* ou *carptores, insularii, salutigeruli, janitores, ostiarii*, etc. On voit figurer dans cette nomenclature des intendants, des économes, des jardiniers, des boulangers, des maçons, des balayeurs, des porteurs de litière, des percepteurs de loyers, et même des médecins. Quelques-uns, les *janitores* et les *ostiarii*, qui gardaient les portes de la maison, étaient tenus enchaînés; c'est du moins ce que dit Suétone (*De clar. rhet.*, III). Quelques autres avaient toute la confiance du maître et la haute main sur leurs *coservi*; c'étaient sans doute les intendants, à l'un desquels me paraît s'appliquer ce passage de Plaute où il est dit que le maître sera fort mécontent s'il vient à savoir qu'on n'a pas foi dans celui de ses esclaves à qui il a confié la direction de toutes choses :

Nam si sciat noster senex fidem huic non esse habitam,

Succenseat, cui omnium rerum ipsius summam credidit.

(*Casina*, II, 1.)

Je suppose que Juvénal avait aussi en vue ces esclaves haut placés dans la hiérarchie domestique des grandes maisons lorsqu'il écrivait ce vers de sa quinzième satire :

Maxima queque domus servis est plena superbis.

On distinguait encore les esclaves en *servi privati* et *servi publici*. Ce qui précède ne doit s'entendre que des premiers

Quant aux *servi publici*, qui pour la plupart étaient des captifs réduits à l'esclavage, ils avaient généralement une con-

dition meilleure que celle des *servi privati*. On les employait d'ordinaire au service de la république ou de ses magistrats, lorsque leur aptitude permettait qu'on les utilisât de cette manière. Les Romains leur tenaient compte apparemment de ce qu'ils n'étaient pas nés dans la servitude, comme les autres esclaves, qui selon Florus (*Hist.*, III, 20) formaient une classe inférieure du genre humain, *secundum genus hominum*. Aussi toléraient-ils qu'ils se mariassent et possédassent quelque chose en propre. Ils recevaient d'ailleurs un salaire annuel, *annua*, dont ils avaient la libre disposition.

Les esclaves des particuliers recevaient aussi mensuellement, soit en nature, soit en argent, non pas un salaire, mais une distribution, appelée *demensum* ou *menstruum*, et qui consistait ordinairement en cinq mesures de denrées sèches, ou en cinq deniers, représentant chacun la valeur de cinq as. C'était là-dessus qu'ils faisaient des économies et se formaient un pécule, quand leur maître le leur permettait. Le passage suivant de Térence montre avec quelle peine ils parvenaient à s'amasser quelques épargnes, que souvent encore il leur fallait donner en cadeaux, dans certaines fêtes de famille, aux enfants de celui dont ils étaient la propriété :

Quod ille uncialim vix de demenso suo,
Suum defraudans genium, comparavit miser,
Id illa universum accipiet, haud existimans
Quanto labore partum.
(*Phormio*, I, 1.)

S'ils avaient la chance de pouvoir conserver ce pécule, ils le plaçaient à intérêt, ou bien l'employaient à s'acheter un petit esclave, dont ils se faisaient un *vicarius* et qu'ils exploitaient eux-mêmes pour en tirer un profit personnel. Le *vicarius* avait quelquefois aussi un sous-vicaire, quand il pouvait se le procurer sur ses économies, et celui-ci s'appelait *vicarii vicarius*. Mais cela ne devait être que fort rare, et je crois que généralement le *vicarius* n'était qu'un esclave placé par le maître lui-même sous les ordres d'un autre esclave.

III. On peut juger de l'ardeur avec laquelle les esclaves

aspiraient à la liberté par le récit que fait Tite-Live d'un combat livré, en l'an 538 de Rome, par T. Gracchus à l'un des lieutenants d'Annibal.

Gracchus avait sous ses ordres des volontaires, *volones*, hommes de condition servile que le gouvernement romain avait admis dans son armée, après le désastre de Cannes. Il promit la liberté à ceux de ces *volones* qui rapporteraient la tête de l'un des ennemis qu'ils allaient combattre. Cette promesse leur fit faire des prodiges de valeur. Mais comme beaucoup d'entre eux, afin de se conformer à la condition qui leur avait été imposée, perdaient le temps à couper une tête, et pour ne pas s'en dessaisir la tenaient à la main, ce qui les empêchait de faire bon usage de leurs armes, Gracchus leur ordonna de jeter ces têtes, et leur fit savoir qu'ils n'obtiendraient la liberté qu'autant qu'ils triompheraient de l'ennemi et le mettraient en fuite. Cet avertissement produisit son effet. Ils redoublèrent de courage; la bataille fut gagnée grâce à leurs efforts, et cette chère liberté, dont l'espérance leur avait mis les armes à la main et pour laquelle ils n'hésitaient pas à exposer leur vie, fut accordée à tous, sans distinction du plus ou moins de valeur dont ils avaient fait preuve. (*Tit.-Liv.*, XXIV, 44 et suiv.)

IV. Je reviens sur quelques-uns des modes de manumission, pour ajouter certains détails que j'ai omis.

L'affranchissement par le *cens* s'opérait au moment du recensement de la population de Rome, *census lustralis*, recensement dont il est souvent parlé dans Tite-Live. Le maître donnait au censeur le nom de l'esclave qu'il voulait rendre à la liberté, et celui-ci était recensé comme affranchi.

L'affranchissement *per vindictam*, ou simplement la *vindicta* tire son nom de *Vindex* ou *Vindicus*, esclave qui dénonça la conspiration du fils de Brutus et de ses complices, et qui, en récompense du service rendu par lui à la république, fut gratifié de la liberté et de la qualité de citoyen. J'ai dit que ce mode de manumission, le plus solennel de tous, s'opérait habituellement à Rome devant le préteur et ailleurs devant

le proconsul de la province. J'ajoute qu'à Rome les consuls nouvellement élus étaient dans l'habitude de procéder dès les débuts de leur magistrature à des affranchissements de cette sorte, en mémoire de celui dont l'esclave *Vindex* avait été l'objet de la part du consul Brutus. Cette coutume est constatée par divers auteurs, et en particulier par les deux textes suivants, que j'emprunte encore à des poètes :

Nam modo nos jam festa vocant, et ad Ulpia poscunt
Te fora, donabis quos libertate, quirites,
Quorum gaudentes expectant verbera malæ.

(SIDON., *Carmen II, ad Arthem.*)

Adspice, mox lætum sonuit clamore tribunal.
Te fastos ineunte quater, solemnia ludit
Omnia libertas, deductum Vindice morem
Lex celebrat, famulusque jugo luxatus herili
Ducitur, et grato remeat securior ictu.

(CLAUD., *Consul. IV Honorii.*)

Rien de plus précis que ces deux passages ; ils témoignent nettement de l'usage dont je viens de parler. On remarque qu'il est question dans le premier d'un soufflet, *alapa*, donné sur la joue de l'esclave présenté à l'affranchissement. C'est un détail que n'indique pas le texte de Perse que j'ai cité en l'abrégeant trop, et que je rétablis dans son entier :

. Heu, steriles veri, quibus una quirites
Vertigo facit : hic Dama est, non tressis agaso,
Vappa et lippus, et in tenui farragine mendax.
Verterit hunc dominus, momento turbinis exit
Marcus Dama.

Il n'est parlé dans ce passage que du mouvement de circonvolution que le maître faisait faire à l'esclave ; mais il paraît qu'avant cette formalité le licteur le frappait de la baguette, en prononçant ces mots, au nom du prêteur ou du consul, *Hunc hominem liberum esse volo*, et qu'ensuite soit ce même licteur, soit le maître lui appliquait un agréable soufflet et le faisait tourner sur lui-même.

L'affranchissement *per testamentum* avait été autorisé par la loi des Douze Tables.

Lorsqu'il avait lieu *directis verbis*, comme, par exemple, par cette formule : *Davus servus meus liber esto*, l'affranchi était appelé *orcinus* ou *charonita*, parce qu'il n'avait de patron que dans l'autre monde. Il en était autrement si le testateur s'était exprimé en ces termes : « *Rogo heredem meum ut Davum manumittat* ; » dans ce cas, le droit de patronage appartenait à l'héritier.

Il arriva un temps où de nombreux citoyens, afin de laisser après eux une réputation de grande bienfaisance, donnaient par testament la liberté à tous leurs esclaves, sans en excepter même ceux qui avaient encouru des punitions rigoureuses pour des faits plus ou moins graves. Par suite, il se voyait parmi les affranchis une foule d'individus dégradés et de repris de justice. Denys d'Halicarnasse rend compte de l'impression de dégoût que produisit à Rome cet abus de la faculté d'affranchissement, qui, dit-il, souillait la majesté du peuple roi. Il y fut remédié, sous le règne d'Auguste, par la loi *Ælia Sentia*, qui déterminait le nombre d'esclaves que les testateurs pourraient affranchir de la sorte, eu égard à la totalité de ceux qu'ils possédaient.

La loi *Ælia Sentia* fut observée jusqu'au temps de Justinien ; mais cet empereur crut devoir l'abolir, par le motif, fort raisonnable, que l'affranchissement de la *familia* tout entière étant permis entre vifs ne devait pas être interdit aux mourants.

En outre des modes de manumission que j'ai mentionnés d'après les poètes, il y avait celui de l'affranchissement *in convivio*, lequel résultait de cela seul que dans un festin le maître admettait l'un de ses esclaves à sa table, au même rang que ses autres convives de condition libre ; à ceux-là seuls en effet il était permis de s'étendre sur des lits, *lectis accumbere*. Les esclaves et autres gens de vile condition ne pouvaient s'asseoir à table que sur des tabourets, comme il est dit dans ces deux passages de Plaute :

Haud postulo equidem me in lecto accumbere ;
Seis tu me esse imi subsellii virum.

(*Stichus*. III, 4.)

..... potius in subsellio
Cynice accipiemur quam in lectis.
(*Ibid.*, V, 4.)

Mais quand le maître accordait à son esclave les honneurs de la couchette, c'était la preuve qu'il le tenait pour affranchi.

Du reste, ce mode d'affranchissement et ceux qui avaient lieu soit *per epistolam*, soit *inter amicos* ne conféraient aux esclaves qu'une liberté incomplète, la liberté latine, qui ne suffisait pas à les faire classer au nombre des citoyens romains; et c'est pourquoi ceux des comédies de Plaute tenaient, comme on l'a vu, à passer par la *vindicta*.

J'ai lu dans un traité sur *les antiquités romaines* qu'après sa manumission l'affranchi, coiffé du *pilleum*, se rasait les cheveux et les déposait dans un temple; d'où il résulterait, si telle était la coutume, que, contrairement à ce que j'ai dit en citant le texte suivant de la cinquième satire de Juvénal,

..... Pulsandum vertice raso
Præbebis quandoque caput, nec dura timebis
Flagra pati,

les esclaves conservaient leur chevelure aussi longtemps qu'ils restaient en servitude.

Ce texte cependant ne peut guère s'entendre qu'en ce sens que l'on rasait les cheveux aux esclaves. Voici en effet quelle en est la signification : le poète dit à un parasite qu'après avoir subi mille affronts de la part de son hôte, il en viendra bientôt à se laisser raser par lui la tête et à la livrer à ses coups, c'est-à-dire à se laisser traiter comme un esclave. C'est ainsi que le passage est commenté par un savant interprète de Juvénal, et cette interprétation me paraît pouvoir être confirmée par le texte suivant de Tite-Live, où il est dit que des captifs romains, délivrés par un consul de l'esclavage qu'ils subissaient à l'étranger, suivirent la tête rasée le cortège triomphal de ce consul : « Præbuerunt speciem triumpho capitibus rasis

« secuti, qui servitute exempti fuerant. » (XXXIV, 52.)

Mais ce détail a trop peu d'importance pour que j'y insiste davantage.

Quant aux affranchis, il parait certain qu'ils avaient la tête rasée, mais qu'ils la couvraient du *pileum*. C'était ce *pileum* qui les distinguait des esclaves.

V. On sait que la position sociale des affranchis était loin d'équivaloir à celle des personnes libres de naissance. Afin de mieux marquer leur infériorité par rapport aux ingénus, on faisait porter aux enfants de ceux-ci une bulle d'or suspendue au cou avec une chaîne de même métal, et appelée par Stace,

. Nobile pectoris aurum.

Les enfants des affranchis pouvaient aussi porter la bulle, mais en cuir seulement. Cela est énoncé dans le passage ci-après de Juvénal, où il est dit que quiconque a porté dans son jeune âge la bulle d'or, ou simplement la bulle de cuir, en d'autres termes, que quiconque appartient à la classe des ingénus ou à celle des affranchis ne saurait se résigner à supporter deux fois, fût-il dénué de toutes ressources, les humiliations auxquelles étaient exposés les parasites de la part de ceux qui les recevaient à leur table :

. Quis enim, tam nudus ut illum
Bis ferat, betruscum puero si contigit aurum,
Vel nodos tantum et signum de paupere loro.
(Sat. 5.)

Observons que ce passage vient encore à l'appui de l'interprétation que j'ai donnée au précédent texte du même auteur.

Un dernier mot sur ce sujet.

Plaute reprochait aux affranchis, dans un passage de l'une de ses comédies que j'ai cité, de se montrer généralement

ingrats envers le patron qui leur avait rendu la liberté.

Un pareil reproche est énoncé en ces termes dans Tite-Live : « Servi, præter spem repente manumissi, licentiam
« vocis et linguæ experiri amanti, et jactare sese insectatione
« et conviciis dominorum. » (XXXIX, 26.)



§ II.

État civil.

Originellement l'état civil des habitants de Rome ne se constatait guère que par le *census lustralis*, dont l'institution est attribuée au roi Servius Tullius. « Ab hoc, dit Festus, « populus romanus relatus in censum, digestus in classes, « curiis atque collegiis distributus, ut omnia patrimonii, dignitatis, ætatis, artium officiorumque discrimina in tabulas « referrentur, ac si maxima civitas minimæ domus diligentia « contineretur. » (I, 6.) Tout citoyen était tenu d'indiquer aux agents de ce recensement ses noms, ceux de sa femme, de ses enfants, de ses affranchis et de ses esclaves, l'âge et la demeure de chacun et de donner en outre une estimation de sa fortune.

Sous la république, le *census lustralis* fut exercé d'abord par les consuls ou par les dictateurs. Plus tard il entra dans les attributions spéciales des censeurs. Mais il avait moins pour but de constater la généalogie de chaque individu que de vérifier le nombre des hommes en état de porter les armes et de déterminer l'assiette des impôts à établir pour les dépenses de la guerre.

Il y a tout lieu de présumer que pendant longtemps, comme je l'ai dit, le gouvernement romain laissa à la sollicitude des parents le soin de faire constater la naissance de leurs enfants, à l'époque même de l'accouchement. Il s'était d'abord établi certains usages, qui pouvaient jusqu'à un certain point suppléer à l'absence d'une organisation régulière de ce que nous appelons aujourd'hui l'état civil. Ainsi quand un accouchement avait lieu, des témoins étaient appelés pour le vérifier et pour pouvoir le certifier au besoin. On procédait ensuite à la purification de l'enfant, huit jours après la naissance pour les filles, et neuf jours après pour les garçons ; cette cérémonie s'appelait *lustratio*. C'était à ce moment qu'on donnait un nom au nouveau-né. « Lustrici dies appellantur puellarum octavus, puerorum nonus, quia his lus-

« trantur atque eis nomina imponuntur. » (Festus, voce LUSTRICI.)

On trouve la même distinction entre le jour de cette sorte de baptême et celui de la naissance dans le texte suivant de Térence, où il est dit que les esclaves étaient tenus de faire des cadeaux, d'abord pour la naissance, puis après pour la lustration des nouveau-nés de la famille de leur maître :

Ferietur alio munere ubi erit puero natalis dies,
Ubi initiabunt
(Phorm., I, 1.)

La *lustratio*, à laquelle Térence donne le nom d'*initiatio*, était suivie de diverses autres cérémonies, auxquelles prenaient part les parents et les amis du père de l'enfant.

Du vivant de ce poète la publicité de ces solennités de famille pouvait paraître suffisante à conserver la mémoire de la date de la naissance et de la généalogie du nouveau-né ; et je crois qu'à cette époque on s'en contentait généralement. Mais il arriva un temps où l'on reconnut la nécessité de mieux assurer la constatation des naissances, et il devint d'usage de les déclarer dans le mois de l'accouchement aux censeurs, qui les faisaient enregistrer dans les actes publics.

CHAPITRE II.

Mariage.

Le sujet du mariage est inépuisable ; aussi ne devra-t-on pas s'étonner de le voir reparaitre dans cet *appendice*, bien que je l'aie déjà très-longuement développé, trop longuement peut-être. Je ne ferai du reste que peu d'additions à ce chapitre.

1. Pendant longues années le mariage fut prohibé à Rome entre les patriciens et les plébéiens. Ainsi l'avaient décrété les décemvirs durant leur dictature décennale.

La caste patricienne, qui alors occupait seule le pouvoir, ne voulait pas que son sang se mêlât à celui du peuple. « Si les sénateurs, disait-elle, et ceux qui sont destinés à le devenir s'unissaient par mariage aux plébéiens, et les plébéiens aux filles des sénateurs, il y aurait confusion des races et des cérémonies religieuses propres à chacune des deux castes ; on ne se distinguerait plus les uns des autres, on ne verrait plus que demi-patriciens et demi-plébéiens. » Tel était le langage que tenaient les consuls pour faire repousser la proposition du tribun du peuple Canuleius, qui après la chute des décemvirs réclamait au nom des plébéiens l'abolition de cette prohibition de mariage, considérée à bon droit par ceux-ci comme humiliante pour eux : « Ut discrimine omni
« sublato, nec se quisquam, nec suos noverit. Quam enim
« aliam vim connubia promiscua habere, nisi ut, ferarum
« prope ritu, vulgentur concubitus plebis Patrumque ; ut
« qui natus sit ignoret cujus sanguinis, quorum sacrorum
« sit, dimidius Patrum sit, dimidius plebis, ne secum qui-
« dem ipse concors ? » (TITE-LIVE, IV, 2). On peut lire dans Tite-Live (*ibid.*, 3) la réponse de Canuleius à ces objections des consuls. Elle triompha de la résistance du sénat ; la prohibition fut rapportée en l'an 340 de Rome. Mais si elle cessa d'exister légalement, elle se maintint très-probablement de

fait. La noblesse romaine aurait cru certainement déroger en s'alliant par le *connubium* à l'élément plébéien.

Il n'est question de cette sorte d'incompatibilité matrimoniale ni dans les poésies de la république ni dans celles de l'empire ; mais on voit par un fait historique qui est rapporté par Tite-Live que plus d'un siècle après le vote de la loi proposée par Canuleius les patriciennes qui s'alliaient par mariage à des plébéiens encourageaient encore la réprobation des matrones de leur caste. En l'an 456, la fille d'un patricien ayant épousé le consul L. Volumnius, d'origine plébéienne, les matrones patriciennes l'exclurent, pour lui faire affront, des cérémonies religieuses qu'elles célébraient dans une chapelle consacrée à la déesse *Pudicitia patricia* : « Virginiam, Auli filiam, patriciam plebeio nuptam L. Volumnio consuli, matronæ, quod e Patribus enupsisset, sacris arcuerant. » (X, 23.)

La prohibition du *connubium* entre les citoyens romains et les pérégrins dura beaucoup plus longtemps. Sénèque le Philosophe nous apprend par l'extrait suivant de son traité *De beneficiis* qu'elle existait encore de son vivant : « Permissi tibi filiam in matrimonium : Postea peregrinus apparuisti : non est mihi eum externo connubium. » (IV, 35.)

On sait d'ailleurs que cette même prohibition s'étendit aux Latins eux-mêmes ainsi qu'aux habitants de la Campanie, qui pourtant jouissaient à Rome du droit de cité. Elle ne fut cependant pas indéfiniment maintenue à l'égard des Campaniens. En l'an 564 de Rome, ils adressèrent au sénat une pétition tendant à obtenir l'autorisation d'épouser des citoyennes romaines et la légitimation des enfants issus de mariages précédemment contractés par eux, contrairement à la règle, avec des femmes de cette classe. Cette pétition fut accueillie par le sénat. Le fait est ainsi mentionné par Tite-Live : « Campani petierunt ut sibi eives romanos ducere uxores liceret, et si qui prius duxissent, ut habere eas, et ut ante eam diem nati, uti justis liberi haberedesque essent. Utraque res impetrata. » (XXXVIII, 36.)

J'ai cité, tome I^{er}, page 144, un passage de Claudien qui fait mention de la généralisation du *jus connubii* par une disposition législative attribuée à l'empereur Caracalla. Voici un autre texte poétique qui s'applique à cette même mesure ; je le puise dans l'*Itinéraire* de Rutilius ;

Fecisti patriam diversis gentibus unam ;

.....
 Dumque offers victis proprii consortia juris,
 Urbem fecisti qui prius orbis erat.

Ce fut, dit-on, Tibère qui prohiba le mariage des hommes sexagénaires et des femmes quinquagénaires, en ajoutant à la loi *Poppia Poppæa* un article ainsi conçu : « Sexagenario « masculo, quinquagenariæ feminæ nuptias contrahere jus non esto. » Mais cette disposition fut modifiée par Claude, qui permit aux hommes de soixante ans d'épouser une femme âgée de moins de cinquante. Plus tard un sénatus-consulte, appelé *calvitianum*, déclara sans effet les mariages entre une vieille femme et un jeune homme ; mais il paraît que ces diverses dispositions n'eurent d'autre but que d'empêcher les personnes âgées de se soustraire par des mariages tardifs aux peines du célibat. Elles furent toutes abrogées par Justinien.

II. J'ai relevé dans le chapitre *Du mariage* de nombreux textes poétiques ayant trait aux objections qui s'élevaient chez les Romains contre l'état de mariage, et particulièrement à celles qui se tiraient des dépenses, souvent excessives, auxquelles les maris étaient entraînés par le fait de leur femme. Qu'il me soit permis de produire encore sur ce dernier point quelques documents, qui me paraissent avoir de l'importance, parce qu'ils montrent que le luxe des femmes devint à Rome une cause de véritable perdition pour l'institution matrimoniale.

Les femmes romaines, comme toutes les femmes du monde, aimaient fort la toilette, et si les hommes le leur eussent permis, nul doute que dès les premiers âges de la

république elles se fussent livrées sans réserve à leur goût pour les parures, pour les bijoux et pour tout ce qui s'en suit. Ce qui le prouve, c'est que très-anciennement les législateurs de Rome se crurent obligés de prendre des dispositions par lesquelles il était interdit aux matrones d'employer dans leurs ornements plus d'une demi-once d'or, de porter des robes de couleurs variées et de faire usage dans la ville et dans un rayon de mille pas aux alentours, de chars attelés de chevaux, autrement que pour assister à des solennités religieuses. Telle était la teneur de la loi *Oppia*, dont le texte est résumé par Tite-Live en ces termes : « Ne qua mulier » plus *semoncium auri haberet*, neu *vestimento versicolori* » *uteretur*, neu *juncto vehiculo in Urbe oppidove aut prope* » *inde mille passus, nisi sacrorum publicorum causa, veheretur.* » (XXXIV, 1.)

Cette loi dut être observée bon gré malgré par les femmes aussi longtemps que la république put résister aux tendances envahissantes de l'esprit de luxe; mais sitôt que les conquêtes eurent augmenté la richesse publique et privée, ces dames se mirent en tête de faire abroger la loi *Oppia*, qui leur était odieuse. Elles gagnèrent à leur cause le patricien Valerius, qui se rendit dans le sénat le promoteur de leurs prétentions.

Tite-Live raconte (XXXIV, 2) qu'à cette occasion il se produisit à Rome, sous forme de sollicitations, une sorte d'émeute féminine; que les sénateurs étaient assaillis et circonvenus, par les matrones qui réclamaient à grands cris l'abolition de cette loi *Oppia*; que Caton l'ancien, révolté de cette audace du sexe, s'opposa de tous ses efforts à la motion de Valerius, mais que celui-ci parvint à la faire admettre par la majorité du sénat (1).

(1) Voici quelques-uns des traits les plus saillants du discours de Caton; on y remarquera la qualification d'*indomitum animal*, appliquée par lui à la femme :

« Ab nullo genere æque summum periculum est atque mulieribus, si » « *corpus et consilia et secretas consultationes esse sinas.* »

« Si mulieres exsequari viris patiemini, tolerabiles vobis eas fore creditis? » *ex templo simul pares esse ceperint, superiores erunt.* »

« Cavete hoc certamen uxoribus injicialis vestris, ut divites habere ve-

Ce fut là le premier triomphe de la règle, *Ce que femme veut, Dieu le veut*.

Depuis, les vaincus tentèrent de prendre leur revanche; et cette fois encore Caton, que Tite-Live appelle *mulierum adversarius et castigator*, monta sur la brèche, et rompit une terrible lance contre le sexe.

Une motion fut faite dans le sénat par Voconius, l'un des membres de cette assemblée. Elle tendait à ce que toute femme, fille, mariée ou veuve fût privée de la faculté de recevoir des donations testamentaires, et ne pût recueillir par droit d'hérédité dans la succession de ses parents au delà de cent mille sesterces : « Ne quis..... hæredem virginem neve
« mulierem faceret, neve ulli virgini aut mulieri bona e-
« jusque liceret hæreditate percipere ultra centum millia
« sestertium. »

A ce propos, dit Tite-Live, Caton, qui alors était censeur, s'éleva avec son âpreté ordinaire contre l'extrême légèreté et l'intolérable vanité que montraient les femmes en général, lorsqu'elles avaient de quoi la satisfaire, et en particulier contre le faste et l'arrogance des riches matrones : « Pro
« solita asperitate, in vetus impotentiam intolerandosque in
« opulentia spiritus, quum hinc quoque argueret divitum
« matronarum fastus et arrogantiam » (LXI, 28) ; et il ajouta ceci : « Souvent, quand elles ont apporté une grosse dot à leur mari, ces matrones se réservent et gardent par devers elles une forte somme d'argent. Si le mari obtient d'elles ce capital, ce

« l'ont quod nulla alia possit, pauperes, ne ob hoc ipsum contemnantur,
« supra vires se extendant. »

« Date frænos impotentie naturæ et indomito animali, et sperate ipsas
« modum licentiae facturas, nisi vos feceritis. »

« Majores nostri nullam, ne privatam quidem, rem agere feminas sine
« auctore voluerunt; in manu esse parentum, fratrum, virorum. »

« Simul lex modum sumptibus uxoris tuæ facere desiderit, tu nunquam
« facies. »

A quoi Valerius répondait, entre autres choses :

« Vos in manu ei tutela, non in servitute debetis habere feminas, et
« male patres vos aut viros quam dominos dici. »

« Patiendum muliebri infirmitati est quodcumque censuerint viri. Quo
« plus hi possunt, eo moderatius imperio uti debent. »

n'est qu'à titre de prêt qu'elles le lui remettent; puis, au premier sujet de mécontentement, elles envoient à ses troussees l'esclave qu'elles se sont réservé par contrat, et chaque jour celui-ci va lui réclamer en leur nom la somme prêtée, tout comme on le ferait pour un débiteur ordinaire : « quod
« illæ, magna sæpe dote marito allata, magnam sibi pecu-
« niam recipere et retinerent, eamque, quoties iratæ
« essent, statim per receptitium servum consecrantur et
« quotidie flagitantem solutionem maritum, tanquam debi-
« torem extraneum. » (*Ibid.*)

Émus de cette indignité, les Pères conscripts, ajoute l'historien, acceptèrent le projet qui leur était proposé et qui devint la loi *Voconia* : « hac indignatione commoti, legem,
« uti rogabat Voconius, accipiendam censuerunt. » (*Ibid.*)

Ce récit de Tite-Live nous donne la raison des plaintes que vers la même époque Plaute faisait entendre sur le théâtre par la bouche de ses personnages, célibataires ou mariés, contre les tendances luxueuses des femmes plus ou moins richement dotées.

Mais ni ces plaintes ni la loi *Voconia* ne purent mettre obstacle au progrès de ces tendances.

Au siècle de Juvénal elles avaient gagné jusqu'aux plus humbles plébéiennes, comme l'avait prévu Caton et comme il le prédisait dans l'un des textes que j'ai cités en note.

« Il est beaucoup de femmes mariées, disait le satirique, qui possèdent à peine le nécessaire pour les besoins de leur ménage; mais aucune d'elles n'a la modestie qui convient à une situation malaisée de fortune. Aucune ne mesure ses dépenses sur l'exiguïté de ses ressources..... Les plébéiennes sont relativement aussi prodigues que les patriciennes, et je n'estime pas mieux sous ce rapport celles qui vont à pied sur le pavé boueux des rues, que celles qui se font porter en litière sur les épaules de leurs esclaves syriens à haute taille : »

Multis res angusta domi; sed nulla pudorem
Paupertatis habet, nec se metitur ad illum
Quem dedit hac posuitque modum.

.....
 Jamque eadem summis pariter minimisque libido,
 Nec melior pedibus silicem quæ conerit atrum
 Quam quæ longorum vehitur cervice Syrorum.

(Sat. 6.)

« Quelquefois, ajoutait Juvénal dans le même passage, les maris de ces femmes dépensières songent à l'utile, et, se préoccupant de l'avenir, s'efforcent, à l'exemple de la fourmi, de se prémunir contre le froid et la faim : »

..... Utile quod sit
 Prospiciunt aliquando viri, frigusque famemque
 Fornica tandem quidam expavere magistra.

(Ibid.)

Ainsi, selon ce poète, les rôles étaient intervertis. L'économe de la maison, c'était le mari; et ce qui le rendait économe, c'était la prodigalité de celle qui devait être la ménagère.

Ce fut là certainement une des raisons principales qui détournèrent beaucoup de Romains du mariage.

Au temps de Juvénal, les hommes qui voulaient se donner une compagne légitime cherchaient encore des filles à marier élevées à l'école des antiques mœurs matrimoniales,

Quid quod et antiquis uxor de moribus illi
 Queritur? :

(Ibid.)

mais le poète prétendait que ces femmes-là étaient introuvables, qu'elles n'existaient plus qu'à l'état de mythes, et qu'il fallait être fou pour se flatter de pouvoir en découvrir une.

Je laisse au lecteur le soin de faire au temps où nous vivons l'application de réflexions qui précèdent.

Comme je l'ai dit, à diverses époques le gouvernement romain fit de grands efforts pour combattre la propension

au célibat, qui ne faisait que progresser avec le luxe. Sous la république, c'étaient les censeurs qui sévissaient contre les célibataires. Afin de les humilier, ils les classaient dans les tribus les plus infimes. L'un d'eux même, dans les premières années du septième siècle de Rome, fit une motion tendant à ce que tous les citoyens fussent contraints à se marier; et chose assez curieuse, Auguste, qui avait pu se procurer le discours prononcé par ce magistrat, le lut, comme son propre ouvrage, devant le sénat, à l'appui de la proposition de la loi *De maritandis ordinibus*. Le fait est ainsi noté dans l'*Epitome* de l'un des livres perdus de l'histoire de Tite-Live : « Q. Metellus, censor, censuit ut omnes co-
« gerentur ducere uxores, liberorum creandorum causa.
« Exstat oratio ejus, quam Augustus Cæsar, quum de ma-
« ritandis ordinibus ageret, velut in hæc tempora scriptam
« recitavit. » (*Lib. XLIX.*)

III. Si légalement le père avait seul droit de fiancer ses enfants, il était cependant d'usage, dans les ménages bien assortis, qu'il ne prit pas d'engagement de cette sorte sans consulter sa femme, surtout alors qu'il s'agissait du mariage d'une fille. J'en juge ainsi d'après un passage de Tite-Live, où on lit que L. Cornelius Scipion, l'Africain, ayant fiancé sa plus jeune fille à Tib. Gracchus, sa femme lui reprocha d'avoir ainsi disposé de leur enfant commun sans en avoir préalablement conféré avec elle, et que, l'eût-il même fiancée à Tib. Gracchus, il eût dû la consulter : « Sponsa-
« libus recte factis, quum se domum recepisset, Scipio
« uxori dixit. Quum illa, muliebriter indignabunda, nihil de
« filia communi consultatum adjecisset, non, si Tib. Graccho
« daret, expertem consilii debuisse matrem esse, lætus
« Scipio tam concordii judicio, ut ipsi desponsam respon-
« dit. » (XXXVIII, 57.) Scipion avait eu le tort de ne pas prendre l'avis de sa femme; mais il fut heureux d'apprendre d'elle que le gendre qu'il avait accepté était celui qu'elle désirait elle-même.

Ce détail historique me paraît être la preuve que de

fait, sinon de droit, la mère avait voix au chapitre, dans la question d'établissement par mariage des enfants communs.

IV. Un savant auteur, Heineccius, prétend que la loi de Romulus qui ne permettait le divorce qu'au mari avait passé dans la loi des Douze Tables, et que même encore au temps de Plaute les femmes n'avaient pas le droit de divorcer.

Je crois que c'est là une erreur, contre laquelle protestent divers passages des comédies de ce poète, que j'ai rapportés dans le dernier paragraphe du chapitre *Du mariage*. Ce qui est vrai, selon moi, c'est que, ainsi que je l'ai fait remarquer, la loi de Romulus exerçait encore quelque empire dans le sixième siècle de l'ère romaine; c'est que les maris de cette époque-là n'usèrent que rarement, et pour cause grave, de leur droit de divorce, et cela en vertu de la règle ainsi formulée par Nævius,

Sonticam oportet esse causam quamobrem perdas mulierem;
(*Apud GELL.*)

c'est aussi que de leur côté les femmes avaient alors trop de respect humain pour secouer le joug marital jusqu'à le briser.

Mais ce qui est également vrai, ce que prouvent incontestablement les textes d'Ennius et de Plaute que j'ai cités, c'est que les épouses, de même que les maris, pouvaient opérer le divorce par répudiation, et que la coutume, sinon la loi, leur avait reconnu cette faculté, dont elles usèrent plus tard aussi largement que les hommes, sans y être autrement autorisées que par le passé.

Il arriva en effet un temps où les époux se crurent permis de se répudier réciproquement, non plus, comme anciennement, pour une *sontica causa*, mais sous le prétexte le plus léger. Valère-Maxime rapporte (VI, 3-10 et suiv.) que C. Sulpicius Gallus, Q. Antistius Vetus, et P. Simpronius Sophus congédièrent leur femme; le premier, parce qu'elle était sortie la tête nue; le second, parce qu'elle avait eu un en-

trétien secret avec une affranchie; le troisième parce qu'elle avait assisté à un spectacle sans qu'il en eût été prévenu. Cicéron lui-même, suivant Plutarque, répudia Terentia afin de pouvoir payer ses dettes au moyen d'une nouvelle dot. Il en agit de même à l'égard de Publicia, sa seconde femme, parce qu'elle avait paru joyeuse de la mort de Tullia, fille du premier lit.

De tels exemples durent naturellement amener les femmes à faire usage de représailles, et à délier de la même manière le nœud conjugal, qu'on en était venu, de part et d'autre, à considérer comme un lien sans consistance. On finit ainsi par se démarier sans aucune forme de procès. On brisait les tablettes nuptiales, la femme rendait au mari les clefs de la maison, s'il les lui avait livrées; on prononçait les mots sacramentels, *res tuas tibi habeto*; et tout était dit, sauf cependant l'action en restitution de la dot, *actio rei uxoriæ*, que la femme était souvent obligée d'intenter, et qu'Ovide conseillait aux maris de prévenir en s'exécutant de bon gré, et en ajoutant même quelques présents à la restitution des apports de l'épouse.

Pourtant sous Auguste on trouva qu'il y fallait mettre plus de façons; et par la loi *Julia de adulteriis* il fut disposé que l'époux qui enverrait un *repudium* par un affranchi, comme c'était la coutume, serait tenu de faire accompagner le porteur du libelle par six témoins pubères, ayant la qualité de citoyens. Mais je suis très-porté à croire que cette simple formalité n'était pas même habituellement observée.

CHAPITRE III.

Paternité. — Filiation. — Adoption. — Puissance paternelle.

Ce chapitre appelle sur quelques points des explications complémentaires.

I. On ne reconnaissait à Rome pour légitimes que les enfants issus de père et de mère mariés *justis nuptiis*.

Tous les autres étaient illégitimes. On en distinguait quatre espèces, savoir : 1^o les incestueux ; 2^o les adultérins ; 3^o les enfants nés d'une *meretrix*, ou femme prostituée, lesquels étaient désignés sous la dénomination de *spurii*, ou simplement par les deux initiales Sp, pour *sine patre* ; 4^o enfin les *naturales*, issus d'une concubine, ou par suite d'un rapprochement passager, et plus ou moins volontaire de part et d'autre, soit avec une fille, soit avec une veuve. Tous étaient réputés n'avoir pas de père, et en conséquence ils n'étaient point placés sous la puissance paternelle.

II. Ce que n'ont pas dit les poètes sur les formes antiques de l'adoption, d'autres écrivains l'ont fait connaître avec assez de précision pour que l'on puisse s'en rendre exactement compte. Voici ce qui paraît certain.

Dès l'origine du droit il s'établit trois modes d'adoption : l'*arrogatio*, l'*adoptio* entre présents, l'*adoptio* par testament.

Quand un citoyen voulait adopter un autre citoyen, *sui juris* et pouvant disposer de sa personne, il comparaisait avec le futur adopté devant les *comitia curiata*, ceux que la loi des Douze Tables appelait *maximum comitiatum*. Ces comices se tenaient en présence et sous l'autorité des pontifes, qui seuls avaient compétence pour vérifier, notamment au point de vue religieux, si l'adoptant et l'adopté se trouvaient

dans les conditions convenables, l'un pour se donner un fils adoptif, l'autre pour participer au culte domestique d'une autre famille. Les vérifications faites, et lorsque le projet était jugé admissible, on demandait à l'adoptant s'il acceptait pour son fils légitime celui qu'il voulait adopter, et à ce dernier s'il consentait à laisser prendre sur lui par l'adoptant le droit de vie et de mort : « Auctorne esset ut in se « pater adoptivus vitæ necisque potestatem haberet, uti in « filio? » (Cic., *Pro domo*, XXIX.) Les comices étaient ensuite consultés en ces termes, dont la formule est rapportée par Aulu-Gelle (*Noct. attic.*, V, 49) « Velitis, jubeatis, « Quirites, uti L. Valerius L. Titio tam jure legeque filius « sibi sit, quam si ex eo patre matreque familias ejus natus « esset; utique ei vitæ necisque in eo potestas sit. Hæc ita « ut dixi, ita vos, Quirites, rogo. » Sur la question ainsi posée on recueillait les suffrages du peuple : s'ils étaient favorables, l'adoption passait à l'état de fait accompli.

Tel était le mode d'adoption appelé *arrogatio*. Il procédait de la disposition du titre IX de la loi des Douze Tables, d'après laquelle aucun changement ne pouvait être apporté à l'état civique, ou même de famille, d'un citoyen sans l'intervention des *comitia curiata*. « De capite civis, nisi « per maximum comitiatum, ne scrunto. »

Mais, comme je l'ai dit, il ne pouvait être employé que lorsque l'adopté était maître de ses droits et capable de s'obliger.

Usité jusqu'à la fin de la république, il ne cessa pas de l'être sous les premiers empereurs. Rien ne le prouve mieux que ce mot de Galba, que j'ai rapporté d'après Tacite : « Si te « privatus, *lege curiata, apud pontifices, ut moris est*, adopta- « rem..... » Il y en a d'ailleurs d'autres preuves historiques. Mais peu après il fut remplacé par l'*adrogatio per rescriptum principis*.

L'*adoptio* proprement dite s'appliquait entre présents même aux incapables, tels que les mineurs, les femmes, les esclaves.

Elle s'opérait de la manière suivante : les parties se ren-

daient auprès du préteur à Rome, auprès du proconsul dans les provinces, ou devant tout autre magistrat ayant compétence pour connaître des actions de la loi. Quelquefois même, quand l'adoptant était un personnage de haute distinction, le magistrat se transportait au domicile de celui-ci, et soit là, soit au tribunal, soit dans un temple, le père naturel, en présence du futur adopté, de l'adoptant, du *libripens* et de cinq témoins, mancipait l'adopté *per æs et libram*, par la formule suivante, adressée à l'adoptant : « Mancipo tibi hunc filium, qui meus est. » L'adoptant présentait alors une pièce de monnaie, mettait la main sur l'adopté, et répondait : « Hunc ego hominem jure Quiritium meum esse aio, isque mihi emptus est hoc ære, hac æneaque libra... » Puis il frappait la balance avec cette pièce de monnaie, qu'il remettait ensuite au père naturel, en forme de prix de la cession de l'adopté. Ces formalités devaient se renouveler trois fois. C'est de ce mode d'adoption qu'il est parlé dans Aulu-Gelle (*loc. cit.*) : « Adoptantur autem quum a parente in cujus potestate sunt, tertia mancipatione in jure ceduntur, atque ab eo qui adoptat apud cum apud quem legis actio est vindicantur. » Il fut employé par Auguste, suivant Suétone, pour l'adoption faite par ce prince de Caius et de Lucius : « Caium et Lucium adoptavit domi per æs et libram, emptos a patre Agrippa. » (*August.*, LXIV.)

Quant à l'*adoptio per testamentum*, elle ne comportait d'autres formalités que celles qui étaient propres aux testaments, et elle avait cela de particulier qu'en instituant pour héritier celui qu'ils adoptaient, les testateurs lui imposaient d'ordinaire l'obligation de prendre leur nom. On a pu remarquer que plusieurs des textes poétiques que j'ai cités se rapportent à cette forme d'adoption.

Quelques mots encore sur ce sujet.

Quels étaient les effets légaux de l'adoption, en ce qui regardait la puissance paternelle?

Il y a tout lieu de croire que très-anciennement cette puissance passait tout entière aux mains du père adoptif, à l'exclusion du père naturel. Les formules que j'ai mentionnées plus haut laissent peu de doutes à cet égard. Je dois reconnaître aussi que le texte des *Institutes* de Justinien que j'ai relevé dans l'article *De l'Adoption*, et dans lequel il est dit que le père naturel ne perd pas son pouvoir sur son fils adopté, appartient au droit nouveau. Mais je n'en persiste pas moins à penser que sinon de droit, du moins de fait, la règle posée par les *Institutes* était déjà admise au temps de Térence. La comédie des *Adelphes* est à mes yeux une preuve qu'à l'époque où elle fut composée le père naturel dont le fils avait été adopté ne se considérait pas comme déchu de toute sa puissance paternelle. En effet, par le rôle que l'auteur prête à un personnage qui est censé se trouver dans cette condition, on voit très-clairement qu'à ses yeux le père naturel était autorisé à surveiller la conduite de son fils, à réprimer ses écarts, à intervenir dans une question de mariage qui le concernait, et qu'il n'attribuait pas au père adoptif des pouvoirs paternels entièrement exclusifs de ceux du père naturel. Il faut dire, il est vrai, au père adoptif,

Tuum filium dedisti adoptandum mihi ;
Is meus est factus.

Mais ce même père adoptif ajoute, comme pour atténuer ce qu'avait de trop absolu cette revendication de son droit :
« Occupons-nous de cet enfant l'un et l'autre ; partageons entre nous la surveillance, vous pour une chose, moi pour une autre : »

Curemus æquam uterque partem ; tu alterum,
Ego item alterum.
(1,22.)

Ce langage ne montre-t-il pas qu'à l'époque où vivait Térence les mœurs, sinon les lois, avaient restitué à la paternité naturelle quelque peu des droits que lui faisait perdre la paternité fictive résultant de l'adoption, que le père na-

tuel ne demeurait plus étranger à son fils, et qu'il pouvait dire comme celui des *Adelphes*,

. Alienus non sum.
(*Ibid.*).

On peut donc croire que la doctrine enseignée par les *Institutes* en cette matière avait commencé à prendre racine dans le siècle de Tércence.

III. Le *jus vitæ necisque*, que la loi romaine accordait au *paterfamilias*, et qui naturellement comprenait le droit d'infliger aux enfants et autres descendants toute espèce de châtimens, n'était pas purement comminatoire.

L'histoire constate que la condition de ces enfants différait peu de celle des esclaves à l'époque où la puissance paternelle existait dans toute sa force. Sans parler de son droit de mettre à mort ou d'exposer les nouveau-nés, et de vendre jusqu'à trois fois ceux qu'il avait conservés, le chef de famille pouvait emprisonner ses enfants, les faire battre de verges, les reléguer à la campagne pour y subir, chargés de chaînes, les travaux les plus pénibles, les mettre en jugement devant un conseil de famille, lorsqu'ils avaient commis quelque méfait et les condamner soit à l'exil, soit même au dernier supplice. Tite-Live, Valère Maxime et d'autres auteurs rapportent plusieurs exemples de ces rigueurs extrêmes de la justice paternelle.

D'autres fois, lorsqu'un enfant tenait une conduite jugée déshonorante pour ses parents, le père de famille se contentait d'user contre lui d'un moyen repressif usité en Grèce, et qui passa, sinon dans les lois, du moins dans les coutumes romaines, celui de l'*abdicatio*. Il le chassait de sa présence et l'excluait de la famille. Cette punition n'entraînait pas de droit l'exhérédation; mais il est très-présumable que l'enfant ainsi expulsé était ordinairement déshérité par son père, quand celui-ci avait maintenu l'*abdicatio* jusqu'au moment de son décès.

Un cas d'*abdicatio* est mentionné dans l'*Epitome* de l'un

des livres perdus de l'Histoire de Tite-Live. On y lit que Junius Silanus étant accusé par des députés de la Macédoine d'avoir commis des exactions dans cette province, où il avait exercé les fonctions de préteur, et le sénat romain ayant ordonné qu'il fût informé devant lui sur cette accusation, le père de l'inculpé demanda et obtint qu'il lui fût permis de faire juger l'affaire par son tribunal domestique, et qu'après avoir pris connaissance des faits, il condamna son fils, le renia et l'expulsa de sa famille : « Quum Macedonum legati conques-
 « tum de D. Junio Silano, prætore, venissent, quod acceptis
 « pecuniis provinciam spoliasset, et senatus de querelis
 « eorum vellet cognoscere, T. Manlius Torquatus, pater,
 « petiit impetravitque ut sibi cognitio mandaretur, et, domi
 « cognita causa, filium condemnavit *abdicavitque*. » (*Eptt.*, lib. LIV.)

On voit par ce trait d'histoire, qui date du commencement du septième siècle de Rome, que le pouvoir du chef de famille était encore à cette époque fort redoutable pour ses descendants, et même pour ceux d'entre eux qui avaient occupé de hautes fonctions publiques.

Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit du relâchement de la puissance paternelle; mais il peut être utile de noter que si en fait elle s'était beaucoup éternée dès le siècle de Térence, par l'effet de l'adoucissement des mœurs, elle se maintint juridiquement jusqu'à une époque assez avancée de l'empire.

Ce fut Trajan qui le premier lui fit brèche, en émançant un fils que son père maltraitait outre mesure. Son exemple fut suivi par Adrien, qui déporta un autre père, inculpé d'avoir tué, dans une chasse, son fils, qu'il soupçonnait d'adultère.

Peu à peu le droit de vie et de mort et même celui de correction, que les lois et la coutume avaient laissés au chef de famille, tendirent à s'annihiler; mais ils ne furent complètement et définitivement abolis que par une constitution de Valentinien, qui les remit tout entiers aux mains des magistrats.

CHAPITRE IV.

DISTINCTION DES BIENS.

I. Aux textes poétiques qui donnent la définition des choses communes à tous, il convient de joindre le passage suivant du poëme de Prudence *Contre Symmaque*. L'un des plus éminents commentateurs du droit romain a vu dans ce passage une indication parfaitement juridique de ce que le droit appelait *res nullius* :

Nunc adsunt homini data munera legibus isdem
 Queis concessa semel : fons liquitur, amnis inundat,
 Velivolum ratibus mare scinditur, influit imber,
 Aura volat tenuis, vegetatur mobilis aer;
 Et res natura fit *publica* promtaque cunctis,
 Dum servant elementa suum famulantia cursum.

(II.)

II. Les choses appartenant au *jus divinum*, et placées comme telles en dehors du commerce, étaient 1^o les *res sacræ*, 2^o les *res religiosæ*, 3^o les *res sanctæ*.

On appelait *res sacræ* les choses qui en vertu d'un acte de l'autorité publique avaient été consacrées aux dieux par la main des pontifes.

De ce nombre étaient les temples; il en est ainsi parlé par Ovide :

Sacra vocant augusta patres, augusta vocantur
 Tempia sacerdotum rite dicata manu.

(Fast., I.)

La consécration une fois accomplie suivant les rites pontificaux, l'objet dédié aux divinités ne pouvait jamais tomber dans le domaine privé, même alors qu'il était ruiné par le temps ou par toute autre cause.

Les *res religiosæ* s'entendaient particulièrement des tom-

beaux, sépulcres, cénotaphes ou sarcophages, et de tous lieux de sépulture que l'on dédiait aux dieux mânes ou aux dieux infernaux, comme l'indique cet extrait de Virgile,

..... Manesque vocabat
Hectoreum ad tumulum, viridi quem cespite inanem,
Et geminas, causam lacrymis, sacraverat aras.
(Æneid. III.)

Dès l'instant où le sépulcre avait reçu les restes d'un mort, il devenait *res religiosa*, ainsi qu'une certaine portion du terrain sur lequel il était établi, et l'aliénation en était interdite. Il y a lieu de croire cependant que cette prohibition religieuse n'était pas toujours respectée; car ceux qui se faisaient élever de leur vivant un monument funèbre avaient grand soin d'y faire inscrire la défense d'une aliénation totale ou partielle, et quelquefois avec une sanction pénale.

Les choses auxquelles on donnait le nom de *res sanctæ* étaient notamment les murs d'enceinte de la cité et le *pomerium*, ou espace réservé en dehors ou en dedans de cette enceinte; sur lequel il n'était pas permis de construire et qu'on ne pouvait davantage livrer à la culture.

On n'ignore pas que dans l'antiquité, lorsqu'il s'agissait de fonder un centre de population, le chef de la colonie en traçait ou en faisait tracer l'enceinte avec le soc d'une charrue attelée d'un bœuf et d'une vache,

..... Urbem designat aratro,
(Verg.)

et que sur le sillon ainsi tracé s'élevait un mur dans lequel on réservait la place nécessaire pour les portes.

Après son édification, ce mur était inauguré par des cérémonies religieuses, et se trouvait ainsi sanctifié, de même que les boulevards intérieur et extérieur qui en formaient le circuit. On exceptait les portes de cette sanctification, parce qu'elles donnaient passage à des choses impures, telles que les cadavres et les immondices.

III. Le droit romain, comme on sait, admettait dans le domaine privé la distinction des *res corporales* et des *res incorporales*.

Cette distinction, que les jurisconsultes avaient empruntée aux philosophes stoïciens, est ainsi précisée par Cicéron : « Definitionum duo sunt genera prima : unum « earum rerumquæ sunt, alterum earum rerum quæ intelli-
« guntur. Esse ea dico quæ cerni tangive possunt, ut fun-
« dum, ædes, parietem, stillicidium, mancipium, pecudem,
« supellectilem, penus, etc. Non esse rursus indico quæ
« tangi demonstrative non possunt, cerni tamen animo
« atque intelligi possunt, ut si usucapionem, si tutelam, si
« gentem, si agnationem definias, quarum rerum nullum
« subest quasi corpus ; est tamen quædam conformatio
« insignita et impressa intelligentiæ, quam notionem voco. »
(*Top.*, V, 27.)

La même définition des choses corporelles, par opposition aux choses incorporelles, est donnée par Sénèque et Lactance : « Numquid est dubium an id quo quid tangi
« potest, corpus sit ? » (SEN., *Epist.*, 116.) — « Solidum et
« comprehensibile corpus est, et oculis et manu videtur
« et tangitur. » (LACTANT., *Instit. div.*, VII, 12.) Avant ces auteurs, Lucrèce avait dit sur ce sujet, d'après Épicure :

Tangere enim et tangi, nisi corpus, nulla potest res.

(Lib. I.)

C'est, je pense, en se pénétrant de cette théorie métaphysique, transportée de la philosophie dans le droit, que le jurisconsulte Paul posait en thèse que les servitudes actives, qui se rangeaient pour la plupart parmi les choses incorporelles, ne faisaient pas partie des biens quoique n'étant pas en dehors des biens : « Neque ex bonis, neque ex-
« tra bona esse ; » distinction subtile, que d'autres jurisconsultes, mieux avisés, écartèrent en donnant simplement le nom de *jura* aux droits réputés incorporels.

IV. Au nombre des textes de poésie que j'ai cités comme

ayant trait à la revendication, par l'*injectio manus*, d'un droit de propriété, doit encore se classer celui-ci, que j'ai omis de relever et qui appartient à Virgile :

Injecere manum Parca, telisque sacrarunt
Evandri.

(Æneid. X.)

Servius, grammairien latin, commentateur de Virgile, fait remarquer avec raison que dans ce passage le poète a employé le langage du droit.

V. Horace parlait droit aussi dans ce vers :

Utar et in modico, quantum res poscit, acervo
Tollam.

(II, 2.)

Là, dit un jurisconsulte, se trouve l'exacte définition du droit qu'a l'usufruitier de jouir de la chose soumise à l'usufruit dans la proportion de ses besoins.

Le même jurisconsulte montre dans un autre texte d'Horace l'indication de l'une des causes d'extinction de l'usufruit. Ce texte est ainsi conçu :

. Altis urbibus
Stetere causæ cur perirent
Funditus, imprimeretque muris
Hostile aratrum exercitus insolens.

(Od., I, 36.)

L'usufruit prenait fin par la diminution de tête, ou par la mort civile de l'usufruitier, comme par sa mort naturelle. Or, une cité pouvait être diminuée de tête, de même qu'un particulier. Elle périssait civilement lorsque l'ennemi avait fait passer la charrue sur ses murs, ainsi qu'il arriva pour Carthage, dont le sol labouré fut déclaré exécration par le sénat romain et inhabitable à toujours. En pareil cas la cité, morte civilement, perdait tous les droits d'usufruit qu'elle possédait.

Telle est l'explication juridique du texte d'Horace que je viens de citer.

VI. Un passage de la troisième satire de Juvénal, que j'ai mentionné en parlant de la fréquence des incendies dans l'ancienne Rome, a donné occasion à l'un des anciens interprètes du droit romain de parler de la servitude *altius non tollendi*. Il est dit dans ce passage qu'à Rome on avait sans cesse à craindre d'être écrasé par la chute d'une maison :

. *Horrere incendia, lapsus*
Tectorum assiduos.

C'est qu'en effet les maisons étaient élevées à une hauteur considérable et quelquefois pyramidale, et comme elles n'étaient sans doute pas toujours construites suivant les règles de l'art, assez souvent elles s'écroulaient; d'où résultait un véritable danger pour les passants comme pour ceux qui les habitaient.

Mais cette extrême hauteur des édifices destinés à l'habitation avait un autre inconvénient, celui de priver d'air, de lumière et de vue les maisons moins élevées. De là naquit la servitude *altius non tollendi*, très-fréquemment stipulée dans les transactions. L'autorité elle-même dut intervenir et régler la hauteur que les particuliers pourraient donner à leurs édifices. Auguste, suivant Strabon, la fixa à soixante-dix pieds. Après l'incendie de Rome, Néron, au rapport de Tacite (*Annal.*, XV, 43), prohiba la trop grande élévation des constructions nouvelles. Mais il paraît que ces règlements ne furent pas exactement observés; car Juvénal, dans un autre passage que j'ai cité, parle de fenêtres établies à une hauteur vertigineuse. Aurelius Victor (*Epit. vit. Trajani*, XIII) rapporte que Trajan défendit à son tour d'élever les maisons au-dessus de soixante pieds. Il paraît que cette mesure fut approuvée par ses successeurs; en effet, on trouve au code (*De ædificiis privatis*) des dispositions législatives qui la confirment.

CHAPITRE V.

DES DIVERSES MANIÈRES DE TRANSMETTRE ET D'ACQUÉRIR LA PROPRIÉTÉ.

§ 1^{er}.

Successions. — Testaments. — Donations.

I. Le lecteur ne jugera peut-être pas superflu que j'entre ici dans quelques explications sur les diverses formes de testaments qui furent admises chez les Romains, et sur certains points de législation concernant les actes de dernière volonté auxquels se rapportent les textes de poésie que j'ai cités.

Avant la loi des Douze Tables il existait deux sortes de testaments : les testaments *in pace*, et les testaments *in procinctu*.

Les testaments *in pace*, c'est-à-dire, je crois, en temps de paix, se faisaient, de même que les adoptions *per arrogationem*, devant les *comitia calata*, avec l'assistance et sous l'autorité des pontifes, lesquels intervenaient en toute question où il s'agissait de la transmission des choses sacrées particulières à une famille. Une fois acceptés par les comices, ils avaient force de loi, et ne pouvaient plus être rétractés et annulés que par le peuple.

Les testaments *in procinctu* étaient ceux que faisaient en costume militaire, *in cinctu Gabinio*, les citoyens qui en temps de guerre partaient pour aller combattre l'ennemi. Il suffisait pour leur validité de quelques formalités accomplies en présence de trois ou quatre témoins.

On suppose que ces deux espèces de testaments cessèrent d'être en usage après la promulgation de la loi des Douze Tables, qui donna aux pères de famille toute liberté de disposer par eux-mêmes de leur fortune.

Ce fut alors que s'introduisit la forme des testaments *per æs et libram*. On simulait une vente de l'hérédité faite, par l'entremise d'un *libripens*, en présence de cinq témoins ayant la qualité de citoyens, à un acheteur qu'on appelait *emptor familiæ*. La balance faisait son office; puis le testateur, tenant en mains ses tablettes testamentaires, prononçait la formule suivante, dont les termes sont rapportés par Ulpien (*Fragm.*, XX, 9.) : *Hæc uti in his tabulis cerisve scripta sunt, ita do, ita lego, ita testor; itaque vos, Quirites, testimonium præbitote*. Ensuite, on touchait l'oreille aux témoins en signe d'*antestatio*. Dans le principe la signature de ces témoins n'était pas requise; plus tard elle fut exigée.

Assez généralement les testateurs employaient le concours de jurisconsultes pour la rédaction de leurs dispositions; mais quelques-uns les écrivaient eux-mêmes, ou les faisaient écrire par l'un de leurs esclaves ou de leurs affranchis. Le plus souvent, on prenait le soin d'en faire plusieurs copies, dont l'une était déposée soit chez un ami, soit dans un lieu sacré, soit entre les mains des vestales ou des hommes proposés à la garde des temples. Jules César, suivant Suétone, avait confié son testament à une vestale. Auguste fit de même pour le sien.

Les préteurs admirent par la suite un autre mode de testament, qu'on nomma *testamentum prætorium*.

Par un édit, qui devint *tralatitium*, ils se réservèrent le droit de donner effet aux actes de dernière volonté qui n'avaient point été formalisés par la *mancipatio* et la *nuncupatio*, pourvu seulement qu'ils portassent les signatures de sept témoins. Cet édit est mentionné en ces termes dans la première *Verriine* de Cicéron (LXV, 117) : *Si de hereditate ambigetur, et tabulæ testamenti non minus multis signis quam lege oporteat ad me proferentur, secundum tabulas testamenti, possessionem testamenti dabo*. Mais la forme de testament *per æs et libram* ne s'en maintint pas moins fort longtemps encore; elle était la plus usitée.

Dans la suite les constitutions des empereurs exigèrent que les dispositions testamentaires fussent rédigées en un seul contexte, en présence de sept témoins, qu'elles fussent, si-

non écrites de la main du testateur, du moins signées par lui et par tous les témoins, avec apposition du cachet de chacun d'eux.

Quant aux testaments des militaires en activité de service, ils ne furent jamais assujettis à aucune forme rigoureuse. On les validait toutes les fois que les dernières volontés du défunt étaient rendues constantes par un témoignage quelconque.

Quelques mots maintenant sur le droit d'exhérédation des enfants et autres successibles.

Ce droit, comme je l'ai dit, était très-expressément consacré par la loi des Douze Tables. Il pouvait s'exercer par simple prétérition, et il se pratiquait encore de la sorte au temps de Cicéron, qui constate le fait dans son livre *De Oratore* (I, 38). Depuis, le législateur voulut que l'enfant ne pût être exhérédé que nominativement et par une disposition formellement exprimée.

Entre les mains des pères de famille, cette faculté d'exhérédation était une arme redoutable pour leurs héritiers naturels. On voit par un texte de Juvénal qu'ils menaçaient leurs fils de les déshériter, lorsqu'ils avaient contre eux des sujets de mécontentement. « Si votre fils se conduit mal, dit le poète, vous le réprimandez sévèrement, vous le châtiez avec force clameurs, et l'envie vous prend de changer le testament que vous aviez fait en sa faveur : »

*Corripies nimirum et castigabis acerbo
Clamore; et post hæc tabulas mutare parabis.*

(*Sat.* 14.)

Observons en passant qu'il résulte aussi de ce texte que les Romains ne laissaient pas de tester, même pour attribuer leur succession à leurs descendants.

Chacun sait que certaines exhérédations furent tellement scandaleuses par leur injustice, que la jurisprudence, à défaut de la loi, dut introduire, dans l'intérêt des héritiers légitimes qui en étaient frappés sans aucune raison plausible, l'ac-

tion appelée *querela inofficiosi testamenti*, laquelle était de la compétence des centumvirs. On n'ignore pas non plus que diverses lois, et notamment la loi *Falcidia*, qui parait dater du siècle d'Auguste, accordèrent aux héritiers naturels une légitime, dont la quotité fut fixée au quart de la succession, et que cette réserve fut augmentée par Justinien.

II. Les Romains distinguaient quatre sortes de legs :

1^o Le legs *per vindicationem*, dont les formules étaient celles-ci : *Do, lego, sumito, habeto*;

2^o Le legs *per damnationem*, qui s'exprimait par l'une des formules suivantes : *Heres meus damnas esto dare*. — *Dato*, — *facito*, — *heredem meum dare jubeo*;

3^o le legs *sinendi modo*, dont voici une formule : *Heres meus damnas esto sinere L. Titium sumere illam rem sibi que habere*;

4^o le legs *per præceptionem*, qui se formulait en ces termes : *L. Titius illam rem præcipito — præcipito sumito, tibi que habeto*.

On cite comme faisant allusion au legs *per vindicationem* ce texte de l'*Énéide* de Virgile :

Sume, pater.

.

Ipsius Anchise longævi hoc munus habebis.

(V.)

J'ai relevé quelques autres formules poétiques de legs qui rentrent également dans l'une des catégories que je viens de spécifier.

III. Sur le sujet de la captation, j'ai omis par mégarde de noter plusieurs extraits de Juvénal qui s'y rapportent. Je crois devoir les classer dans cet *Appendice*.

Ainsi que je l'ai fait remarquer, les captateurs s'adressaient aux riches, qui, célibataires, veufs ou mariés, n'avaient point d'enfants, et qu'on appelait *orbi*. J'ajoute qu'ils s'éloignaient d'eux dès qu'ils leur voyaient des héritiers

naturels, ou du moins qu'ils ne les cultivaient plus qu'avec tiédeur. C'est une remarque que fait Juvénal dans ses satires, et notamment dans le passage suivant :

..... Tollere dulcem
Cogitat heredem, cariturus turture magno
Mullorumque júbis et captatore macello.

(Sat. 6.)

« Le célibataire qui songe à devenir père, dit le poète, doit s'attendre à ne plus recevoir de son captateur ni tourterelles, ni barbillons, ni rien de ce dont il falsait pour lui provision au marché. »

Mais s'il n'avait point d'enfants, il pouvait compter sur la continuation des visites et des cadeaux, à moins qu'il ne vint à tomber dans un état de décrépitude tel qu'un captateur lui-même dût en éprouver du dégoût,

Ut captatori moveat fastidia Cosso.

(Sat. 10.)

Juvénal exprimait par là que d'ordinaire les *hérédipètes* étaient hommes à supporter les plus rebutants services auprès des vieillards infirmes dont ils captaient la succession.

On lit dans sa quatorzième satire qu'un citoyen de Rome avait acheté un poisson au prix de six mille sesterces. « Je lui en fais mon compliment, dit le poète, s'il a fait présent de ce poisson si coûteux à quelque riche vieillard sans enfants, et s'il a su par ce moyen obtenir la meilleure place sur les tablettes testamentaires de ce vieillard : »

Consilium laudo artificis, si munere tanto
Præcipuam in tabulis ceram senis abstulit orbi.

L'auteur entendait, je crois, signifier par cette réflexion qu'il en coûtait quelquefois fort cher aux *hérédipètes* pour réussir dans leur captation.

Ajoutons que, suivant le même poète, ceux qui recevaient ainsi de rares et précieux poissons achetés à grand

prix par le captateur s'empressaient parfois de les vendre pour en faire argent :

. Sumitur illinc
Quod captator erat Lenas, Aurelia vendat.

(Sat. 5.)

C'était dire, comme le disait aussi Martial, que fréquemment les captateurs étaient exploités et dupés par ceux-là même qu'ils voulaient prendre pour dupes.

IV. A ce que j'ai dit, avec les poètes, sur les donations entre vifs, il ne sera pas hors de propos, je pense, d'ajouter les remarques suivantes.

Dans les premiers siècles de leur établissement, les Romains étaient fort pauvres, et partant fort peu enclins aux libéralités, même envers leurs parents ou alliés. Polybe, parlant des présents que P. Scipion avait faits à Æmilia, sa mère, disait que le fait avait paru très-surprenant à Rome, où nul ne donnait du sien à qui que ce fût.

Dans la suite il n'en fut plus de même. Le développement de la richesse publique et privée et les progrès du luxe amenèrent à leur suite des habitudes de largesse. Les dons de toutes sortes se multiplièrent ; les dons purs et simples, *dona*, les dons rémunératoires, *munera*. Les clients et les affranchis donnaient, à l'un et l'autre titre, à leur patron, les citoyens aux chefs du gouvernement et aux magistrats, les amis à leurs amis, les parents à leurs parents, et même les esclaves à leur maître. Les mariages, les accouchements, les anniversaires de naissance, les kalendes de janvier et de mars, les saturnales étaient d'incessantes occasions de cadeaux, d'étrennes et quelquefois de donations importantes. Ce fut au point que le législateur s'en émut, et crut devoir prendre des mesures pour refréner et modérer ces libéralités entre vifs, qui le plus souvent n'étaient que des contributions levées par ceux qui possédaient le plus sur ceux qui possédaient le moins.

Tel fut le but de la loi *Cincia*, proposé par le tribun du peuple Cincius Alimentus. L'une des dispositions de cette loi portait que les donations entre vifs ne pourraient excéder une certaine somme, à moins qu'elles ne fussent faites à titre rémunératoire, ou au profit soit du public, soit de parents ou d'alliés; qu'en cas de contravention, elles devraient être rescindées et réduites au maximum fixé, et que si elles n'avaient pas lieu sous une condition suspensive ou à cause de mort, elles ne seraient valables qu'autant que la chose donnée serait immédiatement livrée au donataire.

On peut croire que cette loi fut acceptée et observée sans trop de peine, sinon par ceux qui recevaient, du moins par ceux auxquels leur situation faisait souvent une obligation de donner; et c'est là peut-être ce qui explique pourquoi il est si rarement question dans les poésies de donations entre vifs proprement dites. Du reste, durant le cours du régime impérial des sénatus-consultes et diverses constitutions des empereurs édictèrent des dispositions nouvelles sur cette matière, et rendirent plus de latitude aux donations entre vifs, en leur imposant toutefois certaines conditions, telles que celle de leur rédaction par écrit avec indication précise et détaillée des objets donnés, et de leur enregistrement dans les actes publics, lorsqu'elles excédaient un chiffre déterminé.

Quant aux dons appelés *strenæ*, ou étrennes, et autres présents ou cadeaux qu'on était dans l'habitude de faire à des époques périodiques de l'année, l'usage s'en perpétua, notamment au profit des empereurs. Auguste, au rapport de Suétone, ne se faisait pas scrupule d'en accepter, notamment aux calendes de janvier. Tibère, dit-on, repoussa les étrennes qui lui étaient offertes par quelques-uns de ses sujets, et rendit même un édit prohibitif de cette coutume. Elle fut ensuite rétablie par Caligula, puis supprimée de nouveau par Claude, mais plus tard définitivement restaurée par les empereurs, qui trouvaient là sans doute une source assez féconde de profits pour leur liste civile.

Les gouverneurs des provinces furent aussi autorisés à recevoir des dons plus ou moins rémunératoires, mais

seulement ceux qu'on appelait *xeniola*, et à charge de se conformer à cette règle : *Neque omnia, neque omni tempore, neque ab omnibus.*

§ II.

Contrats et obligations en général.

I. Il est fait mention dans Plaute et dans Térence de l'une des formalités symboliques qui étaient d'usage dans les conventions verbales ; je veux parler de l'entrelacement de la main droite de chacun des contractants.

Un des personnages des *Captifs* de Plaute adresse à son interlocuteur, avec lequel il vient de conclure un arrangement, ces paroles, qu'il accompagne d'un serrement de main, pour mieux sceller la convention :

Hæc per dexteram, te dextra retinens manu,
Obtestor infidelior mihi ne sis quam ego sum tibi.

(II, 3.)

Le même langage est tenu dans une pareille circonstance par un personnage d'une comédie de Térence, avec invitation de confirmer par entrelacement des mains un engagement réciproque :

Cedo dextram : porro te idem oro ut facias. . .
— Paratus sum.

(*Hæc.*, III, 1.)

Ces deux textes, que je n'avais pas remarqués dans mes premières recherches, vérifient ce que je n'ai dit qu'hypothétiquement et par conjecture sur ce détail des mœurs juridiques de l'antique Rome.

II. Tous les juristes ont appris sur les bancs de l'école que chez les Romains les pactes nus, *pacta nuda*, c'est-à-

dire les conventions purement verbales qui n'avaient point été solennisées par certaines formes, telles que celle de la *stipulatio*, étaient sans effet *légalement* obligatoire, en ce sens qu'ils ne donnaient pas action à l'une des parties contractantes contre l'autre. C'est en cela principalement que se signala l'esprit de mauvaise foi et de fraude en matière d'obligations contractuelles, et c'est aussi ce que Plaute entendait reprocher à ses concitoyens dans ce passage de l'*Aulularia*, que j'ai cité :

..... At scio quo vos pacto soleatis perplexarier ;
Pactum non pactum est ; nou pactum autem pactum est, quod vobis lubet.

On peut juger par les comédies de ce poëte de la fréquence des contestations judiciaires auxquelles donnait lieu l'inexécution des *pacta nuda* de la part de l'une des parties entre lesquelles ils étaient intervenus. Dans la rigueur du droit, l'obligation résultant de ces pactes pouvait être déclinée par cela seul qu'ils n'avaient pas été contractés *secundum civitatis jura*, et les débiteurs malhonnêtes ne se faisaient pas faute d'exciper de leur irrégularité. Mais comme c'était là un manque de foi scandaleux, les prêteurs s'efforcèrent de donner effet à ces conventions en tournant la difficulté. S'ils ne pouvaient accorder l'action, ils accordaient l'exception *ex pacto*. Ils en vinrent même à créer par leurs édits certaines actions spéciales, qui pouvaient être exercées en vertu d'un simple pacte, telles par exemple que celles *constitutæ pecuniæ*, *pactio hypothecæ*.

La guerre que Plaute et Térence engagèrent sur le théâtre contre la mauvaise foi contractuelle ne fut peut-être pas sans influence sur cette modification de la jurisprudence des prêteurs.

III. J'ajoute aux explications que j'ai données, d'après Plaute, sur les formes de la *stipulatio*, qu'il était assez fréquemment d'usage d'accompagner cette *stipulatio* d'une *re-stipulatio*, laquelle consistait dans une nouvelle interrogation adressée par celui qui s'était engagé à celui qui l'avait

interrogé le premier. En voici un exemple tiré de la *sponsio judicialis* : « Spondesne quingentos, si meus sit ? — Spondeo, si tuus sit. At tu quoque, spondesne quingentos, ni tuus sit ? — Spondeo ni meus sit. »

Quand un tiers intervenait comme caution dans une stipulation, ainsi qu'on l'a vu dans plusieurs espèces que j'ai empruntées à Plaute, on l'appelait *correus stipulandis*.

III. Il me paraît, d'après un texte de Pline l'ancien, que les Romains étaient dans l'habitude d'inscrire sur un même registre leurs dépenses en regard de leurs recettes. Parlant de la Fortune, sur le compte de laquelle les hommes étaient portés pour la plupart à mettre tout ce qui leur arrivait de bien ou de mal, Pline dit : « Huic omnia expensa, huic omnia feruntur accepta ; et in tota ratione mortalium utramque paginam facit. » (*Hist. natur.*, II.)

Dans cette métaphore empruntée au langage des affaires, les mots *utramque paginam facit* me semblent indiquer que les *tabulæ accepti et expensi* formaient une sorte de livre où s'inscrivaient sur deux pages différentes d'un côté les dépenses, et de l'autre les recettes.

IV. J'ai noté dans le chapitre des *obligations en général* que certains contrats se rédigeaient par écrit en présence de témoins qui étaient invités à les signer en cette qualité, et que la formule de cette invitation était celle-ci : « *Signate, Quirites.* »

Il paraît qu'en cette circonstance on observait des règles de préséance, et que les témoins étaient appelés à donner leur signature suivant un ordre de priorité, déterminé par le rang plus ou moins élevé qu'ils avaient dans la société romaine. Ce détail ressort d'un texte de Juvénal dans lequel le poète se plaint de ce que des étrangers ou pérégrins, qui souvent n'avaient été amenés à Rome que pour y être vendus, et qui avaient su y acquérir des richesses ou de hautes positions, étaient invités à signer un acte comme

témoins même avant des *Quirites* ou citoyens de pur sang romain, et de ce que dans les repas c'était à eux aussi qu'on donnait les places d'honneur :

..... Me prior ille
 Signabit, fultusque toro meliore recumbet.
 (Sat. 3.)

V. Un passage de la huitième satire du même poète nous fournit un exemple des comptes qui se faisaient entre créanciers et débiteurs.

Juvénal y met en présence deux personnages entre lesquels il y a compte à établir pour avances faites par l'un et pour prix de services rendus par l'autre.

« Je vous ai donné ceci, dit le premier ; puis cela, puis plus encore. » Craignant de se tromper dans ses supputations, il ordonne à ses esclaves d'apporter et les tablettes et les jetons servant à compter, et ajoute, après avoir fait son calcul : « Voyez, vous me devez en tout cinq mille sesterces. » A quoi l'autre répond : « Mais comptez maintenant le prix de mes travaux : »

« Hæc tribui, deinde illa dedi, mox plura tulisti. »
 Computat atque cavet. « Ponatur calculus ; adsint
 Cum tabulis pueri. Numera sestertia quinque
 Omnibus in rebus. » — « Numerentur deinde labores. »

Tel était probablement le mode de procéder usité pour les règlements de comptes. L'esclave teneur de livres de son maître apportait ses tablettes ; ou additionnait les chiffres, et cette computation s'opérait à l'aide de cailloux ou de jetons.

Il est assez curieux que ces détails de comptabilité nous soient enseignés par un poète.

VI. Le calcul des intérêts et par suite le mode d'imputation des paiements étaient d'une grande complication chez les Romains ; et comme ils y attachaient une grande impor-

tauce, ils l'enseignaient à leurs enfants dès le plus jeune âge, ainsi que le constate Horace dans les deux passages qui suivent :

..... Magni
Quo pueri magnis e centurionibus orti,
Lævo suspensi loculos tabulamque lacerto
Ibant, octonis referentes idibus ara.

(*Epist.*, I, 6.)

Romani pueri longis rationibus assem
Discant in partes centum diducere. Dical
Filius Albini, si de quincunce remota est
Uncia, quid superat? poteras dixisse: « Triens. » Eu!
Rem poteris servare tuam. « Redit uncia, quid sit?
— Semis.

(*Ars poet.*)

Des jurisconsultes allemands, chercheurs intrépides, ont scruté les mystères de cette arithmétique à l'usage des capitalistes romains. Je ne les suivrai pas dans leurs études sur ces questions de chiffres; qu'il me suffise de dire que l'*as*, dont parle Horace dans la dernière des deux citations qui précèdent, est l'*as usurarius* ou l'*assis usura*, qui se divisait en cent parties, qu'on appelait *centesima*, et que l'*uncia* était l'intérêt à un pour cent par mois ou douze pour cent par an, intérêt légitime, quoique considéré généralement comme excessif.

CHAPITRE VI.

DIVERSES ESPÈCES DE CONTRATS ET OBLIGATIONS.

Vente.

I. La vente volontaire à l'encan de choses mobilières et immobilières n'est pas nommément spécifiée que je sache dans le droit romain sous l'appellation d'*auctio*. Cette appellation s'appliquait particulièrement dans le langage juridique aux ventes forcées qui étaient faites par autorité de justice, et qu'on nommait *auctiones publicæ*. Mais les nombreux

textes poétiques que j'ai relevés prouvent incontestablement, ce me semble, que cette forme de vente se pratiquait communément. Peut-être sa dénomination, dans le langage usuel, était-elle celle de *commissa auctio*, que lui donnait Juvénal,

. *Commissa quod auctio vendit.*

(*Sat.* 7.)

L'épithète *commissa* me paraît devoir être entendue dans le sens d'une commission donnée au *præco* par un particulier à l'effet de procéder à une vente à l'encan.

Dans le passage auquel appartient le fragment de Juvénal que je viens de rappeler, l'auteur s'adresse à ceux de ses confrères en poésie à qui leur plume ne fournit pas de quoi vivre, et leur dit : « Si votre muse ne vous rapporte pas un seul *quadrans* (4^e partie de l'as romain), faites-vous crieurs publics, et vendez aux enchères, comme le font ceux-ci pour le compte d'autrui, des vases destinés à conserver le vin, des trépieds, des armoires, des corbeilles : »

*Et vendas potius commissa quod auctio vendit
Stantibus, ænophorum, tripodes, armaria, cistas.*

Pour de pareils objets, qui rentraient dans la classe des choses *nec mancipi*, et dont la propriété pouvait se transférer par la simple tradition, nul doute que la vente et l'acquisition n'en fussent parfaitement régulières par la voie de l'*auctio* volontaire. Il en devait être de même pour les choses *mancipi*, telles que les esclaves et les immeubles, si la tradition s'en faisait aussitôt après l'adjudication.

Quelle que fût au surplus la valeur légale des droits de propriété que conféraient ces sortes de ventes pour les choses *mancipi*, je me crois autorisé à affirmer, sur la foi de mes textes poétiques, qu'elles s'appliquaient à celles-ci, de même qu'aux choses *nec mancipi*.

A propos des ventes à l'encan, je dois revenir sur une citation de Plaute qui m'a donné l'occasion de dire que dans l'exercice de son office de crieur le *præco* portait une couronne sur la tête,

Ibi præco adsit cum corona.

L'induction que j'ai tirée de ce fragment, et que d'autres en ont tirée comme moi, n'est peut-être pas exacte. Le mot *corona* est souvent employé par les auteurs latins comme synonyme de *cætus*, *frequentia* ou *turba*; et telle est peut-être sa véritable signification dans l'extrait qui précède. Du reste, c'est là un détail de fort peu d'importance.

II. Je n'ai parlé dans l'article auquel se réfère cet appendice que des formes de vente et d'acquisition dont il est question dans les poésies latines.

Le droit romain en reconnaissait quelques autres, notamment la *cessio in jure*, qui s'opérait par l'intermédiaire du prêteur, et l'*emptio sub corona*, qui s'entendait de l'achat des captifs, vendus aux enchères par l'autorité publique, avec une couronne sur la tête. Mais je répète ici que je n'ai point entendu approfondir les matières auxquelles j'ai touché, et les traiter sous tous leurs aspects.

III. L'éloignement des citoyens romains pour tout ce qui avait rapport au négoce procédait des institutions établies par le fondateur de Rome.

Suivant Denys d'Halicarnasse, Romulus, qui pour soutenir et faire prospérer son petit royaume avait surtout besoin d'hommes de guerre, avait interdit aux plébéiens comme aux patriciens le commerce et toutes autres professions sédentaires. Les esclaves seuls étaient autorisés à s'y livrer.

Mais l'accroissement de la population de Rome et les progrès de la civilisation et du luxe changèrent quelque peu dans la suite les idées à cet égard.

Dès l'an 219, au rapport de Tite-Live (II, 27), il se forma à Rome, avec l'agrément du sénat et des consuls alors en exercice, une corporation de marchands composée de citoyens. Plus tard les commerçants se multiplièrent. Ils s'étaient placés, comme je l'ai dit d'après Plaute, sous le patronage de Mercure. Ovide nous apprend qu'ils brûlaient

de l'encens sur l'autel de ce dieu pour obtenir de lui le plus de gains possible :

Te quicumque suas profitentur vendere merces,
Ture dato, tribuas ut sibi lucra rogant.

(*Fast.*, V.)

Mais il n'y avait guère que des hommes appartenant aux classes inférieures du peuple qui fissent ainsi profession du commerce.

Ceux qui se respectaient le considéraient comme peu digne d'un citoyen honorablement posé.^a Tel était le sentiment de Cicéron, qui, dans son traité *De officiis*, déclarait vil et méprisable le commerce consistant à acheter pour revendre, parce que, disait-il, ceux qui l'exerçaient ainsi ne pouvaient guère faire de profits qu'en trompant l'acheteur par des paroles menteuses : « Sordidi etiam putandi qui « mercantur a mercatoribus quod statim vendant; nihil enim « proficiunt nisi admodum mentiantur. Nec vero quidquam « est turpius vanitate. » (I, 42.) Tout au plus faisait-il exception pour ceux qui exerçaient le commerce en grand, et qu'on appelait *magnarii negotiatores*. Il ne leur pardonnait d'avoir ainsi spéculé qu'à la condition qu'après s'être enrichis par le négoce, ils se retirassent dans leurs terres : « Si « satiati quæstu, vel contenti potius, ut sæpe ex alto in portum, sic ex ipso portu, se in agros possessionesque recipiunt. » (*Ibid.*)

IV. Il y avait à Rome des tanneurs et des marchands de cuirs. Cette industrie était fort ingrate; car on obligeait ceux qui la pratiquaient à aller laver et préparer par delà le Tibre, dans un quartier éloigné et habité par la plèbe, les peaux dont ils faisaient commerce. Mais comme le métier était lucratif, Juvénal disait, en se moquant, que l'on pouvait bien, eu égard à ses bénéfices, passer sur ses désagréments, et se persuader que les peaux de bêtes sentaient aussi bon que les parfums :

. Non te fastidia merces
Ullius subeant ahlegandæ Tyberim ultra,

Nec credas ponendum aliquid discriminis inter
 Unguenta et corium; lucri bonus est odor ex re
 Qualibet.

(Sat. 14.)

V. Les Romains, paraît-il, marchandaien^t tout : les salaires des précepteurs de leurs enfants et autres gens de service, de même que les objets dont ils voulaient faire emplette. « Celui qui a charge de vous payer, dit Juvénal à un précepteur, rogne votre salaire pour en retenir une part à son profit. Cédez et subissez ce déchet, tout comme les marchands de nattes d'hiver et de garnitures de lit, lesquels sont de même obligés de rabattre de leur prix : »

Et qui dispensat frangit sibi : « Cede, Palemon,
 Et patere inde aliquid decrescere, non aliter quam
 Iustitor hibernæ tegetis niveique caducei.

(Sat. 7.)

Ce passage vient à l'appui de ceux que j'ai cités au sujet des débats qui s'engageaient entre les acheteurs et les vendeurs sur la question de quotité du prix de la vente.

VI. J'ai fait observer, en parlant du commerce maritime, que le voyage des Argonautes pouvait être considéré comme le premier essai de ce genre de commerce.

Lorsque j'écrivais cette réflexion, je n'avais pas sous les yeux un texte de Juvénal que je n'ai remarqué qu'après l'impression de mon premier volume, et qui me paraît être la justification de ma conjecture.

Ce texte, de même que beaucoup d'autres passages des satires de Juvénal, a besoin pour être compris de quelques explications.

Il y avait à Rome, dans le Champ de Mars, une enceinte réservée pour la réunion des comices et pour les élections à faire. Cette enceinte formée par une clôture servait habituellement de marché pour la vente des marchandises exo-

tiques, arrivées par voie de mer. Les négociants faisant trafic de ces marchandises y avaient leur boutique et leur *casa*. Il s'y trouvait aussi un portique dans lequel étaient représentés en peinture Jason et ses compagnons, les Argonautes. Jason en effet était réputé le patron du commerce maritime, et par cette raison on l'appelait *mercator Jason*. Mais au mois de décembre, époque à laquelle se réunissaient les comices pour élire les consuls et autres magistrats, les magasins des marchands et le portique des Argonautes étaient fermés, pour faire place aux électeurs et aux candidats vêtus de blanc.

Ainsi s'explique le passage suivant de la sixième satire :

Mense quidem brumæ, quam jam mercator Jason
Clausus, et armatis obstat casa candida nautis.

Ce texte confirme pleinement, ce me semble, l'interprétation que j'ai donnée à l'allégorie de l'expédition des Argonautes pour la conquête de la toison d'or. Elle se confirme encore par cet autre texte, tiré de l'*Histoire naturelle* de Plin l'ancien : « In longa nave Jasonem primum navigasse Philo-
stephanus auctor est. » (VII 57.)

VII. Au sujet des ventes d'esclaves sur les marchés et de l'exhibition qui en était faite aux acheteurs, je dois dire encore que pour donner la preuve de l'agilité du *mancipium* à vendre, on l'obligeait, pendant qu'on le mettait à prix, à sauter, à courir et à faire des évolutions, absolument comme s'il se fût agi de la vente d'un cheval.

Cette exhibition s'appelait *productio*. Térence emploie cette locution dans le passage suivant de l'*Eunuque*, où il est question d'une jeune musicienne, vendue comme esclave sur le marché :

Is ubi forma vidit honesta virginem,
Et fidibus scire, pretium sperans, illico
Prodeit, vendit.

(I, 2.)

Louage.

I. L'opinion émise par Martial sur la cherté des loyers à Rome est confirmée par son contemporain Juvénal. On peut, dit le personnage que fait parler ce dernier poète dans sa troisième satire, se procurer dans les petites villes toute une maison d'habitation, spacieuse et commode, pour le loyer annuel que coûte à Rome un logement étroit, ténébreux et malsain :

*Aul Fabreterix domus aut Frustone paratur
Quanti nunc tenebras unum conducis in annum.*

Les Romains du vieux temps, qui n'étaient pas propriétaires de maisons, se logeaient pour la plupart à Rome dans des conditions très-modestes.

Il paraît cependant que parfois des citoyens mettaient un prix élevé à leur loyer. Velleius Paterculus raconte dans son histoire que, vers la fin du sixième siècle de l'ère romaine, un simple augure avait loué une maison qui ne lui coûtait pas moins de 6,000 sesterces par an. C'était excessif pour ce temps-là; à peine aujourd'hui, disait l'historien qui écrivait sous Tibère, trouverait-on un sénateur qui se logeât aussi chèrement. Le fait parut tellement scandaleux que les censeurs crurent devoir mander devant eux, pour le censurer, le citoyen qui en avait donné l'exemple :

« *Persequamur notam severitatem censorum, Caii Longini*
« *Cæpionisque; abhinc annos centum quadraginta septem,*
« *Lepidum Æmilium, augurem, quod sex millibus ædes*
« *conduxisset, adesse jusserunt. At nunc, si quis tanti ha-*
« *bitet, vix ut senator agnoscitur.* »

II. Parmi les hommes de service à gages des temps antiques, il faut placer en première ligne ceux qui louaient leur travail pour le labour et la culture de la terre. C'est le métier qu'avait fait Marius, au dire de Juvénal, avant de

devenir simple soldat, et plus tard chef de la république :

. Solebat

Poscere mercedes alieno lassus aratro.

(Sat. 8.)

III. Les citoyens que désignait Horace dans ce fragment,

Pars hominum gestil conducere publica, . . .

étaient les *publicani*, qui pour la plupart appartenaient à l'ordre des chevaliers. Ils prenaient à bail les *vectigalia* et les *ultra tributa*, qui leur étaient affermés pour une durée de cinq années, en Italie et dans les provinces.

Les *vectigalia* étaient les revenus des terres conquises sur l'ennemi et qu'on appelait *agri publici*, parce qu'elles appartenaient au domaine public soit du peuple romain, soit des cités ou municipes auxquels elles avaient été abandonnées.

On donnait le nom de *ultra tributa* aux dépenses à faire pour des entreprises de travaux publics.

Tout cela était loué *ad hastam* par les censeurs ou par d'autres représentants de l'autorité aux publicains, qui en faisaient leur affaire personnelle aux conditions qui leur étaient imposées.

On distinguait parmi les publicains les *mancipes*, les *prædes*, et les *socii*.

Les *mancipes* ou *principes publicanorum* étaient ceux qui se rendaient adjudicataires en nom de la location ou de l'entreprise et qui en devenaient les chefs; les *prædes* étaient leurs cautions; les *socii*, leurs associés.

Les publicains eurent longtemps à Rome une position honorée, bien qu'ils eussent souvent maille à partir avec le peuple.

Cicéron, dans son oraison *Pro lege Manilia*, leur donnait les qualifications les plus louangeuses : « *Honestissimi viri* » et *firmamentum ceterorum ordinum*. »

Mais dans les provinces on ne les voyait pas du même œil.

Personne n'ignore qu'ils étaient particulièrement en exécution dans la Judée.

Il y a lieu de croire que par la suite ils encoururent la disgrâce du gouvernement romain ; car on trouve au Digeste une loi dans laquelle on lit ce qui suit : « Magnæ audaciæ « magnæque temeritatis esse dicuntur publicanorum factio-
« nes. » (*De public. et vectigal.*)

Société.

I. Je viens de parler des publicains ; j'y reviens encore sous cette rubrique, parce qu'ils formaient une grande société, ayant une sorte de caractère public.

Le siège de cette société était à Rome ; mais elle avait dans les provinces de nombreuses succursales, qui toutes étaient placées sous la direction d'un chef appelé *magister societatis*. Ce directeur, élu par les associés, centralisait dans la capitale les opérations et les comptes de ses divers subordonnés. Il est parlé de cette vaste association et de sa hiérarchie dans les épitres de Cicéron (*Ad famil.*, 13 ; *Ad Attic.*, 10). Il en est aussi fait mention dans le Digeste. Elle fut autorisée à se constituer en *collegium*.

II. Le droit romain admettait, comme le nôtre, les sociétés universelles ou de tous biens, et les sociétés particulières, qui ne s'appliquaient qu'à certaines choses ou entreprises déterminées. Dans celles-ci, l'un des associés pouvait n'apporter que son industrie, en laissant aux autres le soin de fournir les capitaux. Cette clause parfaitement licite, Plaute la formule très-juridiquement dans ce vers de l'*Asinaria* :

Par pari datum hostimentum est ; opera pro pecunia.

(I, 3.)

III. J'ai fait observer que les Romains professaient un grand respect pour le contrat de société. En effet, c'était à

leurs yeux une sorte de lien de confraternité, aussi inviolable que celui de l'amitié la plus étroite. Or, il était de règle qu'entre amis tout devait être commun, le mal comme le bien : « Inter amicos omnia sunt communia, » ou, comme disait Publius Syrus :

Amicitia pares aut accipiat, aut faciat.

Par l'application de cette règle, on jugeait qu'entre associés tout aussi devait être commun, la perte comme le gain, à moins que les conventions sociales n'en eussent disposé autrement.

IV. La société pouvait se dissoudre par la volonté des associés, et même par la seule renonciation de l'un d'eux.

Dans le *Satyricon* de Pétrone, un associé formule ainsi sa renonciation, motivée sur un défaut d'entente : « Intelligo « nobis convenire non posse. Itaque communes sarniculas « partiamur, et paupertatem nostram privatis quæstibus ten- « temus expellere. »

Dans les *Métamorphoses* d'Apulée, un autre, voyant que la société dans laquelle il est engagé ne convient plus à son associé, lui propose de la dissoudre tout en restant bons amis : « Si tibi societas ista displicet, possumus quidem cæ- « tera fratres manere, ab isto tamen nexu communionis dis- « cedere. » (*Metam.*, X).

Dans la dernière espèce, la dissolution s'opère par le consentement des deux associés, et dans la première, par la volonté d'un seul. C'était conforme au droit, et ici encore la fiction ne s'écartait aucunement de ce qui se pratiquait en réalité dans le monde des affaires.

Prêt.

1. Le taux légal de l'intérêt de l'argent fut longtemps à Rome de douze pour cent par an. C'était le plus élevé.

On a vu par un texte de Persic que du vivant de ce poète il

se percevait encore à onze pour cent. Il paraît cependant que l'échelle en était mobile et variait suivant le plus ou moins d'avidité des capitalistes. Aussi distinguait-on, en dehors des douze et onze pour cent, différents autres taux dont voici l'indication :

Dextrantes, dix pour cent;
Dodrantes, neuf pour cent;
Besses, huit pour cent;
Septunces, sept pour cent;
Semisses ou *Semissales*, six pour cent;
Quincunces, cinq pour cent;
Trientes, quatre pour cent;
Quadrantes, trois pour cent;
Sextantes, deux pour cent.

Ce dernier chiffre était le minimum de l'intérêt; mais il est probable que bien peu de prêteurs s'en contentaient. Celui de six pour cent était tenu pour modéré.

Quant aux usuriers de profession, ils avaient, suivant Horace, trouvé le moyen de faire produire à leur argent jusqu'à soixante pour cent d'intérêt annuel. Ils faisaient mieux encore au temps de l'empereur Adrien; à l'aide de l'anatocisme ou de l'intérêt composé, et de certaines autres combinaisons, ils parvenaient à doubler leur capital en six ans.

L'histoire nous fait connaître combien de troubles suscita dans la république romaine cette grosse question du *fœnus*. Souvent les *fœneratores* eurent à subir de rudes atteintes et de violentes réactions de la part de leurs débiteurs.

Quelquefois la justice prenait parti pour ces derniers; mais il en arriva mal à un personnage investi de la préture. On lit dans l'*Építome* de l'un des livres perdus de l'histoire de Tite-Live que ce magistrat fut tué dans le Forum par des *fœneratores*, en l'an 662 ou 663 de Rome, parce qu'il se montrait favorable aux débiteurs : « A. Sempronius Asellio, prætor, quoniam secundum debitores jus dicebat, ab iis qui fœnerabantur in foro occisus est. » (*Építome*, lib. LXXXIV.)

II. A l'époque où vivait Plaute, les usuriers avaient trouvé un biais fort ingénieux pour échapper aux lois répressives de l'usure ; c'était de faire le transport de leurs créances à des Latins ou pérégrins alliés du peuple romain, qui n'étaient pas soumis au droit établi par les citoyens de Rome, et auxquels par conséquent les débiteurs ne pouvaient opposer ce droit.

Le gouvernement eut à se préoccuper de cette fraude, et dut prendre des mesures pour y obvier. Il intervint par suite une loi par laquelle il fut disposé que le droit romain s'appliquerait aux créances que des Latins auraient à faire valoir contre des citoyens de Rome : « *Tribunus plebis rogavit plebesque seivit, dit Tite-Live, ut cum so-* »
« *ciis ac nomine latino pecuniæ creditæ jus idem, quod* »
« *eum civibus romanis, esset.* » (XXXV, 7.)

C'est peut-être à cette circonstance que Plaute faisait allusion lorsqu'il disait aux usuriers, dans un passage que j'ai cité à l'article du prêt, qu'ils avaient toujours quelque échappatoire pour se soustraire aux dispositions de la loi, *aliquam rimam reperitis*.

III. Si le *fœnus* était agréable aux créanciers par ses *dulces usuræ*, il était en revanche fort désagréable aux débiteurs. Les poètes mettaient au nombre des conditions du bonheur une situation d'esprit dégagée des soucieuses préoccupations causées par ce *fœnus* :

. Solutus omni fœnore.

(HON.)

. Animo gaudens et fœnore liber.

(MART.)

Et gratam requiem dona tibi, quando licebit

Per totam cessare diem, non fœnoris ulla

Mentio.

(JUV., Sat. 2.)

IV. Au dire de Juvénal, les prodigues obtenaient aisément des prêts d'argent en donnant pour gages au prêteur leur vaisselle plate ou même des fragments des statues bri-

sées de leurs ascendants, lesquelles étaient ordinairement en métal précieux :

Ergo haud difficile est perituram arcessere summam
Lancibus appositis, vel matris imagine fracta.

(*Sat.* 2.)

Ceci s'applique aux prêts sur gages ; et à cette occasion je dois rectifier l'interprétation que j'ai faite de deux textes du même poète, cités dans l'article du prêt. Ces textes sont ceux-ci :

Spondet enim Tyrio stilaria purpura filo.

(*Sat.* 7.)

Cujus et alveolos et lanam pignerat Atræus.

(*Ibid.*)

J'ai noté le premier de ces deux vers comme spécifiant un emprunt sur gages. C'est une erreur ; il signifie simplement que la toge, bordée de pourpre, que portait un certain personnage, garantissait sa solvabilité aux yeux du vulgaire et lui tenait lieu de caution.

Dans le second vers il est bien question d'un emprunt sur gages ; mais, pour le faire clairement comprendre, j'aurais dû expliquer que Juvénal y parle d'un poète célèbre, que son état d'indigence obligeait à mettre en gage son chétif mobilier et jusqu'à sa pénule pendant qu'il était en train de composer sa tragédie d'*Atrée*. Il faut dire pourtant que les commentateurs ne sont pas d'accord sur le sens de ce passage, de même que sur beaucoup d'autres des satires de Juvénal. Il en est un qui l'entend en ce sens que le poète dont il s'agit empruntait sur gages à un prêteur connu sous le nom d'Atræus. Mais la première version me paraît être la plus exacte.

Mandat.

Originellement le mandat ne figurait pas dans le droit romain au nombre des contrats pouvant engendrer une

obligation civile et une action ; car on le faisait consister tout entier dans les devoirs de l'amitié.

C'est ainsi qu'il est considéré par Plaute dans les extraits que j'ai cités.

D'après ce qu'en dit ce poète on peut croire que de son temps l'engagement moral résultant de l'acceptation d'un mandat était encore religieusement observé.

Les étymologistes prétendent que le mot *mandatum* a sa racine dans les mots *manum dare*, parce que anciennement le mandat était donné et accepté avec échange d'une poignée de main entre le mandant et le mandataire, comme l'indique ce passage de Plaute, dont j'ai cité précédemment une partie :

Hæc per dexteram tuam, te dextera retinens manu,

Obsucro.

Tibi commendo spes opesque meas. — Mandavisti satis.

(*Captiv.*, II, 3.)

Plus tard, le mandat dut prendre place dans le droit civil, qui régla les obligations du mandant et celles de son fondé de pouvoirs, et leur donna réciproquement action.

APPENDICE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

TOME II.

SECTION DEUXIÈME.

ACTIONS.

Cette partie de mon livre comporterait un appendice très-développé, si je voulais en combler toutes les lacunes ; mais comme il n'est pas entré dans ma pensée de traiter le sujet à fond, je me contenterai de placer ici, à titre de complément, l'indication de quelques détails accessoires sur lesquels les poètes latins ne se sont point expliqués.

I. Ainsi que je l'ai noté dans la quatrième partie, traitant de la justice et des juges, la préture fut créée à Rome en l'an 389 : « Annus hic erit insignis, dit Tite-Live, novi hominis consulatu, novis duobus magistratibus, prætura et curuli ædilitate. » Les patriciens, ajoute cet historien, créèrent à leur profit ces deux nouvelles magistratures, afin de se dédommager du sacrifice qu'ils avaient fait aux exigences du peuple, en consentant à ce que l'un des deux consuls fût choisi dans la classe des plébéiens : « Hos sibi patricii quæsivere honores pro concesso plebi altero consulatu. » (VIII, 1.)

Plus tard, la préture se divisa entre deux magistrats, dont l'un, sous le titre de *prætor urbanus*, fut chargé de connaître des procès entre citoyens, et l'autre, sous le titre de *prætor peregrinus*, des contestations entre citoyens et pérégrins, et, je crois aussi, entre pérégrins.

Dans le cours du sixième siècle de l'ère romaine, on jugea inutile de conserver à Rome cette préture en partie double, et l'on en revint à l'unité de préteur; mais on créa trois autres prétures pour le dehors, une pour la Pouille, une autre pour le pays des Volques et la troisième pour la Toscane. Celle de Rome était appelée *urbana*.

Les titulaires, après leur élection, tirèrent au sort ces quatre départements, *provincias*. Cela se passait, au rapport de Tite-Live, en l'année 540 de la fondation de Rome. Voici le texte : « *Prætores provincias sortiti sunt : P. Cornelius « Sulla urbanam et peregrinam, quæ duorum ante sors fuerat; « Cn. Fulvius Flaccus Apuliam; Claud. Nero Suescalam; « M. Julius Silanus, Tuscos.* »

Plaute vivait à l'époque où les prétures de Rome furent ainsi réunies en une seule, et c'est pourquoi, je pense, il ne parle jamais du préteur qu'au singulier.)

En l'an 554, le territoire de la république romaine s'étant agrandi, on créa deux préteurs de plus; le nombre en fut ainsi porté à six : « *Sex prætores illo anno creati, crescen- « tibus jam provinciis et latius pateseente imperio.* » (TIT.-LIV., XXXII, 27.)

La dualité de préture fut-elle rétablie à Rome dans cette circonstance? Tite-Live ne le dit pas; mais on voit par la suite de son histoire que dans les années suivantes Rome eut habituellement ses deux préteurs, l'*urbanus* et le *peregrinus*. Seulement il paraît que ce n'était pas une règle sans exceptions; car en 561 encore, un seul magistrat fut chargé des deux juridictions : « *Prætores sortiti sunt, dit l'his- « torien; M. Junio utraque jurisdictio evenit.* » (XXXVI, 2.) Et en 568, le sénat, pour couper court à une difficulté qui s'était élevée sur l'admissibilité de la candidature d'un édile à une charge vacante de préteur, décida qu'il y avait assez d'un seul préteur pour Rome, et que celui qui se trouvait alors en fonctions, serait chargé des deux juridictions : « *Deeretumque, quoniam prætoris subrogandi comitia ne « legibus fierent, pertinaciaque C. Flacci et prava studia « hominum impedirent, senatum censere satis prætorem*

« esse; Pub. Cornelius utramque in Urbe jurisdictionem
« haberet. » (XXXIX, 39.)

Ainsi la division des deux prétures de Rome n'avait rien d'obligatoire, et le sénat pouvait, selon les circonstances, réunir en une seule main l'une et l'autre juridictions. Mais je répète que le plus ordinairement on nommait chaque année deux préteurs, l'un pour les citoyens, l'autre pour les pérégrins. L'Histoire de Tite-Live en fait foi.

Dans la suite, comme je l'ai dit, le nombre des préteurs fut successivement augmenté. Jules César l'avait porté à seize. Auguste, après l'avoir maintenu à ce chiffre, le réduisit à douze; mais sous les règnes qui suivirent ce nombre fut de beaucoup dépassé.

Le *prætor urbanus* avait le pas sur tous les autres. C'était lui sans doute qui *de legibus quærebât*, suivant l'expression de Pline le jeune, et qui à ce titre prenait des mesures d'ordre obligatoires pour ses collègues.

Chacun sait que les citoyens investis de la préture pouvaient être appelés à remplir des fonctions administratives, et que lorsque les consuls étaient absents pour cause de guerre, c'était un préteur qui les remplaçait à Rome.

Ils étaient même tenus au besoin de faire l'office de commandants d'armée. Ceux d'entre eux qui étaient envoyés dans les provinces avaient fréquemment à prendre part à la direction des affaires militaires. Même à Rome, ils n'étaient pas exempts de cette charge. Nous apprenons par Tite-Live qu'au temps de la guerre Punique les deux préteurs qui rendaient la justice dans cette ville durent prendre, l'un le commandement de l'armée d'Apulie, l'autre celui d'une flotte : « Ne prætoribus quidem, qui ad
« jus dicendum creati erant, vacatio ab belli administra-
« tione data est. Valerium prætorem in Apuliam ire pla-
« cuit ad exercitum Terentio accipiendum; viginti navium

« numerus Q. Fulvio, prætori urbano, decretus ad suburbana
« littora servanda. » (XXIII, 22.)

Il en fut encore ainsi en 584, lors de la guerre contre Persée. Le préteur *peregrinus* dut aller faire fonction de général d'armée en Illyrie : « Additus ex his tertius L. Anicius, prætor, cujus inter peregrinos jurisdictio erat. Eum in provinciam Illyricam circa Lechnidum Ap. Claudio succedere placuit. » (Id., XLIV, 21.)

Cela, du reste, ne devra surprendre personne, si l'on considère qu'à cette époque-là surtout les citoyens s'initiaient tous à la vie publique par le métier de soldat, et que, les charges conférées par l'élection ne durant pour la plupart qu'une année, ceux qui couraient la carrière des fonctions publiques pouvaient être successivement pourvus des emplois les plus divers, et passer ainsi du prétoire au commandement d'une expédition militaire.

Les Romains durent à leurs institutions politiques l'avantage de posséder des citoyens doués d'une aptitude en quelque sorte universelle, entre autre P. Licinius, qui vivait dans le sixième siècle de Rome, et dont il est dit par Tite-Live : « Facundissimus habebatur seu causa oranda, seu in senatu, ad populum suadendi ac dissuadendi locus esset; juris pontifici peritissimus; super hæc, bellicæ quoque laudis consulatus compotem fecerat. » (XXX, 1.)

II. Les préteurs avaient résumé dans ces trois mots *Do, Dico, Addico*, leurs attributions tant judiciaires qu'extrajudiciaires, en matière civile proprement dite. J'ai donné une explication très-succincte de ces trois mots, telle que je l'ai trouvée dans des livres de jurisprudence; mais cette explication a besoin elle-même d'être expliquée. En voici le commentaire, que j'emprunte à un jurisconsulte allemand :

1^o Par le mot *Do* le préteur faisait entendre qu'il donnait l'action et l'exception, qu'il donnait la possession des biens, qu'il donnait des juges aux plaideurs, des tuteurs ou des curateurs aux mineurs, aux femmes, aux interdits, etc.

2^o Le mot *Dico* signifiait qu'il indiquait les voies à prendre pour intenter une action en justice, qu'il rendait des édits ou des interdits, *interdicebat*, sur les questions de possessoire, et en outre, suivant Aulu-Gelle (*Noct. attic.*, X, 24), qu'il faisait connaître au public les jours où le cours de la justice devait être suspendu à l'occasion d'un événement extraordinaire, tel, par exemple, qu'un tremblement de terre ;

3^o Enfin, le mot *Addico* voulait dire qu'il attribuait soit la personne d'un débiteur insolvable à son créancier, soit la propriété d'une chose, comme dans l'*in jure cessio*, ou dans l'*auctio publica*, et qu'il statuait également par *addictio* dans certaines autres circonstances.

Ainsi expliqués, ces trois mots sacramentels me paraissent présenter une définition assez complète de la juridiction civile des préteurs.

Mais si l'un d'eux revenait au monde, il se pourrait bien qu'il les commentât tout autrement.

III. Les parties, même celles qui jouissaient du droit de cité romaine, préféraient souvent les *recuperatores* à l'*unus judex*.

Cette préférence s'explique, comme je l'ai dit, par la raison que les *judicia recuperatoria* étaient plus expéditifs que le tribunal du *judex*. En effet, on n'obtenait la nomination d'un *judex* que trente jours après le règlement du *vadimonium*, et ce juge n'était pas tenu de statuer dans un bref délai. Les *recuperatores*, au contraire, étaient donnés sans retard, et, comme disait Pline le jeune dans un passage de sa correspondance que j'ai cité, ils étaient pris soudainement, *repente apprehensi*, et devaient remplir immédiatement leur office, ce qui se confirme par les deux textes ci-après : « *Recuperatores dare, ut quam primum res judicaretur.* » (Cic., *Pro Tullio*, II.) — *Recuperatoribus suppositis, ut qui non dederit protinus recuperatoribus condemnentur.* » (Gaius, IV, § 183.)

J'ai fait observer que la qualification même donnée à ces

juges indiquait qu'ils avaient pour mission spéciale de faire récupérer ce dont on s'était emparé au préjudice de la partie qui réclamait la restitution de la chose. Ce n'était là qu'une conjecture de ma part : cette conjecture se vérifie par la définition suivante de Festus : « *Recuperatio est.... ut res privatæ reddantur singulis recuperenturque.* »

IV. Je complète ici par quelques remarques supplémentaires ce que j'ai dit sur la *vocatio in jus*.

Le troisième verset de la première loi des Douze Tables est ainsi conçu : « Si morbus ævitasve vitium escit, qui in jus vocabit jumentum dato ; si nolet, arceram ne sternito. »

D'après ce texte, ni l'état de maladie ni les infirmités de la vieillesse ne dispensaient le défendeur de comparaître en justice. S'il ne pouvait marcher, le demandeur était autorisé à le placer sur un cheval et à le transporter de la sorte au prétoire.

Du reste, nul n'était à l'abri de la *manus injectio* et de la prise de corps qui en pouvait être la suite, pas même les matrones et les jeunes filles.

Mais dans la suite le *jus honorarium* apporta des adoucissements à ces extrêmes rigueurs de la *vocatio in jus*. Il ne fut plus permis de contraindre par corps les femmes et les impubères placés sous la puissance d'autrui. Il fut même défendu, sous peine d'une forte amende, d'exercer la *vocatio in jus*, sans la permission du prêteur, contre des parents ou contre des patrons. Quant aux malades et aux vieillards impotents, il est à croire que la disposition des Douze Tables qui permettait de les porter en justice de la manière indiquée ci-dessus ne se pratiquait plus dans le siècle de Plaute ; du moins n'en est-il fait aucune mention dans les comédies de ce poète, qui a si souvent parlé de la *vocatio in jus*.

J'ai dit que le défendeur appelé en justice pouvait s'épargner le désagrément de la *manus injectio*, et de ses conséquences, soit en fournissant caution, soit en transigeant immédiatement avec son adversaire. Voici le texte de la

loi des Douze Tables qui lui donnait cette faculté : « Si en-
« siet qui in jus vocatum vindicit, mittito... Endo via rem ut
« pacunt, orato. »

Le droit du poursuivant d'employer la force pour amener son adversaire en justice, lorsque celui-ci ne fournissait pas cette caution, était absolu. Il n'était pas permis au défendeur de s'échapper des mains de celui qui le contraignait par corps, *manum sibi depellere*, ni à ses parents ou amis de le délivrer de cette contrainte. Le seul moyen qu'il eût de s'y soustraire était de se tenir enfermé dans son domicile, où nul ne pouvait pénétrer pour le saisir et l'entraîner devant le magistrat : « Plerique putaverunt, dit Gaius, nullum
« de domo sua in jus vocari licere, quia domus tutissimum
« cuique refugium et receptaculum sit, eumque qui inde in
« jus vocavit vim inferre videri. » (I, 18.)

On a inféré de ce texte de Gaius qu'aucune sorte de *vocatio in jus* n'était possible à l'encontre de la partie qui restait sous l'inviolable sauve-garde de son toit domestique. Mais telle n'est pas, selon moi, sa véritable signification. Il veut dire simplement qu'on ne pouvait aller mettre la main sur le défendeur dans l'intérieur de sa maison, et le contraindre, *oborto collo*, à sortir de chez lui pour comparaitre en justice. En pareil cas, le demandeur était-il privé de tout moyen d'exercer son action ? Je ne le puis croire. A défaut de la contrainte personnelle, il pouvait employer la forme de citation par *libellus*, ou par *dica scripta*, comme l'indiquent Plaute et Térence, faire afficher cette citation en vertu de l'autorisation du préteur, et, si le défendeur ne comparaisait pas dans un certain délai, se faire envoyer en possession provisoire de ses biens, par la *missio in bona*.

V. Quand le demandeur citait par écrit le défendeur à l'effet de fournir caution de comparaitre devant un juge, à un jour donné, lequel était d'ordinaire le surlendemain, il avait à suivre pour la rédaction de cette citation certaines formes sacramentelles et rigoureuses, dont l'inobservation pouvait entraîner la perte de son procès.

Aussi le plus souvent les plaideurs prudents la faisaient formuler par un jurisconsulte.

Il y fallait tant de précautions qu'on ne trouvait que très-difficilement des hommes du métier parfaitement aptes à bien rédiger un *vadimonium*. Cicéron écrivait à Quintus son frère que César, parlant d'une nombreuse réunion de jurisconsultes, avait déclaré que pas un seul d'entre ceux qui en faisaient partie n'était capable de formuler un pareil acte suivant la bonne règle : « *Negabat in tanta multitudinem eorum qui una fuissent quemquam fuisse qui vadimonium concipere potuerit.* » (*Epist.*, 2.) C'était dire que la procédure judiciaire était on ne peut plus vétilleuse et que les avocats eux-mêmes ne s'y entendaient que médiocrement.

Je ne rentrerai pas ici dans les détails que j'ai donnés au sujet du *vadimonium*. Je veux seulement constater que les formules employées par Plaute dans les passages que j'ai cités, et qui ont rapport à cette phase de la procédure, sont exactement conformes à celles qui étaient usitées dans le prétoire.

Quand le défendeur comparaisait, après avoir été cité, il disait : *Ubi tu es qui me vadatus es? Ubi tu es qui me citasti? Ecce ego me tibi sisto; tu contra et te mihi siste.* » A ces paroles le demandeur répondait : *Adsum.* Le demandeur ajoutait : *Quid ais?* Et sur cette question le défendeur précisait sa prétention dans des termes pareils à ceux de la formule que voici : *Ato fundum quem possides meum esse.*

Était-ce avant ou après cette comparaison des parties par suite du *vadimonium* que le demandeur choisissait ou se faisait délivrer par le prêteur la formule de son action?

Il y a divergence à cet égard entre les auteurs qui se sont occupés de la matière. Quelques-uns pensent que l'*editio actionis* suivait immédiatement la *vocatio in jus* et précédait le *vadimonium*; d'autres qu'elle ne venait qu'après. Je partage ce dernier avis, reconnaissant toutefois que l'hypothèse contraire n'est pas inadmissible, et que la question est du

nombre de celles sur lesquelles on ne peut guère que former des conjectures plus ou moins vraisemblables ; mais il m'a paru que le choix à faire, soit par la partie, soit par le magistrat, de la formule d'action avait trop d'importance pour pouvoir se régler définitivement tout au début du procès.

VI. La formule d'action une fois arrêtée, ou le défendeur la contestait d'une manière absolue, ou il la repoussait par des exceptions. Intervenait alors les *stipulationes prætoriae*, appelées *sponsio* ; puis finalement la *postulatio judicis*, qui se formulait ainsi : *Prætor, judicem arbitrumve postulo ut des in perinditum*.

Si le demandeur voulait avoir pour juges des *recuperatores*, il les demandait dans les mêmes termes : *Cæpit Scandilius recuperatores aut judicem postulare*, dit Cicéron (*In Verrem*, III, 58).

Quant aux centumvirs, il n'était pas d'usage de les demander pour juges ; mais ils pouvaient être désignés par le préteur, si les deux adversaires s'entendaient pour que la contestation leur fût soumise.

Du reste, les parties étaient libres de choisir leurs juges. Le préteur ne les nommait d'office qu'en cas de dissentiment de leur part, lors, par exemple, qu'à la proposition qui lui était faite par le demandeur l'adversaire répondait : *Ejero quem tulisti judicem ; iniquus est*. Ou bien : *Hunc nolo, timendus est* ; ou encore, *Hunc nolo eligere* : formules de rejet qui se rencontrent dans Cicéron, *De oratore*, et dans le panégyrique de Trajan par Pline le jeune.

C'était encore le préteur qui, après la désignation du juge et la délivrance de la formule suivant laquelle celui-ci devait juger, déterminait le nombre des témoins qui pourraient être entendus, et statuait, toujours *in jure*, sur les questions concernant la caution appelée d'abord *judicatum solvi* et plus tard *judicio sisti*, caution que les parties colitigantes étaient tenues de fournir avant la *litis contestatio*, et dont les conditions variaient suivant la nature de

l'affaire à juger et la qualité du juge qui était appelé à en connaître.

VII. L'instance *in jure*, qui s'engageait devant le préteur, et qui constituait la *litis contestatio*, donnait souvent lieu à des débats prolongés. A la demande, *intentio*, le défendeur opposait d'ordinaire des exceptions auxquelles le demandeur avait à répondre. Cette réplique amenait de la part du défendeur une duplique, qui elle-même était suivie de la triplique du demandeur, etc., etc. Puis fréquemment aussi s'élevaient des incidents, entre autres les interrogations *in jure*, qui pouvaient être adressées à l'une des parties soit par l'autre partie, soit d'office par le préteur, et desquelles résultaient les *interrogatoriæ actiones*.

Ce sont là des détails sur lesquels les poètes ne se sont pas expliqués; mais on leur pardonnera de n'être pas entrés aussi avant dans les complications de la procédure.

VIII. On trouvera dans les citations ci-après, que j'emprunte à des prosateurs, la justification de ce que j'ai exposé touchant les formules d'action et l'obligation qu'avaient les plaideurs de s'y conformer rigoureusement : « *Sunt jura, sunt formulæ de omnibus rebus constitutæ, ne quis aut in genere injuriæ, aut in ratione actionis errare possit. Expressæ sunt enim ex uniuscujusque damno dolove, in commodo, calamitate, injuria, publicæ a prætore formulæ, ad quas privata lis accommodatur.* » (Cic., *pro Roscio*.) (1) « *Ita jus civile habemus constitutum ut causa cadat is, qui non quemadmodum oportet egerit.* » (Id., *De invent.*, II, 19.) — « *In privata actione causa cadit, is qui non quemadmodum oportebat egerit.* » (*Auctor ad Herenn.*, I, 2.) — « *Est etiam periculosum, cum si uno verbo sit erra-*

(1) Gaius s'explique aussi sur ce point dans son commentaire. Voici le passage : « *Cæteræ quoque formulæ, quæ sub titulo De in jus vocando propositæ sunt... et denique innumerabiles ejusmodi aliæ formulæ in albo proponuntur.* » (IV, § 46.)

« tum, tota causa cecidisse videamur. » (QUINT., III, 8, et VII, 3.)

Les prêteurs, sans se relâcher de ce rigorisme des formules d'action, relevaient cependant quelquefois par la restitution en entier ceux qui avaient succombé par une nullité de cette sorte. Le passage suivant de Sénèque le Philosophe en est une preuve : « Quid enim aliud agitis, « quum eum quem interrogatis scientes in fraudem inducitis, quam ut formula cecidisse videatur? Sed quemadmodum illum prætor, sic hos in integrum philosophia restituit. » (Epist., 48.)

IX. On peut induire d'un passage de Tite-Live que les juges appelés *recuperatores* connaissaient des actions *repetundarum* intentées par les délégués des provinces contre des prêteurs accusés d'exactions commises au préjudice de leurs administrés, et que dans ce cas ils étaient choisis, au nombre de cinq, dans l'ordre des sénateurs : « Quum et « alia indigna qucererentur, » dit l'historien, « manifestum « autem esset pecunias captas, L. Camillo, prætori, qui Hispaniam sortitus erat, negotium datum est ut in singulos a quibus Hispani pecuniam peterent, quinos recuperatores ex ordine senatorio daret. » (XLII, 2.)

Après la prise de Carthagène, en Espagne, Scipion voulut donner une couronne murale à celui de ses soldats qui était monté le premier à l'assaut, et qui se ferait reconnaître comme ayant mérité cette récompense. Un vif débat s'étant élevé à ce sujet entre deux contendants, appartenant l'un à l'armée de terre, l'autre à l'armée de mer, Scipion, pour le trancher, décida que la question serait soumise à trois récupérateurs, qui, après avoir entendu les témoins, les parties et leurs avocats, jugeraient quel était celui des deux concurrents, qui avait le premier franchi les murailles de la ville : « Ea contentio « quum prope in seditionem veniret, Scipio tres recuperatores quum se daturum pronuntiasset, qui cognita causa testibusque auditis judicarent uter prior in oppidum transcendisset, C. Lælio et M. Sempronio advocatis

« utriusque partis, eos tres recuperatores consedere et causam cognoscere jussit. » (XXVI, 48.)

On voit par ce dernier passage que les Romains conservaient jusqu'au milieu des camps et dans leurs plus lointaines expéditions les mœurs et les usages du Forum. Scipion faisait là fonction de préteur. Ce fut lui qui désigna les trois récupérateurs et qui leur ordonna de prendre séance pour juger la cause. Apparemment cette cause avait à ses yeux trop d'importance pour qu'il fût à propos de la remettre à l'arbitrage d'un simple *judex*. Le juge unique devait en effet inspirer moins de confiance que le tribunal collectif des *recuperatores*, lequel d'ailleurs, comme je l'ai déjà noté, était plus expéditif et plus apte à juger les litiges qui exigeaient une prompte solution.

X. Le juge nommé par le préteur, soit du consentement des parties, soit d'office, ne pouvait décliner la tâche qui lui était imposée sans avoir fait approuver son excuse.

Si au jour fixé par le jugement il se trouvait empêché par une maladie grave, *morbus santicus*, ou par toute autre cause légitime, l'affaire était remise. Ainsi le disposait la loi des Douze Tables par cet article, dont une partie est textuellement reproduite dans l'un des textes de Plaute que j'ai cités : « Morbus santicus, votum, absentia reipublicæ ergo, aut status dies cum hoste intercedat; nam si quid horum fuat, unum judici arbitrove, reove eo die diffensus esto. » Et l'on remarque que, d'après cet article, la remise devait également avoir lieu quand c'était le défendeur qui se trouvait empêché de comparaître.

Lorsque le juge était présent, si l'un des plaideurs faisait défaut sans justifier d'une excuse admissible, on le faisait citer par édits jusqu'à quatre fois à dix jours au moins d'intervalle; mais dans certaines circonstances le nombre de ces réassignations était réduit à deux ou trois. Le dernier édit de citation était *peremptorium*, et à l'expiration du délai le jugement intervenait.

Quand de part et d'autre les plaideurs comparaissaient,

le juge avant tout débat faisait prêter aux parties et même à leurs avocats le serment de calomnie, dont la violation, lorsqu'elle était prouvée, entraînait la peine de l'infamie. Puis les plaidoiries s'engageaient. C'était après midi, suivant la loi des Douze Tables, que la sentence devait être rendue : « *Post meridiem præsentî litem addicito.* » (AULU-GELL., *Noct. attic.*, XVII, 2.) Mais il est fort à croire que cette disposition n'était que rarement observée à la lettre, surtout quand la cause n'était pas claire ou comportait de longs développements.

Voici une formule de jugement en matière de contentieux civil; elle pourra donner une idée des autres : *Cum constat Titium Scio ex illa specie L, item ex illa specie XXV debere, idcirco Titium Scio centum condemno.* Si le défendeur gagnait son procès, la formule était celle-ci : *Secundum illum litem do.* » (VALER. MAX., II, 8.)

XI. A ce que j'ai dit touchant l'une des causes qui retardaient à Rome la solution des procès, à savoir la limitation de la durée des actions à celle des pouvoirs annuels du préteur qui avait délivré la formule et donné des juges aux parties, je dois ajouter que dans la suite il fut remédié à ce grave inconvénient, signalé par Juvénal, et que les actions organisées par les préteurs furent rendues permanentes, *perpetuæ*, en ce sens du moins qu'on en prolongea la durée pendant un temps beaucoup plus long. Elle fut portée à dix, vingt et même trente ans pour les actions immobilières, et à trois ans pour les actions purement mobilières.

A l'occasion des incidents moratoires de procédure, j'ai parlé des *judicia legitima* et des *judicia imperio continentia*. Ces deux appellations ont besoin d'être expliquées.

Le *judicium legitimum* était l'instance engagée à Rome, ou dans le rayon d'un mille autour de cette ville, devant un juge unique, et entre parties ayant toutes droit de cité romaine.

On appelait *judicium imperio continens* l'instance dans laquelle ne se réunissaient pas ces trois conditions. *

XII. Comme durant la période républicaine et les premiers temps de l'empire il n'existait en matière civile aucune hiérarchie dans l'organisation des tribunaux romains, il ne put être admis de recours par voie d'appel d'un juge inférieur à un juge supérieur.

Mais la force des choses introduisit divers moyens d'obtenir l'annulation de sentences entachées de nullité, pour vices de forme ou de fond, ou la rescision de jugements sujets à réformation pour d'autres causes.

Ces moyens étaient notamment les voies de nullité et la voie de *restitutio in integrum*.

Les questions de nullité d'une sentence rendue par un *judex* ou par des récupérateurs étaient soumises au préteur, qui, suivant les cas, statuait par lui-même *extra ordinem* ou renvoyait les parties devant d'autres juges ayant mission de vérifier si la sentence était valable, ou s'il y avait chose irrégulièrement jugée, *an judicatum sit*. Lorsque le grief n'était pas contesté, ou lorsqu'il était reconnu fondé, la sentence était réputée non avenue, et le magistrat en refusait l'exécution, que seul il avait droit d'ordonner.

A défaut de moyens de nullité, la partie condamnée pouvait demander pour diverses causes, plus ou moins légitimes, sa restitution en entier, et porter cette demande soit devant le préteur qui avait jugé l'affaire ou délivré la formule, soit même devant un autre préteur. C'était une sorte de requête civile, à l'aide de laquelle le principe de l'autorité de la chose jugée devait recevoir bien des atteintes. Du reste, on n'est pas très-exactement renseigné sur les conditions qui étaient exigées pour l'exercice de l'action en rescision des jugements antérieurement à l'époque où le droit d'appel fut organisé.

Un autre mode de recours contre les décisions judiciaires était quelquefois employé. Il consistait à provoquer l'intercession des tribuns du peuple, qui pouvaient op-

poser leur *veto* aux actes de tous magistrats, même aux jugements du préteur ou des juges délégués par lui, et en empêcher l'exécution. Mais je crois que les tribuns n'intervenaient ainsi en faveur d'un plaideur que dans des circonstances très-exceptionnelles, et que ce n'était guère qu'en matière criminelle qu'ils usaient de leur *veto*, lorsqu'ils y voyaient un intérêt politique, comme dans ce cas mentionné par Aulu-Gelle : « Scipio Africanus, fratriis non mine, ad collegium tribunorum provocabat. Octo tribuni, causa cognita, decreverunt.... » (*Noct. attic.*, VII, 19.)

Disons encore qu'en matière civile, de même qu'en matière criminelle, la partie qui avait perdu son procès s'attaquait souvent au juge lui-même, qu'elle actionnait, soit sous prétexte qu'il avait fait le procès sien, soit pour cause de prévarication. Souvent aussi elle recourait contre l'adversaire qui avait obtenu gain de cause, en l'accusant d'avoir fait un faux serment de calomnie.

XIII. En parlant des voies d'exécution contre la personne des débiteurs condamnés, j'ai rappelé les dispositions de la loi des Douze Tables qui permettaient aux créanciers de se partager, en le coupant par morceaux, le corps du débiteur qui leur avait été adjugé. De même que le jurisconsulte cité par Aulu-Gelle, Tertullien admettait que telle était bien réellement la faculté que les décemvirs avaient entendu attribuer aux créanciers, au moins à titre comminatoire. « Sed et judicatos, dit cet auteur, in partem secari a creditoribus leges erant. Consensu tamen publico crudelitas postea erosa est, et in pudoris notam capitis poena conversa est; bonorum adhibita prescriptione, suffundere maluit hominis sanguinem quam effundere. » (*Apol.*, IV.)

Il y eut un temps où les prisons particulières regorgeaient à Rome de débiteurs condamnés pour dettes et détenus par leurs créanciers. Deux tribuns du peuple, Sextius et Licinius, s'en plaignaient en ces termes, en l'an 386

de la république : « Et gregatim quotidie de foro addictos
« duci ; et repleti vinctis nobiles domos. Ubicunque pa-
« tricius habitat, ibi carcerem privatum esse. » (TIT. LIV.,
VI, 36.)

On a vu par plusieurs textes de Plaute et de Térence que la contrainte par corps n'avait pas cessé d'être en grand usage du vivant de ces deux comiques, et que les créanciers avaient toujours leur prison privée, *privata custodia*, destinée à l'incarcération de ceux de leurs débiteurs qui ne les payaient pas. Voici encore un texte de Térence qui s'en explique :

Quum argentum repetent, nostra causa scilicet
In nervum potius ibit.

(*Phormio*, IV, 4.)

Les locutions usitées pour exprimer qu'un débiteur allait ou était conduit en prison étaient celles-ci : *In nervum ire.* — *In nervum duci.*

XIV. On appelait *auctio publica*, par opposition sans doute à l'*auctio privata*, la vente par autorité de justice des biens meubles et immeubles d'un débiteur.

Cette vente publique s'opérait *sub hasta*, d'où lui vint aussi le nom de *subhastatio*. « Hastæ, dit Festus, subjiciebantur ea
« quæ publice venundabant, quia signum præcipuum est
« hasta. » Un préteur y présidait, et c'était lui qui adjugeait au plus offrant les choses mises en vente.

Comme on vendait de la sorte les biens des exilés et des proscrits, les honnêtes gens avaient en aversion l'*auctio publica*. C'est pourquoi Atticus s'en éloigna toujours : « Ad
« hastam publicam nunquam accessit. » (CORN. NEPOS, VI.) C'est pourquoi aussi les citoyens obérés avaient soin, pour épargner à leur mémoire le déshonneur de la *subhastatio*, de donner par testament la liberté et leur succession à leurs esclaves, qui par suite, devenant leurs héritiers nécessaires, se trouvaient obligés d'accepter cette succession et d'en acquitter le passif. S'ils n'avaient pas pris cette précaution, ou si les es-

claves affranchis n'avaient pas de quoi payer les dettes laissées par leur patron, les créanciers demandaient au prêteur leur envoi en possession des biens de leur débiteur décédé ; et alors commençait une série de formalités que l'on considérait comme humiliantes pour les mânes du défunt.

Après un délai de trente jours à dater de l'édit d'envoi en possession, le prêteur nommait un *magister ad bona distrahenda*, et celui-ci faisait afficher dans les quartiers les plus peuplés une annonce ainsi conçue : *Ita ille debitor noster in ejusmodi causa est, ut bona ejus divendi debeant. Quicumque emere volet adesto*. Cette annonce était qualifiée par Cicéron *triste carmen magistri* (*De orat.*, I, 57), et par Sénèque, *libellus bonis alicujus suspensus*. (*De Benef.*, IV, 12.)

Peu de jours après l'apposition de l'affiche, le prêteur accordait aux créanciers sur leur demande l'autorisation de procéder à la vente et d'en publier les conditions, qui étaient celles-ci : *Hæc quicumque emerit creditoribus in dimidiam partem eorum quæ ipsis debentur respondere debet*.

Le plus souvent les biens à vendre étaient achetés en bloc par des *sectores bonorum*, qui les revendaient ensuite en détail. S'il ne se présentait pas de *sector*, la vente était faite de la manière ordinaire, par l'entremise du *præco*, *acerbissima voce præconis*, comme disait encore Cicéron en parlant de la vente des biens de Pompée, laquelle avait eu lieu *ad hastam*.

XV. Dans le paragraphe où sont notées quelques remarques des poètes au sujet de certains usages judiciaires de l'ancienne Rome, j'ai parlé du *justitium*, ou de la suspension momentanée du cours de la justice, ordonnée par l'autorité publique dans des conjonctures calamiteuses. Il est souvent question de ce *justitium* dans l'Histoire de Tite-Live.

Dans les premiers âges de la république romaine, il était presque toujours édicté quand il y avait lieu de lever instantanément une armée pour obvier à des dangers imminents. Comme les soldats dont on composait cette armée

n'étaient autres que les citoyens de Rome, qui pour la plupart avaient des affaires pendantes au Forum, c'était probablement dans leur intérêt que les chefs du gouvernement faisaient ainsi trêve aux combats judiciaires.

La durée du *justitium* se réglait sur le plus ou moins de gravité des circonstances qui le motivaient. En l'an 456 de Rome, et à l'occasion d'une terreur panique occasionnée par des menaces d'invasion d'une armée ennemie, elle fut fixée à dix-huit jours. Mais cette terreur s'étant dissipée, le *justitium* fut rétracté et les affaires du Forum reprirent leur cours : « Justitium remittitur, quod fuerat dies decem et octo. » (TIT.-LIV., X, 21.)

Tite-Live rend compte d'une circonstance dans laquelle les préteurs durent demander au sénat, non pas un *justitium*, mais une suspension partielle du cours de la justice. C'était à l'occasion des poursuites dirigées contre ceux qui avaient fait partie des réunions nocturnes appelées *Bacchanalia*. Ces poursuites, dont je parlerai dans la suite de ces *Appendices* avaient déterminé la fuite précipitée d'un grand nombre de personnes compromises ou craignant de l'être. Beaucoup d'entre elles laissaient des affaires engagées au prétoire; et comme leurs actions devaient périliter, faute d'être suivies dans un bref délai, les deux préteurs qui étaient saisis de ces procès proposèrent au sénat d'accorder aux plaideurs un sursis de trente jours, durant lequel il pourrait être mis fin à l'information criminelle commencée. Je cite le passage qui relate ce fait : « Ceterum tanta fuga ex Urbe facta erat ut, quia multis actiones et res peribant, cogerebantur prætores, T. Mænius et M. Licinius, per senatum res in diem trigesimum differre, donec quæstiones a consulibus exercerentur. » (XXXIX, 48.)

XV. Dans le sixième siècle de l'ère romaine, il n'y avait à Rome qu'un seul forum, et c'était là que se rendait la justice.

Il paraît cependant que dans certaines circonstances les préteurs transféraient ailleurs les tribunaux. Nous lisons en

effet dans Tite-Live qu'en l'an 536, au temps de la guerre punique, les deux préteurs de Rome établirent les tribunaux *ad Piscinam publicam*, et que pendant tout le cours de cette année la justice fut rendue en ce lieu : « Prætores, « quorum jurisdictio erat, tribunalia ad Piscinam publicam « posuerunt. Eo vadimonia fieri jusserunt, ibique eo anno « jus dictum est. » (XXIII, 22.)

APPENDICE DE LA TROISIÈME PARTIE.

DROIT CRIMINEL.

TOME II.

SECTION PREMIÈRE.

Motifs de l'institution des peines.

Je rétablis ici un passage de Sénèque le Philosophe, dont je n'ai cité qu'un fragment (tom. II, page 95) ; il est bon à retenir : « Hoc semper in omni animadversione servabit » (judex) unum ut emendet malos, alterum ut tollat. « In utroque non præteritā, sed futura intuebitur; nam, « ut ait Plato, nemo prudens punit quia peccatum est, sed « ne peccetur. Revocari enim præterita non possunt, futura « prohibentur; et quos volet nequitia male cedentis exem- « pla fieri, palam occidet, non tantum ut pereant ipsi, sed « ut alios pereundo deterreant. » (*De ira*, I, 16.)

Cette théorie pénale est exactement celle que professaient les poètes dont j'ai cité les réflexions.

Responsabilité pénale.

Les textes que j'ai déduits sous cette rubrique (tome II, pages 98 à 106) ont montré que si le droit romain et avec lui les poètes posaient en règle que les fautes sont personnelles et que nul n'est responsable des actes délictueux dont il n'est ni l'auteur ni le complice, ce principe de toute bonne législation criminelle n'était pas toujours respecté par le pouvoir, et que fréquemment il fut violé, en matière politique notamment, par l'extension de la responsabilité pénale à la famille du condamné.

L'histoire romaine fait apparaître plusieurs exemples de

cette iniquité. En voici un qui remonte au temps de la dictature de Sylla. C'est Velleius Paterculus qui le mentionne en ces termes : « Nec tantum in eos qui contra arma tu-
 « lerant, sed in multos insontes sævitum. Adjectum etiam
 « ut bona proscriptorum venirent, exclusique paternis opi-
 « bus liberi etiam petendorum honorum prohiberentur, si-
 « mulque, quod indignissimum est, senatorum filii et onera
 « ordinis sustinerent et jura perderent. » (*Hist.*, II.)

Le Code de Justinien nous enseigne que cet exemple donné par l'un des chefs du gouvernement républicain ne fut pas perdu pour certains législateurs de l'époque impériale.

Spécification des actions délictueuses.

Attentats contre la propriété.

Fol.

Je n'ai que très-sommairement indiqué les dispositions de la législation romaine sur le vol. Qu'on me permette d'en présenter dans cet *Appendice* un exposé plus complet.

La loi des Douze Tables établissait une distinction tranchée entre le vol nocturne et le vol commis de jour.

Les voleurs nocturnes étaient mis par elle hors la loi. Chacun pouvait leur courir sus et les tuer, qu'ils fussent ou non porteurs d'armes, et quelle que fût leur condition : « Si nox furtum faxit, disait-elle, si aliquis occisit, jure
 « cæsus esto. »

Quant aux vols commis de jour, elle les divisait en deux catégories. Dans la première étaient placés la *furta manifesta* ; dans la seconde, les *furta nec manifesta*.

Le *furtum manifestum* était celui dont l'auteur avait été pris en flagrant délit, et ce flagrant délit existait quand des témoins avaient vu commettre le vol, ou bien quand le voleur était trouvé en possession de l'objet volé, avant d'avoir pu le receler quelque part. Servius, le commentateur de

Virgile, fait remarquer que c'est un cas de *furtum manifestum* que précise le poète dans ce passage de sa troisième éclogue :

Nonne ego te vidi Damonis, pessime, caprum
Excipere insidiis?

« Manifesti furti, dit Servius, arguit dicendo : *Vidi*. »

Si le voleur ainsi surpris de jour, *flagrante delicto*, était porteur d'une arme quelconque, la loi des Douze Tables permettait aussi de le tuer, mais à la condition qu'avant de le frapper, celui qui le poursuivait dans cette intention fit appel à des témoins, afin de certifier qu'il le tuait légitimement. C'est ainsi que l'on explique le texte suivant du code décemviral : « Si se telo defensint, quiritato, endoque « plorato ; post deinde si cæsi escint, sine fraude esto. » En ce cas, l'appel aux citoyens devait se formuler en ces termes : « *Quirites, vostram fidem*, ou *Porro, Quirites*. » J'ai cité, d'après Plaute, plusieurs variantes de cette formule dans la quatrième partie de cet ouvrage.

Si le *fur diurnus et manifestus* n'était porteur d'aucune arme, la loi distinguait.

Était-il de condition libre et pubère, il devait être battu de verges, puis après livré comme esclave à celui qu'il avait volé : « Si luci furtum faxit, sim aliquis endo ipso capsit, « verberator, illicque, cui furtum escit, addicitor. » (AUL. GELL., XI.)

Était-il de condition servile, on le précipitait du haut de la roche Tarpéienne, après l'avoir également flagellé : « Ser- « vus virgis cæsus de saxo dejicitor. » (*Ibid.*)

Les décemvirs avaient assimilé au *furtum manifestum* le *furtum conceptum*, c'est-à-dire celui dont le produit était découvert dans le domicile du voleur, à la suite des perquisitions dont j'ai parlé en traitant de l'instruction criminelle. J'ai cité dans cette partie de mon livre, et je reproduis ici l'article de la loi des Douze Tables qui contient cette assimilation : « Si furtum lance licioque conceptum es- « cit, atque uti manifestum vindicator. » (*Ibid.*)

Le *fur diurnus nec manifestus*, d'après cette même loi, était celui qui ne s'était pas laissé prendre en flagrant délit, mais dont la culpabilité n'en était pas moins prouvée. A celui-là, les décevirs n'appliquaient que la *pœna dupli* : « Si adorat furto quod nec manifestum escit, duplione de-cidio. »

Les premiers mots de cet article ne sont pas aisément intelligibles pour les latinistes d'aujourd'hui ; mais on s'accorde à reconnaître qu'ils veulent dire : « S'il s'agit d'un vol non manifeste, « Si agitur furti nec manifesti. »

Telle est, je crois, toute l'économie de la loi des Douze Tables en cette matière.

Mais les dispositions que je viens de mentionner furent en partie abrogées, et par d'autres lois et par les édits des préteurs.

Et d'abord, le droit de tuer le voleur nocturne fut supprimé par une loi dite *Aquillia*, que cite Ulpien. Il ne fut maintenu que pour les vols de nuit, qui se commettaient à la campagne, dans des lieux isolés, où l'on ne pouvait invoquer l'assistance de ses voisins. A bien plus forte raison ce même droit dut-il disparaître par rapport aux vols manifestes commis de jour à main armée, quand ils avaient pour auteurs des ingénus.

On ne retint pas davantage la disposition aux termes de laquelle le voleur de condition libre, surpris de jour et sans armes en flagrant délit, pouvait être battu de verges et livré en esclavage à la personne qu'il avait volée, cette disposition étant d'ailleurs inconciliable avec les lois *Porcia* et *Pœtelia Papiria*, qui défendaient d'enchaîner et de frapper de verges un ingénu, comme aussi de le réduire en servitude.

Finalement, pour tous les vols, même manifestes, commis de nuit ou de jour par d'autres que des esclaves, les préteurs substituèrent des peines purement pécuniaires à celles qu'avait établies la loi des Douze Tables. Ces peines étaient pour les *furta manifesta* tantôt du triple, tantôt du quadruple, suivant les circonstances ; mais par la suite elles furent réduites au double dans la plupart des cas.

Il faut dire encore que le *jus honorarium* admettait quelques autres distinctions du *furtum*, à savoir, le *furtum oblatum*, *prohibitum*, *nec exhibitum*.

Souvent les voleurs, pour se soustraire aux conséquences d'une perquisition domiciliaire, recleaient l'objet volé chez des tiers qui en ignoraient la provenance frauduleuse. C'était le cas du *furtum oblatum*. Si le tiers ainsi trompé, en éprouvait du préjudice, le prêteur lui accordait l'*actio tripli*, contre le voleur.

Celui qui s'opposait à la recherche de la chose soustraite, encourait l'*actio furti prohibiti*, et celui qui se refusait à la représenter, l'*actio furti nec exhibiti*. On ignore quelle était la peine applicable dans le premier de ces deux cas. Dans le second, c'était celle du double. Un texte de Plaute en fournit la preuve. Voici l'espèce : un personnage du *Pænulus* voulant tirer de l'argent d'un *leno* s'adresse à des gens de loi qui lui conseillent d'employer un procédé captieux au moyen duquel ce *leno* sera censé lui avoir volé son esclave, et encourra l'*actio furti nec exhibiti*, et par suite la *pæna dupli*, parce qu'il ne manquera pas de nier la possession de cet esclave et de se refuser à le représenter :

Ille negabit Milphionem quæri, censebit tuum ;

Id duplicabit omne furtum.

(III, 1.)

Les interprètes du droit romain ont appris par ce passage du *Pænulus* quelle était la peine du *furtum nec exhibitum* ; et ils en ont cru sur parole le jurisconsulte Plaute.

Tout ce que je viens de dire ne doit s'entendre que des soustractions frauduleuses, commises à l'insu du propriétaire volé, et sans emploi de la violence.

Quand le vol s'opérait ouvertement et de vive force, on ne l'appelait pas *furtum*, mais *rapina* ; et son auteur était qualifié de *raptor*. « Je deviens un peu moins voleur que par le passé, dit un esclave dans l'*Epidicus* de Plaute. —

Comment cela? dit son interlocuteur, — Parcc que, répond-il, je ne soustrais plus; je ravis ouvertement : »

Minus jam furtificus sum quam antehac. — Quid ita? — Rapio propalam.
(I, 1.)

La différence entre le *fur* et le *raptor* est ici parfaitement marquée. Contre le *raptor* les prêteurs donnaient l'action *vi bonorum raptorum*. Mais quelle était la peine applicable à ce vol avec violence? Celle du triple, si l'action était intentée durant l'année, et du simple seulement, si elle n'était exercée qu'après ce délai. (L. II, *D. vi bon. rapt.*)

Ce n'est pas là une des moindres singularités du droit pénal des Romains.

On s'étonne de cette extrême indulgence pour le vol et les rapines, surtout quand on la compare à l'extrême sévérité des peines applicables à d'autres méfaits, dont la répression n'importait pas davantage à l'ordre public.

Ce qui l'explique peut-être, sans la justifier, c'est qu'elle était sans application aux justiciables de basse condition et aux malfaiteurs de profession, dont on réprimait les attentats à peu près arbitrairement; c'est qu'elle se limitait à une classe de la société où l'on supposait sans doute que la peine de l'infamie, conséquence ordinaire des condamnations pour vol, devait produire un suffisant effet d'intimidation.

Mais, quoi qu'il en soit, il ne parait pas que les ravisseurs du bien d'autrui aient été beaucoup plus rares dans cette classe que dans les autres. Ils étaient même assez communs à certaines époques, si l'on doit en croire les poètes, dont j'ai cité les remarques sur ce sujet. Voici encore un texte de Juvénal qui vient à l'appui des assertions de ses confrères. Suivant ce satirique, lorsqu'un riche donnait à dîner, il se tenait en grande défiance des voleurs, et ne confiait pas de vaisselle d'or à ceux de ses convives dont la pauvreté lui paraissait suspecte, ou s'il en laissait placer devant eux, il attachait à leur côté un surveillant chargé d'observer attentivement leurs doigts crochus et de

s'assurer qu'il ne manquait rien au nombre des pierres précieuses incrustées dans les coupes :

. Tibi non committur aurum,
Vel si quando datur, custos affixus ibidem,
Qui numeret gemmas unguisque observet acutos.

(Sat. 5.)

Il est fort à croire pourtant que le plus ordinairement les soustractions frauduleuses avaient pour auteurs les esclaves, et surtout les esclaves fuyards.

Quand ceux-ci prenaient la fuite, ils s'en allaient rarement sans faire main basse sur quelque objet appartenant à leur maître. Horace constate le fait dans un fragment que j'ai relevé. J'en retrouve la confirmation dans le passage suivant de *Phormio*, où Térence fait dire à un esclave que dans une circonstance donnée, s'il n'en eût été détourné par certaines considérations, pour se venger du courroux et des mauvais traitements de son maître, il se fût sauvé, non sans lui avoir préalablement dérobé quelque chose :

Recte ego mihi vidissem et senis ultus essem iracundiam ;
Aliquid convasassem, atque hinc me conjicerem protinus in pedes.

Sur quoi, un tiers qui l'entend parler ainsi, fait à part cette réflexion :

Quam hic fugam aut furtum parat ?

(I, 4.)

Lorsqu'ils s'étaient rendus coupables de larcins de peu d'importance, les esclaves en étaient souvent quittes pour des étrivières ; mais ceux d'entre eux qui se livraient habituellement au vol s'inquiétaient peu de cette correction. Tel celui auquel Plaute prêtait ce langage :

Quin si tergo res solvenda est, cupio rapere publicum.

(*Asinar.*, II, 2.)

Abus de confiance.

La loi des Douze Tables assimilait au *furtum nec manifestum* l'abus de confiance ou la violation du dépôt : « Si

« quis endo deposito, disait l'un de ses articles, dolo malo
« factum escit, duplione luito. »

Le dépositaire infidèle n'était donc passible que de la *pœna dupli*; et encore cette peine fut-elle réduite dans la suite au *simplum* pour la violation des dépôts volontaires. Les prêteurs ne maintinrent la peine du double que pour le cas de dénégation ou de non-restitution d'un dépôt nécessaire. Mais, en revanche, on notait d'infamie les dépositaires de mauvaise foi. On croyait même que la justice divine les punissait en leur faisant perdre les dents, et qu'elle éteignait avec eux toute leur famille. Suivant Hérodote et Juvénal, ce dernier châtiment fut infligé par les dieux à un certain Glaucus Spartanus, qui avait hésité à restituer un dépôt. La prédiction lui en avait été faite par la Pythie. Ce qui arriva donna la preuve qu'elle avait dit vrai :

Vocem adyti dignam templo veramque probavit,
Extinctus pariter tota cum prole domoque.

(Sat. 8.)

Banqueroute.

Jusqu'en l'année 429 de la fondation de Rome, le débiteur insolvable dont la personne avait été adjugée à son créancier devenait à ce point la propriété de celui-ci qu'il pouvait le charger de chaînes, le tenir enfermé dans un cachot avec les fers aux mains et aux pieds, et l'accabler même de mauvais traitements.

Tite-Live rapporte que cette faculté fut enlevée aux créanciers parla loi *Pœtilia Papiria*, laquelle intervint en 429, à l'occasion de cruautés révoltantes exercées par Papirius sur un jeune Romain, Publilius, qu'il détenait pour dettes contractées par son père. Ému par ce scandale et par les réclamations du peuple, qui prit énergiquement parti pour la victime, le sénat chargea les consuls d'en référer aux comices. Par suite il fut disposé qu'à l'avenir les droits du créancier ne pourraient plus s'exercer sur le corps, mais sur les biens de leurs débiteurs; qu'il ne leur serait plus permis de les tenir

enchaînés, à moins que pendant leur captivité ils n'eussent commis des faits passibles d'une correction : « Ne quis, « nisi qui noxam meruisset donec pœnam lueret, in compe-
« dibus aut in nervo teneretur ; pecuniæ creditæ bona de-
« bitoris, non corpus obnoxium esset, et ne quis in pos-
« terum neceretur. » (VIII, 28.)

Depuis lors les débiteurs cessèrent d'être la propriété de leur créancier, qui néanmoins conserva la faculté de les détenir ; mais on sait ce que valait au temps de Térence cette sorte de contrainte par corps, qui devint à peu près inefficace, et tomba probablement en désuétude alors que les insolubles furent admis par une loi, dont Jules César fut le promoteur, à se libérer par la cession de biens.

Il est permis de croire que les mesures libératoires, souvent proposées en faveur des débiteurs par les hommes qui voulaient se rendre populaires pour arriver au pouvoir ou pour s'y maintenir, contribuèrent puissamment à multiplier les banqueroutiers.

On se rappelle ce que disait Juvénal de ceux qui de son vivant faisaient fraude à leurs créanciers et de la facilité avec laquelle ils échappaient aux poursuites de ceux-ci. J'ai cité ce passage de sa onzième satire :

Cedere namque foro jam non est deterius quam
Esquilias a serventi migrare Sabino.

J'aurais dû citer encore les vers qui précèdent, et dans lesquels le poëte fait la remarque que lorsque les débiteurs de mauvaise foi avaient encore conservé quelque peu de l'argent qu'ils avaient emprunté, mais trop peu pour que le prêteur ne tremblât pas sur le sort de sa créance, ils s'exilaient, ou plutôt, changeaient simplement de résidence, se bornant à transférer leur domicile à Baies, ville de la Campanie, célèbre par ses bains et ses plaisirs, ou à Osties, port situé à l'embouchure du Tibre, et qui n'était éloigné que de six milles de Rome :

. Inde ubi paulum
Nescio quid superest et pallet fornoris auctor,
Qui vertere solum Baies et ad Ostia currunt.

Les débiteurs en déconfiture n'avaient donc besoin pour se dérober à l'action de leurs créanciers que de mettre entre eux et lui quelques kilomètres de distance.

Violation de domicile. — Bris de clôture.

La violation de domicile était classée par la loi *Cornelia de injuriis* au nombre des faits délictueux qui donnaient lieu à l'*actio injuriarum*. On appelait *directorii* ou *decretarii* ceux qui s'introduisaient de force et par effraction dans la maison d'autrui, « qui domum alienam vi introibant. » S'ils agissaient ainsi dans l'intention de commettre un vol, Ulpien estimait qu'ils devaient encourir une peine plus sévère que celle qui était applicable au simple *furtum* : « Qui decre-
« tarii appellantur, hoc est ii qui in aliena cœnacula se diri-
« gunt furandi animo, plus quam fures puniendi sunt. » (L. 7, D., *De extraord. crim.*) ; d'où la conséquence que ce jurisconsulte considérait comme aggravante la circonstance d'effraction extérieure.

Faux en écriture.

Le faux en écriture était certainement qualifié crime et puni comme tel à l'époque où vivait Plaute, qui le spécifie dans quelques-uns des textes poétiques que j'ai cités sous cette rubrique.

Les lois qui le réprimaient en ce temps-là nous sont inconnues ; mais Cicéron, parlant de la loi *Cornelia de falsis*, qui fut rendue sous Sylla et qui est la plus ancienne de celles qui nous ont été conservées sur cette matière, constate que ce dernier monument de législation ne constituait pas un droit nouveau ; qu'il n'avait fait que sanctionner des dispositions antérieures : « *Cornelia, testamentaria-num-*
« *maria, cæteræ complures, in quibus non jus aliquod*
« *novum populo constituitur, sed sancitur.* » (*In Verr.*, I, 42.)

Cicéron appelait cette loi *testamentaria-nummaria* parce qu'en effet elle ne statuait que sur le faux commis dans les

testaments et sur le crime de fausse monnaie. Mais plus tard divers sénatusconsultes étendirent la peine qu'elle prononçait à d'autres faux en écriture, ainsi qu'au faux témoignage. Cette peine était celle de l'interdiction de l'eau et du feu, remplacée depuis par la déportation ou la relégation dans une île.

Attentats contre les personnes.

Homicide volontaire. — Empoisonnement. — Parricide. — Suicide.

1. La loi des Douze Tables, de même que les lois rendues par les anciens rois de Rome, qualifiait de parricide tout genre d'homicide commis sur une personne de condition libre. Elle contenait une disposition ainsi conçue : « Qui
« *malum carmen* incantassit, *malum venenum* sedit dicitur,
« *parricida esto.* »

Il n'est question là que de maléfices et d'empoisonnement; mais il y a lieu de croire qu'il existait dans les Douze Tables une autre disposition pareille à celle-ci, qu'on attribue à Romulus ou à Numa : « *Si quis liberum hominem*
« *sciens dolo malo morti dedit, parricida esto.* »

Le *malum carmen*, que les décemvirs avaient assimilé au *malum venenum*, consistait dans des imprécations, *diræ precatationes*, accompagnées de sacrifices impies, *mala sacrificia, impia sacra*.

Tels étaient les maléfices qu'on accusait Pison d'avoir employés pour assurer le succès de l'empoisonnement de Germanicus, et dont il est ainsi rendu compte par Tacite. (*Annal.*, II, 69.) « *Et reperiebantur solo ac parietibus*
« *erutæ humanorum corporum reliquiæ, carmina et devo-*
« *tiones, et nomen Germanici plumbeis tabulis insculptum,*
« *seniusti cineres ac tabe obliti, aliæque maleficia, quibus*
« *creditur animas numinibus infernis sacrari.* »

D'après la loi des Douze Tables de pareils actes de sorcellerie constituaient, de même que l'empoisonnement, un parricide, quand on était amené à les considérer comme étant la cause de la mort d'une personne.

Ainsi qu'on le voit par cet extrait des *Annales* de Tacite, on croyait encore au temps de Germanicus que l'on pouvait commettre un homicide en dévouant la victime aux mânes infernaux par des sortilèges d'une certaine nature.

Il ne paraît pas cependant que la loi *Cornelia de sicariis, veneficis et parricidis* ait reproduit la disposition précitée, *Si malum carmen incantassit*. Cette loi, rendue sous Sylla, punissait comme meurtriers ceux qui avaient commis un meurtre par les moyens ordinaires, ou qui, dans l'intention d'attenter à la vie d'autrui, avaient fabriqué, acheté ou possédé des poisons, et même ceux qui en avaient vendu. La peine contre les personnes de condition libre était celle de l'interdiction de l'eau et du feu; mais dans la suite elle fut aggravée par des rescrits impériaux. Les coupables d'assassinat, d'empoisonnement ou de meurtre étaient punis, suivant leur qualité et leur position sociale, ou de la déportation, ou de la décapitation, ou mis en croix, ou livrés aux bêtes féroces.

A ce propos, qu'il me soit permis de donner ici quelques nouveaux détails sur le crime d'empoisonnement et sur celui de parricide.

II. Le fait que j'ai mentionné, tome II, page 168, d'une coalition formée entre un grand nombre de matrones romaines, à l'effet d'empoisonner les principaux personnages de la cité, projet qui aurait été suivi d'exécution, est ainsi rapporté par Tite-Live, sur la foi d'anciens auteurs : « Illud pervelim (nec
« omnes auctores sunt) proditum falso esse, venenis ab-
« sumptos, quorum mors infamem annum pestilentia fecerit.
« Sicut proditur tamen res, ne cui auctorum fidem abro-
« gaverim, exponenda est. Quum primores civitatis simi-
« libus morbis eodemque ferme omnes eventu morerentur,
« ancilla quædam ad Q. Fabium Maximum, ædilem curu-
« lem, indicaturam se causam publicæ pestis professæ est, si
« ab eo fides sibi data esset band futurum noxæ indicium...
« Fides indici data. Tum patefactum muliebri fraude civi-
« tatem premi, matronasque ea venena coquere, et si se-

« qui extemplo velint, manifesto deprehendi posse. Secuti
 « indicem, et coquentes quasdam medicamenta et recon-
 « dita alia inveniunt. Quibus in forum delatis, et ad viginti
 « matronis, apud quas deprehensa erant, per viatorem ac-
 « citis, duæ ex cis, Cornelia ac Sergia, patriciæ utraque
 « gentis, quum ea medicamenta salubria esse contende-
 « rent, ab consulante indice bibere jussæ, ut se falsum com-
 « mentam arguerent, spatio ad colloquendum sumpto,
 « quum summoto populo, in conspectu omnium rem ad
 « ceteras retulissent, haud abauentibus et illis bibere,
 « epoto medicamento, suamet ipsæ fraude omnes interie-
 « runt. Comprehensæ extemplo earum comites, magnum
 « numerum matronarum indicaverunt, ex quibus ad centum
 « septuaginta damnatæ. Neque de beneficiis ante eam diem
 « Romæ quæsitum est. Prodigii ea res loco habita, cap-
 « tisque magis mentibus quam consceleratis similis visa. »
 (VIII, 48.)

L'historien ajoute que la chose parut si prodigieuse qu'afin d'arrêter la contagion de cette sorte de démence féminine, on jugea nécessaire de créer un dictateur tout exprès pour aller enfoncer un clou dans l'un des murs du capitol, comme on l'avait fait à l'occasion de la retraite du peuple au mont Sacré.

Tite-Live, comme on le voit par le début de son récit, n'ajoutait que peu de créance à ce fait, qu'il consignait dans son Histoire par égard pour les vieux historiens qui en avaient rendu compte. Il est en effet bien difficilement croyable que tant de femmes aient pu se concerter secrètement pour monter et faire fonctionner une officine de poisons ; qu'elles se soient mis en tête d'empoisonner une foule d'hommes, en haine sans doute du sexe masculin ; qu'elles aient trouvé le moyen d'administrer à tous le toxique composé par elles ; que vingt d'entre elles aient consenti, pour prouver leur innocence, à se tuer elles-mêmes par ce poison ; et enfin que cent soixante-dix autres aient été condamnées, bien que leur entreprise fût considérée comme un acte de pure aberration mentale. Mais ce qui est peut-être moins croyable encore, c'est que jusque-là, c'est-à-dire jusqu'en

l'an 543 de Rome, la justice romaine n'ait en à connaître d'aucun crime d'empoisonnement.

Si tout cela est vrai, il y avait certes de quoi crier au prodige et faire planter un clou dans le mur du Capitole par la main d'un dictateur nommé *ad hoc*.

Quoi qu'il en soit à cet égard, on peut tenir pour certain que depuis lors le crime d'empoisonnement ne tarda pas à se pratiquer à Rome, principalement par la main des femmes. Tite-Live lui-même en fournit la preuve. Je la trouve dans l'*Epitome* de l'un des livres perdus de son Histoire. On y lit que sur la fin du cinquième siècle de l'ère romaine ou tout au début du sixième, deux nobles matrones, épouses l'une et l'autre d'un personnage consulaire, furent accusées d'avoir empoisonné leur mari, déferées au préteur, qui les laissa toutes deux en liberté sous caution, puis ensuite jugées par un conseil de famille, condamnées à mort et exécutées : « De veneficiis quæsitum. Publia et Licinia, nobiles forminæ, quæ viros suos consulares necasse insimulantur, cognita causa, quum prætori pro se vades dedissent, cognatorum decreto necatæ sunt. » (*Epit.*, lib. XLVIII.)

C'est encore Tite-Live qui nous apprend que Sempronia, femme de P. Scipion, fut mise en suspicion d'avoir empoisonné son époux, mais qu'il ne fut pas donné suite à la prévention.

Nous lisons aussi dans le même auteur qu'en 572 une autre femme, Quarta Hostilia, fut condamnée pour avoir fait périr son mari par le poison (XL, 37).

Vers le même temps, toujours suivant Tite-Live, il y eut à Rome et dans les villes voisines, comme une épidémie d'empoisonnements ; du moins le crut-on. L'un des préteurs, le *prætor urbanus*, fut chargé d'informer sur ceux de ces empoisonnements qu'on supposait avoir été commis dans la ville même et dans un rayon de dix milles aux alentours : « P. M. Scævo. a urbanam sortitus provinciam est, et ut idem quæreret de veneficiis in Urbe et propius Urbem decem millia passuum. » (XL, 43.)

Un autre préteur, auquel le sort avait donné le gouverne-

ment de la Sardaigne, mais qui aussi avait reçu du sénat mission de poursuivre les prétendus empoisonneurs dans les localités situées en dehors d'un rayon de dix milles autour de Rome, fut empêché pendant quatre mois de se rendre dans sa province, retenu qu'il était par le soin de ces poursuites, qui, dit-on, amenèrent la condamnation de près de deux mille personnes : « *Mævium prætorem quattuor non minus mens priusquam in Sardiniam iret, quæstiones veneficii, quarum magnam partem extra Urbem, per mancipia conciliabulaque habuit, quia ita aptius visum erat, tenuerunt. Si Antiati Valerio credere libet, ad duo hominum millia damnavit.* » (XXXIX, 40.) Et encore ce préteur écrivait-il plus tard au sénat qu'il n'en avait pas fini avec ces poursuites; que déjà il avait prononcé trois mille condamnations, mais que le nombre des dénonciations s'accroissait de jour en jour, et qu'il lui faudrait ou abandonner l'information ou se démettre de son gouvernement de Sardaigne : « *A C. Mævio, prætore, (cui provincia Sardinia quum evenisset additum erat ut quæreret de veneficiis longius ab Urbe decem millibus passuum) litteræ allatæ : Se jam tria millia hominum damnasce, et crescere sibi quæstionem indicis : aut eam sibi deserendam, aut provinciam dimittendam.* » (XL, 43.)

Si tous les individus qu'on dénonçait à ce préteur et qu'il condamnait en si grand nombre étaient réellement des empoisonneurs, il en faut conclure qu'à cette époque-là l'homicide par le poison était devenu une sorte de contagion. Mais comme c'était une peste qui avait suscité ces soupçons d'empoisonnement public, il y a tout lieu de croire que dans cette circonstance bien des innocents furent victimes des préjugés superstitieux qui s'étaient répandus dans le peuple et que partageaient les magistrats.

Au sujet de ce crime d'empoisonnement, je crois utile de compléter ici la citation d'un extrait, où l'on a lu la recommandation, faite par Juvénal à des orphelins de mère, de se défier des friandises qui leur étaient offertes par une marâtre.

A cette recommandation le poète ajoutait celle-ci : « Que votre père nourricier ou quelque autre goûte avant vous tout ce qu'elle vous présentera, tout ce qu'elle aura préparé de ses mains :

Mordent ante aliquis quidquid porrexerit illa
Quæ peperit ; timidus prægustet pocula pappas.

(Sat. 6.)

Ce langage porte à croire qu'on avait vu beaucoup d'enfants d'un premier lit empoisonnés par leur belle-mère.

Au nombre des moyens d'empoisonnement qui étaient employés chez les anciens, et dont les poètes m'ont donné l'indication, il faut placer celui des champignons vénéneux.

Juvénal rappelle que l'empereur Claude fut empoisonné par Agrippine, sa femme, à l'aide de tubercules de cette espèce. « A vous autres, disait-il aux parasites, on sert sur la table du riche des champignons de nature suspecte. A celui qui vous traite sont réservés les champignons de bonne nature, tels que ceux que mangeait Claude avant celui que lui servit sa femme, et dont l'effet le priva de toute faculté de manger : »

Vilibus ancipites fungi ponentur amicis ;
Boletus domino ; sed quales Claudius edit
Aute illum uxoris post quem nil amplius edit.

(Sat. 5.)

IV. J'ai noté dans l'article du *Parricide*, que ce crime se commettait par empoisonnement plus fréquemment que par tous autres moyens d'homicide, et en preuve de ce fait j'ai pris à témoin Juvénal, mais sans placer sous les yeux du lecteur les termes de son témoignage. Je supplée ici à cette omission.

Prenant à partie les pères qui donnaient de vicieux exemples à leurs fils, et qui les pervertissaient dès leur jeune âge, le poète leur faisait entrevoir les dangers qu'ils se préparaient à eux-mêmes par cette immorale éducation. « Un jour, leur disait-il, votre fils, ainsi élevé, trouvera que vous lui faites

obstacle; il s'impatientera de la trop longue durée de votre vieillesse. Aussi, ne tardez pas à vous procurer chez le médecin le contre-poison qu'avait composé Mithridate pour son usage personnel. Tout père, comme tout roi, doit être pourvu de ce remède-là, et le prendre avant de goûter d'aucun mets : »

Ocius Archigenem quære, atque eme quod Mithridates

Composuit.

. Medicamen habendum est,

Sorbere ante cibum quod debeat aut pater aut rex.

(Sat. 14.)

Si Juvénal généralisait ainsi le conseil qu'il donnait aux pères de famille, c'est que probablement il avait connu plus d'un parricide commis par le poison.

V. La remarque qui précède me conduit à présenter quelques aperçus touchant la législation répressive du parricide chez les Romains.

La loi des Douze Tables disait : « Qui parentem necassit, caput obnubito, culeoque insutus in profluentem mergitor. »

Le mot *parentem* employé dans cet article s'entendait-il simplement des ascendants? Je n'ai trouvé nulle part la solution de cette question; mais il est certain que, soit par la loi *Cornelia*, soit par la loi *Pompeia* de *parricidiis*, la peine du parricide fut rendue applicable au meurtre commis sur la personne d'un frère, d'une sœur, d'un oncle, d'une tante, d'un cousin ou d'une cousine germains ou issus de germains, d'un époux, d'une épouse, d'un gendre, d'une belle-fille, d'un beau-père, d'une belle-mère, et d'un fils ou d'une fille d'un premier lit, enfin d'un patron ou d'une patronne.

Le meurtre d'un père sur son enfant ne figure pas dans cette énumération, parce qu'au temps de Sylla et de Pompée le père avait encore droit de vie et de mort sur sa descendance; mais comme ce droit n'appartenait pas à la mère, elle était passible de la peine du parricide si elle tuait un de ses descendants.

On vient de voir quelle était cette peine, d'après la loi des Douze Tables. On devait voiler la tête au coupable, l'enfermer dans un sac et le jeter dans un cours d'eau.

L'*Építome* du livre 48 de l'Histoire de Tite-Live nous fait connaître que l'application de ce châtiment fut faite, pour la première fois au commencement du sixième siècle de Rome, à Publius Malleolus, convaincu d'avoir donné la mort à sa « mère : Publius Malleolus, matre occisa, prius insutus « culeo, in mare præcipitatus est. » Mais j'ai peine à croire que d'autres n'aient jamais encouru ce supplice avant lui. Pour accepter le fait comme historique, il faudrait le lire dans le texte même de l'auteur, ce qui malheureusement n'est pas possible, puisque cette partie de son Histoire est perdue, et qu'il n'en reste qu'un sommaire.

J'ai dit qu'avant d'enfermer le parricide dans un sac de cuir, on lui faisait subir la flagellation et qu'on plaçait avec lui dans ce sac un chien, un coq, une vipère et un singe.

Cette aggravation de la peine édictée par les Douze Tables est due à la loi *Pompéia*. Mais sous le règne d'Adrien ce mode de supplice fut supprimé, ou du moins ne subsista plus que sur le littoral de la mer. Du vivant du jurisconsulte Paul les parricides étaient brûlés vifs ou livrés en proie aux bêtes féroces : « Hodie parricidæ vivi exuruntur vel ad bestias dantur. » (*Recept. Sent.*, V, 24, 1.)

VI. Disons un mot encore du suicide.

Pour confirmer les indications données par les poètes sur les moyens de suicide les plus usités à Rome, je produis deux extraits de Sénèque le Philosophe, ainsi conçus : « Alius « laqueo pependit, alius se præcipitavit a tecto... Alius « ferrum adegit in viscera. (*Epist.*, IV.) — Sive fauces nodus « elisit, sive spiramentum aqua præclusit, sive in caput « lapsos subjacentes soli duritia deminuit, sive haustus « ignis cursum animæ remeantis interscidit. » (*De providentia.*)

On voit figurer là, comme dans le passage de Juvénal

cité tome II, page 192, le suicide par suspension, par submersion, et par chute volontaire du haut d'un lieu élevé. Quant aux deux autres modes de suicide dont il y est également parlé, ils étaient, je crois, rarement employés, notamment celui qui consistait à avaler des charbons ardents, et ne sont vraisemblablement indiqués dans ces passages de Sénèque que par allusion au suicide de Caton d'Utique, qui se déchira les entrailles, et à celui de Porcia, sa fille, épouse de Brutus, laquelle, dit Martial,

. Ardens avido bibit ore favillas.

J'ai relevé, tome II, page 189, deux textes, l'un d'Horace, l'autre de Pétrone, desquels il me semblait résulter que ceux des Romains qui se donnaient la mort par submersion étaient dans l'usage de s'envelopper la tête dans leur tunique, avant de se jeter à l'eau.

Ceci se vérifie pleinement par un passage de l'Histoire de Tite-Live. Il y est énoncé que pendant une famine qui désola Rome, en l'an 345, beaucoup de gens du peuple pour se soustraire aux tourments de la faim se précipitaient dans le Tibre, après s'être enveloppé la tête : « Multi ex plebe, spe
« amissa, potius quam ut cruciarentur trahendo animam,
« capitibus obvolutis se in Tiberim præcipitaverunt. » (IV, 12.)

Plusieurs de mes citations indiquent les motifs qui déterminèrent les législateurs romains à ranger le suicide au nombre des faits punissables. On peut y joindre celle-ci, qui m'est fournie par Sénèque : « Ita dico : quisquis vitam
« suam contempsit tuæ dominus est. » (*De brevitæ vitæ.*)

Il est du reste permis de supposer que la réprobation dont les lois frappaient le suicide était généralement partagée par l'opinion publique. Voici un fait qui en porte témoignage.

Quelquefois, afin de se faire bien venir du peuple, des particuliers mettaient à la disposition des indigents un terrain dont ceux-ci pouvaient user pour la sépulture de leur famille. Mais il paraît qu'ils étaient dans l'habitude

d'excepter de cette faveur ceux qui avaient mis fin à leurs jours en s'étranglant de leurs propres mains, ou qui avaient exercé une profession déshonorante. Parmi les inscriptions tumulaires trouvées sur les monuments funèbres des Romains, on a recueilli celle-ci, dans laquelle l'exception dont je parle est expressément formulée : « Municipibus singulis incolisque loca sepulturæ dat Gæ-
« mellius Sapius circa suum prædium, *extra qui sibi la-
« queo manus intulerint*, et qui quæstum turpem professi
« sint. »

Placer les suicidés sur la même ligne que les prostituées et autres *ejusdem generis*, c'était montrer qu'on ne les jugeait pas dignes d'être inhumés en terre sainte.

Remarquons aussi qu'il n'est question dans cette inscription sépulcrale que de ceux qui s'étaient donné la mort par suspension, *laqueo*. C'est une preuve de plus que ce genre de suicide était le plus communément employé.

Pline l'ancien rapporte (*Hist. nat.*, XXXVI, 24) qu'une sorte d'épidémie de suicide étant venue à se répandre parmi les nombreux citoyens de Rome que Tarquin l'ancien employait à la construction de l'égoût collecteur, appelé *cloaca maxima*, ce roi, pour arrêter cette contagion, fit mettre en croix les corps des suicidés, qu'il laissait ainsi dévorer par les animaux carnassiers et par les oiseaux de proie, et que cette mesure suffit à couper court au mal, les hommes de condition libre ne pouvant supporter l'idée d'être attachés, même après leur mort, à cet ignominieux instrument de supplice, qui n'était d'usage que pour les esclaves.

Si le fait est vrai, il en faut conclure qu'il y a bien longtemps que l'on s'avisa pour la première fois de sévir contre ceux qui attentaient à leur propre vie.

Mais Pline fait observer que l'expédient imaginé par Tarquin ne fut plus mis en pratique ultérieurement : « Novum et
« inexcogitatum *ante posteaque* remedium invenit rex. » La Rome républicaine ne l'aurait sans doute pas toléré.

Ainsi que je l'ai dit, aux époques de proscriptions, les

suicides se multiplièrent à Rome dans la classe élevée de la société, et loin de chercher à les prévenir le pouvoir semblait prendre à tâche de les provoquer. Aussi rien n'était plus commun alors que d'entendre invoquer la mort. C'est encore ce que remarque Pline, dans ce passage de son *Histoire naturelle* : « Tot periculorum genera,... tot metus, tot
« curæ, toties invocata morte, ut nullum frequentius sit vo-
« tum ? »

Attentats aux mœurs.

I. On ne sait pas exactement quelles étaient sous la république les lois et les pénalités répressives des attentats aux mœurs ; mais ce que l'on peut regarder comme certain, c'est qu'ils étaient sévèrement prohibés.

Les textes de Plaute et de Térence que j'ai cités ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. En voici un autre du premier de ces deux comiques qui est peut-être plus explicite encore. Il y est dit qu'on peut se livrer aux plaisirs de l'amour avec qui on veut, mais jamais avec la femme d'autrui, jamais avec une veuve, avec une jeune fille, avec des enfants et de jeunes garçons de condition libre :

Dum te abstineas nupta, vidua, virgine,
Juventute, pueris liberis, ama quod lubet.
(*Curcul.*, I, 1.)

Plaute mentionnait évidemment dans ces deux vers les prohibitions établies en cette matière par la législation en vigueur de son vivant ; et l'on voit qu'il y comprenait avec l'adultère, ce que l'on appelait le *stuprum*, c'est-à-dire le viol ou l'attentat à la pudeur sur des femmes, mariées, veuves ou filles, ou sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe. Mais ni lui ni Térence ne nous apprennent de quelles peines cette législation frappait les coupables. On peut cependant affirmer qu'elles étaient du nombre de celles qui ne pouvaient être prononcées que par les *judicia publica* ; car on lit dans Tite-Live (VIII, 22) qu'un citoyen, M. Flavius, fut traduit de-

vant les comices par les édiles, en l'an 427 de Rome, sous prévention d'avoir attenté à la pudeur d'une matrone, *crimine stupratæ matrisfamilix*, et qu'il fut acquitté de cette accusation par le peuple.

Pour les femmes adultères, elles étaient quelquefois aussi poursuivies devant les comices par les édiles, qui les faisaient condamner à des amendes plus ou moins fortes. J'en cite pour preuve cet autre passage de Tite-Live, qui se rapporte à l'an 437 : « Eo anno, Q. Fabius Gurgus, consulis filius, aliquot « matronas ad populum stupri damnatas pecunia mulctavit. » (X, 31). Mais il paraît, d'après le témoignage de Denys d'Halicarnasse, que plus habituellement on les jugeait dans un conseil de famille, composé de leurs proches ; ce qui arriva encore sous Tibère, au rapport de Suétone (*Tiber.*, XXXV), dans une circonstance où aucun accusateur ne s'était présenté. Le complice n'était certainement pas justiciable de cette juridiction privée. Avait-il à répondre de son délit devant d'autres juges, lorsque le mari le dénonçait et le poursuivait ? C'est très-probable ; cependant on ne saurait rien affirmer à cet égard. Tout ce qui ressort des documents que j'ai recueillis à cet égard, c'est que l'époux outragé avait droit de tuer le *moechus*, s'il le surprenait en flagrant délit dans le domicile conjugal. Mais on a vu par ces mêmes documents que le plus souvent il se bornait à lui faire subir une mutilation, à laquelle il est encore fait allusion en ces termes dans le passage du *Curculio* dont je viens de citer une partie :

Ita tuum conferto amare semper, si sapias,
Ne id quod amas, populus si sciat, sit tibi probro.
Semper caveto ne sis *intestabilis* ;
Quod amas amato testibus præsentibus.

Je ne traduis pas, me contentant de faire remarquer au lecteur que le poète donne ici une double entente aux mots *intestabilis* et *testis*.

Ce fragment de l'*Ennuque* de Térence,

. . . . Nunc minatur porro sese id quod *moechis* solet,
(V, 4.)

a visiblement trait à la même mutilation, et témoigne qu'elle était toujours d'usage à l'encontre des *machī manifestarii*, dans le temps où vivait l'auteur de cette comédie.

La loi *Julia de adulteriis*, qui intervint au commencement de l'empire, modifia, comme je l'ai dit, la législation ou les coutumes antérieures en ce qui concerne l'adultère et d'autres attentats aux mœurs.

On ne connaît que très-imparfaitement ses dispositions. Elles ont été l'objet dans le monde des érudits de beaucoup de conjectures, auxquelles je n'aurai garde de me mêler. J'aime mieux m'en tenir au témoignage du jurisconsulte Paul, qui résume comme il suit la teneur de cette loi :
 « Qui masculum liberum invitum stupraverit, capite puni-
 « nitur. — Qui voluntate sua stuprum flagitiumve impurum
 « patitur, dimidia parte bonorum suorum mulctatur, nec
 « testamentum ex maiore parte facere licet. — Adulterii
 « convictas mulieres dimidia parte dotis et tertia parte bo-
 « norum ac relegatione in insulam placuit coerceri; adul-
 « teris vero viris pari in insulam relegatione, dimidiam
 « bonorum partem auferri, dummodo in diversas insulas
 « relegentur. — Incesti pœnam, quæ in viro in insulam de-
 « portatio est, mulieri placuit remitti, hactenus tamen qua-
 « tenus lege *Julia de adulteriis* non apprehenditur. — An-
 « cillarum sane stuprum, nisi deteriores fiant, aut per cas ad
 « dominam affectet, citra noxiam habetur. » (*Receptæ senten-
 « tiæ*, lib., II, tit. 26.)

Ainsi le viol commis sur un ingénu était puni de la peine capitale; — celui qui se prêtait à un *stuprum* exercé sur sa personne perdait la moitié de ses biens et n'était apte à tester que dans une mesure très-restreinte; — la femme convaincue d'adultère subissait la perte de la moitié de sa dot, celle du tiers de ses biens et la relégation dans une île; son complice, la perte de la moitié de ses biens et la relégation dans une autre île; — la peine de l'inceste était la déportation pour l'homme; pour les femmes, elle était moindre, si le crime n'était pas aggravé par l'adul-

lère. (1) — Quant au *stuprum* commis sur des femmes de condition servile, il n'encourait aucune punition, à moins que leur maltresse n'en éprouvât un préjudice.

Il n'est question dans ce précis ni de viol ni d'attentat à la pudeur avec violence sur des matrones ou sur des jeunes filles de condition libre. Mais ce crime fut prévu et réprimé par une autre loi *Julia de vi publica*, dont je parlerai dans la suite de cet appendice et qui punissait de l'interdiction de l'eau et du feu quiconque se rendait coupable de ce méfait, « qui puerum, vel feminam, vel quemquam alium per vim stupraverit. » Depuis, cette peine fut remplacée par la relégation dans une île pour les coupables de bonne maison, et par le dernier supplice pour les autres.

Quant aux attentats à la pudeur par séduction sur des femmes, ou sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe dont le coupable avait écarté ou corrompu les serviteurs ayant charge de les escorter au dehors, il paraît que sous la république ils ne donnaient lieu qu'à l'*actio injuriarum* de la part des personnes qui avaient qualité pour l'intenter, et que la peine en était simplement pécuniaire.

Plus tard les législateurs romains se montrèrent beaucoup plus sévères contre les attentats aux mœurs.

Suivant le jurisconsulte que je viens de citer, il intervint de nouvelles dispositions pénales, aux termes desquelles celui qui avait abusé ou tenté d'abuser de jeunes enfants, après avoir écarté leur gardien, était passible, dans le pre-

(1) On lit dans Velleius Paterculus que P. Clodius fut mis en accusation pour cause d'un inceste commis sur la personne de sa sœur et d'un adultère tenté par lui au milieu de l'une des plus saintes solennités religieuses : « P. « Clodius, ... infamis etiam sororis stupro, et actus incesti reus ob initum » inter religiosissima populi romani sacra adulterium. » (II, 45.)

Ce fait, qui remonte au temps de Cicéron, montre que l'inceste était qualifié crime et puni comme tel antérieurement à la loi *Julia*. Clodius, du reste, parvint à se faire acquitter de l'accusation portée contre lui.

mier cas, de la peine capitale, et dans le second, de la relégation dans une île. Le gardien, s'il s'était laissé corrompre, encourait lui-même le dernier supplice (*Recept. sent.*, V, 4.).

On redoubla aussi de sévérité contre l'adultère, en punissant de mort ceux qui s'en rendaient coupables.

Ce fut, dit-on, l'empereur Constantin qui le premier établit cette peine. Justinien la maintint, mais contre les hommes seulement. Aux termes de sa *Novelle* 134, 10, la femme adultère devait être battue de verges, puis enfermée dans un monastère, où elle demeurait pendant toute sa vie si dans le délai de deux ans son mari n'avait pas consenti à la reprendre, ou s'il était décédé sans avoir accompli cet acte de réconciliation.

II. En traitant de l'adultère, j'ai eu occasion de faire remarquer que les Romains et les Romaines s'autorisaient pour le commettre de l'exemple de leurs dieux, qui, suivant la mythologie, se faisaient un jeu de ce commerce illicite.

L'exactitude de cette remarque, qui, du reste, était faite par les poètes eux-mêmes, se vérifie par le passage suivant du traité de Sénèque, *De brevitate vite* : « Inde etiam poetarum
« furor fabulis humanos mores alentium, quibus visus est Ju-
« piter, voluptate concubitus delentis, duplicasse noctem...
« Quid aliud est vitia incendere, quam auctores illis in-
« scribere deos, et dare morbo, exemplo divinitatis, excu-
« satam licentiam ? »

Sénèque, comme on le voit, reprochait vertement aux poètes d'avoir contribué à la corruption des mœurs par l'invention ou par la propagation de ces fables qui faisaient du maître des dieux lui-même le prototype de l'adultère.

Ce reproche assurément n'était pas immérité. Il ne se pouvait pas, d'ailleurs, que les bons esprits ne s'accordassent point à reconnaître tout ce qu'il y avait de profondément irreligieux dans une religion qui prêtait à ses dieux toutes les passions et tous les vices de l'humanité, et qui faisait même de quelques-uns de ces dieux les patrons du crime. On trouve dans Pline l'ancien une réflexion pareille à celle de Sénèque :
« Sed, super omnem impudentiam, adulteria inter ipsos

« (deos) fingi; mox jurgia et odia, atque etiam furtorum et
« scelerum numina. » (*Hist. natur.*, II.)

III. J'ai cité ci-dessus, dans l'appendice du *Mariage*, un passage de Tite-Live, dans lequel il est parlé de l'affront que firent les matrones patriciennes à Virginie, fille du patricien Aulus. Pour la punir de ce qu'elle s'était alliée par mariage au plébéien L. Volumnius, personnage consulaire, elles ne lui permirent pas de sacrifier avec elles sur l'autel de la déesse *Pudicitia patricia*.

Cette déesse, comme l'indique le surnom de *patricia* qui lui avait été donné, était à l'usage exclusif des matrones appartenant à la classe patricienne. Celles-là seules étaient admises à sacrifier sur son autel, qui n'avaient encouru aucun reproche d'impudicité et qui ne s'étaient mariées qu'une seule fois.

Virginie remplissait ces deux conditions; aussi fut-elle indignée de l'injurieuse exclusion dont elle avait été l'objet. Elle s'en vengea en établissant sur un terrain dépendant de la maison qu'elle habitait un autel dédié à la déesse *Pudicitia plebeia*, pour faire concurrence à celui de la *Pudicitia patricia*, puis en convoquant les matrones plébéiennes, auxquelles elle tint ce langage, dont il est rendu compte par Tite-Live : « Hanc ego aram *Pudicitiae plebeiae*
« dedico, vosque hortor ut quod certamen virtutis viros in hac
« civitate tenet, hoc pudicitiae inter matronas sit, detisque
« operam ut hæc ara quam illa sanctius et a castioribus
« coli dicatur. » (X, 23).

Cette exhortation produisit son effet. L'autel élevé par Virginie à la *Pudicitie plébéienne* fut cultivé dans les mêmes conditions que l'autre, en ce sens que les matrones dont l'honneur était sans tache et qui n'avaient eu qu'un seul mari avaient seules droit d'y faire des sacrifices : « Ut nulla, nisi
« spectatae pudicitiae matrona et quæ uni viro nupta fuisset,
jus sacrificandi haberet. » (*Ibid.*).

Cela se passait en l'année 456 de l'ère romaine.

Mais dans la suite, ajoute l'historien, il en fut bien dif-

féremment. Toutes les femmes, même celles dont l'honneur était perdu, furent indistinctement admises à sacrifier sur l'autel de la *Pudicité*, tant patricienne que plébéienne; si bien que cette pratique religieuse finit par tomber en complet oubli : « *Vulgata dein religio a pollutis, nec matronis soluni, sed omnis ordinis feminis, postremo in oblivionem venit.* » (*Ibid.*).

La conséquence qui se déduit de ce trait d'histoire et de la réflexion finale de Tite-Live, c'est que vers le milieu du cinquième siècle de Rome, bien que les édiles eussent quelquefois à sévir contre des épouses coupables, les matrones se faisaient cependant encore assez généralement un devoir d'observer la fidélité conjugale, qu'elles y mettaient même une sorte d'émulation; mais que plus tard le culte de la déesse *Pudicité* ne fut plus de leur part qu'un acte d'hypocrite dévotion, dont elles s'affranchirent tout à fait dès l'instant où l'adultère eut jeté le masque et fut pour ainsi dire passé à l'état de règle.

C'est la confirmation de ce que j'ai dit avec les poètes (1).

IV. De graves auteurs ont recherché ce que statuait la lé-

(1) Pline le Naturaliste raconte, sur la foi d'un ancien auteur, que les Psylles, peuple de Libye, avaient reçu de la nature une odeur de corps dont les émanations étaient délétères pour les serpents, qu'elles faisaient tomber en pamoison; mais que les individus issus d'un commerce illégitime ne jouissaient pas du bénéfice de cette odeur; qu'aussi, afin de s'assurer de la fidélité de l'épouse qui les avait rendus pères, ils avaient coutume d'exposer leurs enfants aussitôt après leur naissance aux reptiles les plus venimeux, et que si ces animaux ne s'éloignaient pas, c'était la preuve que le nouveau-né avait du sang adultérin dans les veines : « *Psyllurum corpori ingentium virus exitiale serpentibus, et ejus odore sopirent eas.* » « *Mos vero genitos protinus objiciendi ævissimis earum, eoque genere pudicitiam conjugum experiendi, non profugientibus adulterino sanguine natos serpentibus.* » (VII, 2.)

Si les Romains eussent été doués de ce virus congénial, et s'ils eussent pu vérifier la légitimité de leur descendance par le même procédé que celui dont les Psylles faisaient usage, il est probable qu'à l'époque du complet relâchement de leurs mœurs conjugales ils eussent trouvé du sang adultérin dans les veines de beaucoup de nouveau-nés. C'est peut-être ce que Pline a voulu faire entendre en rapportant cette fable.

gislation romaine au sujet des femmes prostituées. J'en ai déjà touché quelques mots en parlant de la juridiction des édiles. C'est ici le lieu de m'expliquer un peu plus amplement sur ce sujet, qui n'est pas sans intérêt au point de vue des mœurs de l'ancienne Rome.

Il est hors de doute que les Romains toléraient la prostitution, et que les hommes avaient toute liberté de fréquenter les lieux où elle s'exerçait. Plaute s'en explique dans ce passage du *Curculio* :

. Nemo hic prohibet nec vetat
Quin quod palam est venale, si argentum est, emat.
(I, 1.)

Le sens de ce passage, déguisé sous une formule juridique, de même que beaucoup d'autres du même auteur, est que chacun a droit d'acheter les faveurs d'une femme publique, quand il a de quoi les payer.

C'est aussi ce que fait entendre Térence dans cet extrait de l'*Eunuque* :

Quis homo pro mercho unquam vidit in domo meretricia
Prehendi quemquam?
(V, 4.)

On se rappelle le mot de Caton l'ancien, qui est rapporté par Horace, et que j'ai cité dans l'article de l'adultère. Il confirme pleinement l'induction qui se tire des textes qui précèdent, et montre qu'aux yeux du plus rigide des censeurs romains la fréquentation des maisons de prostitution n'était nullement répréhensible.

Par une conséquence naturelle de cette tolérance, les femmes qui n'étaient point en puissance de mari pouvaient impunément se prostituer, quand elles étaient *sui juris*, ou que le chef de la famille à laquelle elles appartenaient n'y faisait pas d'opposition. Seulement elles étaient tenues de déclarer à l'édile leur intention de se livrer à la prostitution. On trouvait qu'elles étaient assez punies par cette humiliante obligation. Ainsi le fait remarquer Tacite, à propos d'une

citoyenne de noble race qui s'était fait inscrire à l'édilité comme femme publique : « Vistilia, prætoris familia genita, « licentiam stupri apud ædiles vulgaverat, more *inter veteres* « *recepto*, qui satis pœnarum adversus impudicas in ipsa « professione flagitii credebant. » (*Annal.*, II, 83.)

Il y avait d'ailleurs des peines sévères contre les femmes qui se prostituaient sans avoir fait préalablement la déclaration qui leur était imposée. Sous la république, les édiles pouvaient les déferer à la justice du peuple, et les faire condamner à l'amende et même à l'exil. Tite-Live en cite des exemples dans son Histoire (liv. X et XXV).

De plus, on obligeait ces femmes à prendre un vêtement particulier, différent de celui des femmes honnêtes, parce que, suivant Suétone (*Tiber.*, XXXV), elles perdaient par leur infâme profession les droits et la dignité de matrone, « jure ac dignitate matronali erant exsolutæ ». Ce vêtement, appelé *toga*, n'était autre que celui qu'on imposait également aux épouses condamnées pour adultère. J'ai noté plusieurs textes de Juvénal et de Martial dans lesquels il en est fait mention, au sujet de ces dernières. En voici un autre d'Horace qui s'applique particulièrement aux prostituées de profession :

. Quid inter-
Est in matrona, ancilla peccasse togata?
(*Sat.*, I, 2.)

Comme il arriva un temps où des femmes du grand monde se livraient à la prostitution, on en dut venir, et ceci peut donner une idée de la démoralisation de l'époque, à faire défense à celles dont le père ou le mari avait été chevalier romain d'exercer ce honteux métier. Ce fut sous Tibère qu'intervint le sénatusconsulte qui portait cette prohibition : « Ne « quæstum corpore faceret cujus pater aut maritus eques « romanus fuisset. » (*Tac.*, *Annal.*, I, 83.)

Assez ordinairement c'étaient les femmes adultères qui se faisaient inscrire ainsi comme prostituées sur les registres des édiles, et cela en vue de se soustraire à l'application des

peines édictées par la loi *Julia*. Plusieurs de celles-là n'en furent pas moins exilées par Tibère, au dire de Suétone.

Du reste, la prostitution ne cessa pas d'être tolérée à Rome. Il se rencontra un prince, l'empereur Tacite, qui, suivant Vopiscus (Tac., XI), la chassa de la ville; mais elle ne tarda pas à y rentrer, et s'y maintint aussi longtemps que dura l'empire romain.

Voies de fait. — Coups et blessures. — Injures. — Diffamation.

Le droit romain donnait la commune qualification d'*injuria* aux voies de fait plus ou moins graves contre les personnes, aux injures et à la diffamation par paroles ou par écrit. « *Injuria*, dit l'*Auctor ad Herennium* (IV, 14), est contumelia, « quæ aut pulsatione corpus, aut convicio aures, aut turpitudine vitam cujusquam violat. »

La loi des Douze Tables distinguait ainsi qu'il suit ces divers actes délictueux :

1^o Les violences graves, celles qui avaient pour résultat la rupture d'un membre ;

2^o Les coups qui avaient endommagé le visage ou la mâchoire d'une personne de condition libre ;

3^o La diffamation par paroles ou par écrit ;

4^o Les injures ou les voies de fait légères.

C'est à la première catégorie seulement, aux violences suivies de la fracture d'un membre, que la loi des Douze Tables appliquait la peine du talion : « *Si membra rupsit, ni cum eo pacit, talio esto.* »

Pour les blessures faites au visage, avec bris de dents, par exemple, la peine était de trois cents esclaves à fournir et de cent cinquante as : « *qui os ex genetali fudit libero, CCC servo, CL æris pœnæ sunt.* » L'interprétation que je viens de faire de cet article fort obscur est-elle exacte ? Je ne voudrais pas le garantir ; mais c'est ainsi qu'elle est donnée par des érudits, qui se sont tirés de la difficulté en mettant le mot *genuino* à la place du mot *genetali*.

La diffamation par paroles proférées publiquement, ou par écrit, entraînait la peine de la fustigation : « Si qui pipulo « centasit, carmenve condidit, quod infamiam faxit flagi- « tiumve alteri, fuste ferito. »

Suivant les interprètes de ce troisième article, les mots, *si qui pipulo centasit* veulent dire : « Si quelqu'un profère « publiquement une injure contre autrui. » Ils ont d'ailleurs été traduits de la sorte par l'édit d'un préteur, qui s'y connaissait mieux que nous.

Enfin les injures et les voies de fait légères étaient punies d'une amende de 25 as au profit de la partie lésée : « Si qui « injuriam alteri faxit, XXV æris pœnæ sunt. »

Je ne transcris ces articles de la loi des Douze Tables que pour mémoire et à titre de monument curieux de législation primitive. On n'ignore pas en effet qu'ils ne tardèrent pas à tomber en désuétude ; les uns, parce que les pénalités qu'ils édictaient étaient ou inexécutables ou excessives ; les autres, parce que ces peines étaient devenues insuffisantes.

Mais les distinctions qu'ils établissaient subsistèrent, et les différentes espèces d'*injuriæ*, *personales* ou *reales*, *levæ* ou *atroces*, conservèrent pendant longtemps leur caractère de délit purement privé, en ce sens qu'ils ne donnaient lieu qu'à une action civile au profit de la partie lésée, et n'étaient justiciables que des *judicia privata*. Seulement toutes les pénalités furent ramenées par les préteurs à de simples dommages-intérêts, pour lesquels ils donnaient aux plaignants l'*actio æstimatoria*. C'était le juge qui réglait le taux de cette réparation pécuniaire, suivant la gravité de l'offense.

Les préteurs du reste ne se bornèrent pas à ces changements ; ils firent rentrer aussi dans le domaine de l'*actio injuriarum* plusieurs autres variétés de voies de fait ou d'injures, qui avaient peut-être été également prévues par la loi des Douze Tables, mais à l'égard desquelles ses dispositions, s'il en existait, nous sont inconnues.

Dans la suite des âges on dut reconnaître l'insuffisance de ce système de répression pour toute une large catégorie de faits délictueux, dont quelques-uns intéressaient essentiellement l'ordre et la sûreté publics.

Il y fut pourvu sous la dictature de Sylla par la loi *Cornelia de injuriis*, qui établit des peines publiques applicables à certains de ces délits, tout en laissant aux parties lésées la faculté de n'en poursuivre la réparation que par l'*actio æstimatoria*. C'est dans cette loi que se trouvait par rapport aux voies de fait la distinction entre celles qui causaient de la douleur et celles qui n'en causaient point, *pulsare cum dolore* ou *sine dolore*.

Les peines portées contre les auteurs d'actes de violence étaient, selon les cas, la *pœna metalli*, ou *in opus publicum*, ou celle de l'exil. Celle des libelles diffamatoires était infamante; l'auteur pouvait être déclaré *intestabilis*. Mais je répète que pour tous les délits prévus par la loi *Cornelia de injuriis* la partie lésée avait le choix entre l'action civile et l'action criminelle.

Sous l'empire, divers sénatusconsultes apportèrent des modifications à cette loi, et en aggravèrent les pénalités, notamment en ce qui concernait la diffamation par paroles ou par écrit et même par caricatures, *per picturam*. Il fut disposé que les auteurs de ces délits seraient passibles de la relégation ou de la déportation. La peine capitale fut même édictée plus tard par une constitution impériale contre les colporteurs de libelles diffamatoires (Cod., *De famos. lib.*).

Attentats contre la chose publique.

I. Parmi les attentats contre la chose publique, celui que les lois pénales des Romains plaçaient au plus haut degré de la criminalité était le crime de *lèse-majesté*.

Le fondateur de Rome l'avait, dit-on, prévu. Suivant Denys d'Halicarnasse, quiconque trahissait la patrie était voué aux dieux infernaux; tout citoyen avait le droit

et le devoir de le mettre à mort. A cette époque-là en effet, de même que durant tout le cours de la période républicaine, le crime de *lèse-majesté* ne s'entendait que des actes de trahison et de tous autres qui attentaient à la sûreté du peuple romain : « quidquid adversus populum romanum et securitatem ejus commissum fuerat. » (L. 1, § 1, Dig., *Ad leg. Jul. de majest.*)

La loi des Douze Tables contenait des dispositions à ce sujet, entre autres celle-ci : *Qui hostem concitaverit, quive civem hosti tradiderit, capite punitor.*

Nous avons vu qu'elle prohibait sous la même sanction les réunions secrètes et nocturnes. On cite aussi comme ayant défendu ces réunions secrètes, même pendant le jour, une loi *Gabinia*, dont la date est incertaine, mais qui paraît remonter à une époque fort ancienne, et par laquelle il était disposé, *Ut qui coitiones ullas clandestinas in Urbe conflagrasset more majorum capitali supplicio mulctaretur.*

L'histoire fait mention de quelques autres mesures législatives prises en vue de réprimer des séditions ou des actes de *perduellio*. Celle qui prédomine, et qui devint la règle jusqu'au temps des Césars, est la loi *Cornelia*, rendue sous la dictature de Sylla. Le texte en est ainsi rapporté par Sigonius (*De judic.*, II) ; mais on a tout lieu de croire qu'il est incomplet : « Prætor, qui ex hac lege quæret, de eo
« quærito, qui intercessionem sustulerit, aut magistratui
« quominus munere suo fungatur impedimento fuerit ; qui
« exercitum e provincia eduxerit, aut sua sponte bellum
« gesserit ; qui exercitum sollicitaverit ; qui ducibus hos-
« tium captis ignoverit ; qui potestatem suam in adminis-
« trando non defenderit ; qui, civis romanus, apud regem
« versatus fuerit.

« Mulieris testimonium accipiatur.

« Calumniatoribus nulla poena sit.

« His damnatis aquæ et ignis interdictio sit. »

On le remarque, pour tous les crimes prévus par cette loi Sylla admettait exceptionnellement le témoignage des femmes, et faisait à l'avance remise aux dénonciateurs des peines de la calomnie. Il ne s'en tint pas là ; afin sans

doute d'intimider davantage les adversaires de sa dictature, il disposa par la même loi que les inculpés, quelle que fût leur position sociale, seraient soumis aux tortures de la question (AMM.-MARCELLIN. *Hist.*, XIX, 42).

A cette loi succéda la loi *Julia majestatis*, portée par Jules César. Il en est fait mention par Cicéron dans sa première *Philippique*. La peine qu'elle appliquait aux crimes de *lèse-majesté* était aussi celle de l'interdiction de l'eau et du feu.

Puis vint une nouvelle loi *Julia majestatis*, qui, prenant naissance avec Auguste sous l'empire, s'inspira d'un autre esprit que ses devancières, et se posa naturellement en protectrice de la majesté du prince plus encore que de celle du peuple romain.

Elle qualifiait de *lèse-majesté* toute attaque contre la république et l'empereur, toute offense commise, non par paroles, mais par des actes ou par des libelles, et elle admettait même les individus perdus d'honneur, même les affranchis et les esclaves, à se porter accusateurs.

Dans le cas de *perduellio*, les coupables encouraient une peine capitale, qui était celle de l'interdiction de l'eau et du feu. Dans les autres cas la peine était moindre. Si l'accusé décédait avant le jugement, et si ses héritiers n'avaient pas purgé sa mémoire, ses biens étaient confisqués.

On sait que Tibère ajouta de nouvelles rigueurs à cette loi, qu'il criminalisa les simples offenses par paroles, et jusqu'au fait soit d'avoir frappé un esclave à portée de vue de la statue d'Auguste, soit d'être entré dans des latrines ou dans des lieux de débauche avec une pièce de monnaie ou avec un anneau portant l'effigie du prince.

Ultérieurement, les pénalités établies par Auguste furent jugées insuffisantes. Du vivant du jurisconsulte Paul on livrait aux bêtes féroces ou l'on brûlait les coupables de basse condition. Ceux d'un rang plus élevé perdaient la tête (*Recept. sent.*, l. 29, 1).

Ce fut sous le règne d'Arcadius et d'Honorius et sous les inspirations de leurs ministres, Eutrope et Ruffin, que la responsabilité pénale du crime de *lèse-majesté* fut étendue aux enfants de celui qui l'avait encourue. J'ai cité dans l'article auquel se réfère cette partie de l'*Appendice* les dispositions exorbitantes du droit commun, qui sévissaient ainsi contre des innocents avec une violence de langage dont on retrouverait à peine un exemple dans la législation des temps et des nations les plus barbares.

II. Le crime de fabrication ou d'émission de fausse monnaie, qui se rattache aux attentats contre la chose publique, fut sans doute prévu et réprimé à Rome par les lois dès les premiers siècles de la république. J'ai montré qu'il n'y était pas ignoré du vivant de Plaute.

On ne connaît cependant comme premiers monuments de la législation romaine sur la matière que la loi *Cornelia de falsis*, appelée aussi *numaria*, parce qu'elle contenait des dispositions sur le crime de fausse monnaie, de *falso numario*. Le texte en est ainsi rapporté : « Qui numos aureos ac » argenteos adulteraverit, laverit, conflaverit, raserit, cor- » ruperit, quive numos stanneos plumbeosve emerit, vendi- » derit dolo malo, ei damnato aqua et igni interdicitur. »

D'autres dispositions furent ajoutées plus tard à celle qu'on vient de lire par des sénatusconsultes et par les constitutions des empereurs. On en signale notamment une qui appliquait la peine portée par la loi *Cornelia* à quiconque refusait de recevoir en paiement une pièce de monnaie portant l'effigie du prince, si elle n'était point falsifiée ou altérée. On substitua aussi à l'interdiction de l'eau et du feu des châtimens plus rigoureux. « Honestiores quidem in » insulam deportantur, dit le jurisconsulte Paul; humiliores » autem aut in metallum damnantur, aut in crucem tollun- » tur. Servi autem, post admissum manumissi, capite pu- » niuntur. » (V, 23, I.)

Sous Justinien, la peine du crime de fausse monnaie était la déportation pour les coupables de condition libre, et pour les esclaves le dernier supplice.

III. Au nombre des lois concernant les attentats contre la chose publique doivent être rangées celles qui prirent place dans le code pénal des Romains sous la rubrique *De vi publica*.

Je n'entreprendrai pas d'en résumer les dispositions, qui sont très-multipliées, et qui d'ailleurs se confondent souvent avec celles des lois de *lèse-majesté*. Il me suffira de dire que la première de celles de ces lois qui nous sont connues fut rendue en l'an 675 de Rome, peu après la mort de Sylla; que Jules César en fit une autre qui est mentionnée par Cicéron (*Philipp.* I, 9), mais sans indication de son contenu; et que la troisième, intitulée *lex Julia de vi publica*, intervint sous le règne d'Auguste.

Je ne relève qu'un seul texte de cette dernière loi; c'est celui qui défendait le port d'armes dans l'intérieur de la ville ou dans un rassemblement, et qui punissait comme coupable de *vis publica* quiconque enfreignait cette défense: *Qui cum telo in publico fuerit, qui cum telo dolo malo in concione fuerit*.

Cette défense devait dater de beaucoup plus loin; car il y est fait une allusion dans le passage suivant de Plaute, où un personnage en menace un autre de le dénoncer aux triumvirs parce qu'il est porteur d'un couteau, ce dont celui-ci s'excuse en répondant qu'il y est autorisé par sa profession de cuisinier :

Quin ad tresviro jam ego deferam nomen tuum. — Quamobrem?
— Quia cultrum habes. — Cocum decet.
(*Aulul.*, III, 2.)

La loi *Julia* punissait de l'interdiction de l'eau et du feu tous les actes qu'elle qualifiait de *vis publica*. Cette peine fut depuis remplacée par la déportation, et plus tard, suivant Paul, par la relégation dans une île pour les condamnés qu'on appelait *honestiores*, et par le dernier supplice pour tous les autres.

IV. Parmi les crimes et délits qui étaient justiciables des *judicia publica*, il en est plusieurs sur lesquels les poètes

latins ne se sont pas expliqués, et que j'ai prêtérîtés moi-même, n'ayant pas eu d'ailleurs la prétention de faire *ex professo* un cours complet de droit criminel dans cet ouvrage, dont les éléments sont pour la plupart empruntés à des poésies.

Ceux dont je n'ai pas parlé sont notamment :

1^o Le crime de *vis privata*, ainsi défini par la loi *Julia* dont je parlais dans la note précédente, et qui consistait dans le fait soit de s'opposer, en réunion de plusieurs personnes, à l'exécution d'une *vocatio in jus*, soit de soumettre à la question les esclaves d'autrui sans le consentement du maître, soit d'expulser violemment et par force armée un citoyen de sa propriété, soit enfin de s'emparer des biens de son débiteur sans autorisation de la justice ;

2^o Le péculat, qui donnait lieu à l'action *repetundarum* ;

3^o Le *plagium*, qui consistait dans le fait de vendre, de recéler, d'emprisonner ou d'acheter, soit une personne de condition libre, soit un affranchi, soit un esclave appartenant à autrui ;

4^o L'*ambitus*, ou les brigues employées à l'effet d'obtenir une magistrature, telle que le consulat, la prétrise, l'édilité, par la voie de l'élection dans les comices.

Ce dernier délit mérite une attention particulière, et j'en veux dire un mot dans ces notes, parce que Horace en a fait le sujet de remarques qui m'avaient échappé et que je ne dois point passer sous silence.

Les candidats qui se présentaient à Rome dans les élections ne ménageaient aucun moyen d'intrigue pour capter les suffrages du peuple. Leur premier soin était de se procurer des esclaves dressés à la chasse des électeurs, connaissant leurs noms, et particulièrement ceux des gens du peuple, qui passaient pour avoir de l'influence et pour disposer des chaises curules.

Ces esclaves, appelés *nomenclatores*, ou *monitores*, accompagnaient leur maître dans les assemblées populaires, lui signalaient, en le touchant du coude, les hommes que celui-ci devait saluer par leur nom, et auxquels il devait tendre la

main et prodiguer ses hommages les plus flatteurs. Averti de la sorte, le candidat ne manquait pas de mettre en pratique les leçons que ses nomenclateurs lui glissaient discrètement dans l'oreille, d'où leur vint aussi la dénomination de *fartores*. Souvent il allait jusqu'à donner le titre de frère ou de père, suivant l'âge de chacun, aux électeurs dont il brigait la voix et le concours.

Ces détails sont indiqués par Horace dans les vers suivants que j'extrais de l'une de ses épîtres :

Si fortunatum species et gratia præstat,
 Mercemur servum qui dicet nomina, levum
 Qui fodicet latus et cogat trans pondera dextram
 Porrigere : « Hic multum in Fabia valet, ille Velina ;
 Cuilibet hic fasces dabit, eripietque curule
 Cui volet importunus ebur » « frater, pater » adde ;
 Ut cuique est ætas, ita quemque facetus adopta.

(*Epist.* I, 9.)

Ce que dit là Horace est de l'histoire ; on peut s'en assurer en lisant le traité *De petitione consulatus*, dans lequel Q. Cicéron fait à son frère, M. Tullius, un cours fort peu édifiant de manœuvres électorales.

Mais on ne s'arrêtait pas à de simples intrigues du genre de celles que je viens de spécifier. Nombre de candidats recouraient à des moyens plus efficaces ; afin d'obtenir leur élection, ils répandaient les largesses et l'argent parmi le peuple, quelquefois jusqu'à se ruiner.

Ce furent ces scandales qui provoquèrent les lois *de ambitu*, dont quelques-unes portaient de sévères pénalités. On compte jusqu'à treize lois ainsi intitulées.

La première remonte à l'an 321 de Rome ; la dernière, qui est la loi *Julia de ambitu*, date du commencement de l'empire. Encore est-il probable qu'il en intervint plusieurs autres, qui ne sont pas connues. Mais elles furent du nombre de celles que submergeait presque aussitôt après leur naissance le flot toujours montant de la corruption des mœurs. La

plupart restèrent inexécutées; rien ne le prouve mieux que l'obligation dans laquelle on était de les renouveler sans cesse.

Questions de culpabilité.

Caractères constitutifs de la culpabilité punissable.

On a lu sous cette rubrique une citation d'Horace, ainsi conçue :

Nam de mille fabæ modiis si corripis unum,
Dammum est, non facinus, mihi facto lenius isto.

Le poète exprimait par là que la culpabilité d'un acte délictueux devait se mesurer, non sur le peu d'importance du dommage causé, mais sur la criminalité de l'intention.

Suivant Velleius Paterculus, telle était la règle des Romains de la vieille roche.

A l'occasion d'une action *repetundarum*, dirigée contre C. Caton, neveu de M. Caton, personnage consulaire, et de la condamnation pécuniaire qui s'en suivit, l'historien fait remarquer que les juges de ce temps-là prenaient en considération dans l'application des peines l'intention coupable plus encore que le fait matériel et que le dommage qui en était résulté : « Adeo illi viri magis voluntatem peccandi » intuebantur quam modum, et quid, non quantum admisum foret, æstimabant. » (*Hist.*, II.)

Mais quoi qu'en dise Velleius Paterculus, je crois fort que cette règle n'était guère mieux observée à l'époque dont il parle qu'elle ne le fut dans la suite.

Peines.

I. Parmi les citoyens romains qui, pour être mis à mort en exécution d'une condamnation capitale, furent précipités du haut de la roche Tarpéienne, on cite notamment M. Man-

lius Capitolinus, celui-là même qui sauva le Capitole de l'invasion des Gaulois. Tite-Live parait admettre qu'il fut jugé et condamné par les comices-centuries sur la poursuite des tribuns du peuple ; mais il reconnaît que certains auteurs attribuent sa condamnation à deux commissaires, *duumviri*, chargés d'instruire et de juger le procès. Ce qui n'est pas douteux, c'est que les tribuns exécutèrent ce jugement en faisant précipiter le condamné du haut de la roche, qui devint ainsi le monument de son supplice, comme elle avait été celui de son triomphe sur les Gaulois : « Crimen « valuit et obstinatis animis triste judicium, invisumque « etiam judicibus, factum. . . . Tribuni de saxo Tarpeio « dejecerunt, locusque idem in uno homine et eximie gloriæ « monumentum et pænæ ultimæ fuit. » (Tit.-Liv., VI, 20.)

Cette exécution eut lieu en l'an 371 de la fondation de Rome. D'ordinaire en ce temps-là les citoyens condamnés à la peine de mort étaient décapités après flagellation. Il est probable que le mode de supplice infligé à Manlius fut exceptionnellement déterminé par les circonstances qui avaient motivé sa condamnation. On lui reprochait d'avoir conçu le projet du rétablissement de la royauté à son profit personnel. Peut-être voulut-on montrer par son exemple que pour les ambitieux la roche Tarpéienne était bien près du Capitole.

Du reste, ce mode de supplice fut encore en usage longtemps après l'application qui en fut faite à Manlius. Indépendamment des faits historiques que j'ai mentionnés dans le chapitre *des peines*, et qui constatent que sous l'empire deux condamnés à mort furent exécutés de cette manière, je rappelle deux autres faits du même genre que je trouve consignés dans l'*Epitome* de deux des livres perdus de l'Histoire de Tite-Live :

« C. Atinius Labeo, tribunus plebis, Q. Metellum, censorem, « a quo in senatu legendo præteritus erat, de saxo dejici « jussit, quod ne fieret tribuni plebis auxilio fuerunt. » « (*Epit.*, lib. 49.) — « M. Sex. Licinium senatorem de « saxo dejici jussit. » (*Epit.*, lib. 80.)

Ces deux traits d'histoire, qui se rapportent, le premier à l'année 620 de l'ère romaine, le second à l'an-

née 665, sont très-incomplètement relatés dans le sommaire que je cite (1); mais ce sommaire suffit à faire voir que dans le cours du septième siècle les patriciens eux-mêmes avaient encore à craindre la roche Tarpéienne. Je crois cependant qu'à cette époque les exemples de ce genre de supplice, qui très-anciennement, suivant Aulu-Gelle (*Noct. attic.*, X, 18), n'était usité qu'à l'égard des esclaves, ne se produisaient que dans de rares circonstances et très-exceptionnellement, pour la mise à mort des condamnés de condition libre.

II. La décapitation s'opérait, comme je l'ai dit, par la hache ou par le glaive.

Il paraît que le premier de ces deux moyens de décollation était considéré comme plus ignominieux que le second. C'est par ce motif qu'Ulpien soutenait (l. 8, § I, D., *De poen.*) que l'individu condamné à périr par le glaive, *ad gladium damnatus*, ne pouvait être légalement mis à mort par l'emploi d'une autre arme. Papinien, condamné à mort par Antonin Caracalla, pour s'être refusé à faire l'apologie du meurtre commis par ce prince sur la personne de Geta, fut, dit-on, décapité par la hache. En apprenant que cet éminent jurisconsulte avait été ainsi tué, Caracalla trouva qu'on aurait dû lui épargner l'ignominie de la hache. « C'est par le glaive que tu devais exécuter mes ordres, » dit-il à celui qu'il avait chargé de cette exécution; « *Gladio te exsequi oportuit iussum meum.* »

III. Ce que disent les poètes, que j'ai cités, des supplices de toutes sortes que certains maîtres faisaient subir à leurs esclaves est bien loin d'être exagéré; on en trouve la pleine confirmation dans les mesures législatives ou autres qui

(1) Le dernier de ces deux faits est ainsi mentionné dans l'histoire de Velleius Paterculus : « Eodem anno, P. Lœnas, tribunus plebis, S. Lucii linum, qui priore anno tribunus plebis fuerat, saxo Tarpeio dejecit, et quum collegæ ejus, quibus diem dixerat, metu ad Sullam profugissent, aqua ignique interdixit. »

durent être prises à diverses époques pour réprimer ces excès de cruauté.

Ainsi, sous le règne d'Auguste, le *præfectus urbi* fut chargé d'informer sur les plaintes de ces malheureux, dont un grand nombre n'étaient nourris qu'avec des ordures.

Sous Claude il intervint un sénatusconsulte portant des peines sévères contre les maltres qui, pour se débarrasser d'esclaves atteints de maladies graves, les jetaient sur le pavé et souvent même les tuaient.

A une époque moins reculée, une loi, dite *Petronia*, leur fit défense d'obliger, sans autorisation des magistrats, ceux de leurs serviteurs qu'ils voulaient punir ou sacrifier par pur caprice, à lutter dans les cirques contre des bêtes féroces.

Ces règlements et plusieurs autres dans le même sens qui furent édictés postérieurement témoignent, plus énergiquement encore que les documents qui m'ont été fournis par les poètes, de la cruauté de la plupart des maltres envers leurs esclaves.

IV. Je lis dans l'*Építome* du livre 88 de l'Histoire de Tite-Live, livre perdu comme tant d'autres de la même Histoire, ce sommaire de quelques-uns des actes de haute justice exercés par Sylla durant sa dictature : « Octo millia dedito-
« rum in villa publica trucidavit Sulla; tabulas proscription-
« num posuit; urbem ac totam Italiam cædibus replevit, in-
« ter quas Prænestinos inermes concidi jussit. Marium, sena-
« torii ordinis virum, cruribus brachiisque fractis, auribus
« præsectis et effossis oculis, necavit. »

C'est de ces atrocités que parle Lucain dans plusieurs passages du deuxième livre de la *Pharsale*, passages que j'ai relevés pour la plupart en traitant des divers genres de supplices inventés par de féroces punisseurs pour la mise à mort de leurs victimes.

L'exécution en masse d'une foule d'habitants de Préneste, ville du Latium, massacrés par les ordres de Sylla, est aussi racontée par ce poète dans les vers qui suivent :

.....vidit fortuna colonos
Prænestina suos cunctos simul ense recisos,

Unius populum pereuntem tempore mortis.
 Tunc flos Hesperiae Latii jam sola juvenus,
 Concidit et miseræ maculavit ovilia Romæ.

(*Phars.*, II.)

Ce récit de Lucain prouve une fois de plus que les poètes latins se conformaient exactement à la vérité historique, quand ils rendaient compte de pareilles horreurs.

Les massacres ainsi exécutés par des tyrans sanguinaires ne sauraient être considérés, je le reconnais, comme des actes de la justice répressive proprement dite; mais ils montrent qu'à Rome, et c'est là tout ce que j'en veux conclure, il s'en fallait bien que l'on s'en tint toujours à la légalité dans l'application des peines, et qu'à certaines époques les châtimens et même les supplices arbitraires n'y étaient guère moins d'usage que ceux qui étaient autorisés par les lois.

Aussi avait-on été amené dans la jurisprudence à établir la distinction des peines légales, *legitimæ*, et des peines extra-légales, *illegitimæ*.

Les peines légales ont quelque peu varié suivant les temps. Dans le dernier état du droit, elles étaient, je crois, celles que j'ai spécifiées en tête du chapitre *des pénalités*.

Quant aux peines extra-légales, comme elles ne procédaient que de l'arbitraire, elles étaient par cela même indéterminées. On spécifiait cependant comme illégitime la mise à mort d'un condamné par la privation de toute nourriture, par la strangulation, par le poison, par la fustigation ou par la flagellation, et par la détention perpétuelle qui n'était pas non plus sans exemples.

Il faut aussi, je pense, placer au nombre des peines extra-légales au premier chef celle qui consistait à mettre à prix la tête d'un proscrit. Velcius Paternulus rapporte qu'il en fut fait application par le consul Opimius contre le tribun Gracchus; mais l'historien considérait comme un insigne abus de pouvoir l'emploi d'une pareille mesure contre la personne d'un citoyen romain : « Id unum nefarie ab Opimio proditur, quod capitis, non dicam Gracchi, sed

« civis romani pretium se daturum, idque auro repensurum
« proposuit. » (*Hist.*, II.)

V. Voici plusieurs passages de Tite-Live qui me semblent témoigner que dans certaines occasions l'emprisonnement était appliqué à titre répressif, même à des citoyens romains.

Dans une affaire criminelle qui donna lieu, en l'an 566, à un grand nombre de poursuites, et dont j'aurai à parler plus loin, les principaux coupables furent condamnés à la peine capitale. Quant à ceux en faveur desquels il existait quelques circonstances atténuantes, on se contenta de les laisser en prison, « eos in vinculis relinquebant ». (XXXIX, 18.) Beaucoup de ceux qui étaient compromis dans cette affaire, et qui tous, hommes et femmes, appartenaient à la classe des citoyens, s'étaient enfuis de Rome et se tenaient cachés dans des villes de l'Italie. Ils furent recherchés par un préteur dans la province dont il avait le gouvernement. La plupart furent arrêtés. Les uns, reconnus coupables, furent jugés et condamnés sur les lieux; les autres, envoyés à Rome, où par ordre du préteur ils furent jetés dans les prisons pour y subir la réclusion : « Multos, qui aut citati non adfuerant, aut vades deseruerant, in ea regione Italiæ latentes, partim noxios judicavit, partim comprehensos Romam ad senatum misit; in carcerem omnes a P. Cornelio (prætoire) conjecti sunt. » (XXXIX, 41.)

La même peine fut infligée à Q. Pleminius, accusé et convaincu d'avoir exercé à Locres des actes de brigandage et d'impiété, alors qu'il commandait la garnison romaine de cette ville. Arrêté et amené à Rome, il y fut condamné et jeté dans une prison où on le laissa longtemps enfermé, si longtemps que pour s'en échapper il imagina de faire mettre le feu pendant la nuit dans divers quartiers de Rome, espérant qu'à la faveur du tumulte occasionné par l'incendie il pourrait briser les portes de son cachot et recouvrer la liberté. Le complot fut révélé par ceux-là même qu'il avait chargés de l'exécuter. Il en fut référé au sénat. Par suite, on

descendit le prisonnier dans la fosse du *Tullianum*, où il fut mis à mort : « Q. Pleminius, qui propter multa in deos
 « hominesque scelera, Locris admissa, in carcerem con-
 « jectus fuerat, comparaverat homines, qui pluribus simul
 « locis urbis nocte incendia facerent, ut, consternata noc-
 « turno tumultu civitate, refringi carcer posset. Ea res in-
 « dicio conscriptorum palam facta, delataque ad senatum est.
 « Pleminius in inferiorem demissus carcerem est necatus-
 « que. » (*Ibid.*, 44.) Il est présumable que dans cette occa-
 sion l'ordre de mise à mort fut donné par le sénat.

On trouve dans Tite-Live plusieurs autres exemples de pareilles peines extra-légales, ainsi appliquées pour cause de sûreté publique, longtemps avant l'avènement de l'époque impériale.

La *mulcta* ou l'amende se convertissait quelquefois aussi en peine d'emprisonnement, lors, par exemple, que le condamné se refusait à l'acquitter. C'est du moins ce qu'il est permis d'inférer du fait suivant.

L. Scipion, Hostilius et Furius ayant été condamnés à des amendes, sous prétexte de péculat, ces deux derniers s'exécutèrent aussitôt après le jugement, en donnant des cautions aux questeurs de la ville. Il en fut autrement de L. Scipion. Il ne voulut pas se soumettre à la condamnation, persistant à soutenir que tout l'argent qu'il avait touché avait été déposé par lui au trésor, et qu'il ne possédait absolument rien qui fût la propriété de la république. On se mit alors en devoir de le conduire en prison. « Judiciis a Q. Terentio
 « prætore peractis, Hostilius et Furius, damnati, prædes
 « eodem die quæstoribus urbanis dederunt. Lucius Scipio,
 « quum contendisset oninem quam accepisset pecuniam in
 « ærario esse, nec se quicquam publici habere, in vincula
 « duci est coëptus. » (XXXVIII, 58.) Le vainqueur d'Antiochus échappa à cette humiliation grâce à l'intercession du tribun du peuple, T. Gracchus, qui s'opposa énergiquement à ce qu'un citoyen aussi éminent fût enfermé dans les mêmes prisons que les voleurs de nuit et les brigands pour y périr au fond d'un cachot ténébreux, aux portes duquel son cadavre

serait ensuite jeté : « ut in carcerem inter fures nocturnos
« et latrones vir clarissimus includatur et in robore et tene-
« bris expiret, deinde nudus ante carcerem projiciatur. »
(*Ibid.*)

Ce dernier passage nous fait voir que l'incarcération était alors un véritable supplice, qui souvent avait pour conséquence la mort du détenu.

La plupart des prisons publiques étaient établies dans des carrières, *latumix*. On les appelait *carcer latumiarum*, et quand on avait sujet de craindre que les prisonniers ne s'en échappassent, on les chargeait de lourdes chaînes. C'est un détail qui nous est encore fourni par Tite-Live : « Captivi, non
« minus decem pondo compedibus vincti, in nulla alia
« quam in carceris publici custodia essent. » (XXXII, 26.)

Ces documents historiques, rapprochés des textes divers que j'ai cités à l'article *de l'emprisonnement*, permettent, je crois, d'affirmer en toute assurance que même dans la Rome libre la détention était, sinon de droit, du moins de fait, une peine, et une peine des plus dures, applicable à toutes les classes de justiciables.

VI. Il me paraît résulter d'un fait également rapporté par Tite-Live que l'exil volontaire ou plutôt le simple changement de résidence était pour certains personnages un moyen de se soustraire même aux effets d'une action pécuniaire, telle que l'action dite *repetundarum*. « Deux magistrats romains, dit l'historien, étaient cités devant un tribunal de *recuperateurs* pour y rendre compte d'exactions par eux commises en Espagne, durant l'exercice de leur charge. Les incriminations dont ils étaient l'objet étaient des plus graves. Après une première discussion, les juges déclarèrent qu'il y avait lieu à délibérer plus amplement; mais un jour, où la cause devait être plaidée de nouveau, les accusés ne se présentèrent pas, et furent excusés sous prétexte qu'ils s'étaient exilés, l'un à Préneſte, l'autre à Tibur. » « Ad recuperatores adducti. . .
« gravissimis criminibus accusati ambo ampliatique, quum

« dicenda de integro causa esset, excusati exilii causa solum
« vertisse; Furius Præneste, Matienus Tibur exulatum abie-
« runt. » (XLIII, 2.)

L'affaire en resta là; ils gardèrent l'argent, et les plaignants en furent pour leurs frais de poursuite.

Si les choses se passaient souvent ainsi, il faut convenir qu'il était à Rome de bien faciles accommodements avec la justice, et que pour certains coupables l'exil était beaucoup moins une peine qu'un moyen d'échapper à la peine.

Parfois cependant ceux qui prenaient ainsi la fuite au cours du procès qui leur était intenté ne parvenaient qu'à soustraire leur personne au cbâtiment, et leurs biens restaient là qui payaient pour eux. Tite-Live en cite cet exemple : « Conscientia sibimet ipsi exilium consciscentes, quum ab-
« sentes damnati essent, corporibus subtractis, bona tantum,
« quæ publicari poterant, pignoranda pœnæ præbebant. » (XXIX, 36.)

Mais cela n'arrivait guère que dans le cas où les poursuites étaient dirigées, pour cause politique, par l'autorité publique, comme dans les circonstances auxquelles se rapportent le passage ci-dessus de Tite-Live et cet autre du même auteur où il est dit que Fulvius, cité à comparaître devant le peuple, comme accusé du crime de *perduellio*, s'exila volontairement à Tarquinies, ville de l'Étrurie, avant le jour fixé pour le jugement, et que le procès n'eut pas d'autres suites, le peuple trouvant que cet accusé s'était fait lui-même bonne et suffisante justice : « Postquam dies comitiorum
« aderat, Cn. Fulvius, exsulatum Tarquinius abiit; id ei
« justum exilium scivit plebs. » (XXVI, 3.)

VII. La peine du péculat était généralement pécuniaire. On punissait le coupable par où il avait péché, et on lui faisait, comme on dit vulgairement, rendre gorge, en le frappant d'une amende dont le taux était plus ou moins exactement proportionné à l'importance du détournement qu'on présumait avoir été commis par lui au préjudice de l'État.

Ce fut ainsi qu'une amende de cent mille as fut requise par les tribuns du peuple contre Acilius Glabrio, qu'ils accusaient de n'avoir pas fait figurer dans son triomphe et de s'être indûment approprié une partie de l'argent et du butin conquis par lui sur Antiochus. Mais, en considération d'une circonstance dont il est rendu compte par Tite-Live, le peuple ne voulut point se prononcer sur les réquisitions des tribuns, qui durent se désister de leurs poursuites. « Tribuni plebis
« ei (Acilio) diem dixerunt quod pecuniæ regię prædæque
« aliquantum captæ in Antiochi castris, neque in triumpho
« tulisset, neque in ærarium retulisset. . . . centum mil-
« lium multa irrogata erat. Bis de ea re certatum est; tertio,
« quum de petitione destitisset reus, populus de multa
« suffragium ferre noluit, et tribuni eo negotio destiterunt. »
(XXXVII, 57-58.)

Dans une autre occurrence, l'amende requise par les tribuns du peuple et prononcée par les comices fut d'un million d'as : « C. Lucretium, ubi dies quæ dicta erat venit, tribuni
« ad populum accusarunt, multamque decies centum millium
« æris dixerunt. Comitibus habitis, omnes quinque et triginta
« tribus eum condemnaverunt. » (XLIII, 8.)

J'induis de ces faits que la *multa* était souvent une peine fort grave, d'autant qu'elle avait pour sanction, comme on vient de le voir, la faculté d'incarcération du condamné qui ne l'acquittait pas ou qui ne fournissait pas immédiatement des cautions solvables.

DEUXIÈME SECTION.

JURIDICTIONS CRIMINELLES.

I. Trois faits historiques, rapportés par Tite-Live, viennent à l'appui des documents sur lesquels je me suis fondé, sinon pour affirmer, du moins pour conjecturer que les pontifes avaient à Rome une juridiction répressive en matière d'attentats contre la religion.

Le premier fait est celui-ci :

En l'an 536 de Rome, le scribe d'un pontife, L. Cantilius, fut reconnu coupable d'avoir entretenu des relations intimes avec la vestale Floronia. En expiation de ce fait, il fut flagellé jusqu'à la mort dans le lieu où se tenaient les comices. Il paraît même, d'après le récit de l'historien, que ce supplice lui fut infligé de la main même du grand pontife : « L. Cantilius, scriba pontificis, quos nunc minores pontifices appellant, qui cum Floronia (vestali) stuprum fecerat, a pontifice maximo eo usque virgis in comitio cæsus erat, ut inter verbera expiraret. » (XXII, 57.)

Voici les deux autres faits :

Dix ans plus tard, en 546, le feu que les vestales étaient tenues d'entretenir la nuit comme le jour dans le temple de Vesta, vint à s'éteindre, par la négligence de l'une d'elles. Rome tout entière fut consternée par cet événement de sinistre augure. De l'ordre du pontife, la vestale coupable de cette négligence eut à subir la peine du fouet : « Plus omnibus aut nuntiatis peregre, aut visis domi prodigiis, terruit animos hominum ignis in æde Vestæ extinctus; cæsaque flagro est vestalis cujus custodia noctis ejus fuerat, jussu P. Licinii, pontificis. » (XXVII, 44.)

Il en fut de même en 574, à l'occasion d'un pareil accident : « Vestæ penetralis ignis extinctus; virgo cujus custo-

« dia fuerat jussu M. Æmilii, pontificis maximi, flagro
« cæsa. » (XLI, 2.)

Il y a là, ce me semble, la preuve que les pontifes faisaient par eux-mêmes justice de certains actes délictueux portant offense à la religion. S'ils en agissaient ainsi, on peut croire que la législation ou la coutume leur attribuait ou leur reconnaissait un pouvoir judiciaire en cette matière.

J'ajoute ici un autre fait judiciaire qui confirme l'un de ceux que j'ai cités pour en induire que le grand pontife prononçait quelquefois des condamnations à l'amende contre les fonctionnaires religieux qui lui étaient subordonnés.

En 563, Q. Fabius Pictor, flamine quirinal, ayant été nommé préteur, se disposait à partir pour la Sardaigne, dont le gouvernement lui était échu en partage, lorsque le grand pontife Licinius intervint pour s'opposer à son départ, prétendant que les fonctions religieuses de ce préteur exigeaient sa présence à Rome. De vives contestations s'élevèrent à ce sujet. De part et d'autre, on prit des gages, on se condamna respectivement à des amendes, et des appels furent formés devant le peuple. Finalement, la religion l'emporta, et le préteur dut se soumettre aux exigences de son chef religieux; le peuple fit remise des amendes prononcées, et pour dédommager le flamine le sénat le chargea de rendre, à Rome, la justice entre les pérégrins. Voici le passage de Tite-Live qui rend compte de ce débat : « Certamen intra P. Licinium, « pontificem maximum, fuit et Q. Fabium Pictorem, flami-
« nem quirinalem, qualem, patrum memoria, intra L. Marcellum et Postumium Albinum fuerat. Consulem illum, cum
« C. Lutatio, collega, in Siciliam ad classem proficiscentem, « ad sacra retinuerat Metellus, pontifex maximus. Prætorem
« hunc ne in Sardiniam profisceretur P. Licinius tenuit;
« et in senatu et ad populum magnis contentioneibus certatum est, et imperia inhibita ultro citroque; et pignora
« capta et multæ dictæ, et tribuni adpellati, et provocatum
« ad populum est. Religio ad postremum vicit ut dicto audiens esset flamen pontifici; et multæ ex jussu populi remissæ. Ira provinciæ ereptæ prætorem magistratu abdicare se conantem Patres auctoritate sua deterruerunt, et ut

« jus inter peregrinos diceret decreverunt. » (XXXVII, 51.)

Puisqu'il était fait appel devant le peuple des condamnations à l'amende prononcées par le grand pontife, n'en doit-on pas conclure que celui-ci avait compétence pour infliger des peines en premier ressort?

II. Depuis l'impression du second volume de cet ouvrage, j'ai reconnu que je n'avais pas seul conjecturé que les centumvirs étaient plus ou moins fréquemment appelés à connaître de faits passibles de l'application d'une peine publique.

Un savant auteur cite, comme pouvant étayer cette conjecture, les trois textes qui suivent :

« Omnis hæc quæstio an huic delicto pater debuerit ignoscere, et centumviri tribuere debeant veniam. » (QUINTIL., VII, 4.)

« Quibus judiciis capitalibus, ut (*aliàs* aut) apud centumviros, ipsi judices exigunt sollicitas et accuratas actiones. » (ID., IV, 4.)

« In quodam judicio centumvirali, quum diceretur jusjurandi conditio aliquando facta ab adversario, induxit ejusmodi figuram, qua illi omnia crimina retegeret. » (SEN., *Controv.*, III, 13.)

J'ai vérifié ces textes de près, et je dois dire qu'il ne m'a pas paru qu'ils pussent être sûrement interprétés dans le sens de l'attribution d'une compétence criminelle au tribunal des centumvirs.

Les documents poétiques que j'ai relevés me semblent plus concluants.

Je fais remarquer qu'il n'est aucunement question dans l'Histoire de Tite-Live de la juridiction des centumvirs ; mais peut-être en était-il parlé dans ceux des livres de cette Histoire qui ne nous sont pas parvenus.

III. J'aurais dû peut-être compter au nombre des juridictions répressives le tribunal des censeurs. Tite-Live en effet nous apprend que non-seulement ces magistrats condamnaient

parfois des citoyens à démolir des constructions élevées sur des terrains dépendant du domaine public, « Clientem liber-
« tinum parietem in sacra via adversus ædes publicas de-
« moliri jusserant, quod publico inædificatus esset, » mais qu'ils prononçaient aussi des amendes pour de pareilles infractions, comme le prouve la suite du passage qui précède :
« Quum præter Rutilium (tribunum plebis) nemo interce-
« deret, censores ad pignora capienda miserunt, multam-
« que pro concione privato dixerunt. » (XLIII, 16.)

Je crois cependant que c'était là un cas exceptionnel, et qu'habituellement les censeurs ne faisaient pas, à proprement parler, fonction de juges.

IV. En parlant de la compétence judiciaire des édiles en matière criminelle, j'ai fait observer que les amendes formaient une forte branche des voies et moyens qu'employaient ces magistrats pour satisfaire à certaines dépenses d'utilité publique.

Cette remarque trouve sa confirmation dans le texte suivant de Tite-Live, où il est énoncé que les édiles curules firent placer dans le Capitole, comme ornement de ce temple, douze boucliers dorés, qu'ils s'étaient procurés avec l'argent provenant des amendes prononcées contre les accapareurs de blés, et qu'un édile du peuple, voulant aussi gratifier le Capitole de deux statues dorées, avait trouvé la somme nécessaire pour cette dépense en provoquant, à lui tout seul et sans le concours de son collègue, qui n'avait pas cru devoir user de ce moyen, une condamnation pécuniaire contre un particulier inculpé de quelque contravention : « Duode-
« decim clypea aurata, ab ædilibus curulibus..... sunt po-
« sita, ex pecunia qua frumentarios ob annonam compres-
« sam damnarunt; et ædilis plebis Q. Fulvius Flaccus duo
« signa aurata, uno reo damnato (nam separatim accusave-
« rant) posuit. Collega ejus, Ælius Cæcilius, neminem con-
« demnavit. » (XXXVIII, 35.)

Remarquons en passant que de ce dernier texte il semble résulter qu'ordinairement les deux édiles se réunissaient

pour exercer collectivement leurs poursuites, et que dans la circonstance indiquée par l'historien il avait été dérogé à cette règle.

En regard de ces citations empruntées à Tite-Live je place celle-ci, qui m'est fournie par Pliny l'ancien : « Flavius vovit
« ædem Concordiæ si populo reconciliasset ordines; et quum
« ad id pecunia publica non decerneretur, ex multatitia,
« fœneratoribus condemnatis, ædiculam æream fecit. »
(*Hist. nat.*, XXXIII, 6.)

Ici c'était un édile curule qui condamnait des usuriers pour pourvoir à la dépense de la construction d'un temple qu'il avait voué à la *Concorde*.

Instruction criminelle.

I. Je crois devoir ajouter ici à ce que j'ai dit sur la-procédure criminelle des Romains quelques détails extraits du récit fait par Tite-Live des poursuites exercées, en l'an 566 de Rome, pour la répression des attentats aux mœurs et autres crimes qui se commettaient dans les *Bacchanales*.

L'un des consuls, averti par un renseignement confidentiel, se saisit d'office de ces poursuites. Après avoir secrètement recueilli des indices, il s'assura tout d'abord de la personne des révélateurs; puis, comme l'affaire intéressait la cité tout entière et présentait les caractères d'une sorte de conjuration, il en fit son rapport au sénat, qui lui donna l'ordre, ainsi qu'à son collègue, de poursuivre extraordinairement, de faire rechercher et arrêter les principaux coupables et d'offrir une récompense à ceux qui les feraient découvrir : « Quæstionem de Bacchanalibus sacrisque noc-
« turnis extra ordinem consulibus mandant..... indices
« præmiis invitare jubent; sacerdotes eorum sacrorum, seu
« viri, seu feminæ essent, non Romæ modo, sed per omnia
« fora et conciliabula conquiri, ut in consulum potestate
« essent. »

En vertu de ce mandement du sénat, les consuls chargèrent les édiles curules de faire procéder à l'arrestation des

personnes qui présidaient aux réunions nocturnes, dites *Bacchanales*, et de les garder en lieu sûr durant le cours de l'information. Il fut en outre ordonné aux édiles du peuple et aux *triumviri capitales* de poster des agents de surveillance dans les divers quartiers de la ville afin d'empêcher les conciliabules clandestins et de prévenir les incendies qu'on redoutait de la part des membres de l'association. A cet effet les quinquévirs furent adjoints aux triumvirs : « Consules
 « *ædilibus curulibus imperarunt ut sacerdotes ejus sacri*
 « *omnes conquirerent, comprehensosque libero conclavi ad*
 « *quæstiones servarent; ædiles plebis videre ne qua sacra*
 « *in operto fierent; triumviris capitalibus mandatum est ut*
 « *vigilias disponerent per urbem, servarentque ne qui noc-*
 « *turni cœtus fierent; utque ab incendiis caveretur, adjuto-*
 « *res triumviris quinquéviri uti 'cis Tiberim suæ quisque*
 « *regionis ædificiis præessent.* »

Ces dispositions prises, les consuls convoquèrent le peuple, et l'un d'eux, montant à la tribune aux harangues, lui rendit compte de tout ce qui s'était passé. Après quoi, lecture fut donnée des sénatusconsultes intervenus à ce sujet, et des promesses de récompense pour quiconque livrerait ou dénoncerait ceux contre lesquels l'autorité voulait sévir : « Re-
 « citari deinde senatusconsulta jusserunt, indicique præ-
 « mium præposuerunt, si quis quem ad se deduxisset no-
 « menve absentis detulisset. »

Les consuls indiquaient en outre de quelle manière il serait procédé au jugement des accusés fugitifs ou absents, puis faisaient défense expresse par un édit de rien vendre ou acheter à ceux de ces accusés qui prendraient la fuite, de recevoir, de recéler, ou aider en quoi que ce fût ceux qui tenteraient de se soustraire aux poursuites : « Ne quis quid
 « fugæ causa vendidisset, neve emissæ vellet; ne quis reci-
 « peret, celaret, ope ulla juvaret fugientes. »

Des gardes avaient été placés à chacune des portes de la ville. Il se fit là de nombreuses arrestations par le ministère des triumvirs. Les dénonciations furent aussi très-multipliées. Les consuls durent se transporter en divers lieux hors de Rome pour y instruire le procès des inculpés. Ils les jugeaient

eux-mêmes, et la plupart des hommes contre lesquels s'élevaient les plus fortes charges furent mis à mort par leurs ordres : « Plures necati quam in vincula coniecti sunt. » Quant aux femmes reconnues coupables, ils les livraient à ceux de leurs proches sous la puissance desquels elles étaient placées, et ceux-ci avaient ordre de les punir dans l'intérieur de la famille; sinon, elles subissaient une peine publique : « Mulieres damnatas cognatis aut in quorum manu essent » tradebant, ut ipsi in privato animadverterent in eas : si « nemo erat idoneus supplicii exactor, in publico animad- » vertebatur. »

Le récit de cet événement judiciaire est longuement développé dans Tite-Live (liv. XXXIX, 14 et suivants). Je n'en relève que les passages qui précèdent pour en conclure

1° Que dans la seconde moitié du sixième siècle de Rome les consuls exerçaient encore leurs pouvoirs judiciaires en matière criminelle, lorsqu'un grave intérêt public nécessitait leur intervention, autorisée d'ailleurs par le sénat;

2° Qu'en pareil cas ils agissaient d'office et sans qu'il fût besoin que des accusateurs se présentassent;

3° Qu'une récompense était offerte à ceux qui arrêteraient les inculpés ou qui procureraient à l'autorité le moyen de les saisir;

4° Qu'il était défendu de prêter assistance aux inculpés qui étaient en fuite;

5° Qu'enfin, dans ces affaires exceptionnelles, où se trouvaient impliqués des milliers d'individus, on se relâchait beaucoup des formes ordinaires, motif pour lequel sans doute on s'abstenait d'employer le ministère des préteurs, celui des édiles admettant plus d'arbitraire.

Je trouve encore dans Tite-Live un autre fait d'où se déduisent les mêmes conclusions.

En l'an 542, un incendie éclata à Rome pendant la nuit sur plusieurs points à la fois. La cause n'en pouvait être attribuée qu'à la malveillance. Ce fut encore un consul qui se chargea dans cette circonstance de rechercher les auteurs du crime. Comme les preuves manquaient, il publia, de l'au-

torité du sénat, un édit par lequel une récompense était promise à ceux qui feraient connaître les coupables. Si le révélateur était de condition libre, il devait recevoir une somme d'argent; s'il était esclave, la liberté : » Consul ex auctoritate « senatus pro concione edixit qui, quorum opera id conflatum incendium, profiteretur, præmium fore, libero pecuniam, servo libertatem. » (XXVI, 27.)

Désirant gagner la prime offerte aux dénonciateurs, un esclave accusa son maître et plusieurs autres jeunes Campaniens d'être les auteurs de l'incendie. Ceux-ci furent soumis à la question, par ordre du consul, en plein Forum. Tous firent l'aveu du crime et en subirent la peine, de même que ceux de leurs esclaves qu'ils avaient pour complices. La liberté fut ensuite accordée à l'esclave dénonciateur, qui reçut en outre une somme d'argent : « Ut coram coarguebantur et quæstio ex ministris facinoris Foro medio cœpta est; fassi omnes, atque in dominos servosque conscios animadversum est. Indici libertas data, et viginti millia æris. » (*Ibid.*).

On pourra remarquer que ces deux documents historiques confirment pleinement les conséquences que j'ai tirées de diverses autres citations produites dans la section relative à l'instruction criminelle chez les Romains.

II. Sous ce même titre de *l'instruction criminelle*, j'ai noté que les édiles étaient du nombre des magistrats qui remplissaient à Rome des fonctions analogues à celles de nos officiers de police judiciaire, et qui avaient qualité pour intenter devant les comices des poursuites contre des inculpés appartenant à la classe des citoyens.

Voici quelques extraits de l'Histoire de Tite-Live qui témoignent de ce fait et qui montrent en même temps quelle était la nature des actes délictueux pour la répression desquels ils agissaient comme partie poursuivante.

Le premier de ces extraits, qui se rapporte à l'an 434 de Rome, porte que les édiles citèrent en justice un grand nombre de citoyens qui, contrairement aux prohibitions

des lois alors en vigueur, possédaient plus de terre qu'il ne leur était permis d'en avoir : « Eo anno, plerisque dies dieta
« ab ædilibus, quia plus quam lege sinitum erat agri possi-
« derent. » (X, 13.)

Le second extrait parle de poursuites dirigées, en l'an 456, par les édiles curules contre des usuriers, qui sans doute (l'auteur ne s'en explique pas) avaient contrevenu à la loi faisant défense de prêter de l'argent à des mineurs de vingt-cinq ans, et qui furent condamnés à des amendes :
« Eodem anno, Cn et Q. Ogulini, ædiles curules, aliquot
« sœneratoribus diem dixerunt, quorum bonis multatis ex
« eo, quod in publicum redactum est, ænea in Capitolio
« limina, et trium mensarum argentea vasa in cella Jovis...
« posuerunt. » (X, 23.) (1)

Je rappelle en outre un passage du même auteur, que j'ai cité dans l'*Appendice* des attentats aux mœurs, et dans lequel il est rapporté qu'un citoyen du nom de Flavius fut traduit, en l'an 427, par les mêmes magistrats devant le peuple, sous prévention d'un attentat à la pudeur commis sur la personne d'une matrone.

Ces divers textes historiques prouvent qu'à l'époque dont je parle les édiles avaient compétence pour poursuivre la répression des contraventions aux lois somptuaires, ainsi qu'à certaines inhibitions et défenses faites aux usuriers, et particulièrement celle des actes délictueux portant atteinte aux bonnes mœurs.

Cette compétence était-elle indistinctement attribuée aux édiles du peuple et aux édiles curules ? Je pose cette question sans chercher à la résoudre, car les lumières me manquent pour l'éclaircir. Mais je crois pouvoir conclure de deux autres textes de Tite Live que c'étaient les édiles du peuple qui faisaient condamner par les comices les auteurs de délits de pâturage commis sur les terrains appartenant à la cité :
« Et ab ædilibus plebeiis, L. Ælio Lædo et C. Fulvio Curvo,
« ex multatitia pecunia quam exegerunt pecuariis dam-

(1) On remarquera la parfaite analogie de ce fait avec celui que j'ai cité ci-dessus, d'après Plin^e l'ancien.

« natis, ludi facti pateræque aureæ ad Cereris positæ. » (X, 23.) — « *Ædiles plebei multos pecuarios ad populi iudicium adduxerunt; tres ex his condemnati sunt. Ex eorum multaticia pecunia ædem in insula Fauni fecerunt.* » (XXXIII, 42.)

Une autre observation ressort de ces deux derniers passages, et de celui qui précède, c'est que, comme je l'ai déjà noté, les amendes infligées par sentence des édiles, ou par le peuple sur leurs poursuites, étaient employées, en tout ou en partie, soit à payer les frais des jeux et des spectacles donnés au public, soit à la construction de nouveaux temples, soit aux réparations et à l'ornementation de ceux qui existaient. On peut même croire, d'après ce qu'en dit Tite-Live, et dans les passages cités ci-dessus et dans plusieurs autres de son Histoire, que la *multaticia pecunia*, ou l'argent provenant des amendes, était une monnaie que battaient les édiles, quand ils en avaient besoin, pour subvenir à des dépenses de cette sorte.

III. Durant la période républicaine, il y avait à Rome des agents secondaires de la police judiciaire désignés sous la dénomination générique de *minores magistratus*.

De ce nombre étaient les *quinqueviri*, et les *magistri vicorum*, ou commissaires de quartiers. Ils étaient placés sous les ordres des magistrats supérieurs, et adjoints au besoin aux *triumviri capitales*. Je citais tout à l'heure un passage de Tite-Live où il est dit que les *quinqueviri* furent appelés à venir en aide aux *triumviri capitales* pour procéder à l'arrestation des personnes compromises dans l'affaire des *Bacchanales*. Un autre passage du même historien nous montre les *minores magistratus* fonctionnant de concert avec les *triumviri* lors des poursuites dirigées contre les captifs carthaginois inculpés de conspiration. « *Itaque et Romæ vigiliæ per vicos servatæ, jussuque eirenmiæ eas minores magistratus; et triumviri carceris lautumiarum intentiorem custodiam habere jussi.* » (XXXII, 26.)

Les *magistri vicorum* sont mentionnés dans le texte suivant

du même historien : « Hic Romæ infimo generi magistris vicorum togæ prætextatæ jus permittemus. » (XXXIV, 7.) Ce dernier texte nous apprend que les *magistri vicorum* étaient des magistrats d'un ordre infime, mais qu'ils n'en étaient pas moins autorisés à porter la prétexte, en signe de leur petite magistrature (1).

On voit aussi par ce qui précède que les *vigilæ*, ou gardes et rondes de nuit, étaient organisées à Rome dans le sixième siècle, époque à laquelle se réfèrent les passages que je viens de relever.

Mais cette organisation de la police laissait sans doute beaucoup à désirer. Elle fut améliorée sous l'empire, par l'institution du *præfectus vigilum*.

IV. Dans le paragraphe relatif aux moyens d'instruction criminelle employés chez les Romains, j'ai cité, d'après Tacite, Valère-Maxime et quelques autres auteurs, divers exemples de l'inébranlable constance avec laquelle des inculpés supportaient les tortures de la question, sans laisser échapper les aveux ou les déclarations qu'on voulait leur arracher par la douleur. En voici deux autres que j'emprunte à Pline l'ancien : c'est d'abord celui d'une courtisane que ses bourreaux ne purent contraindre à révéler ce qu'elle savait à la charge de deux meurtriers d'un tyran ; c'est ensuite celui d'Anaxarchus, qui soumis à la même épreuve pour un parçil fait se coupa lui-même la langue avec les dents, et la cracha à la face de celui qui le faisait martyriser, détruisant par là tout espoir d'obtenir de lui

(1) Dans la 4^e partie de cet ouvrage, intitulée *De la justice distributive et des juges*, tome III, page 18, j'ai énoncé que les *decemviri* et les *triumviri capitales* avaient sans doute, comme les magistrats supérieurs, un costume officiel et distinctif de leur fonction. Je crois pouvoir affirmer, d'après ce texte de Tite-Live, qu'ils avaient droit à la *prætexte*. Ce costume, du reste, était celui de tous les magistrats, même des magistrats de petites villes, à quelque degré de la hiérarchie judiciaire qu'ils appartinssent.

des révélations : « Patientia corporis, ut est crebra sors calamitatum, innumera documenta peperit. Clarissimum in feminis, Læonæ meretricis, quæ, torta, non indicavit Harmodium et Aristogitonem tyrannicidas; in viris, Anaxarchi, qui, simili de causa cum torqueretur, prærasam denti linguam, unicamque spem indicii, in tyranni os expuit. » (*Hist. nat.*, VII, 23.)

Accusation. — Défense.

I. On peut inférer de quelques faits judiciaires rapportés par Tite-Live qu'à l'époque où des accusations capitales étaient portées devant les comices par les tribuns du peuple, ces magistrats étaient tenus de demander jour au préteur urbain pour citer l'accusé à comparaitre.

En 541, pendant la guerre punique, le tribun Sempromnius, voulant traduire devant le peuple, comme accusé du crime de *perduellio*, l'ancien consul Cn. Flavius, qui avait pris la fuite après avoir perdu la bataille de Cannes, s'adressa au préteur pour obtenir l'indication du jour du jugement : « Tum Sempronium perduellionis se judicare Cn. Flavio dixit, diemque comitiis, ab L. Calpurnio, prætore Urbis, petit. » (XXVI, 3.)

En 583, il fut procédé de même à l'occasion d'une autre accusation de *perduellio* qu'un tribun du peuple intentait contre le censeur T. Gracchus et son collègue. Le tribun accusateur commença par mettre l'interdit sur les biens de Gracchus, *bona consecravit*, lui signifia ainsi qu'à l'autre censeur qu'il entendait les faire juger pour crime de *perduellio*, et demanda jour au préteur urbain pour la convocation des comices : « Tribunus plebis primum bona T. Gracchi consecravit... C. Claudio diem dixit, et utrique censori perduellionem se judicare pronuntiavit; diemque comitiis a C. Sulpicio, prætore urbano, petiit. » (XLII, 16.)

II. Dans cette dernière affaire, les deux censeurs, qui n'étaient poursuivis que pour avoir fait rigoureusement, mais

justement, leur devoir, et qui, en définitive, furent acquittés de l'accusation portée contre eux, n'en furent pas moins obligés de prendre, comme accusés, l'attitude humiliante dont la coutume leur faisait une obligation. Après avoir déposé publiquement l'anneau d'or, signe de leur magistrature, ils changèrent de vêtement, et se mirent à parcourir en suppliants les rangs du peuple appelé à les juger : « Ex-
« templo principes civitatis in conspectu populi, annulis
« aureis positis, vestem mutarunt et supplices plebem cir-
« cumierunt. » (*Ibid.*)

En voyant à quelles avanies étaient exposés les plus hauts fonctionnaires de la républicain, même durant l'exercice de leur magistrature, on se demande comment il se pouvait que ces charges, qui n'étaient guère qu'honorifiques, fussent recherchées avec tant d'ardeur.

APPENDICE DE LA QUATRIÈME PARTIE.

DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE ET DES JUGES.

TOME III.

I. Deux faits judiciaires que je rencontre dans l'Histoire de Tite-Live vont confirmer ce que j'ai dit, d'après d'autres auteurs, de la partialité ou des coupables complaisances de certains prêteurs romains.

En 580, une accusation avait été intentée par des Liguriens contre le consul M. Popillius ; elle était grave. Long-temps il parvint à l'éluder ; mais les tribuns du peuple le mirent en demeure d'y répondre dans un délai de rigueur. Il dut enfin comparaitre devant le préteur C. Licinius. Là, il plaida sa cause à deux reprises différentes. A la troisième audience, le magistrat, par esprit de faveur pour la famille Popillia, dont l'un des membres exerçait alors les fonctions de consul et se trouvait absent de Rome, renvoya la cause aux prochaines ldes de mars, époque à laquelle il devait rentrer dans la vie privée, par l'expiration de l'année de sa préture. La plainte des Liguriens fut ainsi écartée, dit Tite-Live, par un expédient frauduleux : « M. Popillius bis apud « C. Licinium causam dixit; tertio prætor, gratia consulis « absentis et Popilliaæ familiae precibus victus, Idibus Mar- « tiis adesse reum jussit, quo die novi magistratus ini- « turi erant honorem, ne diceret jus, qui privatus futurus « esset. Ita rogatio de Liguribus arte fallaci elusa est. » (XLII, 22.)

L'année suivante, une autre plainte fut portée par des Espagnols contre les prêteurs Furius et Matienus, qu'ils accusaient d'exactions. Les plaignants demandèrent au sénat qu'il leur fût permis de plaider leur cause devant un tri-

bunal composé de cinq *recuperatores* choisis parmi les Pères conscripts, et que des avocats fussent désignés d'office pour les patroner. Il fut fait droit à leur demande; mais les avocats, qui étaient tous des patriciens, s'entendirent avec le préteur Canuleius pour traîner l'affaire en longueur, ce qui permit aux accusés de couper court à l'accusation en simulant un exil volontaire : « Fama erat, « dit l'historien, *prohiberi a patronis nobiles ac potentes* « *compellare ; auxitque eam suspicionem Canuleius prætor,* « *quod, ommissa ea re, delectum habere instituit, dein re-* « *pente in provinciam abiit ne plures Hispanis vexarentur.* » (XLIII, 2.)

Ainsi, suivant Tite-Live, on avait si bonne opinion de la justice qu'on supposait que le préteur avait disparu tout exprès pour n'avoir point à s'occuper des plaintes, quelque légitimes qu'elles pussent être, portées par des provinciaux contre de nobles et puissants personnages.

Je crois fort qu'en relevant ces faits Tite-Live voulait montrer que les chefs de la magistrature judiciaire étaient loin de présenter toutes les garanties désirables d'impartialité et de droiture.

II. J'ai relevé dans la 4^e partie (tome III, pages 37 et 38) quelques passages de Térence, d'Ovide et de Claudien, qui témoignent qu'à Rome les richesses étaient souvent pour ceux qui les possédaient une cause de poursuites et de condamnations judiciaires, et j'ai confirmé ces documents poétiques par un fragment de l'Histoire de Tacite.

Un autre historien, Velleius Paterculus, certifie le même fait dans l'extrait suivant de son livre : « *Id quoque accessit* « *ut sævitæ causam avaritia præberet, et modus culpæ ex* « *pecuniæ modo constitueretur, et qui fuisset locuples* « *fieret nocens, sui quisque periculi merces foret, nec quid-* « *quam videretur turpe quod esset quæstuosum.* » Ceci se rapporte au temps de Marius et de Sylla; et l'on voit par le langage de l'auteur qu'à cette époque-là l'opulence n'était pas sans de grands périls, et que plus on était riche,

plus on était exposé aux rigueurs de la justice. Cela du reste ne se voyait guère que sous des gouvernements oppressifs ou réactionnaires.

III. Originellement, les *judices* étaient choisis dans l'ordre des sénateurs, et il en fut ainsi pendant longtemps; mais l'esprit de vénalité s'étant introduit dans le personnel de la judicature, on trouva bon d'en recruter les éléments dans une autre classe, dans l'ordre équestre, qui durant cinquante années consécutives composa la liste du jury pour le jugement des affaires civiles et criminelles. Suivant Cicéron, aussi longtemps que la judicature fut exercée par cet ordre, pas le plus léger soupçon de vénalité ne s'éleva contre les juges : « Quum equester ordo judicaret, annos prope quinquaginta continuos, nulla ne tenuissima quidem suspicio acceptæ pecuniæ ob rem judicandam constituta fuit. » (*In Verrem actio prima*, XIII.)

Mais l'ordre des sénateurs parvint à ressaisir le privilège qu'il avait perdu. Il en avait repris possession dix années avant l'époque où Cicéron portait son accusation contre Verrès, et dans cet espace de temps la justice était redevenue vénale. « Inter decem annos, dit encore Cicéron, postquam judicia ad senatum translata sunt, omnia in rebus judicandis nefarie flagitioseque facta sunt. » (*Ibid.*)

On peut voir dans la même *Verrine*, *loco citato*, que l'orateur, se défiant de l'incorruptibilité des juges devant lesquels il parlait, leur rappelait, avec le franc parler que lui permettait la fonction d'édile dont il était alors investi, de nombreux exemples de condamnations prononcées contre des juges qui avaient vendu la justice; entre autres, celui d'un sénateur qui, dans une même affaire, avait reçu de l'accusé une somme d'argent à partager entre ses collègues et lui, et de l'accusateur une autre somme pour condamner cet accusé : « Inventus est senator, qui quum judex esset, in eodem judicio, et ab reo pecuniam acciperet quam judicibus divideret, et ab accusatore ut reum condemnaret. »

Ce fut sur la proposition de C. Gracchus que les jugements furent enlevés à l'ordre des sénateurs et attribués à celui des chevaliers, et ce fut Sylla qui les rendit aux sénateurs un demi-siècle plus tard. Ultérieurement, sous le consulat de Cotta, ils furent répartis dans d'égales proportions entre les deux ordres ; ainsi le constate Velleius Paterculus : « Cotta judicandi munus, quod C. Gracchus ereptum senatui » ad equites, Sulla ab illis ad senatum transtulerant, æqualiter inter utrumque ordinem partitus est. » (*Hist.*, I.)

Nous avons vu que dans la suite les chevaliers, comme les sénateurs, furent accusés de faire argent de leur office de juge.

IV. Les poètes, comme on le sait, reprochaient aux magistrats et aux juges de pécher, les uns par excès d'indulgence, les autres par excès de sévérité. Ce double reproche devait être assez généralement mérité, car, par un règlement intitulé *De officio præsidis*, il était recommandé aux magistrats de ne pas s'emporter avec violence et jusqu'à la fureur contre ceux de leurs justiciables qui leur paraissaient condamnables, comme aussi de ne pas s'apitoyer jusqu'aux larmes sur le sort des malheureux qui imploraient leur clémence ; de ne laisser apparaître aucune de leurs impressions intimes ; de toujours se montrer impassibles et de relever par la dignité du caractère l'autorité de leurs fonctions. C'était le jurisconsulte Callistrate qui leur donnait ces instructions, dont ils avaient vraisemblablement grand besoin : « In cognoscendo, nequo excandescere » adversus eos quos malos putat, neque precibus calamitosorum inlacrymari oportet : id enim non est constantis » et recti iudicis, cujus animi motum vultus detegit, et » summum ita jus reddere debet ut auctoritatem dignitatis ingenio suo augeat. » (L. 19, § 1. ff., *De officio præsidis*.)

APPENDICE DE LA CINQUIÈME PARTIE.

BARREAU ROMAIN.

TOME III.

I. On n'est pas d'accord sur le texte du célèbre vers que j'ai cité tome III, page 99, et dont Cicéron paraît être l'auteur.

Dans quelques éditions des classiques latins, ce vers est ainsi formulé :

Cedant arma togæ; concedat laurea laudi.

Dans d'autres, la formule est celle que j'ai reproduite :

Cedant arma togæ, concedat laurea linguæ.

Ceux qui adoptent la première leçon prétendent que le mot *laus* doit s'entendre particulièrement de la gloire, qui était la récompense des succès oratoires, et qu'il est employé ici par opposition au mot *laurea*, couronne de laurier, qui était le prix des succès militaires.

Il m'a semblé que les mots *concedat laurea linguæ* rendaient plus clairement la pensée de l'auteur. Ce qui peut justifier la préférence que je donne à cette leçon, c'est qu'elle est celle de Pliny l'ancien, qui la rappelle dans le passage suivant de son *Histoire naturelle*, où il adresse en ces termes ses hommages à la mémoire de Cicéron :
« Salve, primus omnium patriæ pater appellate, primus in
« toga triumphum *linguæque lauream* merite, et facundiæ
« latiarumque literarum parens, atque (ut dictator Cæsar,
« hostis quondam tuus, de te scripsit), omnium trium-
« phorum lauream adepte majorem, quanto plus est in-
« genii romani terminos in tantum promovisse quam im-
« perii.... (VII, 34.)

Voici, du reste, l'endroit du traité *De officiis* dans lequel la citation est produite : « Illud autem optimum est, in quo invadi solere ab improbis et invidis me audio :

Cedant arma togæ.

« Ut enim alios omittam, nobis rempublicam gubernantibus, nonne togæ arma cessere? neque enim in republica periculum fuit gravius unquam, nec majus otium. Ita consiliis diligentiaque nostra celeriter de manibus audacissimorum civium delapsa arma impia ceciderunt. Quæ res igitur gesta unquam in bello tanta? Qui triumphus conferendus? » (I, 77.)

D'après ce commentaire, donné par l'auteur lui-même, le vers que je viens de rappeler me paraît devoir être entendu en ce double sens que d'une part l'autorité civile l'emporte par ses services sur l'autorité militaire, et que d'autre part la gloire acquise par la parole a plus de prix que celle qui s'obtient par les armes.

Remarquons cependant que Cicéron, qui s'appliquait particulièrement ce dicton, ne dédaigna pas la gloire des armes, qu'il la rechercha, qu'il l'obtint même, disent ses biographes, dans une expédition contre les Parthes, durant son gouvernement de Cilicie, et que peu s'en fallut qu'on ne lui décernât les honneurs du triomphe, comme aux plus illustres guerriers.

C'est qu'en effet en ce temps-là ceux qui visaient au gouvernement de la république ne se contentaient pas de briller dans l'ordre civil; ils voulaient être à la fois, ou tout au moins successivement, orateurs, jurisconsultes, magistrats et guerriers.

Il se rencontra chez les Romains des hommes qui surent remplir avec une égale aptitude ces professions si diverses; entre autres Caton l'ancien, dont il est dit par Tite-Live : « Huic versatile ingenium sic pariter ad omnia fuit, ut natum ad id unum diceres quodcunque ageret. In bello manu fortis multisque insignibus clarus pugnâ; idem, postquam ad magnos honores pervenit, summus imperator; idem in pace, si juxta consideres, peritissimus; si causa oranda esset,

« eloquentissimus. Nec is tantum cujus lingua vivo eo vi-
 « guerit, monumentum eloquentiæ nullum exstet; vivit immo
 « vigetque eloquentia ejus, sacrata scriptis omnis generis.
 « Orationes et pro se multæ, et pro aliis et in alios; nam
 « non solum accusando, sed etiam causam dicendo fatigavit
 « inimicos. » (XXXIX, 40.)

Cette aptitude en quelque sorte universelle était l'ambition des citoyens qui se croyaient appelés à gouverner l'État. César la possédait. Il fut l'un des plus éminents orateurs du Forum, juriste, habile administrateur et grand capitaine; mais son génie militaire l'emporta de beaucoup sur ses qualités civiles.

Chez Cicéron, au contraire, c'étaient les qualités civiles, et principalement l'éloquence, qui dominaient. Il ne fut homme de guerre que par occasion, et très-probablement sans vocation aucun, car la bravoure, dit-on, n'était pas son fait; et bien que ses légions, après sa victoire sur les Parthes, l'eussent salué du titre d'*imperator*, il ne parait pas qu'il s'en soit souvent glorifié.

Voilà pourquoi, je pense, en vue de s'élever au-dessus de César et de Pompée, ses compétiteurs, il proclamait par le vers que l'on connaît la prééminence de la toge sur les armes, et du mérite civil sur le mérite militaire. Mais sa prétention avait peut-être peu d'à-propos dans les circonstances de guerre civile au milieu desquelles elle se produisait.

Quoi qu'il en soit, le dicton n'a pas été perdu pour la postérité. Les gens de robe des temps modernes l'ont recueilli et en ont fait une sorte de règle, en vertu de laquelle on exige aujourd'hui encore que les militaires déposent leurs armes lorsqu'ils ont à comparaitre en justice en qualité de témoins. Mais je doute fort que le mot *cedant arma togæ* ait jamais été entendu à Rome comme nous l'entendons aujourd'hui.

II. Je trouve dans Tite-Live l'indication précise du motif qui déterminait l'adoption de la loi *Cincia*, portant prohibition à Rome des honoraires de plaiderie. « Pourquoi, dit un

personnage que fait parler l'historien, pourquoi a-t-on établi la loi *Cincia*, si ce n'est parce que les patriciens avaient commencé à prélever sous forme de présents et de rémunération un véritable impôt sur les plébiens? » « Quid legem « *Cinciam* excitavit de donis et muneribus, nisi quia vectigalis jam et stipendiaria plebs esse senatui cœperat? » (XXXIV, 4.)

Ainsi ce furent les sénateurs eux-mêmes qui introduisirent l'usage des honoraires, au moyen duquel le peuple devenait leur tributaire.

Le lecteur voudra bien rattacher cette note à ce que j'ai dit, dans la cinquième partie, de la loi *Cincia*, appelée par Plaute *lex muneralis*.

III. A Rome, les parties étaient généralement dans l'usage d'employer pour le soutien de leur cause le ministère d'un avocat. Lorsqu'elles n'en avaient pas, le magistrat leur en donnait un d'office, ce qui, paraît-il, ne se pratiquait pas en Grèce, car on lit dans Tite-Live que Démétrius, accusé par Persée son frère, se plaignait de n'avoir pas de défenseur et d'en être réduit à plaider lui-même sa propre cause devant Philippe, roi de Macédoine : « Sine advocatis, sine patronis, ipse pro me dicere cogor. » (XL, 16.)

Les plaideurs cependant n'étaient pas obligés devant les tribunaux romains de se faire patroner par un *orator causarum*; ils pouvaient se défendre eux-mêmes, quand ils se croyaient en état de le faire. Apulée fut son propre avocat dans le procès criminel intenté contre lui pour cause de magie. Il est vrai qu'il était du métier et qu'il avait toute aptitude pour présenter ses moyens de défense; mais on a vu qu'on admettait parfois des femmes à plaider pour leur propre compte.

IV. Il paraît certain que jusqu'au temps des empereurs chrétiens la profession d'avocat fut accessible, sans con-

dition aucune d'admissibilité, à quiconque voulait l'exercer.

A cette dernière époque, on jugea nécessaire de restreindre la liberté de son exercice.

Le nombre des avocats fut limité dans chaque siège supérieur de justice. Pour être autorisé à plaider en qualité de patron, il fallait être inscrit sur un tableau matricule, dont la formation appartenait au magistrat, qui statuait sur les demandes d'admission. Les candidats devaient justifier de certaines conditions d'aptitude et notamment de celle du stage ou surnumérariat. Une fois inscrits, ils étaient soumis au pouvoir disciplinaire du chef du tribunal auquel ils étaient attachés; celui-ci pouvait les suspendre et même les révoquer.

Les avocats n'étaient donc véritablement sous ce nouveau régime que des officiers ministériels. Ils étaient d'ailleurs astreints à un serment professionnel, dont j'ai rapporté la formule.

Il est à croire que le barreau réclama contre quelques-unes de ces règles, et notamment contre celle qui interdisait aux avocats inscrits sur le tableau d'un siège de justice de plaider devant un autre siège. Nous voyons en effet que Constantin supprima cette interdiction, de même que la limitation du nombre des inscriptions au tableau (L. 1, THEOD., *De postul.*). Mais plus tard elles furent rétablies; seulement, on a tout lieu de supposer que l'immatricule n'était plus une condition rigoureusement exigée pour être admis à plaider devant un tribunal.

V. A cette époque de décadence du barreau, les avocats n'étaient plus guère que tolérés. Il paraît même que les magistrats ne les supportaient qu'avec impatience; car il était recommandé aux proconsuls, sous le règne d'Alexandre Sévère, par le jurisconsulte Ulpien, de les traiter avec quelques ménagements: « Circa, advocatos patientem esse pro-
« consulem oportet. » (ULPIAN., L. 9, § 2, ff., *De officio proconsul.*) Cette recommandation donne à penser qu'on n'avait pas toujours pour eux les égards qui étaient dus

à leur profession, et qu'ils ne savaient plus se faire respecter.

VI. J'ai cité plusieurs grands orateurs du Forum qui cultivaient les Muses en même temps que l'éloquence.

Jules César était du nombre de ces avocats poètes.

En vue d'attirer sur lui l'attention publique et de s'ouvrir le chemin au pouvoir, il commença, comme tant d'autres, par exercer la profession d'avocat, tantôt en accusant de hauts personnages, tantôt en prenant la défense de particuliers dans des causes qui se rattachaient à la politique.

Lui aussi, lorsqu'il se livrait à ces exercices oratoires, faisait des vers et les publiait.

Suivant Tacite, qui s'en explique dans le dialogue *De oratore*, ces vers ne valaient pas mieux que ceux de Cicéron. Suétone nous en a conservé quelques-uns, qui contiennent une critique assez sévère des comédies de Térence. Ils sont reproduits dans une très-remarquable publication que chacun connaît, et à laquelle j'emprunte ce détail de l'histoire de Jules César.

Pourquoi les plus célèbres avocats de Rome s'essayaient-ils à parler le langage harmonieux de la poésie ? Était-ce simplement par manière de passe-temps et de délassement littéraire ? Non ; puisqu'ils livraient leurs vers à la publicité, montrant ainsi qu'ils voulaient faire preuve de facultés poétiques. La raison en est, je crois, que les avocats tenaient à paraître experts en poésie, tout comme les poètes à paraître experts en Droit. C'était d'ailleurs, pour quelques-uns d'entre eux, un moyen de plus de se poser en hommes parfaitement lettrés, de se mettre en évidence, et de se recommander, à l'occasion, aux suffrages électoraux du public romain, qui ne goûtait pas moins le talent poétique que le talent oratoire. Mais si les poètes étaient en général bons juristes, il paraît certain que ceux des juristes de profession ou des *oratores causarum* qui voulurent cueillir quelques lauriers de la couronne du Parnasse ne furent pour la plupart que de très-médiocres poètes.

En terminant ces notes complémentaires, je me permets d'appeler l'attention du lecteur sur les errata placés à la fin de chaque volume, et dans lesquels j'ai dû rectifier un certain nombre de fautes d'impression.

Quant à celles de ces fautes que je me suis abstenu de relever, je me bornerai à en dire, comme Martial :

Si qua videbantur chartis tibi, Lector, in istis
Sive obscura nimis, sive latina parum,
Non meus est error; nocuit librarius illis.
(II, 8.)

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME TROISIÈME.

QUATRIÈME PARTIE.

DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE ET DES JUGES.

§ I^{er}.

	<u>Pages.</u>
Origine mythologique de la justice.	1 à 4

§ II.

<u>Origine historique de la justice distributive. — Institution de la magistrature et des tribunaux.</u>	<u>4 à 14</u>
---	---------------

§ III.

<u>Position élevée des tribunaux. — Sièges de justice. — L'autorité judiciaire doit être grande et forte.</u>	<u>14 à 21</u>
--	----------------

§ IV.

Qualités distinctives du bon juge.

<u>I. Discernement.</u>	<u>21 à 22</u>
<u>II. Incorruptibilité. — Rareté de cette vertu chez les juges romains.</u>	<u>22 à 29</u>
<u>III. Impartialité. — Partialité reprochée aux juges romains. — Appréciation de leur justice distributive.</u>	<u>29 à 47</u>

§ V.

Le juge doit prêcher d'exemple.	47 à 49
--------------------------------------	---------

§ VI.

Juges ignorants.	49 à 57
-----------------------	---------

	Pages.
VII. Causes de la décadence de l'éloquence judiciaire.....	150 à 165
VIII. <i>Stipēs advocatorum</i> . — Ce qu'il fut dans l'origine. — Ce qu'il devint par la suite. — moyens de gagner gros. — Pactisations.....	165 à 180
IX. Effets de l'usage des honoraires de plaidoirie. — Démoralisation du barreau.....	180 à 183
X. Autres causes des désordres qui s'introduisirent dans le Forum. — Vains efforts pour y rétablir la discipline.....	183 à 186
XI. Mauvaise tenue de certains avocats.....	186 à 189
XII. Avocats trahissant les intérêts de leurs clients.....	189 à 196
XIII. Avocats plaçant le faux.....	196 à 197
XIV. Antipathie des poètes pour la profession d'avocat. — Conclusion de la <i>première section</i> . — Anecdotes judiciaires.....	199 à 204

SECTION DEUXIÈME.

CONSIDÉRATIONS ET PRÉCEPTES SUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT.

I. Aptitude ou inaptitude pour la profession d'avocat.....	204 à 205
II. Conseils aux jeunes avocats. — Conférences. — Stage. — Exercices préparatoires.....	205 à 215
III. L'avocat doit savoir se borner : ni trop ni trop peu. — <i>Selon le procès, le plaid</i> . — Moyen de dire tout ce qu'il faut et rien que ce qu'il faut.....	215 à 226
IV. Caractères de l'éloquence vraie.....	226 à 230
V. Qualités morales qui constituent le bon avocat. — Esprit de modération et de sagesse. — Probité.....	230 à 236
VI. L'avocat homme de bien peut-il se charger d'une mauvaise cause?.....	236 à 243
VII. Vacances des avocats romains. — Comment ils les employaient. — Age de la retraite.....	243 à 253
VIII. Conclusion de la <i>cinquième partie</i>	253 à 256
Observations finales.....	256 à 259

APPENDICES.

APPENDICE DE L'INTRODUCTION.

	Pages.
<u>Enseignement du droit chez les Romains.....</u>	<u>263 à 267</u>

APPENDICE DE LA PREMIÈRE PARTIE.

Lois. — Droit.	267 à 276
---------------------	-----------

APPENDICE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

PREMIÈRE SECTION.

CHAPITRE I^{er}.

§ I ^{er} . Etat des personnes.....	277 à 286
§ II. Etat civil.	287 à 288

CHAPITRE II.

Mariage.....	289 à 299
--------------	-----------

CHAPITRE III.

Paternité, filiation. — Adoption. — Puissance paternelle.....	299 à 305
---	-----------

CHAPITRE IV.

Distinction des biens.....	305 à 310
----------------------------	-----------

CHAPITRE V.

DES DIVERSES MANIÈRES DE TRANSMETTRE ET D'ACQUÉRIE LA PROPRIÉTÉ.

§ I ^{er} . Successions. — Testaments. — Donations.....	310 à 317
§ II. Contrats et obligations en général.....	317 à 321

CHAPITRE VI.

DIVERSES ESPÈCES DE CONTRATS ET OBLIGATIONS.

	Pages.
1. Vente.....	321 à 327
2. Louage.....	327 à 329
3. Société.....	329 à 330
4. Prêt.....	330 à 333
5. Mandat.....	333 à 334

APPENDICE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

DEUXIÈME SECTION.

Actions. — Procès. — Usages judiciaires.....	335 à 353
--	-----------

APPENDICE DE LA TROISIÈME PARTIE.

PREMIÈRE SECTION.

DROIT CRIMINEL.

Motifs de l'institution des peines. — Responsabilité pénale.....	354 à 355
--	-----------

ACTIONS DÉLICTEUSES.

Attentats contre la propriété.

Vol.....	355 à 360
Abus de confiance.....	360 à 361
Banqueroute.....	361 à 363
Faux en écriture.....	363 à 364

Attentats contre les personnes.

Homicide volontaire. — Empoisonnement. — Parricide. — Suicide.....	364 à 374
Attentats aux mœurs.....	374 à 383

432 TABLE DES MATIÈRES DU TOME TROISIÈME.

	Pages.
Voies de fait, coups et blessures. — Injures. — Diffamation..	383 à 385
Attentats contre la chose publique.....	385 à 392
Peines.	392 à 401

DEUXIÈME SECTION.

Juridictions criminelles.	402 à 406
Instruction criminelle.....	406 à 413
Accusation. — Défense.....	413 à 414

APPENDICE DE LA QUATRIÈME PARTIE.

De la justice distributive et des juges.....	415 à 418
--	-----------

APPENDICE DE LA CINQUIÈME PARTIE.

Du barreau romain.	418 à 424
-------------------------	-----------

00568745

ERRATA DU TOME TROISIÈME.

Page 12, ligne 19, au lieu de : *licent*, lire : *liceat*.

Page 32, ligne 5, au lieu de : *et si juste qu'elle fût sa balance il avait...*, lire : *et, si juste qu'elle fût, sa balance avait...*

Page 70, ligne 11, au lieu de *aïsser*, lire : *laisser*.

Page 80, ligne 16, au lieu de : *lili*, lire : *illi*.

Page 83, ligne 25, supprimer la virgule.

Page 185, ligne 22, au lieu de : *jamaïs, au contraire, avocat...*, lire : *jamais, au contraire, un avocat...*

Page 292, avant-dernière ligne, au lieu de : *ex templo*, lire : *extemplo*.

SUPPLÉMENT A L'ERRATA DU TOME DEUXIÈME.

Page 161, lignes 8 et 9, au lieu de : *l'adulération*, lire : *l'adulteration*.





A LA MEME LIBRAIRIE

TRAITÉ DU DROIT ROMAIN, par M. DE SAVIGNY, traduit de l'allemand par M. GUENOUX. 8 vol. in-8°, 1855. (Seconde édition.)

Prix. 60 fr

ESSAI SUR L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS AU MOYEN AGE, par M. CH. GIRAUD, membre de l'Institut inspecteur général des études de droit. 2 vol. in-8°. 16 fr

GOBINEAU LA DE — ESSAI SUR L'INÉGALITÉ DES RACES HUMAINES. 4 vol. in-8°. 30 fr

DE MAGNITOT. — DE L'ASSISTANCE ET DE L'EXTINCTION DE LA MENDICITÉ, par A. de MAGNITOT, préfet de la Nièvre, officier de la Légion d'honneur. 1 vol. in-8°. 6 fr

Cet ouvrage vient d'être couronné par l'Institut, où il a obtenu le premier prix de la fondation Morogues.

— DE L'ASSISTANCE EN PROVINCE. 1 vol. in-8°. Ouvrage couronné par l'Institut 4 fr



